PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

DEC 13 1933

9e Année N° 22.

LA

REVUE DE PARIS

15 NOVEMBRE 1933

		Pages.
★★	*L'Italie et l'Europe*	241
rges Duhamel	*Le Jardin des Bêtes sauvages.* — II.	258
Giscard d'Estaing	*Signification du Déficit*	289
ıcesse Fugger	*Dans l'Intimité de François-Joseph.*	304
é Gillouin	*La Politique du Comte de Fels*	323
nond Delage	*La Guerre sous les Mers.* — III	349
l Vitry	*Sculptures modernes du Louvre*	376
hel de Pourichkevitch	*Le Loup-Colonel.* — IV	402
rcel Lucain	*Recherche d'une Majorité*	425
Bouglé	*Psychologie et Sociologie en France.*	437
ıry Bidou	*Le Mouvement littéraire*	453

Marcel Thiébaut : *Katherine Mansfield.*

Copyright 1933 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La **REVUE DE PARIS** *publiera prochainement :*

Madame de Krüdener

par ABEL HERMANT,
de l'Académie française

Le Sac de Livres

par SOMERSET MAUGHAM

Deux ans après la Crise de la Livre Sterling

par ANDRÉ SIEGFRIED

La Révolution des Cinq

par ALBERT THIBAUDET

Le véritable Cardinal de Richelieu

par LOUIS BATIFFOL

Jacques Chardonne

par ANDRÉ ROUSSEAUX

Le Noir d'Afrique et la Civilisation européenne

par GEORGES HARDY

L'ITALIE ET L'EUROPE

Pendant dix ans, dix longues années où l'Europe cherchait douloureusement une formule de paix, l'Italie et la France sont demeurées étrangères l'une à l'autre. Elles se retrouvent aujourd'hui, mais combien changées! Vont-elles se reconnaître? Nous pouvons, nous Français, nous demander non seulement ce qu'est en soi l'Italie nouvelle, ce que sont ses institutions et ses mœurs, mais aussi quelle place réelle elle occupe aujourd'hui dans le monde et quel jeu elle entend y mener.

MUSSOLINI, HÉRITIER DE CAVOUR

Pendant dix ans nous n'avons voulu entendre, au delà de la frontière, que les phrases belliqueuses de son chef et le pas de ses légions. Nous avons vécu sur la vision d'un peuple fiévreux aux mains d'un condottiere impatient. Nous avons, en d'autres termes, considéré la politique extérieure du Fascisme comme un phénomène d'exception. Il n'en est rien : la politique extérieure du Fascisme est la suite logique de la politique traditionnelle de l'Italie.

Il est exact que le Fascisme, à ses débuts, né d'une réaction violente du pays contre l'aveulissement où, depuis la fin de la guerre, il se laissait entraîner, ait commencé par nier ce qu'il remplaçait. Mais à mesure qu'il prenait conscience de lui-même et qu'il transformait son mouvement en doctrine, ses chefs comprenaient davantage qu'il n'avait chance de durer qu'en n'écartant aucune des forces vraies de la nation, en les

attirant à lui au contraire pour s'en assimiler la substance. Le Fascisme a peu détruit, les organes nouveaux qu'il a créés se sont superposés à ceux qui existaient déjà; ni la royauté, ni le parlement, ni la propriété individuelle n'ont été abandonnés, l'esprit seul a changé. Ce qui est vrai de la politique intérieure ne l'est pas moins de la politique étrangère.

A bien des égards — et il s'en flatte lui-même — le Fascisme est le continuateur du Risorgimento. La chemise noire succède à la chemise rouge. Mais l'essor de l'unité italienne s'est fait sous l'impulsion de deux hommes bien différents, Garibaldi et Cavour. Le Mussolini de la marche sur Rome, le Mussolini empanaché qui passe à cheval devant le front de ses troupes, le Mussolini des harangues au peuple est le descendant de Garibaldi. Mais le Mussolini qui désigne les ambassadeurs, qui inspire les dépêches, qui oriente la presse, qui, seul, étudie en silence la carte d'Europe, celui-là est l'héritier de Cavour. Ce n'est pas un hasard que le chef du gouvernement italien, auteur dramatique à ses heures, ait collaboré à cette pièce de *Villafranca* dont le personnage principal est précisément le ministre de Victor-Emmanuel.

Le rêve, le programme de Cavour, c'est l'unité italienne. M. Mussolini n'en a peut-être pas d'autre. Les temps seulement ont changé. L'unité territoriale de l'Italie péninsulaire que Cavour a presque réalisée, qu'un demi-siècle plus tard la grande guerre couronnera, M. Mussolini se rend compte qu'elle est encore fragile, que même le sang versé sur les champs de bataille de la Piave ne l'a point assez cimentée. Pour parfaire cette unification morale du pays — œuvre essentiellement intérieure — le Duce fera appel à tous les moyens, l'école et la tribune, l'uniforme, l'embrigadement et les migrations de province à province. Il utilisera également toutes les ressources de la politique étrangère, c'est-à-dire que son attitude internationale lui servira souvent à des fins intérieures. Cavour a trouvé en la France l'appui nécessaire à la réalisation de ses vastes desseins. Mais s'il s'est tourné vers elle, ce n'est pas au nom de quelque affinité latine, de quelque sympathie historique. C'est d'abord parce que la France était aux mains d'un homme incertain et puissant dont il connaissait admirablement les faiblesses et qu'il savait diriger de toute sa

volonté froide. C'est ensuite parce que deux influences étrangères dominaient dans les États d'Italie, la française et l'autrichienne et que le génie de Cavour, jouant de l'une pour évincer l'autre, parvint du même coup à les affaiblir toutes les deux. D'autre part, tout en manœuvrant Paris, Cavour n'a garde de négliger Londres. Au cours de sa disgrâce de Leri, certain que les circonstances le rappelleront et pensant qu'il a désormais tiré de l'alliance française tout ce qu'elle peut donner, il songe un instant à s'assurer l'aide de l'Angleterre. Il ne le fait point d'ailleurs, mais il écoute sans déplaisir cette Angleterre qui n'a rien fait, s'indigner que la France n'ait pas fait assez. Les grandes lignes de la politique italienne sont désormais esquissées et de main de maître : se servir de la France contre l'Autriche, comme on se servira plus tard de l'Allemagne contre la France et se ménager à l'arrière-plan une sympathie britannique qui, discrètement mais fermement, arbitrera. Le Fascisme n'a pas fait mieux.

Et pourtant sa politique extérieure rend un son différent. Si le thème fondamental est le même, l'harmonie est nouvelle. Comment d'ailleurs en serait-il autrement? Le Fascisme est une révolution et, qui plus est, une révolution qui se poursuit. A peine au pouvoir, il compte ses adversaires autour de lui : ils sont nombreux. Son avenir est incertain. Il a besoin d'un appui au dehors. C'est vers la France qu'il se tourne, et la France ne veut pas voir la main tendue. Il nous a fallu plus de dix ans pour comprendre!

LA QUERELLE FRANCO-ITALIENNE

Les hommes qui, les premiers, se groupèrent en faisceaux de combat étaient pour la plupart d'anciens combattants. Ils avaient dans la bouche le goût de cendre de la victoire mutilée, devant les yeux le spectacle de leur pays, celui pour lequel ils venaient de souffrir, en proie à l'anarchie grandissante. Ils étaient persuadés que, mal défendus à la Conférence de la Paix, ils avaient été frustrés de leurs droits par leurs alliés de la veille. Mais le souvenir des sacrifices communs était encore vivant. En offrant leur amitié à la France, peut-être espéraient-ils que l'accord de Saint-Jean-de-Maurienne allait

être ressuscité et que la jeune révolution, emportant d'assaut ce que la diplomatie n'avait pu obtenir, trouverait dans son succès brusqué sa justification et sa garantie. En raisonnant ainsi, ils oubliaient que la marge entre les espérances et les réalisations italiennes n'était pas le fait d'une mauvaise volonté égoïste des anciens alliés, que les complications de la paix avaient été innombrables et que personne, dans aucun pays, n'avait quitté l'épée pour la charrue avec un cœur satisfait. Il n'en restait pas moins que, l'appel ayant été fait et n'ayant pas eu de réponse, le Fascisme encore chancelant ne pouvait, sous peine de mort, s'obstiner dans une attitude stérile de demandeur. Le succès l'aurait affermi : il allait faire de son échec une arme formidable pour forger cet esprit national avec lequel il entendait s'identifier.

Pendant dix ans la France et ses amis seront présentés à l'opinion publique italienne comme les ennemis irréductibles non seulement de la gloire, mais même de la sécurité de l'Italie. L'empire d'Autriche contre qui s'était faite l'unité politique au siècle dernier, a disparu. Les manuels d'histoire le reconnaissent : « Seuls de tous les peuples belligérants, dit l'un d'eux[1], nous avons acquis notre frontière naturelle, qui est l'un des plus formidables systèmes défensifs du monde : notre sécurité militaire est aujourd'hui garantie par la nature même. Aussi l'Italie peut-elle vraiment se dire indépendante : quand la frontière était à quelques kilomètres de Vérone et de Udine, et que l'ennemi dominait nos grandes plaines des hautes vallées du Sarca, de l'Adige, du Brenta et des rochers inexpugnables du Carso, l'Italie vivait dans une sorte de tutelle craintive à laquelle l'hypocrisie politique avait donné le nom de Triple Alliance. Aujourd'hui, des cimes de nos frontières, c'est nous qui dominons l'ennemi. Mais cet ennemi n'existe même plus; du vieil empire austro-hongrois il ne subsiste que deux petites républiques médiocres qui se traînent dans la misère et dans la mémoire mélancolique d'une grandeur passée morte à tout jamais. Ainsi nous nous sommes libérés du cauchemar d'une Autriche puissante et éternellement menaçante, reste dernier de tant de siècles et de servitude. » Mais cette

1. Alfonso Manaresi, *Storia contemporanea per i licei classici, scientifici e gl' istituti magistrali*, 1930.

sécurité excessive et réelle de l'Italie ne convient pas à l'atmosphère d'une révolution qui entend vivre dangereusement. Le fascisme se fonde sur l'esprit viril du peuple et la menace aux frontières est l'infaillible et classique coup de fouet qui tient en éveil le courage des hommes, les fait renoncer à leurs discordes et s'élever jusqu'à la conception du bien commun. Cette unité morale dans l'exaltation, voilà peut-être le but suprême du fascisme, au moins à ses débuts. L'Italie pour cela a besoin d'un ennemi. La France, pendant dix ans, a consenti à en tenir le rôle.

Une campagne de presse infatigable la représente comme le refuge où se trament tous les complots contre le régime nouveau. A chaque attentat terroriste, le procès met en lumière les liens, souvent étroits d'ailleurs, qui rattachent les criminels aux organisations d'antifascistes réfugiés à Paris. Les armements français, les alliances de la France deviennent les preuves d'un vaste plan militaire et diplomatique conçu en vue d'étouffer l'Italie. Dans l'Europe Centrale où l'anéantissement de l'Autriche-Hongrie avait laissé à Rome l'espérance d'une expansion possible, dans les Balkans où Crispi avait tenté de planter les premiers jalons, sur la rive opposée de l'Adriatique, dans le Proche-Orient, en Afrique du Nord, partout où la ruse de Bismarck avait jeté la semence d'une revendication italienne, l'influence française s'est établie. Comment s'étonner qu'une interprétation subtilement distillée pendant des années ait donné au peuple italien la conviction que son ennemi, c'était la France? Le véritable miracle au contraire, c'est qu'au moment où a lui à l'horizon politique l'aube d'une amitié nouvelle, spontanément, dans toutes les classes du peuple italien, aient de nouveau jailli vers nous des flots de sympathie émue qu'un malentendu aussi prolongé n'avait point asséchés.

L'AMITIÉ ITALO-ALLEMANDE

Le fascisme, donc, se range systématiquement aux côtés des puissances, quelles qu'elles soient, dont l'intérêt s'oppose à celui de la France. Convaincu que l'Italie n'a plus rien à attendre de son ancienne alliée, convaincu également de cette

vérité historique que les traités ne sont pas éternels, que tôt ou tard les nations vaincues améliorent la position qui leur fut assignée au moment de leur défaite, il embrasse toutes les revendications des vaincus. Que craindrait l'Italie? Elle n'a pas à ses portes une Allemagne dont le potentiel de revanche demeure formidable. Elle peut impunément protester contre l'occupation de la Ruhr, souscrire en faveur de la Hongrie à la révision territoriale des traités, prendre sur le terrain du désarmement une attitude qui vise avant tout au désarmement de la France.

Mais jusqu'où va cette collusion entre les divers éléments de l'ancien bloc germanique et l'Italie qui fut, après tout, puissance victorieuse? Longtemps l'accord eut l'apparence d'être absolu. En réalité il ne le fut jamais. Quand, au début de cette année, la nouvelle se répandit d'un prétendu traité liant l'Allemagne et l'Italie par l'intermédiaire de la Hongrie, ce fut en Italie une indignation d'une violence inouïe, un débordement de fureur contre la campagne de mensonges et de calomnies qui cherchait à noircir les intentions de la politique italienne. La nouvelle était évidemment fausse, mais pourquoi cette indignation, cette fureur à l'idée que Rome aurait pu préciser dans un acte diplomatique les sympathies qu'elle montrait ouvertement, en toute occasion, à deux puissances qu'elle appuyait de son mieux? N'y avait-il pas dans ce « tolle » dont les échos se prolongèrent pendant des semaines, la preuve que l'Italie n'entendait à aucun prix confondre son jeu avec celui des puissances centrales? Ses intérêts ne sont pas les leurs. On l'avait bien vu déjà au moment où l'Anschluss économique avait été sur le point de se conclure, quand l'Italie mêla sa voix à celle de la France, et, comme elle, opposa son *veto* à l'Allemagne. Si l'Italie fait le jeu allemand, elle se garde bien d'enchaîner son sort à celui de l'Allemagne. Le rôle qu'elle ambitionne est un rôle distinct et supérieur, qui longtemps peut-être ne lui rapportera aucun avantage substantiel, mais qui, le moment venu, lui permettra d'arbitrer l'Europe. En 1925 elle obtient d'un seul coup cette place de choix : Locarno la met aux côtés de l'Angleterre dans les régions sereines où siègent les juges du monde. Elle départagera le juste et l'injuste, décidera, si la guerre éclate, de la victoire.

Mais Locarno s'évapore, il n'est plus, semble-t-il, qu'un traité de plus catalogué dans les archives. Le juge descend de son tribunal, se fait à nouveau l'avocat d'une des parties. La première des étapes qui conduisent l'Italie à la grande politique internationale n'est plus qu'un souvenir. Au moins est-ce un souvenir profond que méditera le chef du gouvernement italien et qu'il aura pour haute ambition de ressusciter. Le Pacte à quatre ne s'explique pas autrement.

LA POLITIQUE DE TURIN ET SES VICISSITUDES

Le 23 octobre 1932 M. Mussolini est à Turin. C'est la première fois qu'il y retourne depuis les jours sombres du début du fascisme. Alors l'accueil avait été plus que froid, presque hostile. Le communisme avait des attaches solides parmi la population ouvrière de la ville. Aujourd'hui les rues sont pavoisées. Depuis qu'il est arrivé tout à l'heure à la gare, le Duce n'a cessé d'entendre monter vers lui les acclamations innombrables. Décidément les derniers foyers de résistance sont bien éteints, la victoire intérieure est complète et le dixième anniversaire de la marche sur Rome s'annonce comme un triomphe. Le début de l'An XI sera marqué par une amnistie générale pour tous les adversaires intérieurs. Que cette fin de l'an X soit aussi un appel à la concorde internationale! M. Mussolini, sûr de sa force, amnistie l'Europe. « Je pense que si demain, sur la base de la justice, sur la base de nos droits sacro-saints, consacrés par le sang de tant de jeunes générations italiennes, se réalisaient les prémisses nécessaires et suffisantes pour une collaboration des quatre grandes puissances occidentales, l'Europe serait tranquille du point de vue politique et peut-être, la crise économique, qui nous tenaille, toucherait à sa fin. » Pour la première fois les quatre grandes puissances occidentales sont mises sur le même rang. Le discours ne contient pas un mot de provocation à l'égard de la France. La frontière pourtant est proche. On travaille depuis des mois à la fortifier et le bruit court même que le chef du gouvernement profitera de son séjour en Piémont pour aller inspecter les travaux qu'on exécute : la seule inauguration qu'il préside aux environs est celle d'un aqueduc

pacifique. L'idée de ce qu'on appellera plus tard le club de la paix est lancée. Avant de prendre la forme d'un traité, elle connaîtra encore bien des éclipses, mais le Duce, pour la première fois, a montré qu'il pouvait renoncer à agiter devant les foules l'épouvantail de la France; l'âme nationale est forgée.

Le discours de Turin fut accueilli avec sympathie à l'étranger. En France même on en reconnut la modération, l'esprit pacifique : « De cette ville frontière, qui n'a jamais redouté la guerre, avait dit le Duce, je déclare — afin que tous l'entendent — que l'Italie suit une politique de paix, de cette paix véritable qui ne peut être dissociée de la justice, de cette paix qui doit descendre dans les cœurs comme une espérance et une foi. » On ne manqua pas de remarquer l'appel à la collaboration des quatre puissances, on n'y discerna pas l'essentiel, c'est-à-dire l'effort fait par M. Mussolini pour hausser la politique italienne à un niveau supérieur, pour faire que, sans négliger les intérêts nationaux, elle se déroule dans une atmosphère plus sereine et présente à l'Europe des solutions acceptables pour tous.

Il faut reconnaître que les événements des mois suivants allaient, pendant un certain temps, faire oublier le discours de Turin. L'année 1932 n'est pas terminée que l'incident des lions de Trogir fait une fois de plus passer sur l'Italie une bourrasque de colère nationale. L'antagonisme italo-yougoslave connaît des heures aiguës; la presse italienne relève comme un défi le geste « sacrilège » des patriotes serbes qui viennent de détruire en Dalmatie le symbole de l'ancienne domination de Venise. Des manifestations s'organisent dans toutes les villes de la péninsule. A Rome les étudiants protestent avec violence sous les fenêtres de la légation yougoslave, la Chambre des députés lève une de ses séances en signe de deuil. Les nouvelles de Belgrade montrent le pays à la veille d'un démembrement. L'opinion croit en l'imminence d'un séparatisme croate.

Le démembrement n'a pas lieu, les manifestants cessent de manifester, la colère tombe. L'incident se termine.

Pendant cette fin d'année 1932 quelques esprits, en France, ont évolué. Le discours de Turin a montré que l'Italie était

prête à prendre une attitude qui ne fût plus, par principe, le contre-pied de l'attitude française. Le Congrès Volta, l'afflux des touristes attirés à Rome par les fêtes de l'An X font connaître une Italie rajeunie, propre, ordonnée, où les colonnes antiques pieusement exhumées se dressent à côté des stades modernes et des palais flambant neufs de style rationnel. Après avoir célébré d'une éloquence si continue les vertus guerrières, voici que les orateurs chantent les louanges de la paix, de la paix romaine. Aux défilés d'enfants armés de fusils et de baïonnettes succèdent les défilés d'enfants armés de pelles et de pioches. Bientôt, sur la Voie Impériale, les avant-gardistes, montés sur des tracteurs agricoles, montreront aux étrangers massés sur leur passage des inscriptions : « Voici la guerre que nous préférons. » Bientôt le Duce lui-même, retroussant ses manches, ira parmi les paysans de Littoria, la cité conquise sur le marais, battre et engranger le blé. Pour achever l'œuvre immense de reconstruction intérieure, dont les preuves sont manifestes, l'Italie a besoin de la paix. Elle présente au monde le visage grave d'une nation saine qui s'organise avec courage et dont la guerre ne pourrait que briser l'effort.

Ceux qui, en France, commencent à percevoir qu'entre l'harmonie italienne et la confusion allemande, entre l'esprit et les intérêts de Rome et de Berlin, il ne peut exister qu'une communauté artificielle et par conséquent passagère, ceux-là voient juste. Ils voient juste encore quand ils en déduisent que la brouille franco-italienne, elle non plus, n'a aucun caractère de nécessité, qu'une réconciliation est possible. Mais leur calcul est faux quand ils imaginent qu'un simple replâtrage pourra réédifier l'amitié lézardée, qu'une conversation de chancellerie sur les questions proprement franco-italiennes, statut des Tunisiens ou même concessions coloniales, suffirait à nous assurer en face de l'Allemagne la collaboration italienne. L'expérience de 1928, où l'accord fut à la veille de se conclure, aurait dû suffire.

La France envoie à Rome un nouvel ambassadeur. Ce n'est pas un homme de carrière. Sa mission a une durée limitée. Il a fait publiquement connaître ses intentions, elles sont indiscutablement conciliantes. Il arrive à Rome riche d'idées,

Il les expose. On l'écoute. Les semaines passent. L'Italie semble indifférente. Depuis Turin aucune déclaration, aucun geste politique n'ont confirmé la volonté italienne de collaborer avec la France. Encore le discours de Turin ne faisait-il pas la moindre allusion à un désir de négociations directes entre les deux pays. Bien mieux un facteur nouveau s'est présenté depuis lors : Hitler en Allemagne est devenu chancelier. Or l'hitlérisme est issu du fascisme. Son avènement a été salué en Italie comme une victoire. Son inexpérience va le forcer à se tourner vers son aîné pour lui demander conseil. Pourquoi l'Italie compromettrait-elle, par une faiblesse envers la France, sa position en Allemagne, au moment précis où cette position va devenir si forte qu'elle lui permettra de jouer le rôle de tuteur et de guide? A la fin de février les seules conversations diplomatiques que l'Italie poursuit avec intérêt, c'est avec Berlin qu'elle les mène. Il s'agit alors d'obtenir du gouvernement allemand des garanties sur ses intentions à l'égard de l'Anschluss. On escompte si bien le succès de leur issue que le bruit court d'un voyage prochain de Hitler à Rome. Le chancelier viendra dans la seconde quinzaine de mars. Et brusquement les choses changent de face.

LE PACTE A QUATRE

Le 9 mars dans la nuit, suivant son habitude, le Grand Conseil fasciste se réunit. Les débats se poursuivent jusqu'à une heure avancée. Quand ils sont terminés, l'Italie a pris la décision de revenir à la politique de Turin, d'en faire une réalité, de prendre l'initiative d'un nouveau Locarno. On connaît les raisons de ce revirement. L'ambassade d'Italie à Londres a jeté l'alarme. Elle a décrit l'opinion britannique profondément troublée par le nationalisme allemand, indignée de ses violences et de ses tendances, elle a montré l'imprudence que serait pour l'Italie une intimité par trop exclusive avec l'Allemagne. L'avertissement a suffi. Mais il faut, pour que le projet ébauché réussisse, mettre dès le début l'Angleterre dans le jeu. Le 18 mars M. Macdonald est à Rome. Dans quelques heures le premier texte du Pacte à quatre sera rédigé.

Il est inutile de refaire l'historique de cette négociation qui devait aboutir, en moins de trois mois, à la signature du pacte de Rome et qui fut parmi les plus exceptionnelles et parfois parmi les plus dramatiques. Le projet italien, déjà amendé par le Premier britannique, est critiqué par la France, l'Italie accepte de prendre pour base de discussion les suggestions françaises, l'Allemagne résiste, Rome intervient, Berlin accepte. Quand les trois ambassadeurs et le chef du gouvernement italien apposent leur paraphe au bas du document, celui-ci n'a plus avec la rédaction primitive qu'un lointain air de famille. Or, d'un bout à l'autre de la négociation, les amendements français, quels qu'ils fussent, et dont certains tendaient à renverser l'économie même du projet, sont accueillis par M. Mussolini avec un esprit de compréhension insoupçonné. Il les accepte, il les fait siens, il se charge de les faire admettre par l'Allemagne rétive, comme s'il mettait sa coquetterie à montrer jusqu'où peut aller son ascendant sur le gouvernement hitlérien. Pourquoi cette souplesse soudaine chez un homme dont on ne vantait jusqu'alors que l'énergie autoritaire, pourquoi ces preuves d'esprit conciliant à l'égard d'une nation dont les derniers mois ont montré qu'il entendait pour le moins l'ignorer? Quelles sont les intentions réelles de la politique italienne?

Une première remarque s'impose, elle est d'ordre psychologique. Elle s'applique au caractère de M. Mussolini. La légende a tellement mis en lumière le surhomme qu'on est porté à oublier ce qu'il y a d'humanité en lui, d'humanité sympathique, sensible. Il a besoin d'un effort pour se dominer, et c'est ce qui fait sa noblesse. Il est influençable à l'extrême, et c'est pourquoi l'empirisme joue un tel rôle dans son œuvre. Qu'il s'agisse de régime corporatif ou de politique étrangère, son esprit latin projette dans l'avenir un plan dont les grandes lignes changeront peu. Quant aux détails, sa finesse italienne les adaptera aux circonstances. Les négociations en vue du Pacte à quatre n'auraient-elles eu pour avantage que d'établir un contact étroit entre le demi-dieu, isolé par sa grandeur même, et les réalités de l'esprit public en France, qu'on devrait les considérer comme utiles. Elles ont permis à M. Mussolini de toucher du doigt les foyers de l'opinion

française et de comprendre jusqu'où il était possible de l'influencer, à partir de quel moment tout effort était inutile.

Du 18 mars au 7 juin, la politique italienne a donc évolué. Voyons dans quel sens.

LA CRAINTE DE L'ANSCHLUSS, RESSORT DE LA POLITIQUE ITALIENNE

Quand le Grand Conseil se réunit le 9, un dialogue, on le sait, est en cours entre Rome et Berlin sur le problème de l'Anschluss et Rome cherche à obtenir du gouvernement hitlérien l'assurance d'une renonciation à l'accaparement de l'Autriche. Or, à mesure que le dialogue se poursuit, Rome constate que l'assurance espérée devient de plus en plus problématique et cette constatation est un des facteurs déterminants de la décision qui sera prise. L'origine lointaine du Pacte à quatre, ce sont les sympathies mussoliniennes pour un équilibre franco-allemand dont le double balancier serait l'Angleterre et l'Italie, sympathies qui ont permis Locarno et qui ont inspiré le discours de Turin, mais il a deux origines immédiates, le danger soudain aperçu de heurter de front l'opinion britannique et les difficultés fortement ressenties d'obtenir de l'Allemagne une garantie réelle en ce qui concerne ses ambitions en Autriche. Ce dernier point, auquel on a sur le moment peu prêté attention, est capital. Ce qui a permis l'indépendance quasi-révolutionnaire de la politique italienne depuis la guerre, c'est la disparition, sur la carte d'Europe, du bloc des empires centraux. L'Allemagne, en soi, ne constitue pas un danger pour l'Italie. Elle ne pourrait même, en reprenant une vigueur nouvelle, que mieux tenir en échec les autres forces du continent sur lesquelles l'Italie n'a pas prise et dont elle dénonce volontiers l'hégémonie. Mais que l'Allemagne fasse mine de regarder vers le sud, qu'une possibilité d'union austro-allemande soit envisagée, alors les choses changent d'aspect. On tentera soit de trouver un dérivatif à l'Allemagne, soit d'assurer à l'Autriche une position telle que son indépendance économique et morale n'ait rien à redouter. Longtemps, devant la querelle italo-yougoslave, on a pu croire que le problème crucial pour

l'Italie était le statut de l'Adriatique. C'est dans cette voie que de libres esprits ont cherché la clef qui permettrait de sortir de l'impasse franco-italienne. Le problème garde sa gravité, il n'est pas sans rapport d'ailleurs avec le problème autrichien, mais c'est ce dernier qui prime et c'est dans une communauté d'action à l'égard de l'Autriche que réside encore la solution des relations entre Paris et Rome.

Au moment où l'Italie propose le Pacte à quatre, son raisonnement est à peu près le suivant : « Si nous voulons éviter l'Anschluss, il faut trouver pour l'Allemagne une compensation. » Cette compensation, n'est-ce pas tout naturellement vers l'est qu'il faut la chercher? La Pologne a toujours été ménagée par la presse italienne. Des articles d'une sympathie objective paraissent même de temps en temps sur le port de Gdynia. On se plaît à reconnaître les liens culturels qui existent entre l'ancien royaume des Jagellons et l'Italie de Victor-Emmanuel. Mais les hommes d'État italiens ont tourné et retourné en tous sens le casse-tête du corridor. Certains ont même rêvé d'un couloir allemand traversant, le long de la mer, le couloir polonais et reliant la Silésie à la Prusse Orientale tandis qu'on assurerait à la Pologne un débouché vers la mer, à l'est. En tout cas, si jamais l'idée, ou toute autre du même genre, devait venir en discussion, elle ne saurait être abordée que dans une atmosphère européenne moins lourde d'orages possibles : le Pacte à quatre est indispensable.

L'ITALIE FAIT-ELLE UNE POLITIQUE DE PRESTIGE?

Le texte paraphé au mois de juin ne contient même plus le germe d'une pareille hypothèse. Il n'est qu'une déclaration d'esprit pacifique à laquelle souscrivent les quatre puissances. Les derniers hésitants s'y sont ralliés parce qu'ils ont la conviction qu'ils n'y prennent aucun engagement précis. Mais une question se pose de nouveau : comment l'Italie a-t-elle pu consentir à cette décoloration du texte initial? L'Italie, a-t-on dit, cherchait avant tout un succès de prestige. Il est certain qu'il eût été difficile de reconnaître l'échec d'une tentative qui avait eu à ses débuts un tel retentissement. Il est certain également qu'en renonçant à voir insérer dans le pacte les précisions

qu'il avait proposé d'y mettre, M. Mussolini ne renonçait point par là aux intentions qui l'avaient inspiré et que, si les autres signataires refusaient de se lier les mains, il gardait de son côté une liberté égale. Mais plus que du prestige nouveau qu'il acquérait ainsi aux yeux de son opinion publique, c'est de l'autorité internationale que lui conférait le nouveau pacte que le Duce pouvait à juste titre s'enorgueillir. A Locarno l'Italie avait été admise au nombre des arbitres, désormais c'est elle qui assume la présidence de l'arbitrage. En acceptant de rayer un à un de son texte tous les points auxquels on pouvait supposer qu'elle tenait essentiellement, elle a montré que le but qu'elle visait n'était pas d'atteindre des réalisations prochaines et partielles, mais de proposer une méthode de travail efficace. C'est la méthode définie par Descartes qui a assuré sa gloire. Les grandes puissances sont celles qui savent se détacher de leurs intérêts propres pour marcher de l'avant et montrer la voie.

Mais en dehors même de ce progrès moral incontestable que représente pour elle la signature du pacte, l'Italie espère que dans un avenir très rapproché des résultats tangibles en seront la conséquence nécessaire. La Conférence du désarmement va recommencer. Elle entre dans sa phase dernière. Il faut qu'elle réussisse, parce que l'Italie fasciste a besoin de la paix pour continuer son œuvre, parce que la reprise économique est conditionnée par le retour de la confiance, et aussi parce que le budget 1933-1934 laissera un déficit de plus de quatre milliards et demi et qu'une nouvelle course aux armements serait peut-être fatale aux finances de l'État. Enfin, dernier avantage et non le moindre, le Pacte à quatre permettra, sans renoncer à l'amitié allemande de répondre aux avances de la France, lasse de cette inimitié sans fondement qui la sépare d'une nation fraternelle.

Telle était la situation au 7 juin dernier. Les mois suivants allaient démontrer que les espérances mussoliniennes étaient fondées et que le pacte de Rome, vide en apparence, était riche de possibilités à exploiter. Les rapports franco-italiens se détendent progressivement. Les deux pays arrivent à comprendre que si, pendant dix ans, ils se sont presque partout trouvés face à face, c'est que leurs intérêts les portaient

à étudier les mêmes problèmes et que, s'il y avait eu trop souvent entre eux un sentiment de jalousie, c'est qu'ils avaient l'un avec l'autre trop de ressemblances. Un bon coureur ne jalouse qu'un bon coureur, une jolie femme qu'une jolie femme.

PREMIERS ESSAIS DE COLLABORATION FRANCO-ITALIENNE

Que de critiques n'a-t-on pu lire dans les journaux de Rome ou de Milan à l'égard de la politique financière de la France, politique d'enrichis, d'accapareurs, d' « affameurs » — le mot fut imprimé. — Tous les maux de la terre venaient de ce que les caisses d'or s'entassaient dans les caves de la Banque. La Conférence économique se réunit à Londres, les théoriciens du dollar fluide et de la livre élastique prêchent l'évangile hérétique de la monnaie dirigée. L'Italie et la France comprennent qu'avec des moyens différents, suivant des méthodes différentes, elles doivent l'une et l'autre leur stabilité monétaire aux mêmes vertus latines de mesure et d'épargne. Elles se trouvent côte à côte dans le bloc des nations à étalon-or.

Autre exemple : l'Europe danubienne. Dans ce puzzle d'États où les races les plus vieilles du continent forment le conglomérat des nations les plus jeunes d'Europe, l'influence italienne et l'influence française se sont jusqu'à présent heurtées à chaque carrefour. Quand la France, jadis, proposa un plan de collaboration — le plan Tardieu — l'Italie n'y voulut voir qu'un machiavélisme impérialiste! Elle revendique ses droits d'intervention, elle est État successeur, elle joue le rôle de protectrice de la Hongrie et de l'Autriche, de la Bulgarie même si la Bulgarie le voulait bien. En fait, elle redoute toute solution qui, laissant l'Autriche végéter, la pousserait à se tourner vers l'Allemagne. Elle souhaite une solution qui ferait de Trieste et de Fiume les débouchés de l'Europe centrale et permettrait à ces deux ports, aujourd'hui sans hinterland, de redevenir prospères. Mais là encore, France et Italie ont des intérêts identiques : l'assainissement économique. Les délégués italiens à Genève échafaudent, un peu hâtivement d'ailleurs, un memorandum. La France va-t-elle, une fois de plus, dire non? Elle accepte

sans hésiter le projet italien comme base de discussion. Et l'Italie se réjouit, sincèrement, ouvertement. Elle proclame aussitôt que son plan n'est pas une version *ne varietur*, qu'il est assez souple pour tenir compte de toutes les critiques qu'on lui adressera, pourvu que la France y collabore.

Dernier exemple : le désarmement. Il n'est pas de question qui ait soulevé en Italie plus d'attaques contre son ancienne alliée. La France armée jusqu'aux dents, la France menaçant la paix de l'Europe, la France esclave des marchands de canons, autant de tableaux mille fois répétés, hallucinants à force d'être multipliés. Or c'est par le désarmement qu'ont commencé cet été les premières conversations franco-italiennes. A la veille du 16 octobre, c'est-à-dire du jour où pour la dernière fois la Commission du Désarmement va se réunir à Genève, France et Italie, c'est entendu, n'ont pas réalisé le front commun, elles se ne sont pas mises d'accord sur tous les points, mais l'écart qui les sépare est infime et les probabilités en faveur d'une entente sont si grandes que M. Mussolini n'hésite pas à terminer un article retentissant par ces mots : « L'accord se fera. » C'est alors qu'éclate la bombe allemande : le Reich se retire de la Conférence.

Le coup était dur. L'Italie n'avait pas été prévenue, l'Allemagne signataire du pacte de Rome, qui, par conséquent, s'était engagée à se consulter avec les trois autres puissances avant de prendre une décision grave, négligeait ses engagements. Hitler qui semblait jusqu'alors chercher ses inspirations à Rome, se libérait de la tutelle de ses anciens avec une désinvolture presque insolente. Qu'allait faire l'Italie?

Elle ne fit rien — et fut sage. Son inquiétude à peine avouée mais réelle, en attendant la réponse que devait faire le président du Conseil français à l'appel que Hitler dans son discours du 16 octobre adressait à la France, montra quel prix Rome attachait désormais à maintenir étroite la liaison enfin rétablie avec Paris. La fermeté de la réponse française fut saluée par une approbation unanime. L'Italie rassurée acquiesça — mais ce fut tout. Elle se borna dès lors à attendre les élections allemandes du 12 novembre, espérant que le gouvernement hitlérien, fort désormais d'une majorité régu-

lière, retrouverait une liberté d'action suffisante pour considérer la situation européenne dans un esprit plus modéré, et pour composer.

***

Comment les quatre grandes puissances reprendront-elles contact? Nul ne le sait encore. L'Italie se défend de vouloir en assumer l'initiative. Elle est persuadée, elle espère, qu'on la chargera d'agir et de rapprocher, hors du pacte de Rome d'ailleurs, les quatre États qui l'ont signé.

Ne nous étonnons point de cette prudence. Qu'elle ne nous fasse pas désespérer d'un rapprochement plus étroit entre nos deux pays, mais qu'elle serve à nous montrer que ce rapprochement n'est pas achevé. La conversation continue.

★ ★ ★

LE JARDIN DES BÊTES SAUVAGES[1]

V

TRANSPARENCE ET PERMÉABILITÉ DE NOS FRONTIÈRES. INVASION DU MONDE PASQUIER PAR LE MONDE MONDIAL. ÉVEIL DE LA MAISON. VARIATIONS SUR LE THÈME DE L'ÉTERNELLE JEUNESSE. LES SERVITUDES BUREAUCRATIQUES ET LE GÉNIE DE L'INDÉPENDANCE. RÊVERIES D'ARIEL. LE JARDIN DES FILLES-FLEURS. LES MARCHES DU PAYS LATIN. L'ODEUR DES AUTRES. LES DEMOISELLES SEGRÉDAT. DÉNOMBREMENT DES MALHEURS IMAGINABLES ET PRÉLUDE AU SOMMEIL.

Pour bien raconter, pour bien chanter notre année 1895, je sens que ne me suffit plus la petite flûte de fer-blanc sur laquelle j'ai célébré les saisons de ma première enfance.

Comme ces parchemins qui se trouvent, en certaines de leurs parties, d'une fine transparence cornée, l'histoire Pasquier laisse, parfois, entrevoir l'histoire du siècle. Le monde Pasquier n'est pas si clos qu'on n'y sente errer les clartés, les souffles, les rumeurs de l'univers. Je l'ai dit dans un autre récit, mon père était un assez bon exemple de ce que les philosophes allemands ont appelé « l'animal anti-politique ». Il était beaucoup trop occupé de soi-même pour apporter à la maison l'odeur des événements extérieurs, la vibration des passions publiques. Une partie des grandes nouvelles

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er novembre.

visitaient notre retraite par hasard, ou même par effraction. Il en résultait, il en résulte encore, dans mon souvenir, une juxtaposition assez incohérente des images, quelque chose de comparable à ce que les photographes nomment surimpression.

Que je m'abandonne aux songes et, ce qui comble mon cœur, c'est d'abord le souvenir de nos querelles, de nos drames, de toutes ces misères Pasquier qui n'ont pas encore cessé de déformer ma vision, et qui sont pourtant mon patrimoine le plus sûr. Mais l'esprit de l'enfant s'entr'ouvre, bien qu'avec défiance : à travers les colères paternelles sonnent, de temps en temps, inopinés, impérieux, les clairons de Madagascar. Notre famille est consumée par une flamme intérieure. Les grandes puissances d'Europe achèvent de se partager la terre. Dans le regard de ma mère tremble une douleur poignante. Paris et la province retentissent chaque matin de la clameur des grévistes, quelque chose de violent, de furieux s'allume sur le visage des hommes qui traversent toute la ville, à pied, bien avant l'aube, pour aller à leur besogne. Cécile joue, sur un grand piano noir, des airs d'une beauté déchirante. Elle s'arrête parfois et j'entends comme des cris et des détonations : les Prussiens ont percé, d'une mer à l'autre, un canal, sous le Danemark. Les Japonais et les Chinois poursuivent une chamaille féroce et sans fin. Je grimpe, tremblant de frayeur, un escalier, rue de Fleurus, Bismarck est malade, malade ou mort. Je vois son portrait, sous un casque hideux, sur un journal du Dimanche. Les images des illustrés, avec leurs couleurs cruelles et périssables, ont parfois plus de force que des souvenirs personnels. Ferdinand est assis, tout honteux, sur une chaise. De longues larmes viennent s'égarer dans sa jeune moustache. Cela n'a vraiment aucun rapport avec le président Félix Faure, ni même avec les malheurs de l'Espagne dans une île des lointaines Antilles. Et pourtant tout cela reste confondu, faits et sentiments entrelacés dans une étreinte dérisoire. Père et moi, blêmes tous deux, tous deux les dents et les poings serrés, nous nous regardons en silence, avec défi, avec fureur, dans une chambre sans issue. Les bombes des anarchistes éclatent, de-ci, de-là pour assouvir ou pour accroître mon angoisse. Un été brûlant,

haletant, attisé de toute ma colère, pille les jardins poudreux. Parfois, les événements se compénètrent, s'associent. L'histoire entre dans notre logis et s'incorpore vraiment à nos pensées. Pasteur est mort. On en parlera chez nous pendant une semaine. On pourrait croire que papa va nous faire prendre le deuil. Il a trouvé ses dieux et les honore à sa façon. Cécile s'avance, mince et fière, sur un théâtre immense, au milieu des musiciens. Le monde entier regarde la belle petite fille. Tananarive est tombée. Wagner entre dans ma vie comme un corsaire, à l'abordage. Parfois, parce qu'ils sont proches, d'infimes événements me cachent le reste de la terre. Le bruit menu que fait ma mère, dans la cuisine, m'empêche, certains jours, d'entendre le pas des nations qui s'acheminent vers leur destin.

Et cependant les grandes passions qui vont, pendant bien des lustres, faire virer la roue du monde, s'enracinent, de toutes parts, dans le siècle finissant. Toutes les idées qui vont, pendant bien des années, alimenter, exalter, puis décevoir, puis révolter des millions d'esprits avides, toutes ces idées commencent de couler comme des sources à travers l'été suffocant de l'année 95. Ce monde, si loin de nous, hommes de 1932, ce monde qui n'avait ni notre pas, ni nos goûts, ni notre rythme, ni nos craintes et ni surtout nos plaisirs, ce monde est là, bien proche encore, encore tout chaud, sous une fine couche de cendre.

Que je m'en tienne à mon propos! Que, fidèlement, je conte l'obscure histoire de nous, l'histoire Pasquier. Je voudrais, pour ce faire avec ordre, rappeler sous une lumière attentive, les hommes et les paysages.

Maman s'éveillait toujours la première, bien avant le jour en hiver. A travers les derniers nuages de sommeil, nous l'entendions errer dans la maison. Elle entrait dans notre chambre et elle examinait nos vêtements, notre linge. Elle en prenait souvent une pièce et s'en allait la ravauder dans la cuisine, sous la lueur d'un bec Auer au manchon fragile et délabré. Un peu plus tard, maman descendait dans la rue pour acheter du pain. Elle tirait la porte doucement. Nous nous hâtions de savourer les dernières minutes du néant. A peine de retour, maman nous embrassait pour nous encourager au

réveil. Venaient alors les frissons du matin frais, l'eau, l'éponge et la cuvette. Déjà rasé, déjà peigné, père criait, la voix tonnante :

— De l'eau froide, beaucoup d'eau froide, pour tonifier l'épiderme. Sans cela, vous aurez des poches sous les yeux et vous serez vieux à vingt ans.

Je viens d'écrire : « La voix tonnante »... En fait, mon père n'avait pas une voix extrêmement forte. Il se déclarait lui-même, non sans regret, « ténor léger ». Pour tempérer ce regret, il se procurait, au prix de petits artifices, l'illusion de la puissance vocale et parvenait parfois à donner, pendant quelques instants, cette même illusion aux autres.

La toilette finie, les vêtements endossés, toute la famille se réunissait à table. Nous aidions Cécile à reployer son lit, ou, plutôt, nous nous hâtions de le reployer sans elle, car Cécile, avec raison, ménageait ses précieuses mains. L'odeur du café, par vagues, flânait de chambre en chambre.

— Ne bâillez pas! — criait papa. — C'est affreux et débilitant. Plus vous bâillez, plus vous ressentez la fatigue. Allons, respirez! Poitrinez! Parlez nettement! Articulez! Vous ne dites pas « papa », vous dites « vava », par mollesse. Et c'est honteux. On n'a pas le droit d'être fatigué, à votre âge, surtout au saut du lit.

Là-dessus, père bombait le torse et tirait sur ses moustaches flambantes. Il disait, indiquant par une simple inflexion de la voix, que la phrase était destinée à maman :

— J'ai rendu visite à Chevallereau. Quel âge peut-il bien avoir? Deux ou trois ans de moins que moi, pour sûr. Eh bien, il est tout décati, tout déplumé. Et le peu qui lui reste est plus sel que poivre.

Là-dessus mon père haussait le ton et s'adressait non seulement à nous, les enfants, mais à la foule des hommes pour une prédication vigoureuse.

— Il faut être jeune et vert. Il ne faut pas se laisser avachir. Quand on est vieux, il est impossible de redevenir jeune. Règle absolue : ne pas se laisser vieillir. Voilà! Je suis l'apôtre de la jeunesse.

Cet enseignement, dont je ne médis point, nous trouvait en général silencieux, car nous étions tous jeunes, fort jeunes,

et la vieillesse nous apparaissait comme une éventualité bien lointaine et même improbable. Il m'arrivait, pendant les explosions de l'éloquence paternelle, de regarder ma mère et j'observais alors qu'elle, toujours si généreuse dans l'assentiment, serrait les lèvres et baissait à demi les paupières quand cette éloquence s'exerçait sur le thème favori, le thème de l'éternelle jeunesse.

Le petit déjeuner pris, ce qui n'était pas fort long, papa se levait et s'éclaircissait la voix par deux ou trois « hum! » énergiques. Il n'était pas de haute taille; mais il jetait sur les choses et les hommes un regard bleu-frais, ironique, toujours un peu dédaigneux et ce regard indéchiffrable faisait paraître mon père plus grand qu'il n'était en réalité, phénomène qui m'a beaucoup frappé dans mon enfance et que je relate sans entreprendre de l'éclaircir. Il avait des cheveux bouclés, d'un blond chaleureux, des traits nets, un teint clair dont il prenait grand soin. Bien qu'il fût alors en pleine maturité, tout le monde s'accordait à lui trouver l'aspect de la jeunesse et, quand l'opinion des autres sur ce sujet captivant tardait à se faire jour, il la sollicitait délibérément. Il portait, comme les étudiants parmi lesquels il vivait, de légères cravates lavallière. Il se plaignait souvent de ses vêtements qu'il jugeait défraîchis et que je trouvais, à part moi, d'une parfaite élégance.

Tout de suite, la famille se dispersait pour les travaux de la journée. Cette année-là, je l'ai dit, mon frère Joseph était soldat, en garnison dans une ville de l'Est. Ferdinand préparait, non sans peine, des examens pour entrer dans l'administration. Il accomplissait, en attendant, un stage d'expéditionnaire chez un avoué de la place Vendôme. Parfois, mon père laissait tomber sur Ferdinand son regard pervenche, avec un sourire de paisible mépris et il disait à mi-voix : « Gratte-papier », car il avait gardé, brûlante au cœur, une belle fièvre d'indépendance. La plume lui semblait préférable à la bêche, certes, mais à condition d'être franche de chaînes et de barreaux. S'il souhaitait de s'élever et s'il le répétait sans cesse, il avait l'horreur des servitudes bureaucratiques et n'eût pas considéré comme une élévation de travailler à heures fixes, derrière des portes closes, même au prix d'un

traitement princier. Encore qu'il fût incapable d'une longue rancune, il n'envisageait pas sans amertune et sans bouffées d'humeur le destin de ses deux aînés : Joseph dans le commerce et Ferdinand dans les bureaux!

Peu de minutes après Ferdinand, je sortais à mon tour. Je retrouvais Justin Weill au coin de la rue et gagnais le lycée. Père partait pour l'hôpital où il était élève. Mère s'occupait des soins de la nourriture et du ménage. Cécile, avec une indifférence olympienne, s'installait au piano. La petite Suzanne piaillait de pièce en pièce, jouait avec un grain de poussière, léchait avec une application jubilante les moulures des meubles. La maison, ivre de gammes et d'arpèges, entrait dans une paix sonore.

Ferdinand prenait le repas de midi au dehors, à l'étude : la traversée de Paris en omnibus était un assez lent voyage. Papa, pour des raisons analogues, ne rentrait pas déjeuner. Jusqu'au soir, entre les heures du lycée, la maison était mon domaine. Quand je dis la maison, j'entends une partie de la tranche de bâtisse formée par le quatrième étage. Domaine traversé, domaine envahi. On entendait, à toute heure, les longs doigts de Valdo battre une charge capricante sur le panneau de la porte. Nous allions, mère ou moi, tourner le bouton, car Cécile, une fois au travail, ne se dérangeait jamais. En général, nous tenions toujours fermée la porte du palier. Comme tous les Français, constructeurs d'enclos, nous avions un sens jaloux de notre particulier, le goût des murailles, des serrures et d'une sécurité même illusoire, ce goût que certains peuples étrangers tournent volontiers en dérision.

Valdemar Henningsen, à peine dans la citadelle, plaçait tranquillement la clef à l'extérieur de la porte, ce qui devait lui permettre de circuler plus librement.

— Eh quoi! — disait-il, — avez-vous donc peur des voleurs?

Excellent Valdemar! Il n'a sans doute jamais compris que si nous poussions — tout au moins maman et nous, les petits — si nous poussions toujours soigneusement les verrous, c'était pour défendre, plus encore que nos hardes et nos meubles, le génie du foyer, les dieux de notre clan.

Guidé, aspiré par la musique, Valdemar entrait sans même

frapper dans la chambre où travaillait Cécile. Il ne prenait pas toujours le temps d'un salut : il tirait une chaise, s'asseyait, décrivait dans l'air, avec son index noueux, quelque signe ésotérique. La leçon commençait. Était-ce vraiment une leçon, au sens étroit du mot? C'était plutôt, j'y ai souvent songé depuis, une transfusion mystique. Il restait là parfois dix minutes et parfois trois heures. Il s'en allait, revenait, hantait la maison comme un esprit aérien. Parfois, il partait sans avoir dit une syllabe. D'autres fois, il se répandait en propos querelleurs, stimulait, exaspérait l'ange musicien qui devenait alors semblable à quelque juvénile furie.

Deux fois la semaine, Cécile s'habillait avec soin, remplissait un grand carton de cahiers et de livres et s'en allait prendre sa leçon officielle chez le vieux M. Dietrich qui venait de renoncer à la gloire du virtuose et se consolait avec celle du pédagogue.

Le maître, l'inspirateur véritable, c'était bien, à mes yeux, notre extraordinaire Valdemar, ce feu follet, cet Ariel chargé, par une malédiction dérisoire, de grandes mains et de grands pieds. Si ma sœur Cécile est devenue l'artiste souveraine qu'elle est, au regard du monde, elle le doit certainement à cette âme fugitive et radieuse, à ce grand Valdemar qui lui a fait sûrement beaucoup de bien et, plus tard, beaucoup de mal.

Comment cet étranger, cet homme-oiseau, cet esprit voltigeur avait-il pu, dans une tanière aussi fermée que la nôtre, prendre tant de place, tant d'autorité, c'est ce que je me demanderais encore, si je n'étais fait et même allégrement résigné à toutes les contradictions qui sont l'ordre même de la vie morale. Les mots de séduction et de prestige ont un sens : ils éclairent assez bien le mystère de nos rapports avec Valdemar Henningsen. Le détachement sublime, aérien, avec lequel Valdo traitait une part de ma famille n'a jamais risqué, chose étrange, de lui en interdire l'accès, à l'origine de nos relations. Valdemar s'est introduit tout naturellement dans la série des mystères orphiques inaugurés par les premiers essais de Cécile et l'arrivée du vieux piano. J'ai même toujours pensé que, dans l'animosité mal celée de Joseph à l'égard de Valdemar, il y avait une forme superstitieuse du respect.

Joseph a pu, par la suite, invectiver contre Valdemar et triompher bruyamment, je suis bien sûr qu'un sourire de Valdemar procurait, dans les commencements, à mon frère Joseph, une espèce de joie humiliante qu'il redoutait et souhaitait avec haine.

Presque chaque jour, Valdo, frappant de la paume sur le vieux piano, disait :

— Ça ne peut pas durer! Il faut un piano demi-queue, pour le moins. Il est grand temps. Je vais m'en occuper.

Mère levait les bras au ciel. Valdemar poursuivait, avec un geste plein de noblesse :

— J'en fais mon affaire, madame Pasquier. Un mot, et le grand piano est là. Je vous dis que je le tirerai de mon chapeau.

— Où mangerons-nous? — demandait maman tout bas.

Valdemar avait un sourire céleste.

— Manger, manger! Mais cela n'a vraiment aucune importance.

Cécile assistait à ces débats avec une impassibilité parfaite. Le grand piano viendrait en son temps. Cécile avait remis sa cause aux mains du chevalier. Elle semblait, dès ce temps, sûre de ses destinées.

Je crois que Valdo m'aimait bien. Souvent, il me prenait par le bras et me disait laconiquement :

— Viens.

— Où donc?

Valdemar avait un geste magnifique pour m'ouvrir l'espace infini du monde.

Nous descendions dans la rue. Mon camarade était plus âgé que moi et beaucoup plus grand. Il me prenait par l'épaule, geste qui m'est, d'ordinaire, insupportable, car j'aime tous les aspects de la liberté, geste que, de Valdemar, je tolérais bien volontiers.

La rue Guy-de-la-Brosse dormait, comme un bras mort, entre la paisible rue de Jussieu et la rue Linné que faisait retentir, ferraillante, hennissante, la course des omnibus. Les platanes de la Halle aux vins poussaient leur jeune feuillage. Parfois, dans une bouffée de vent, nous parvenaient les odeurs et les rumeurs de cette ville secrète, un aigre bor-

borygme de cave, comme d'un estomac d'ivrogne, l'haleine d'un alambic ou d'une bonbonne brisée, le bruit creux des futailles maniées par des tâcherons habiles et, plus loin, du côté de la rue des Fossés-Saint-Bernard, le maillet des tonneliers.

Presque toujours, Valdo m'entraînait vers le Jardin des Plantes. Il ne se plaisait guère aux bosquets ou même aux cages des fauves. Il n'avait de regard que pour des rêves et des pensées et ne daignait pas toujours m'admettre au partage. Parlait-il, c'était, le plus souvent, avec véhémence, de la musique et des musiciens. J'écoutais, religieusement. Il commençait de me faire connaître des dieux que j'ai, pour mon allégement et ma joie, confessés dans la suite des jours.

Valdemar employait, à tout le moins dans notre intimité, un système de valeurs qui tirait de la musique ses principes, ses comparaisons et son vocabulaire. Il regardait le pesant édifice du Museum de zoologie et sifflait avec mépris : « Je donne tout ça pour deux mesures de Bach. » Il appelait l'asthmatique du rez-de-chaussée « quart de soupir », la concierge « point d'orgue ». Jugeait-il tel personnage illustre qu'il avait entrevu, même fantaisie véhémente : « C'est un néant. Il prend Purcell pour un fabricant de vélocipèdes! »

En ces années que j'appelle encore les années Guy-de-la-Brosse, Valdemar délirait chaque jour à propos de Wagner : « Ce n'était pas un homme, c'était le démon de la musique. Il avait vécu comme un roi, avec des rois, dans un palais, au fond d'un domaine enchanté. Il avait construit, sur une colline, le vrai temple de l'art où des séraphins soufflaient dans des trompettes d'argent pour célébrer une coupe sublime pleine de sang enflammé. On disait qu'il était mort à Venise; mais, en vérité, il errait par le monde, comme un conquérant, et versait à ses disciples des breuvages délicieusement empoisonnés. »

Là-dessus, Valdemar entrait en extase. Il murmurait, le visage au ciel : « Moi aussi, je veux errer par le monde! Il y a des hommes si terriblement enfoncés dans leur vie que rien ne peut les en extraire, ni le flot, ni le feu, ni les bourrasques. Mais moi, moi, moi, je suis une âme voyageuse. Rien ne me retient, pas même ma mère que j'adore. Non, pas même

madame Henningsen. Dans deux mois, je serai peut-être assis au seuil d'une estancia de la pampa, peut-être sur une jonque chinoise, peut-être en prison. Je ne sais pas. Je ne veux même pas savoir. Je suis merveilleusement prêt à tout. »

Il retombait de ces hauteurs en de romantiques mélancolies et, certains soirs, il parvenait à me faire peur. Nous longions l'interminable muraille de la Pitié. Il disait soudain, très profondément effrayé lui-même :

— On n'entend pas les malades. Est-ce possible? C'est que nous faisons trop de bruit. On devrait les entendre gémir. Et les morts? Les morts n'ont pas de voix, heureusement. Si les morts pouvaient se plaindre, quel cri, Laurent! Quelle clameur! On ne s'entendrait plus vivre.

Quelques minutes plus tard, calmé, guéri, Valdo se prenait à siffler. Il sifflait avec une force, une habileté vraiment exceptionnelles. Il imitait les oiseaux, les instruments de l'orchestre et les bruits de la nature.

Nos rêveries louvoyaient souvent aux abords du jardin botanique de Baillon. C'était un jardin clos de haies épaisses et si hautes que le regard ne les pouvait franchir. Ce jardin occupait alors l'emplacement sur lequel, deux ans plus tard, on devait commencer de construire l'École des Sciences physiques, chimiques et naturelles. Conservé, comme un musée de plantes rares, par le vieux professeur dont il portait le nom et dont mon père parlait avec révérence, le jardin de Baillon dépendait de la Faculté de Médecine.

En croisant dans les parages, Valdo murmurait, l'œil mi-clos :

— C'est le jardin des filles-fleurs. Il faut entrer là-dedans.

— Mais, Valdo, c'est défendu.

— Pff... Pff...

Il haussait les épaules et commençait de chantonner des improvisations. « Je suis le pur, je suis le vaillant. J'entrerai dans le jardin! »

Un jour, voyant la porte entr'ouverte il me saisit par le bras et m'entraîna dans le jardin mystérieux.

J'ai souvenir d'un espace assez découvert où commençaient de verdoyer toutes sortes de petites plantes souffreteuses et même des arbustes. On voyait encore une serre fermée

comme une châsse et dont les vitres étaient laiteuses de buée. Au delà, le dos des maisons fuligineuses, des lucarnes aveuglées de torchons sales.

Valdemar considérait tout cela d'un œil glacé, presque féroce.

— Ce n'est pas le jardin des filles-fleurs, — siffla-t-il, — c'est un jardin d'apothicaire.

Et, soudain, la voix corrosive :

— Regarde : voici Klingsor.

Un vieil homme accourait sur nos pas. Il avait l'air triste et mécontent.

— Êtes-vous étudiants en médecine? — demanda-t-il.

Je me rengorgeais un peu, fier d'être pris pour un étudiant. Le vieux répétait sa question.

— Non, heureusement, — répondit Valdemar avec insolence.

L'archange à cheveux blancs nous montra la porte :

— Alors, déguerpissez.

Valdemar haussa les épaules et m'entraîna, sifflant à pleins poumons.

Presque toutes nos promenades nous ramenaient vers cette petite place sans nom qui bée à l'angle occidental du Jardin des Plantes et sur laquelle donnait alors l'hôpital de la Pitié. Noires, sordides, pareilles à des constructions pénitentiaires, les bâtisses du vieux lazaret s'ouvraient au monde par un portail de forteresse. Les jours de visite, la place attirait les voiturettes des marchands d'oranges et de sucreries. Une foule soucieuse, endeuillée comme les murailles, à demi-muette, attendait là, patiemment, quelque froide confirmation de ses angoisses. Un jour, je vis cette foule s'écarter brusquement, comme au passage d'un prince. Une grande pauvresse blonde parut, soutenue sous les bras par des ombres compatissantes. La malheureuse mordait à pleines dents son mouchoir et hurlait sourdement.

En face de toutes ces douleurs, une grande fontaine publique gargouillait avec un bruit d'éternité. Les cochers à chapeau de cuir y puisaient, pour abreuver leurs chevaux pommelés. Les omnibus de Montmartre arrivaient là, dans un jovial tintamarre de vitres. Ils avaient traversé presque toute la

ville, fait retentir les quartiers du centre où travaillaient les hommes d'affaires, franchi le fleuve chargé de chalands et de remorqueurs. Les gens qu'ils déposaient, au terme d'une si belle course, avaient l'air d'explorateurs émerveillés.

A l'ouest de ce forum confus, commençait, commence encore la colline Sainte-Geneviève, avec ses venelles et ses masures cariées qu'une par une le siècle nouveau renverse et pile.

Malgré les réduits puants, la foule clabaudeuse, les sentines et les taudis, cet étrange quartier me signifiait une vie nouvelle. De grandes et puissantes écoles s'y dressaient, sourcilleuses forteresses du savoir. A quelques minutes vers le ponant, je pénétrais au cœur même de la ville spirituelle, la ville des bibliothèques, des laboratoires et des musées. Et nous, nous les Pasquier, arrivés du quartier de Plaisance comme une tribu d'émigrants aux yeux ouverts, à la cervelle avide, voilà que nous avions audacieusement installé nos lares sur la marche de l'empire sacré.

Beaucoup trop pauvres, au moment de notre arrivée, pour renouveler les peintures du logement ou obtenir du moins qu'elles fussent rafraîchies, nous avions souffert, tous ensemble et chacun selon nos vertus, d'avoir à toucher et à sentir la crasse des autres. Alors maman, jour après jour, s'était mise à lessiver les murailles, les plinthes et tout ce qui pouvait souffrir un traitement tel. Puis elle avait, de-ci, de-là, collé des lés de papier propre. Ce grand labeur, joint aux besognes journalières, lui avait corrodé les mains et l'avait exténuée, mais nous avait, à tous, procuré si grand soulagement que mère en parlait comme d'une fête et en gardait un souvenir béni.

Malgré ces soins purificateurs, l'odeur de nos prédécesseurs était restée, pendant longtemps, embusquée dans les planchers et les murailles. Mère et moi, plus sensibles du nez que les autres, en étions encore affectés. Maman disait parfois : « Ça sent l'habitant. » Moi, je lançais : « Ça sent les autres. » Petit à petit, l'odeur des prédécesseurs s'était évanouie, soit qu'elle eût cessé de nous être perceptible, soit qu'elle eût été finalement supplantée par nos odeurs à nous, par les odeurs de notre vie à nous. Il arrivait d'ailleurs que cette odeur des autres ressurgît, brusquement, du fond de l'oubli.

Parfois, elle nous attendait, au retour d'une promenade. Parfois, nous la trouvions assoupie derrière un meuble, retranchée au fond d'un placard. Nous avions tôt fait de l'effaroucher et de la mettre en fuite.

J'ai dit, plus haut : « Nous étions beaucoup trop pauvres... » C'est vrai, depuis bien des années, nous connaissions une pauvreté d'autant plus amère qu'elle était éperonnée d'ambition. Pour m'expliquer tout à fait sur ce point, je dois ajouter une remarque où se peint le génie même de notre langue. Dans la pauvreté, nous avons été bien souvent jusqu'à l'adjectif; nous ne sommes jamais tombés au substantif. J'entends que si nous avons été presque toujours pauvres, en ce temps, nous n'avons, heureusement, jamais été des pauvres.

Les classes finies, je regagnais la maison dans la société de mon cher Justin Weill. Pendant que je faisais mes devoirs avec ce mélange d'application et d'aisance qui fut la marque de tous mes travaux scolaires, nous recevions souvent les demoiselles Segrédat.

Père n'avait que de rares camarades et je sens aujourd'hui que nous savions peu de choses, hors la vie de la maison. C'est dans notre voisinage immédiat que se sont toujours déclarés nos quelques amis. Les demoiselles Segrédat habitaient le logement voisin du nôtre. Elles étaient trois, deux nièces et leur tante, personne antique, presque aveugle, qui ressemblait étonnamment au portrait que Dürer nous a laissé de sa mère. Cette ressemblance est, à vrai dire, devenue plus vive, avec les années, car le portrait, toujours présent, supplante un souvenir à l'agonie.

Les nièces approchaient toutes deux de la trentaine. Honorine, l'aînée, était une assez forte fille, un peu pauvre d'esprit, laide, gâtée encore par une prononciation zézayante et postillonneuse. La plus jeune, Thérèse, était imperceptiblement bigle, mais douce de visage, de cœur et de voix, et blanche de peau, ce que soulignait un deuil perpétuel. Elles étaient pieuses toutes trois, la tante avec désolation, la petite avec tendresse, la grande avec frénésie. Elles étaient toutes les trois sensibles à la musique et venaient souvent, subjuguées, entendre Cécile qui n'avait pas toujours l'air de les voir. J'aurai lieu de les ramener dans mon récit.

La nuit renouait toute la famille. En général, père rentrait pour dîner, mais ce n'était pas de règle. Une fois la semaine, au cours du repas, mère donnait lecture d'une lettre dans laquelle Joseph racontait la caserne et demandait un peu d'argent. Père tapait, du bout des doigts, sur la table et poussait un soupir d'une espèce particulière, un soupir qu'on entendait seulement quand il était question d'argent.

Le piano calmé, Cécile écrivait des devoirs d'harmonie, pour nous incompréhensibles. Ferdinand, couché sur la table à cause de sa mauvaise vue, alignait des chiffres, colonnes par colonnes. Papa, quand il était là, travaillait dans sa chambre, la plume aux doigts et les lèvres en mouvement, car il forçait sa mémoire comme un cheval rétif.

Et puis je m'endormais, dans le lit de Joseph. Pendant l'instant de lucide raison qui suit le coucher et la résolution des muscles, je dénombrais les périls qui pouvaient fondre sur notre foyer, sur cet asile étroit où nous vivions si proches les uns des autres qu'on percevait, la nuit, tous les souffles emmêlés et qu'en écoutant bien on eût distingué les battements de tous les cœurs. Quels malheurs connus ou inconnus pouvaient donc heurter à la porte? Une traite ruineuse et oubliée? Un huissier brutal? Quelqu'une des affreuses, des éternelles surprises de l'argent? Et quoi donc encore? La maladie? La mort? Fallait-il penser à la mort, juste Dieu? Fallait-il penser à ces calamités qui tombent du ciel, sortent du sol, accourent du fond de l'étendue? Fallait-il compter avec le feu, la foudre? Et quoi de plus terrible? L'émeute? La guerre?

Je retournais toutes ces pensées dans ma tête. Je n'avais rien oublié. J'avais répandu quelques gouttes de sang sur l'autel de tous les démons. Que pouvait-il survenir d'autre? Rien. Rien, bien sûr.

Alors prêt pour le sommeil, j'attendais le signal mystérieux. Il arrivait. Je commençais de voir défiler, sous les yeux intérieurs de l'âme, tous mes paysages secrets, avec leurs détails délicats, leur arbre foudroyé, leur maison perdue, leurs abîmes fleuris, leurs gorges de roches sépulcrales, leurs montagnes aux sentiers éternellement solitaires, leurs ciels de soie noire, tous ces paysages, connus de moi seul, qui

glissaient de plus en plus vite dans les ténèbres, et dont la vue m'annonçait, m'annonce encore, l'imminente extase du néant.

VI

UNE LEÇON D'ACCOMPAGNEMENT. VALDEMAR PARLE DE GŒTHE AVEC IRRÉVÉRENCE. SI LA MUSIQUE EST UNE NOURRITURE CÉLESTE ET PAS AUTRE CHOSE. DIALOGUE DANS LA CUISINE. UNE COMMISSION MYSTÉRIEUSE. SIGNIFICATION VÉRITABLE DE LA SONATE EN FA. MADAME HENNINGSEN ET LE GENRE ARTISTE.

Maman se pencha sur mon épaule et murmura :

— Viens me rejoindre dans la cuisine, Laurent. J'ai quelque chose à te dire.

C'était un jeudi de mai. J'ai souvenir qu'il faisait beau. Cette journée, pour moi, demeure baignée d'une lumière jaune, un peu lourde, maculée d'ombres à l'encre violette, la poignante lumière des soleils qui ont éclairé nos tourments.

Mes devoirs étaient finis. Belle matinée de vacance. A cheval sur une chaise au cannage fourbu, j'écoutais Valdemar et Cécile. Par la fenêtre ouverte, nous parvenait le reflet d'une grande maison blanche, éblouie. J'avais chaud, j'étais bien.

Valdemar, avec la même pathétique maladresse, jouait de quatre ou cinq instruments différents. Il avait, ce jour-là, descendu son violon, un beau violon ancien qu'il disait provenir de Kreutzer et dont il racontait l'histoire non sans une profusion de détails discordants.

C'était donc, ce jour-là, ce que l'on appelait la leçon d'accompagnement. Valdo jouait soi-disant pour faire travailler Cécile, mais il y goûtait un plaisir jaloux, un plaisir grondeur et traversé de déceptions. Il disait :

— Le largo, maintenant. Et du calme! De la sérénité, bon Dieu! C'est la plus belle page de Jean-Sébastien. Il a composé cette page-là pour moi, uniquement pour moi, Valdemar Henningsen. Quand les médecins m'enlèveront le cœur, ils trouveront toutes ces notes-là gravées sur la chair de mon cœur. Et si je deviens roi, je défendrai que les autres jouent ce

largo. Oui! Sous peine de mort, ou de torture, ou de je ne sais quoi. Tout doux, Cécile! Non! Attendez un peu que je me remette, que je ne tremble plus.

— Pour toi! — fis-je, pendant cette pause. — Il a écrit cela pour toi seul! Vraiment? Et que pouvait-il bien te dire?

Valdemar faillit lâcher son violon. Il roulait des yeux féroces.

— Il a voulu me dire les choses du ciel qui ne s'expliquent pas avec des mots. Alors quoi, Laurent! Toi aussi! Toi aussi! Je t'ouvre la porte du temple et tu es encore assez godiche pour demander ce que la musique veut dire! Et que veut-elle dire, monsieur le nigaud? Des bêtises, peut-être? « L'instant où nous naissons est un pas vers la mort. » On m'a fait apprendre tout ça dans vos écoles. Ou des choses fameuses pour jeunes personnes sentimentales... « L'homme est un dieu tombé qui se souvient des cieux. » Pas possible! Mais, Laurent, Laurent, quand elle te donne, ta mère, des petits pois et du pain blanc, est-ce pour te dire que l'homme est un dieu tombé? Non, Laurent, non, c'est pour te nourrir, pour faire la chair de ton corps et de ton âme. L'homme est un dieu tombé... Je ne dis pas le contraire; mais c'est autre chose, tout autre chose.

A mon tour, je secouais la tête avec passion.

— Et si cet air que vous jouez là m'explique à moi quelque chose, à moi...

— Non, — cria furieusement le jeune homme. — C'est pur de toutes vos idées, de toutes vos sales idées. C'est la vue de Dieu, et c'est assez et c'est tout. Le grand Gœthe a parlé de la musique, oui, tu sais... Il dit : « Des hommes vêtus de rouge qui se promènent sur les marches d'un escalier. » Je te demande un peu! Il a parlé comme une bourrique. Quoi? Bourrique, ce n'est pas respectueux pour le grand Gœthe? Pardon, monsieur, pardon! Mais pourquoi le grand Gœthe va-t-il dire des niaiseries et se mêler de nos affaires? Est-ce donc impossible de ne pas ouvrir la bouche? Ils croient, les poètes, qu'ils peuvent raconter de tout. Mais non, il n'y a qu'à se taire et à recevoir. Alors, tais-toi, car tu n'es même pas poète.

Il avait replacé le violon contre sa gorge et, comme le piano s'élançait, impatient de la terre, Valdo fit entendre une interminable note suppliante.

Je sentis, à cet instant, que ma mère, survenue à pas de fantôme, par la porte de notre chambre, se penchait vers mon oreille :

— Laurent, — soupira-t-elle, — viens me rejoindre dans la cuisine, j'ai quelque chose à te demander.

— Tout de suite, maman, tout de suite.

Je répétais : « Tout de suite » et, dans mon cœur, j'ajoutais avec une voluptueuse langueur : « Un petit instant, mère, encore un petit instant! »

Que la musique fût comparable à la nourriture céleste, je le sentais bien; mais étais-je vraiment sot et impur parce que la musique me montrait, à moi, Laurent, toutes sortes d'images vives, parce qu'elle appelait tantôt une pensée, tantôt un vers et tantôt une odeur, parce que, dans son vol, elle rasait souvent la terre et s'y déchirait et s'y blessait avec des cris?

Ils étaient partis, maintenant, les compagnons de la nuée. Cécile montrait, à son ordinaire, un visage impassible. Elle savait bien qu'elle n'avait pas la première place, qu'elle devait obéir, suivre fidèlement l'autre voix, la dominatrice. Cécile connaissait apparemment le texte, car elle regardait non le cahier, mais quelque chose d'invisible, à travers la muraille. Parfois, son œil redescendait et Cécile avait l'air d'apercevoir ses mains, de contempler avec étonnement le miracle de ses mains, d'assister, étrangère hautaine, à l'œuvre prodigieuse de ses mains. Pendant de longues minutes, elle suivait docilement le guide; à d'autres moments, ressaisie, insoumise, elle élevait la voix, s'acharnait à son chant, tirait sur ses liens. Une lutte s'engageait entre ces deux âmes farouches. C'était beau. Était-il possible que cela ne signifiât vraiment rien de plus que la nourriture de l'âme? Je regardais par la fenêtre et j'apercevais un petit carré de ciel qui ressemblait à cette musique. Un nuage brillant, joufflu, avançait, navigateur, à travers cette page de ciel et, juste, la musique prenait la forme du nuage. Il y avait de l'autre côté de la rue, une fenêtre énigmatique à laquelle se montrait, le soir, un pâle visage de femme souffrante. Entre ce visage toujours noyé sous la vitre et les élans du violon, se pouvait-il qu'il n'y eût vraiment aucune concor-

dance cachée? Et la fleur captive qu'on voyait sur l'extrême bord de la fenêtre, la fleur prête au bond suprême, prête au suicide, ne venait-elle pas, à l'instant même, de pleurer sous les doigts de Cécile.

« Tout de suite, maman. Tout de suite... » J'irais, bien sûr, j'irais retrouver ma mère dans la cuisine. Mais, une minute, une minute encore! Se pouvait-il que toute cette musique fût dégagée des pensées humaines, alors que la paix de mon esprit exigeait justement que j'attendisse la fin du chant comme on espère la conclusion d'un raisonnement, d'un plaidoyer, d'une prière? L'idée me vint, furtive, que je retardais l'instant d'aller rejoindre mère dans la cuisine comme on diffère, d'instinct, l'effort ou la douleur. Mais non! Il me faudrait tout simplement courir place de Jussieu et remonter une livre de gros sel ou peut-être un sac de farine, rien de plus.

De nouveau je sentis un souffle chaud contre mon oreille. Que maman était respectueuse de la musique, de cette musique étrangère, trop savante pour son âme tendre! Elle aurait pu crier, de loin, sans ménagement, troubler le concert des altitudes. Mais non, elle arrivait, sur la pointe de l'orteil, et elle soufflait tout bas un mot, un seul mot, mon nom seul :

— Laurent!

Valdo venait de lever l'archet. Le repas céleste était fini. Comme on secoue de soi les gouttes de pluie, je me secouai pour laisser tomber toutes les belles gouttes de musique, et je courus dans la cuisine.

Elle était claire, elle ouvrait sur la cour par une fenêtre point trop petite. Je vis donc, dès l'entrée, que ma mère avait encore ce visage soucieux, un peu égaré que je lui avais découvert un soir d'avril et qu'elle préparait en secret depuis bien des jours. Son menton tremblait finement, comme il lui arrivait quand elle était saisie de quelque chagrin, comme il m'arrive à moi, de même, aux instants graves de ma vie. Ce n'est certes pas le menton dur qui tremble, la sévère charpente de pierre, c'est — il me suffit d'y penser avec force pour que s'ébauche le phénomène — c'est une délicate vibration des muscles, sous la lèvre inférieure.

Ma mère dit, baissant les yeux d'une manière qui ne lui était pas naturelle :

— Tu vas, Laurent, me rendre un petit service.

Sur le bord de la hotte, au-dessus du foyer, étaient rangés des pots de grès. Maman souleva l'un de ces pots.

— Bon, — dis-je, — c'est pour la farine.

Maman souleva le pot et découvrit un papier. Comme elle était petite, elle avait dû monter sur un tabouret. Elle hésitait à descendre, à me montrer le papier. Elle dit enfin :

— Tu es chaussé, tout prêt. Regarde bien cette adresse, Laurent. Non, ne la copie pas, — ajouta-t-elle d'un air effrayé. — Non, toi, heureusement, tu as de la mémoire. Tu vas aller à cette adresse et alors...

Elle s'arrêta, mordant sa lèvre inférieure pour contenir ce menton qui tremblait toujours. Mais pouvait-elle contenir le tremblement de ses épaules, de ses bras, de ses mains, de ses doigts marqués par l'aiguille et le feu, le tremblement de cette lettre même sur laquelle je lisais : *M. Raymond Pasquier, 16, rue de Fleurus. Paris.*

Et, soudain, la volonté fit son œuvre. Tout cessa de trembler, les mains, le menton, la voix même, et maman dit, l'accent affermi.

— Tu n'oublieras pas, Laurent? Alors, si la concierge répond : « C'est bien ici », tu diras : « Merci, madame » et tu reviendras.

Maman me congédiait, du geste. Malgré moi, je restais sur place. J'attendais une explication qui vint, péniblement.

— Il ne s'agit pas de ton père, bien sûr; mais de quelqu'un qui porte le même nom.

— En ce cas, qu'est-ce que ça peut nous faire?

— Si, si, Laurent. J'ai peur que cela ne nous cause quelque désagrément, car ton père a ouvert cette lettre, par erreur. Tu comprends?

Je ne comprenais absolument rien.

— Comment l'a-t-il reçue? Puisqu'elle était adressée rue de Fleurus?

Mère eut une réponse étonnante :

— Oui, comment l'a-t-il reçue? C'est ce que je me demande.

Il y avait, dans tous les actes et les mobiles apparents de mon père, un élément qui me demeurait surprenant, une part de mystère, une ombre que je redoutais toujours d'aper-

cevoir et que j'apercevais toujours, en définitive. En avouant ne pas comprendre quelque chose, mère venait de me ramener à l'ordre normal et presque de me mettre à l'aise, puisque l'ordre normal voulait précisément qu'il y eut toujours en mon père, quelque chose d'incompréhensible.

Je secouais déjà la tête en signe d'acceptation. Là-dessus, maman, pensant mieux faire, brouilla tout.

— Dépêche-toi, Laurent. Et si, par hasard, ton père rentrait à la maison, ce matin, eh bien, ne lui parle de rien. Il voudrait aller lui-même là-bas...

— Il y est peut-être allé déjà.

Maman fronça les sourcils. Elle suivait une autre piste.

— Si tu le rencontrais, là-bas, ton père, sur le trottoir ou sous la porte... Non, non! Il ne faut pas que tu le rencontres.

Le besoin d'éclaircissement recommençait de me poindre, ce besoin qui m'a tourmenté toute ma vie, ce besoin qui représente sans doute, un philosophe l'a dit, le commencement de toute science.

— Quel mal y aurait-il à rencontrer papa?

— Non! Il n'aime pas que l'on s'occupe de ses affaires. Alors, tu entreras chez la concierge et tu diras : « Est-ce bien ici qu'habite M. Pasquier? » Alors, la concierge te répondra sûrement oui. Tu diras encore : « Un grand monsieur brun, plutôt gros, avec une barbe... »

— Pourquoi?

— Il ne ressemble pas du tout à ton père, ce monsieur de la rue de Fleurus.

— Tu le connais?

Maman fit un faible signe de tête. Elle recommençait de trembler du menton. Une lueur trouble et malheureuse dénaturait son regard toujours si net. Elle coupa court :

— Va, mon enfant.

J'allais poser encore une question. Maman détourna la tête. Elle avait un air honteux et implorant que je ne lui connaissais pas.

— Bien, maman.

Deux minutes plus tard, j'étais dehors et je montais la petite rue des Boulangers. C'était mon chemin familier, celui que je faisais quatre fois par jour pour aller au lycée ou revenir

à la maison. Le jeudi est un jour magique, un jour chaleureux, sucré, riche de rayons et de parfums. Mon chemin familier éprouvait, comme tout au monde, l'enchantement du jeudi : à le suivre pour mon plaisir, je ne le reconnaissais plus. Pour mon plaisir? Hélas, ce n'était pas pour mon plaisir que j'allais ainsi, piaffant de dalle en dalle. Un combat s'engageait, au fond de mon cœur, entre un Laurent qui voulait souffrir et un Laurent qui refusait toute souffrance.

La rue du Cardinal, — c'est ainsi que nous l'appelions alors, amicalement — la rue du Cardinal s'ouvrit, qui demande un petit effort et s'achève sur une légère victoire. L'idée me vint, en la gravissant, que j'aurais pu prendre Justin Weill pour m'accompagner dans cette excursion. Je repoussai tout aussitôt une telle idée : j'aimais Justin, mais je sentais avec force que l'histoire de la rue de Fleurus cachait un secret trop purement Pasquier pour qu'on pût y associer qui que ce fût, même... oui, même le Dieu des prières.

Le jardin du Luxembourg me fut ivresse et tentation. Toutes feuilles dehors, il s'ébrouait dans la brise avec une confiance contagieuse. Il me donnait envie de muser au long des bassins, d'asseoir sur chaque banc une philosophie paresseuse, de respirer dans chaque pelouse une savane, une forêt vierge dans chaque bosquet, d'oublier, d'oublier enfin cette rue de Fleurus piquée dans mon loisir comme une épine vénéneuse.

La rue de Fleurus était pourtant là. Elle m'attendait au sortir du jardin. Elle était claire et paisible. Je l'eusse préférée obscure et troublée pour m'y faufiler plus à l'aise. Et, tout de suite, les événements se déroulèrent avec une étonnante simplicité.

La concierge du 16 se tenait debout devant sa porte. C'était une personne au visage morose, à l'œil soupçonneux, en somme tout le contraire de ce que j'avais pu espérer.

— Madame, — fis-je d'une voix trébuchante, — est-ce bien ici qu'habite M. Raymond Pasquier?

— Hein? Quoi? — gémit cette dame avec un sursaut de la bedaine.

Le regard qu'elle arrêta sur moi montrait encore plus de curiosité que de hargne. Elle attendit une bonne minute

avant de répondre, en sorte que j'eus le temps de reposer ma question.

— Non, non! — soupira la dame en entraînant dans un mouvement des sourcils les mille plis de son visage. — Non, je n'ai pas ce nom-là.

Comme je tardais peut-être à m'éloigner, elle répéta, l'air bourru : « Je vous dis que vous faites erreur. »

Cette réponse, qui aurait dû me donner tout apaisement, me jeta dans le désarroi. En vain, le jardin du Luxembourg m'ouvrait ses nobles carrières, en vain les arbres frais vêtus versaient sur mon front, au passage, toutes les senteurs de la sève, le poison infusé dans mon âme commençait d'y tracer son chemin. Muscles ramassés, lèvres closes, je fis un effort douloureux pour appliquer au problème les ressources d'une logique naissante. Cette histoire de lettre était par trop confuse. Qu'il existât un M. Raymond Pasquier autre que mon père, ce n'était pas impossible. Je savais déjà que notre nom était assez répandu. Mais quelle raison pouvait avoir ma mère de s'intéresser à cet autre Pasquier? Aucune raison raisonnable. Ma mère vivait dans le souci, admirable sans doute mais forcément exclusif, des siens, de ses Pasquier à elle, de son lourd fardeau Pasquier. Et comment aurait-elle pu tenir entre ses mains une lettre adressée à cet homonyme étranger? Non, non, la lettre ne pouvait être destinée qu'à mon père. Ma mère était assurément incapable de mentir, mais elle pouvait se trouver dans l'obligation de me cacher certaines choses. On ne dit pas tout aux jeunes gens de quinze ans. D'ailleurs, elle n'avait pas eu le temps de me donner une explication satisfaisante. Qu'elle fût troublée, cela n'avait pu m'échapper. Oui, troublée et même et surtout malheureuse, inquiète. Nul doute, celle lettre était destinée à mon père. Alors cette adresse? Il n'y avait aucune surcharge, le timbre était normalement oblitéré. Mon père avait donc reçu cette lettre rue de Fleurus. Or on ne l'y connaissait pas. Du moins cette femme, cette concierge le disait. Cette femme devait mentir. Et qu'aurait donc fait mon père dans cette maison inconnue? A poser cette dernière question, je sentis une douleur précise. Je devais mettre le doigt sur le siège exact du mal. Oui, que pouvait faire mon père dans cette rue de Fleurus,

loin de sa maison, de son foyer, de son clan? De se trouver localisée, la question n'était pas éclaircie. Toute une part de la vie de mon père m'échappait, ce qui n'est pas étonnant quand un homme travaille hors de chez soi, et durement. Ce qui ne m'échappait guère moins, c'était le véritable caractère de mon père. Il m'était impossible de prévoir quoi que ce fût de ses gestes et de ses propos. Plus justement, je pouvais prévoir avec certitude que mon père, toujours, dirait et ferait quelque chose d'imprévu, d'alarmant, d'un peu extravagant et terrible.

Le beau jardin était loin, abandonné, renoncé, malgré ses séductions et ses parures. Tout en contournant le récif du Panthéon, je ruminais une question que je devais me poser mille et mille fois par la suite, une question que je sentais déjà familière à toutes mes fibres : « Allons! Qu'est-ce qu'il y a encore? Qu'a-t-il encore inventé? » Oui, telle était la question qui, plus ou moins bien formulée, s'élevait du fond de mon cœur quand je voyais maman serrer les lèvres jusqu'à les vider de toute couleur, ou quand papa préludait en public à quelqu'une de ces colères théâtrales qui avaient fait, qui faisaient encore la terreur du clan. C'était bien la question que nous nous posions tous avec plus ou moins d'appréhension quand l'homme énigmatique rentrait à la maison, le regard pâle et la moustache érectile. Nul doute, le lendemain, le soir même, nous allions apprendre quelque nouvelle renversante, une inextricable aventure d'argent, une fâcherie désastreuse, un échec querelleur, un conflit, une défaite sur un terrain que nous ne pouvions pas, d'avance, imaginer.

Le tourment marche vite, j'étais déjà rue Guy-de-la-Brosse, déjà dans le noir de l'escalier. A peine eus-je besoin de frôler la porte : ma mère devait attendre et fit aussitôt jouer la serrure. Elle dit à voix basse :

— Eh bien?

— On ne connaît personne de ce nom-là, — fis-je. — La concierge l'a bien répété : personne.

— C'est bon, — fit ma mère déçue par la pauvreté du renseignement. — Merci, Laurent.

Après quel détour les musiciens se trouvaient-ils ramenés

à leur point de départ, je ne pouvais pas les avoir, mais le même chant remplissait encore l'espace de notre maison.

Je passai dans la chambre et m'allongeai sur le lit de Joseph. Je venais de prendre une résolution qui m'apportait un peu d'allégement. Il me fallait, coûte que coûte, connaître le contenu de cette lettre, la lettre sous le pot de farine...

Je passai là dix minutes et sentis bientôt que la musique allait reprendre son empire. Seulement, cet air lent, méditatif qui, une heure plus tôt, signifiait un petit morceau de ciel, un nuage, une fenêtre, un visage de malade, une fleur désespérée, ce même air, maintenant, chantait l'angoisse d'un enfant dans un jardin de mai, les fureurs d'un homme au regard de glace, la détresse d'une femme vieillie dont tremblait, tremblait, tremblait le menton. Hélas! Je n'étais pas pur. La musique, pour moi, ne serait jamais la sublime nourriture céleste, ou, comme aimait à dire Valdemar, « la société de Dieu est c'est assez et c'est tout ». La musique ne serait jamais que ma fidèle compagne de souffrance.

Là-dessus le chant prit fin. J'entendis que Valdo remettait son violon dans l'étui. Puis il entra dans ma chambre pour regagner la porte du palier.

— Tu étais là! — s'écria-t-il. — Ah! Sournois! Ah! Espion!

Tout de suite, il me prit par le bras.

— Monte à l'atelier. Il faut que les rêves changent d'air. Viens saluer madame Henningsen.

La mère de Valdemar avait quelque peu de fortune, mais elle jouissait d'une certaine renommée comme peintre de miniatures et ne dédaignait pas de mettre à profit son talent. C'était une femme assez grande, belle encore, malgré les poudres et les crèmes dont elle faisait un usage intempérant. Elle portait, rabattue jusque sur les sourcils cette frange de cheveux qu'on appelait, je n'ai jamais su pourquoi, « des chiens ». De grands yeux travaillés au crayon bleu, ce qui ne se voyait guère alors dans la société bourgeoise. Au col, un nœud de ruban noir. Des peignoirs à volants, à franges, à dentelles qui l'environnaient d'une nébuleuse mouvante. Fait notable, elle fumait, ce qui scandalisait les petites gens de la maison. Nous avons pu vérifier plus tard qu'elle était française; mais

elle parlait avec un accent étranger, indéfinissable, savoureux d'ailleurs et qui jetait un voile plaisant sur ses libertés de langage. Elle avait, enfin, ce genre artiste copié depuis par une part de la société mondaine, mais avec lequel nous n'étions encore nullement familiarisés.

Nous la trouvâmes au travail, devant la fenêtre, de grosses lunettes sur le nez, une pointe de langue au coin des lèvres, palette et pinceaux aux doigts. Elle inclina la tête à droite, à gauche, considéra son ouvrage en faisant la moue puis se tourna vers moi avec cet air de hauteur cordiale qui lui était naturel.

— Il n'a pas l'air trop gai, ton jeune copain, — dit-elle en allumant une cigarette.

D'une bourrade, Valdemar venait de me pousser sur un divan drapé de cachemire poudreux.

— C'est, — dit-il, — un enfant triste. C'est un jeune homme qui voit des choses dans la musique, ni plus ni moins que le grand Gœthe.

— Valdemar! — fis-je, la voix tremblante. — Tais-toi! Tu ne peux pas comprendre.

— Vraiment? — soupira madame Henningsen. — Et qu'est-ce qu'il ne peut pas comprendre, notre monstre de Valdemar?

— Vous non plus, — fis-je en baissant la tête.

— Quoi? Moi non plus? Voyez-vous ça? Et qu'est-ce que c'est donc?

Je secouai les épaules avec embarras et dis tout bas :

— La tristesse.

Madame Henningsen retira sa cigarette de ses lèvres et se prit à me flatter la joue du revers de ses doigts.

— Pff! Pff! Petite merde! — murmura-t-elle avec un souriant mépris, mais d'une voix caressante.

C'était beaucoup trop pour une seule matinée. Je me mis à sangloter, la tête entre les genoux.

VII

SOMMEILS, MALICES ET MORSURES DE L'ARGENT. VANITÉ DES CHICANES TESTAMENTAIRES. LE CAPITAL MUTUEL. LE THÈME DU DIPLÔME ET LE THÈME DE L'EMPRUNT. UNE HEUREUSE NOUVELLE. LE SOUVENIR DE TANTE CORALIE. L'ORDRE NATUREL DU MONDE PARAÎT ÉBRANLÉ.

Parfois l'argent s'endormait. Pendant quelques jours, quelques semaines, on cessait d'en parler. Nous, les enfants, nous cessions même d'y penser. La nourriture se trouvait disposée sur la table aux heures habituelles, les chaussures montraient au pavé des semelles suffisamment saines, les vêtement rallongés, retournés, rapiécés, repassés, faisaient encore bonne contenance. Sans doute, mère veillait-elle aux rafales. Nous savions bien qu'elle devait observer les alentours, interroger le vent et les étoiles, faire, dans le silence des nuits, maintes supputations prudentes. Mais elle n'en disait rien et nous nous laissions aller au bonheur de vivre comme les personnes pour qui l'argent n'est pas une plaie saignante.

Ces périodes bénies ne duraient jamais bien longtemps. Le démon de l'argent surgissait à l'improviste et nous plantait ses crocs dans la chair vive. Pendant bien des jours, cette douleur secrète était notre principale pensée.

Pour les gens que nous étions alors, on ne saurait parler de fournisseurs, de mémoires... Les grosses dettes sont un privilège de la fortune. Il s'agissait toujours, pour nous, d'une multitude humble et pressante de petits problèmes. Il fallait penser aux billets que l'on avait signés, c'est-à-dire écartés pour trois mois, pour six mois et qui revenaient presque tout de suite à l'offensive, car trois mois et même six mois, cela passe incroyablement vite au milieu des soucis. Il y avait les traites harcelantes des achats dits à tempérament : on payait ainsi les livres de père et même le linge et beaucoup d'autres choses. A dates fixes, — mais rien n'est plus fantasque et même inattendu qu'une date fixe — arrivaient les quittances du loyer et les feuilles de contributions qui changeaient vite de couleur. Il y avait aussi les intérêts du *Capital mutuel.* Et cela vaut un mot d'explication.

Nous possédions, nous, les enfants, Suzanne exceptée, car elle était née trois ans trop tard, nous possédions chacun, par héritage, la nue propriété d'un petit titre de rente dont notre mère était usufruitière. J'ai raconté, dans un précédent récit, comment une tante de ma mère avait pris ces dispositions compliquées dans le dessein d'empêcher notre père, qu'elle n'aimait point, de dilapider un si modeste patrimoine. J'ai, pendant longtemps, comme tout le monde, à la maison, jugé de telles mesures chicanières et même cruelles. Plus tard, je les ai trouvées prudentes et même sages. Aujourd'hui, je sais qu'elles étaient, qu'elles sont toujours inutiles. Le testateur le plus habile ne peut compter avec tous les détours de la loi, ni, surtout, avec les aventures de la société : guerre et faillites des États. Mais quoi! il est dans l'esprit des Français d'ordonner obstinément cet avenir qui leur échappe sans cesse.

Nous ne devions, nous, les enfants, nu-propriétaires, entrer en possession complète de nos titres qu'après le décès de notre mère, éventualité à laquelle nous ne pensions jamais. Or, quand Joseph atteignit sa majorité, mon père, pressé d'argent, comme toujours, finit par découvrir une société financière nommée le *Capital mutuel* qui s'offrait à prêter, sur le titre de Joseph, avec le consentement de l'usufruitière et de Joseph lui-même, une somme représentant à peu près le tiers de la valeur, soit quatre mille francs. Ce prêt portait intérêt à six pour cent et cet intérêt était payable par trimestre. Ces échéances exaspéraient mon père : il admettait difficilement qu'on eût à payer quelque chose au sujet d'une somme disparue très vite et sans laisser de trace appréciable. Je dois ajouter, pour en finir avec cet épisode, que Joseph consentit sans détour à cet emprunt, car il observait encore la discipline du clan, mais que, bien des années plus tard, quand je fus majeur à mon tour, il me fit signer un papier par lequel je reconnaissais ma part dans cette dette si la somme ne se trouvait pas remboursée par nos parents — et il n'y avait aucune apparence qu'elle le fût jamais — et devait venir en déduction sur la vente finale du titre. — Je reprends sans le juger le jargon de cet écrit. — Est-ce tout? Non, certes, mais j'abrège. Ces affaires ont été fortement embrouillées par les

emprunts que nous avons dû contracter, dans la suite, sur les titres de Ferdinand, sur le mien, sur celui de Cécile. Heureuse Suzanne qui, n'ayant rien reçu, fut exemptée de ces misères!

Dès l'année 95, on parlait déjà d'un emprunt sur le titre de Ferdinand. Cet emprunt, papa l'envisageait comme indispensable à l'établissement qu'il devrait faire, après l'obtention de son diplôme. Le thème de l'emprunt et le thème du diplôme alternaient dans les hymnes que nous chantions à l'avenir. Il y avait, dans les efforts de mon père, une part de désintéressement sincère : il désirait la science d'abord pour elle-même; l'orgueil et l'argent ne jouaient pas le premier rôle, en principe; mais l'argent, le cruel argent finissait toujours par venir à l'avant-scène. Je n'en ai que mieux compris, plus tard, la passion désespérée avec laquelle une noble génération de savants a tenté de purifier le savoir de toute souillure d'argent. Encore faut-il dire qu'au siècle dernier si la science pouvait proclamer le désintéressement de ses œuvres, elle supposait à l'origine un sacrifice au dieu rapace. Les fruits de la science étaient parfois gratuits, ses racines ne l'étaient pas.

Revenons rue Guy-de-la-Brosse. Les thèmes du diplôme et de l'emprunt étaient les plus fréquemment développés; ils n'étaient pas les seuls. Papa disait parfois, l'œil au plafond : « Encore quatre ans, et nous toucherons la part de Mathilde. Vingt mille francs! C'est invraisemblable! Il arrivera, cet argent, quand nous n'en aurons plus besoin, car, à ce moment-là, je gagnerai largement notre vie. »

Un instant de silence, et l'offensive se précisait : « Quatre ans! Et c'est aujourd'hui que nous avons besoin de cet argent. Eh bien, je suis sûr que le *Capital mutuel* nous prêterait quelque chose là-dessus. »

Ce que nous appelions la part de Mathilde, c'était un morceau d'héritage qui devait revenir à ma mère d'une de ses sœurs, disparue dans un tremblement de terre, à Cusco, en 1869. Faute d'acte de décès, il avait fallu, il fallait — conformément aux dispositions légales — attendre trente ans cet argent qui nous demeurait destiné. Supplice de Tantale. Que mon père y pensât et, tout de suite, il grattait furieu-

sement le bois de la table avec ses ongles, geste affreux qui me faisait mal aux dents.

— Ram! — soupirait maman. — Ram! Raymond! Ne parlons pas de cet argent. Tu m'as promis de n'en plus parler jusqu'à ce que le moment soit venu. Si nous continuons comme ça, nous n'aurons mangé que des fruits verts.

L'œil de mon père lançait une lueur de glace :

— Je suis assez grand garçon pour parler de ce qui me plaît.

Malgré tous ces calculs, ces espoirs et ces déboires, malgré les emprunts, les échéances, les encaisseurs et le papier timbré, malgré toutes ces douloureuses misères, il y avait, je le répète, des moments bénis pendant lesquels l'argent s'endormait, au fond de notre vie, comme une douleur lasse d'elle-même.

Or, le soir du jour où j'avais poussé, rue de Fleurus, ma première reconnaissance, notre dîner fut troublé par un extraordinaire caprice du démon familier.

Papa venait de rentrer pour souper. Il s'assit et posa sur la toile cirée de la table deux ou trois enveloppes. Il commença de manger, fendit une enveloppe, en saisit une autre et dit : « Ah! Lucie, une lettre pour toi. » Il ouvrit la lettre aussitôt, car il était le maître souverain. Il l'ouvrit donc et dit : « En voilà une surprise! »

Mère avait, ce soir-là, son visage le plus triste. Ce visage, aussitôt, se tordit, pâlit un peu. Elle murmura :

— Qu'est-ce que cela peut-être, mon Dieu!

Père souriait :

— Une bonne nouvelle, Lucie! C'est incroyable et c'est pourtant vrai : une bonne nouvelle!

Mère secouait lentement la tête. Elle n'avait pas confiance.

— Je dis : une bonne nouvelle! — répéta notre père. — Tu as bien assez pleuré ta tante Coralie, tu peux prendre la chose comme elle vient. Coralie, elle, était une excellente femme. Elle n'avait que peu, et en viager, c'est sûr. Comment s'y est-elle prise pour mettre ça de côté?

— Mais quoi? — fit maman d'une voix défaillante.

Papa tournait et retournait le papier.

— Dix-huit cents... Oui. On ne sait jamais, avec ces gens de loi. Mais oui, dix-huit cents. Ta tante Coralie a dû faire des prodiges d'économie.

Mère avait enfin tendu la main et saisi le papier. Elle le regardait d'un œil sagace et rougissait par flots successifs.

— C'est incroyable, — reprit papa. — Quand on attend l'argent, il ne vient pas, et, quand on ne l'attend pas, il tombe.

Il y eut un moment de profond silence. La petite Suzanne but à perdre haleine, reposa son gobelet en soupirant « hon! » et nous montra ses beaux yeux que l'effort noyait de larmes.

Mais maman ne regardait pas Suzanne. Elle ne regardait même plus le papier. Les paupières baissées, elle semblait tout occupée à mettre de l'ordre dans ses traits et dans ses pensées.

Des trois tantes de ma mère, Coralie avait été la plus pauvre. Elle venait d'achever ses jours dans une maison de retraite. Et cette petite somme épargnée sou par sou, elle l'offrait, sans détour, sans condition, comme le suprême présent d'une tendresse très vieille mais non pas impuissante, mais non pas stérile.

Papa, le premier, se libéra des images sentimentales.

— Il faut, — dit-il, — reconnaître que ça tombe à pic.

Le visage de mère, petit à petit, perdait toute couleur. Elle ne répondit rien.

— Tu me donneras une signature dès demain, — poursuivit notre père d'une voix allègre. — Et je ferai le nécessaire.

Comme le silence de maman se prolongeait, père dit encore :

— Je ferai le nécessaire sans tarder. Et l'on peut dire que ça tombe à pic : mes examens viennent dans un mois.

— Je croyais, — dit maman sans lever les yeux, — je croyais que tu n'avais plus d'examen avant l'automne.

— Oh! ce sont des examens supplémentaires et dont je ne t'avais même pas parlé pour ne pas t'inquiéter.

Mère dit avec effort :

— Si nous n'avions pas reçu cet argent de tante Coralie, tu t'en serais forcément passé, Ram...

Cessant tous de remuer la fourchette et même les mâchoires, nous écoutions, stupéfaits, ce dialogue si simple. Tous les mots en étaient prononcés avec grand calme d'une part, avec bonne humeur de l'autre; pourtant nous sentions qu'un événement sans exemple se développait dans la profondeur du

clan Pasquier. Papa souriait. Un sourire inquiétant qui lui retroussait la moustache et montrait une canine.

— Raymond, — dit maman de plus en plus bas, — c'est une chose que nous n'attendions pas, à laquelle nous ne pensions pas il y a une heure, une chose avec laquelle tu n'avais pas compté...

— Alors?

— Alors, laissons cet argent en repos. J'en aurai besoin l'hiver prochain pour les enfants.

La petite Suzanne elle-même s'était tue, frappée de notre silence. Nous, les trois grands, nous attendions quelque dénouement effroyable : l'éclair et la foudre, une tempête sur Paris, un tremblement de terre et, qui pouvait savoir? des choses plus directes : notre maison allait se fendre avec un craquement tragique; nous allions peut-être tous rouler par terre, en proie au mal caduc. L'ordre du monde était bouleversé : maman venait de refuser quelque chose à notre père. Cela s'était passé le plus doucement du monde, mais c'était accompli.

A la pointe de l'ongle, papa grattait une tache sur la toile cirée. Tous les poils de sa moustache se dressaient, l'un après l'autre. Il attachait sur maman son œil distrait, toujours souriant du même sourire terrible.

Au bout d'un long temps, notre mère leva les paupières. Elle regarda papa, posément, d'une manière si tranquille et si triste que, soudain, l'homme invincible courba la tête.

Et je fus alors bien sûr qu'un monstre inconnu s'avançait à travers notre vie et qu'il allait tout écraser, tout broyer, tout déchirer.

GEORGES DUHAMEL

(*A suivre.*)

SIGNIFICATION DU DÉFICIT

Les ministères changent, mais les problèmes demeurent. A vrai dire, le renversement du Cabinet ne signifie même pas qu'il y ait changement de Gouvernement. Le Parlement a, en effet, absorbé à un tel point tous les pouvoirs de l'exécutif qu'il est devenu à lui seul tout l'État, pauvre État bien découronné d'ailleurs, et bien déchu de son ancienne gloire. Ayant perdu la faculté de mort, mais aussi la puissance de vie, qu'ont les individus créateurs et périssables, il n'exprime plus que des pensées sommaires, réduites jusqu'à l'extrême limite de la simplification, une sorte de balbutiement de pensée, plutôt qu'une idée claire. Encore ce souverain multicellulaire a-t-il abdiqué lui-même les prérogatives qu'il avait autrefois su conquérir, et il devient de plus en plus l'instrument de volontés encore plus collectives et anonymes, le simple exécutant des groupes ou des syndicats aux mains de qui est en train de glisser la véritable souveraineté, celle qui ose et qui commande.

La foule obéit à sa loi naturelle en se refusant à toute logique et en suivant sa passion propre, qui est d'ailleurs sa seule raison d'être, celle qui crée l'unité temporaire d'un syndicat, d'un groupe politique, ou d'un parlement. Ainsi ce magma de passions, agglutinées mais non fusionnées, qui représente aujourd'hui le souverain, se heurte-t-il, avec l'obstination d'un aveuglement volontaire, aux problèmes qui sont autant d'obstacles à l'épanouissement de ses désirs confus. On use les hommes; on brise la volonté des meilleurs

qui, clairvoyants et objectifs dès l'instant qu'ils échappent à cette extraordinaire mystique politique, voient où est le salut de l'État, et s'efforcent d'arracher à un vote les mesures salvatrices qui s'imposent. On s'étonne que l'accord ne puisse se faire entre un pays qui, au fond, n'aspire qu'à travailler dans la tranquillité et la paix, et des députés qui ont personnellement le plus souvent une intelligence avisée et un sens très méritoire de l'intérêt national. Mais le fait est là; et il prouve à quel point la machine gouvernementale est profondément déréglée.

Ainsi les ministères se succèdent, avec les mêmes ou avec d'autres hommes; des ordres du jour flamboyants d'indignation et d'ardeur s'élèvent de toutes parts. Et cependant les choses vont leur train, implacablement, avec l'indifférence des choses aux discours.

L'examen du problème budgétaire, indépendamment de toute question politique, présente un côté actuel et un côté permanent. Il appartient à l'information quotidienne de tenir au courant de toutes les mesures proposées ou envisagées. Leur examen ne nous paraît ici nécessaire que pour situer par des exemples présents et immédiats ce qu'il y a de plus vrai et de plus significatif dans le déséquilibre systématique du budget français.

***

Le déficit du budget de 1933, tel qu'il a été voté par les Chambres, est de 4 840 millions. Encore faut-il remarquer que les recettes effectives sont notablement inférieures à celles qui étaient prévues[1]. De ce fait, l'exercice 1934 se présente avec une situation aggravée, puisque ses ressources normales seront vraisemblablement égales à celles obtenues, et non pas à celles espérées, pour 1933. De plus, un certain nombre de rentrées exceptionnelles ne sont pas renouvelables. L'on estime au minimum à 1 300 millions l'infériorité des recettes de 1934 par rapport à celles de 1933. Mais ce n'est pas tout, car les dépenses, elles, se présentaient en excédent.

1. Fin septembre, les recettes des neuf premiers mois de l'exercice, à l'exclusion des impôts perçus par rôles, sont inférieures de 1 238 millions aux prévisions budgétaires.

L'exposé des motifs signale, en effet, que « l'augmentation obligatoire des dépenses de 1934 par rapport à 1933 dépasse 2 milliards de francs ». Cette constatation doit être mise en évidence. Voilà où l'on en est en pleine crise industrielle : Alors que le ralentissement de l'activité économique du pays impose à chacun de ramener ses dépenses au niveau de ses possibilités, le jeu des lois votées accroît de plus de 2 milliards les dépenses publiques d'une année à l'autre.

Cette augmentation provient pour un tiers des nouveaux emprunts qui ont dû être contractés, ou de la tension des taux d'intérêts : il en coûte 711 millions de plus par an. D'autre part, les emprunts nouveaux comblant le déficit des chemins de fer entraînent une annuité supplémentaire de 338 millions. Voilà donc plus d'un milliard de charges provenant de la lenteur de l'État à réaliser les réformes indispensables. Tel problème est difficile à un moment donné; on le reporte en empruntant; la gravité, pour l'année qui suit, devient du second degré; si, en même temps, les causes de difficultés, au lieu de s'atténuer se sont accrues, la fissure devient un gouffre et aucun procédé raisonnable ne permet plus de le combler.

La dette viagère exigerait 200 millions d'augmentation du seul fait de l'excédent des concessions nouvelles sur les extinctions, et 287 millions pour la péréquation des retraites. Les pensions d'invalidité s'accroissent d'autre part de 154 millions. Voici encore un chiffre : plus d'un demi-milliard, qui est extraordinairement significatif. On croyait que les pensions nées de la guerre, iraient progressivement en diminuant par la disparition de leurs détenteurs. Mais c'était mal connaître la polarisation que fait subir une certaine politique aux problèmes d'apparence les plus simples : le parasitisme d'état conduit, par les chemins les plus divers, à un résultat unique : le pullulement des rentiers sociaux, c'est-à-dire de ceux qui s'attribuent une hypothèque sur l'entité nationale, qui doit les nourrir en vertu d'un nouveau droit divin. Quant à la péréquation des retraites, on ne pourrait croire, si l'on n'était malheureusement habitué et blasé, que, au moment où les individus qui travaillent librement voient leur emploi leur échapper ou leur rémunération fondre entre leurs doigts, il est une catégorie sociale particulière qui, sans effort,

par la seule puissance du flot qui les supporte, voit ses retraites s'accroître d'année en année. Que l'on réfléchisse bien à un pareil paradoxe. Chacun sent tout ce qu'il faudrait faire, par solidarité nationale, et simplement humaine, pour aider les gens courageux et travailleurs que la dureté des temps condamne à une vie difficile. On éprouve une angoisse particulière à penser à tous ceux qui, au prix de mille privations, avaient cru s'assurer un meilleur avenir et qui voient aujourd'hui leurs économies ruinées par la chute du franc (elle a beau dater de quelques années, les conséquences n'en peuvent pas être oubliées), par la défaillance des débiteurs, ou par des conversions opportunes. Les mêmes perdent aujourd'hui peut-être leur emploi, et voient l'avenir s'obscurcir en même temps que le présent se dérobe. Il n'importe. L'État socialisant ne voit en eux que ce qu'il a toujours vu dans les travailleurs libres : des contribuables; au même moment, il élève les pensions de ceux qui précisément ont un avenir assuré, quelles que soient les vicissitudes de l'économie.

Un effort de compression a d'ailleurs été poursuivi de façon à compenser cet accroissement automatique des dépenses. Le personnel civil du budget général a été, en particulier, diminué de 3 686 unités au total. Mais on remarquera que cette diminution provient, pour 1 362 postes, de la suppression du service des régions libérées, qu'on s'étonnera seulement de voir si tardive. Quant au reste, on constatera, sans étonnement d'ailleurs, que ce sont les seuls services de souveraineté qui ont été touchés, c'est-à-dire les services judiciaires, les affaires étrangères et la guerre. Au contraire, l'éducation nationale emploie 1 272 personnes de plus que l'année précédente, l'enseignement technique 562, la santé publique 110 et les travaux publics 136. Ce double mouvement contraire illustre à nouveau le glissement de l'État hors de ses attributions centrales.

Nous ne nous sentons aucun goût pour faire le procès de l'État. Il est incontestable que, dans la complexité de la vie moderne, le rôle de l'État s'accroît chaque jour. Mais cela signifie à nos yeux qu'il doit remplir de mieux en mieux, et avec de plus en plus de force, les attributs de la souveraineté que, précisément, le développement de l'activité

nationale attaque plus sournoisement ou plus violemment. On constate malheureusement, que l'évolution se fait en sens opposé, et que l'État néglige de plus en plus ce pourquoi il est fait et ce où il est irremplaçable, pour se perdre dans des occupations qu'il remplit mal, et où son intervention ne fait qu'épuiser le pays ou lui imposer des charges improductives dépassant ses forces.

Pour parer au déficit, le Gouvernement proposait, suivant le procédé désormais classique, un relèvement d'impôts baptisé pour l'occasion d'appellations plus agréables, certaines compressions de dépenses moins effectives que symboliques, et, pour le surplus, un recours à des expédients temporaires.

La mesure la plus intéressante en matière de recettes est le précompte. On sait en quoi il consiste : lorsqu'un porteur de titres touche ses coupons, il paie l'impôt cédulaire qui frappe toutes les sources de revenus (sauf s'il s'agit de branches de revenus exemptes de l'impôt cédulaire, comme l'est la rente française). Mais on prétend, non sans raison d'ailleurs, que les bénéficiaires des revenus ainsi encaissés négligent parfois de les mentionner lors de leur déclaration en vue de l'impôt général sur le revenu. Le précompte consiste à prélever provisoirement une certaine somme sur chaque coupon, et à déclarer que celle-ci sera intégralement ristournée à celui qui l'a acquittée, moyennant une preuve que le revenu en question a bien été compris dans la déclaration d'impôt général. Telle est la théorie; et si l'impôt sur le revenu était de 4 p. 100, et l'impôt général de 8 p. 100 par exemple, ce système se comprendrait et supprimerait toute fraude. Il empêcherait surtout que l'on invoquât périodiquement la fraude pour accroître les taux d'impôt, lorsque, pour punir un individu qui vous échappe, on écrase celui qui vient se livrer dans vos mains. Mais toute la difficulté vient précisément de ce que nous jouissons d'un système fiscal écrasant, qui pratique la quasi-confiscation des revenus qu'il peut appréhender.

Dans ces conditions, l'institution d'un système parfaitement compréhensible en soi se heurte à des réactions psychologiques et matérielles qui peuvent le rendre inapplicable.

On aura beau déclarer que le second prélèvement est restituable, il s'ajoute déjà à de tels impôts que le propriétaire est dès l'abord découragé par la faiblesse de ce qu'on laisse entre ses mains. Et quand on lui annonce la récupération possible de ce qu'on lui a retenu, c'est au prix d'un tel laminage dans la machine fiscale qu'il en ressort pantelant et jurant bien qu'on ne l'y reprendra plus à épargner et à placer ses économies. On peut alors élever les bras au ciel, déplorer la thésaurisation, blâmer l'absence d'esprit d'entreprise! On peut alors proposer de vastes travaux d'outillage national. Rien, rien n'y fera : on n'outille pas un pays tout en lui interdisant d'user des instruments qu'on lui fournit; les travaux de l'État resteront inutiles tant que les usines n'auront pas repris leur activité, et que tous les individus ne se seront pas remis d'un même cœur à remonter la pente que le monde entier a descendue, c'est-à-dire tant que l'on n'aura pas restitué aux capitaux leur rentabilité actuellement disparue.

D'après les intentions du Gouvernement, le précompte ne s'applique pas aux rentes françaises. Cette éclatante anomalie intervient à point nommé pour renforcer encore, s'il en était besoin, le point de vue qui vient d'être exposé. Il est de toute évidence que les porteurs de rente devant acquitter l'impôt général sur tout leur revenu, y compris la rente (au même titre que sur les autres coupons qu'ils ont encaissés, mais avec cette seule différence que l'impôt cédulaire a été acquitté dans un cas et qu'il ne doit pas l'être dans l'autre), le contrôle n'a d'intérêt que s'il s'applique à tous les revenus mobiliers, dont il s'agit de vérifier l'inscription dans les déclarations d'impôt général. Cela est irréfutable. Mais l'État doit emprunter encore; il veut donc ménager son crédit, et il écarte, avec raison du reste, une mesure, juste dans son principe, mais effarante dans son application étant donné les prélèvements auxquels elle conduit. En instituant le précompte, sans diminuer le tarif[1], et en en exemptant les rentes, l'État

1. Rappelons que M. Piétri, qui est à l'origine de ce projet, faisait judicieusement de la diminution de l'impôt cédulaire sur les valeurs mobilières la condition de l'institution du précompte. L'élévation de cet impôt est, en effet, présentée comme une récupération grossière de ce qui échappe à la non-déclaration de l'impôt général. Il est donc logique de réduire les impôts pour lesquels la fraude sera impossible.

concrétise, avec une espèce de cynisme dont il faut lui savoir gré, une des forces les plus profondes qui l'animent. Il reconnaît bien que les épargnes fuiront les titres frappés du précompte, puisque justement il en exempte les siens. Mais il accepte d'un cœur léger d'ajouter à l'atonie actuelle de l'économie française une raison nouvelle et déterminante, et de stériliser les épargnes qui pourraient féconder l'économie nationale, car, au même moment, il ouvre aux capitaux traqués le refuge de ses propres emprunts, et il dirige les réserves du pays vers les seuls emplois rigoureusement improductifs, en leur proposant de faire la contre-partie du déficit permanent du budget.

La plus grosse bataille eut lieu autour de la réduction des traitements des fonctionnaires. On a déjà dit ici même combien était injustifiée la défense de ceux qui n'admettent pas que la baisse des prix doive correspondre à une certaine diminution proportionnelle des traitements en valeur nominale. Le projet gouvernemental prévoyait 6 p. 100 de réduction sur tous les traitements sans abattement et sans progressivité. C'était là une intention louable. Il faut, en effet, se rappeler que la charge des fonctionnaires représente actuellement 19 milliards par an, dont 12 milliards de traitements, 3 milliards d'indemnités et 4 milliards de pensions et de retraites. En 1913, les mêmes dépenses étaient de 1 342 millions, équivalent à 6 710 millions de francs actuels. A peu de chose près, les fonctionnaires de l'État coûtent, actuellement, près de trois fois plus qu'avant la guerre. D'une part, le nombre des agents s'est considérablement augmenté; d'autre part, le coefficient d'accroissement des traitements est de 7,25, c'est-à-dire qu'il dépasse largement l'indice du coût de la vie qui est de 5,1. L'amélioration de la situation matérielle des fonctionnaires a donc été de l'ordre de grandeur de 40 p. 100 en moyenne. En fait, elle a été très supérieure pour ceux d'un grade peu elevé, et elle a été très inférieure pour les fonctionnaires supérieurs, ceux précisément que l'État devrait s'attacher, et rémunérer à proportion des responsabilités considérables qui leur incombent.

Un État qui se préoccuperait du recrutement de ses fonctionnaires, avec l'objectif essentiel d'assurer au mieux les

services publics, suivrait approximativement la loi de la concurrence pour les agents interchangeables, et s'attacherait les hommes de valeur qui se consacrent à l'intérêt général. Mais l'effroyable volonté du nombre, qui a courbé presque toute l'Europe, et qui risque de dévaster les nations ne reprenant pas conscience de la nécessité des élites, travaille tout autrement. Quand il s'est agi de compenser la dévaluation de la monnaie, on a multiplié, par exemple, par le coefficient 10, les traitements inférieurs, et par le coefficient 4 les traitements élevés. Et lorsque vient la nécessité de suivre la baisse des prix de la vie, on réduit de 1 p. 100 ou de rien les traitements inférieurs, mais on ampute de 10 à 15 p. 100 les traitements élevés. Que l'on fasse seulement deux ou trois fois ce jeu coupable et dangereux, et le traitement du chef sera inférieur à celui du garçon de bureau. Telle est peut-être la finalité inavouée d'un système abstrait autant qu'aveugle, qui traite les hommes comme des chiffres dans un total, mais c'est une absurdité contre laquelle on ne s'élèvera jamais assez. Pourquoi admet-on la loi des masses en dépit de ses méfaits, et même de ses méfaits contre la foule elle-même? Et pourquoi n'oserait-on pas lui opposer le droit des chefs, sans lesquels aucune vie en progrès n'est possible?

Pour faire accepter une mesure de bon sens, le Gouvernement crut devoir y adjoindre un prélèvement sur les traitements privés stables. Nous ne relèverions pas ce bourgeon de fiscalité s'il n'était significatif lui aussi de ces tendances internes que nous cherchons à discerner. Un individu qui n'a pour vivre que les ressources de son ingéniosité et de son travail, se démène dans la vie pour maintenir le niveau de ses recettes au milieu du désarroi général. Sait-on ce que, dans la situation présente, cela représente de ténacité, de démarches répétées, de nuits sans sommeil? Voyez cet homme surnager au milieu des difficultés; et considérez avec quel raffinement il va se trouver frappé. Déjà il s'est heurté à des règlements et des obligations coûteuses; il doit employer telle catégorie de personnes; leur assurer telles garanties; ne pas les faire travailler plus d'un certain temps. Ses revenus si durement gagnés vont être amputés de mille manières; il paiera des taxes progressives s'accroissant suivant les résultats qu'il a

obtenus. Et, pour finir, s'il a maintenu sa situation, si au lieu de se laisser couler à pic il est resté à la surface, il sera frappé à proportion précisément de sa vitalité; par une cruelle ironie, le fait que, entre 1930 et 1933, il aura peut-être perdu dix fois sa situation, mais qu'il aura su la reconquérir dix fois aussi, voudra dire, d'après le langage administratif, qu'il jouit d'une situation stable et qu'il est censé avoir toutes les garanties possibles d'avenir.

Il serait infiniment regrettable d'attiser dans ce pays un mouvement de division qui n'est déjà malheureusement que trop poussé, et nous nous en voudrions d'autant plus que nous souhaitons, au contraire, voir réhabiliter à nouveau la fonction publique et lui redonner l'autorité et le prestige qu'elle doit avoir. Mais il est incontestable qu'une méconnaissance aussi absolue des conditions économiques et sociales semble faite pour exaspérer la nation, et lui faire oublier dans ses protestations la réserve qu'il devrait avoir vis-à-vis de ceux parmi lesquels il y a les meilleurs serviteurs du pays.

Les mesures exceptionnelles auxquelles il a été fait appel sont, hélas, de celles auxquelles recourent tous les pays en mal d'argent. La loterie est un moyen facile de se procurer des fonds au prix d'une démoralisation croissante, et on a quelque gêne à constater que l'État ne pourra employer à plein ce moyen de remplir ses coffres que s'il entretient par ailleurs, et inconsciemment tout au moins, l'incertitude et le découragement de l'épargne qui sont à la base du succès d'une telle entreprise. Il est pour le moins singulier qu'un système fiscal qui pourchasse avec une telle âpreté les patrimoines, et même les revenus de tout travail libre, trouve sa dernière expression dans la promesse d'une fortune considérable, et dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle est acquise sans mérite. On décourage par tous les moyens l'accès régulier et progressif à la propriété, et lorsque l'État s'entrave dans sa propre fiscalité, au point d'avoir consommé par avance la matière contributive qui devait alimenter sa vie hypertrophiée, il crée, si l'on peut dire, des riches de seconde catégorie, qui ne tiennent leurs biens que du hasard, qui sont, chose curieuse, exempts d'impôts, et qui deviendront peut-être des contribuables futurs, faisant la relève de ceux qui sont restés épuisés sur la route.

L'autre recette exceptionnelle provient de la frappe des monnaies de nickel. Le bénéfice des monnaies métalliques créées sans contre-partie économique va à l'État, tandis que le bénéfice des billets de banque émis en contre-partie d'opérations productives et commerciales revient à la Banque de France. C'est probablement l'explication principale de la faveur des monnaies métalliques, sans qu'il soit besoin d'invoquer les intérêts de la défense nationale. On a dit, avec un sérieux désarmant (si ce mot est ici de mise), que les réserves de nickel ainsi constituées seraient d'un précieux usage en cas de guerre, étant donné l'éloignement de la Nouvelle-Calédodonie, d'où nous tirons ce métal. Ceci relève de la comédie. Si le nickel est utile, ce qui est certain, il est normal qu'on s'en approvisionne, sans pour cela qu'il faille démolir le statut monétaire. Où irions-nous, si, demain, le mobilier en tubes d'acier devenait obligatoire pour constituer, dans les moindres demeures, une réserve utilisable de canons de mitrailleuses?

Les débats ouverts dans de telles circonstances et sur de telles données, se sont déroulés comme on pouvait s'y attendre. Une délégation permanente des gauches s'est instituée pour manipuler les textes de façon à leur donner les couleurs politiques nécessaires, avec un mépris souverain des nécessités du pays. Étrange pharmacopée, qui ne se préoccupe que de l'étiquette et de la forme des bocaux, et qui accepte le pire poison pourvu qu'il ait un aspect et une teinte souhaitables. L'article 37 eut son heure de célébrité. Le Gouvernement jura qu'il poserait la question de confiance sur chaque article, mais on ne savait plus très bien ce qu'il y avait dans chacun de ceux-ci, la Commission des Finances s'étant, suivant l'usage, transformée en un parlement au petit pied, qui traitait les projets gouvernementaux comme les devoirs mal faits d'un élève que le professeur corrige.

Le pays a été, provisoirement, sauvé par l'heureuse intransigeance dogmatique des purs du socialisme. On avait beau modifier, pour leur plaire, la recette de l'horrible mélange qui leur était offert, et triturer dans des alambics rougeoyants la mixture maléfique afin de la rendre attrayante, le pontife suprême écarta de ses lèvres la coupe qu'on lui présentait.

Il manifesta sa volonté destructrice avec une évidence telle que les aveugles eux-mêmes finirent par la voir lorsque, sous la lumière blanche des lampes électriques, en un vote décisif, le cartel se disloqua avec tous les accompagnements d'une rupture passionnelle. L'histoire lamentable dont la cinquième page des journaux est remplie se renouvela une fois de plus. On s'était mis ensemble, il y a deux ans, mais on n'avait rien de commun... Rupture, reprise, rupture; cris de passion de l'un, refus obstiné de l'autre, éclats de haine, coups de revolver! Et il faut bien se quitter, puisque l'un au moins gît dans un lit d'hôpital.

On peut espérer que notre pays ne fera plus à nouveau les frais de ces effusions passionnées entre des gens de bonne volonté et un parti de séducteurs à froid qui préfèrent périr plutôt que de renoncer à une ligne de leur Talmud empesté. On l'espère, sans en être sûr. Henri VIII, à son cinquième mariage, disait : « C'est la revanche de l'optimisme sur l'expérience. » Il faut convenir que ses premières unions n'avaient guère été heureuses; et, pourtant, il continuait.

***

Derrière ces discussions trop actuelles, on aperçoit la signification plus générale du déficit budgétaire qu'elles servent à éclairer.

Les États se sont terriblement endettés pendant la guerre et on a pu se rendre compte, peu après la fin des hostilités, que les ressources du crédit avaient matériellement permis des opérations matériellement absurdes. Les dettes étaient arrivées à un tel niveau qu'elles ne correspondaient plus aux richesses des pays qui les avaient assumées. La chute de la monnaie a été la rançon d'efforts économiques pratiquement hors de toute proportion avec les forces qui devaient les soutenir.

Aujourd'hui, la question est autre. Si l'on veut rattacher le désordre économique grandissant à l'ébranlement né de la guerre, on se berce d'une illusion supplémentaire, et, pour éviter un effort qui dépend de soi, on incrimine un événement passé, et par conséquent irréparable. En même temps, on dénonce une prétendue faillite du capitalisme, comme si un

phénomène matériel, qui est né de lui-même comme la monnaie et le crédit, pouvait être responsable des folies dont notre imagination l'a chargé.

Il apparaît avec une clarté de plus en plus vive que le déficit budgétaire est au socialisme ce que la faillite monétaire a été à la guerre, c'est-à-dire sa rançon. Sans doute s'excuse-t-on ici d'employer un terme aussi imprécis, le socialisme pouvant recouvrir le meilleur comme le pire, mais il faut bien se servir du terme qui résume le mieux au regard de l'opinion publique le complexe d'erreurs et de passions qu'il faut dénoncer et vaincre. Si l'on recherche la racine de l'erreur, on revient toujours à ce qu'il vaudrait mieux appeler le « parasitisme social ». Le développement de l'industrie, puis le développement du crédit, ont provoqué une explosion de richesses qui a fait croire à la permanence de la prospérité, et au droit des hommes sur ce patrimoine commun qu'ils détenaient et auquel ils conféraient la pérennité. L'État s'est ainsi mué jusqu'à représenter cette sorte d'être fictif, vis-à-vis duquel chacun exerçait ses revendications, et sur les biens de qui chacun prenait des hypothèques. L'étatisme nous paraît être moins un but que la résultante d'un état d'esprit lentement élaboré, et que tout, jusqu'ici, a nourri et surexcité, sans que l'on osât dénoncer l'absurdité de chimères qui passaient pour généreuses et qui ne sont que génératrices de ruines.

Une observation strictement objective montre que les conditions de bien-être général se sont plus accrues dans ces dernières années que pendant des siècles, et se sont même accrues dans les toutes dernières années, jusques et y compris celles recouvertes par la crise économique. Si l'on compare les conditions d'habitat de telle personne en 1913 et de son correspondant exact aujourd'hui, en cherchant le confort représenté par la construction, l'éclairage, le chauffage; si l'on fait la même comparaison pour la nourriture (en cherchant des équivalents caloriques chiffrés), les distractions et les moyens de transport, on est stupéfait du progrès des jouissances matérielles qui a été réalisé. Le mécontentement s'est cependant accru plus vite encore, ou du moins la manifestation tumultueuse du mécontentement, ce qui est peut-être très différent.

Chaque arrêt, si petit soit-il, dans la progression, fut dénoncé comme un crime intolérable, l'État étant chargé non seulement d'empêcher toute régression, mais de maintenir la vitesse puis même l'accélération du mouvement. L'exemple de la gratuité de l'enseignement est, du point de vue financier auquel nous voulons nous maintenir, particulièrement convaincant. Cette année même l'État, dont les ressources s'épuisent, n'en continue pas moins, sans hésitation, à étendre la gratuité de l'enseignement secondaire. Il commet ainsi une double faute. D'une part, il assume des charges qu'il doit reporter sur une minorité de travailleurs libres, épuisés, et frappés à mort; d'autre part, par son intervention arbitraire, il prépare des générations d'intellectuels inutilisables, qui créeront un état de choses dont ils seront les premières victimes, et contre lequel ils seront les plus sûrs révoltés.

Le déficit budgétaire exprime très précisément l'incompatibilité qui existe entre les créances imprudemment reconnues à chacun au cours d'années de gaspillage et d'imprévoyance, et les ressources chaque jour décroissantes sur lesquelles on entend faire porter la masse croissante des impôts.

Une des caractéristiques de l'évolution fiscale des dernières années a été de réduire le nombre des contribuables en créant des privilèges fiscaux au bénéfice des organismes qui se prévalent de l'État. La désignation de ces innombrables formes d'activité qui vivent « en franchise » se fait suivant des règles qui restent mystérieuses pour les non initiés. Les mots « coopérative » ou « mutuelle » sont un signe aussi décisif et sauveur que le tau d'Israël. Chaque jour voit s'accroître le nombre de ces royautés d'Yvetot qui sapent la souveraineté nationale, comme le pullulement des immunités a été, à l'époque carolingienne, le signe de la décomposition impériale.

D'autre part, et parallèlement, on créait des impôts de superposition, affectés de taux d'autant plus élevés qu'il s'agissait de faire rendre des sommes croissantes par une matière imposable décroissante. Les tarifs auxquels on a été conduit ont littéralement confisqué le fruit de l'activité nationale, et en particulier on en est arrivé à tarir à peu près toute rentabilité pour la masse du capital national; événement considérable qui est cause d'une grande partie du

marasme actuel et contre lequel se heurteront tous les réformateurs de l'avenir.

La question fiscale sera insoluble tant que le problème restera posé comme il l'est actuellement, c'est-à-dire tant que l'on admettra comme une nécessité préjudicielle de trouver 50 milliards de recettes pour faire face à 50 milliards de dépenses, ou 80 milliards de recettes s'il faut faire face à 80 milliards de dépenses. Lorsqu'il ne restera plus en France que 50 000 contribuables parqués dans un enclos et attendant le jour du sacrifice, le problème fiscal sera simplifié jusqu'à sa suppression comme il peut l'être en Russie soviétique, mais il disparaîtra sans avoir été résolu. Il est parfaitement vain de chercher un équilibre entre les recettes et les dépenses publiques si on croit l'acquérir au moyen d'un accroissement du déséquilibre entre le secteur socialisé, représenté par les subventions, les traitements, ou les pensions, et le secteur libre, chaque jour réduit et chaque jour écrasé davantage.

La révolte des contribuables est un événement de haute signification, de même que l'énergie avec laquelle l'État les poursuit, alors qu'il est désarmé vis-à-vis de ses propres serviteurs.

Le pendant exact de cette évolution est la mainmise croissante des syndicats de fonctionnaires sur ce même État. Les délibérations de la Chambre ont été dominées par celles de la Commission des Finances, qui ont été dominées par les injonctions de tel ou tel fonctionnaire dictant sa loi à son souverain, lequel s'empressait d'obéir. Les républicains de jadis dénonçaient les troupes prétoriennes qui, paraît-il, menaçaient la liberté et l'independance de la souveraineté. Aujourd'hui, et bien que de temps à autre, et par habitude verbale, on continue à dénoncer un militarisme factieux, le pire danger pour la République provient des chefs de fonctionnaires en révolte, qui traitent le Gouvernement comme faisaient jadis les mercenaires germains élevant sur le pavois un empereur de circonstance, et qui le méprisaient comme leur créature.

Ainsi une histoire très lointaine recommence. L'État a été pris d'assaut et désorganisé. Tel syndicat de fonctionnaires, tel groupe puissant, fait penser aux princes apana-

gistes qui enlevaient à la dynastie un lambeau de souveraineté, ou une portion de province. On dut jadis « rassembler la terre française ». Aujourd'hui, c'est le « rassemblement de la richesse française » qui s'impose. Le budget sera en déficit, et en déficit accru, tant que le nombre des parties prenantes s'accroîtra, alors que les parties versantes disparaîtront par extinction ou épuisement. Une telle conclusion n'est par elle-même ni optimiste, ni pessimiste. Il ne s'agit pas de prophétiser si l'on fera ou non ce qui est nécessaire pour le salut commun. Il vaut mieux s'épargner les illusions volontaires, savoir que le salut est entre nos mains et en connaître les conditions, lesquelles ne sont ni idéologiques ni purement pragmatiques, mais résument une doctrine revigorée par l'expérience. Celle-ci exige le retour à des idées sociales et économiques saines, qui respecteront l'individu en lui redonnant sa liberté et son autonomie, en même temps qu'elles restaureront l'État, qui sera d'autant plus fort et respecté que, ramené dans les limites normales de son activité, il exercera son pouvoir non pour consommer, mais pour protéger et pour créer. A ces conditions, l'ordre renaîtra. Et sinon, non, suivant la brève et impitoyable formule du vieux serment de l'Aragon.

ED. GISCARD D'ESTAING

DANS L'INTIMITÉ DE FRANÇOIS-JOSEPH

(SOUVENIRS)

Les pages qu'on va lire sont tirées d'un ouvrage qui vient de paraître à Vienne : *Im glanz der Kaiserzeit* (Dans l'éclat de l'époque impériale). L'auteur est la princesse Fugger qui, par sa naissance (elle était la fille du prince Charles de Hohenlohe-Bartenstein) comme par son mariage, eut l'occasion de fréquenter familièrement plusieurs membres de la famille impériale. La curieuse idylle de l'empereur François-Joseph et de madame de Kiss-Schratt, évoquée ici, retiendra, croyons-nous, l'attention de nos lecteurs. Elle projette une vive lumière sur un épisode célèbre de la vie de l'Empereur. (N. D. L. R.)

En septembre 1895 j'allai avec mes enfants à Hietzing, ce joli quartier de Vienne tout en villas. C'était autrefois le séjour de campagne le plus élégant et le plus prisé des Viennois. Hietzing n'a jamais été un faubourg dans l'acception ordinaire du terme. On y voit encore beaucoup de ces maisons de campagne aristocratiques ; elles ne comportent généralement qu'un rez-de-chaussée, tout au plus un étage. Au milieu de jardins bien dessinés et soigneusement entretenus, on y respire l'air du vieux Vienne. On se croit transporté au temps de la simplicité champêtre de nos grands-parents et aïeux.

Le nom de Hietzing est dérivé de celui de la famille noble Uezingen, qui y demeurait dès le XIIe siècle. Mais cette savante explication historique n'est pas du goût des Viennois, ils lui préfèrent celle-ci, plus poétique : pendant le siège de

Vienne par les Turcs en 1529, le pacha Chassan Michel Oglu campa dans le Hietzing de nos jours, et la statue de la Vierge fut ôtée de l'église et cachée dans un arbre. Quatre habitants du village, faits prisonniers par les Turcs, enchaînés à cet arbre, supplièrent la Vierge de les sauver. Ils virent tout à coup l'arbre s'éclairer et la statue entourée d'une lumière extraordinairement brillante. Ils entendirent en même temps ces mots à plusieurs reprises : *Hütseng* (*hütet euch*), « gardez-vous », et les chaînes tombèrent de leur cou et de leurs pieds. Depuis cette merveilleuse aventure, évoquée par un tableau placé au-dessus du grand autel de l'église de Hietzing, cette statue de la Vierge est très vénérée. Aucune impératrice, aucune archiduchesse, n'a manqué de doter l'église de quelque objet de prix. Maria-Hietzing devint un lieu de pèlerinage très fréquenté, n'en demeurant pas moins, avant comme après, un petit village avec fort peu d'habitants. Quand Marie-Thérèse fit de Schœnbrunn sa résidence d'été, les membres de l'aristocratie, les ministres et les diplomates furent incités à bâtir des maisons de campagne dans le voisinage du château impérial. La plus grande vogue de Hietzing remonte au règne de l'empereur François. Le parc de Schœnbrunn avait été ouvert au public, on y pouvait rencontrer tous les jours l'Empereur et tous les Archiducs et Archiduchesses, on respirait l'air de la cour, un omnibus permettait de communiquer avec Vienne, et le Casino Dommayer faisait entendre les premières jolies valses de Lanner et de Strauss. Le Viennois a toujours beaucoup aimé et apprécié ces choses, et voilà comment Hietzing est devenu une véritable et élégante ville d'eaux, très recherchée. Les plus brillantes années se prolongèrent jusqu'en 1870. Puis il y eut une période calme jusqu'à l'inauguration du chemin de fer de l'Etat en 1899. L'existence y fut alors moins paisible. Quand j'allai à Hietzing en 1895, on était encore loin de l'animation qui y règne aujourd'hui. Le dimanche était assez mouvementé, il est vrai, mais la semaine était tranquille et on y menait une vie extraordinairement agréable.

J'avais pris une très jolie villa dans la Gloriettengasse, à côté de l'entrée du jardin tyrolien et du jardin botanique. Je découvris bientôt que j'avais pour voisine Catherine de Kiss-Schratt, l'actrice du Hoftheater. Mes enfants firent les

premiers sa connaissance. Ils avaient l'habitude de jouer dans le jardin devant la villa et madame Schratt passait là tous les jours. Je ne tardai donc pas non plus à la connaître. Je m'en félicitai beaucoup, ses façons gaies et naturelles m'attirèrent tout de suite. Nous fûmes depuis lors en excellents termes de voisinage.

Catherine Schratt naquit le 11 septembre 1855 à Baden, près de Vienne. Elle était issue d'une famille très considérée qui habitait là depuis plusieurs générations. Formée par le maître de diction Strakosch, elle fut engagée en 1872 au théâtre de Berlin où elle débuta sous le nom de Gustel de Blasewitz. L'année suivante elle passa au *Stadttheater*, directeur Laube, où on lui confia presque exclusivement les rôles gais, d'un humour réaliste. Laube l'avait en grande estime et la faisait jouer souvent, car elle faisait salle comble, le public la goûtant fort. Elle joua en 1878 au théâtre allemand de Moscou où le tsar Nicolas la remarqua. Elle quitta le théâtre en 1879 et épousa M. Antoine de Kiss, appartenant à une vieille famille de gentilshommes hongrois. Elle lui donna un fils en 1880. Les jeunes époux menèrent pendant les deux premières années de leur mariage une vie large et facile, mais au commencement de 1882 les soucis matériels firent leur apparition et madame de Kiss-Schratt prit la résolution de remonter sur la scène. Elle joua d'abord en Amérique. A son retour à Vienne, elle trouva son mari dans les plus grands embarras d'argent. Son père était mort en laissant ses affaires dans un tel désordre que la famille Kiss était menacée d'une ruine complète. De bons amis conseillèrent alors à madame de Kiss-Schratt de solliciter une audience de l'Empereur, pour obtenir de lui qu'il ordonne la restitution des propriétés de famille confisquées autrefois par la Hongrie. Un oncle de son mari, en effet, le général Ernst von Kiss, avait été fusillé en 1849 comme révolutionnaire et ses biens avaient été saisis. L'Empereur reçut madame de Kiss-Schratt très gracieusement, mais l'audience ne donna aucun résultat. Le ministre président, alors Koloman de Tisza, déclara qu'il était inconstitutionnel de consacrer les deniers de l'État à remettre sur pieds une famille qui s'était perdue par sa légèreté. L'opinion très répandue que l'empereur François-Joseph s'était amouraché de madame de

Kiss pendant cette audience, relève du domaine de la fable : il se passa encore deux ans avant que l'Empereur lui témoignât de l'intérêt.

J'ai raconté ailleurs comment cela se fit[1].

1. Voici le passage auquel la Princesse fait allusion : « L'Empereur, depuis l'engagement de madame de Kiss-Schratt au théâtre de la Hofburg et pendant l'audience qu'il lui avait accordée au sujet de ses affaires de famille, n'avait pas autrement fait attention à elle. Au bal des Industriels, en 1885, Sa Majesté l'aborda et lui parla. Ceci n'avait rien d'extraordinaire, car, dans ces bals annuels de la Hofburg, l'Empereur distinguait souvent les artistes, acteurs, ou personnalités marquantes en leur adressant quelques paroles. Madame Schratt ce soir-là était particulièrement jolie et l'Empereur s'entretint assez longuement avec elle. Il se rendit depuis très souvent au *Burgthealer* et ne manquait aucune représentation quand madame Schratt jouait. L'Impératrice l'accompagnait en général au théâtre, elle partageait son intérêt et approuvait la petite distraction que ces soirées procuraient à l'Empereur. Elle fit appeler un jour le professeur von Angeli, peintre bien connu, et lui commanda un portrait de l'actrice pour l'Empereur. Angeli n'avait pas dit à madame Schratt pour qui était le portrait. Il n'avoua qu'à la dernière séance que l'Impératrice le lui faisait faire pour l'Empereur et que les Majestés viendraient dans quelques instants visiter l'atelier. Madame Schratt se leva effrayée et demanda où elle pourrait se cacher. Le mieux serait, lui dit le professeur, d'attendre à côté, car il était possible que leurs Majestés voulussent la voir. L'Empereur et l'Impératrice vinrent, regardèrent le portrait, qui était très réussi, et, apprenant que madame Schratt était dans la pièce voisine, ils la firent entrer et causèrent avec elle de la façon la plus animée. L'Empereur demanda à madame Schratt, avant qu'elle ne quittât l'atelier, où elle passerait l'été. Elle répondit qu'elle partait incessamment pour Carlsbad, où elle devait faire une cure de trois semaines. Puis elle irait au Wolfgangsee et passerait l'été au château de Frauenstein, qu'elle avait loué. « Je viendrai alors vous voir d'Ischl », répartit l'Empereur.

Madame Schratt me raconta un jour dans quelles conditions cette visite la surprit. L'Empereur ayant appris la date exacte de sa venue à Frauenstein avait envoyé un messager dans la soirée annonçant sa visite pour le lendemain matin. Madame Schratt, à peine arrivée, était au milieu de malles qui n'étaient pas même défaites. Et il lui fallait recevoir dignement dans quelques heures l'auguste visiteur. Elle fit comparaître d'abord sa cuisinière, lui expliqua de quoi il s'agissait et qu'il fallait en tous cas qu'un petit déjeuner fût prêt.

« Mais c'est aujourd'hui samedi, les boutiques sont déjà fermées et nous n'avons rien dans la maison ! » s'écria avec effroi la cuisinière pâlissante.

« Il ne prendra pas grand'chose, arrangez-vous avec ce que nous avons », répondit madame Schratt.

L'Empereur étant arrivé le lendemain matin, elle dit timidement au cours de la conversation :

« Puis-je offrir quelque chose à votre Majesté? »

« Certainement, certainement, j'aurai grand plaisir à déjeuner. L'Impératrice m'a dit qu'on avait de très bonnes choses à manger chez vous. »

Mon embarras fut au comble, ajouta madame Schratt, lorsque je me souvins que je n'avais chez moi que des cigares de la Régie, car je savais combien Sa Majesté aimait fumer un bon cigare. Mais il n'est pas vrai que je me sois écriée

Madame de Kiss-Schratt fut engagée en 1883 au théâtre de la Hofburg sans protection aucune; elle y débuta dans le rôle de Lorle dans « Ville et village » sous le nom de Käthchen von Heilbronn. Ses camarades sont unanimes à louer son aimable et charmant caractère. Elle était toujours gaie et pleine d'humour, mais toujours d'une parfaite moralité. Elle ne permettait ni tenue libre, ni plaisanteries déplacées. Pendant son séjour à Hietzing, et plus d'une fois depuis, j'ai été son invitée. Les heures que j'ai passées chez elle ont toujours été pleines d'agrément. Sa maison était un vrai coffret à bijoux, remplie des plus beaux trésors artistiques. Elle les montrait volontiers et en parlait avec beaucoup de compétence. On rencontrait souvent chez elle les personnalités les plus intéressantes. Les plus hauts dignitaires, princes de l'Église, ambassadeurs et ministres, se réunissaient chez elle, les premiers acteurs de Vienne y faisaient des conférences, on y entendait la musique la plus choisie, et, « last not least », la chère était chez elle d'une qualité rare.

J'y ai vu très souvent l'ambassadeur allemand d'alors, prince Eulenburg, qui m'était très sympathique et me fit l'impression d'un homme particulièrement bien doué. C'était touchant de l'entendre parler avec amour de sa femme et de ses enfants. Il m'a lu fréquemment de ses poésies, contes et nouvelles, témoignages d'une nature profonde et de grands dons poétiques. L'épouvantable destinée qui fut la sienne quelques années après et le fit choir de si haut, a certainement éveillé des sentiments de haineuse satisfaction chez des gens qui avaient envié un bonheur qui ne lui avait encore jamais fait défaut : l'amitié qui le liait à l'empereur Guillaume, la puissance dont il disposait. J'ai eu pour lui la plus grande compassion, car lui seul a payé pour tant d'autres, qui, comme lui affligés de tendances anormales, s'étaient laissé aller au même vice.

Plus encore que toutes les personnes intéressantes rencontrées chez elle, madame Schratt retenait ma curiosité, car sa liaison avec l'empereur François-Joseph était pour moi une énigme : j'en arrivais à me dire que cela tenait

comme on l'a répété plus tard : « Jésus! Et je n'ai rien d'autre maintenant chez moi qu'un mauvais Impérial! » (Le peuple nommait ainsi les cigares de la Régie impériale.)

du prodige. La solution de l'énigme me fut donnée le plus simplement du monde quand je connus vraiment madame Schratt. C'était bien un prodige, ce lien d'amitié qui unissait madame Schratt à l'empereur François-Joseph, représentant inaccessible de la souveraineté. Mais il n'y avait là rien de surnaturel, au contraire : le prodige, c'était son parfait naturel. Il agissait sur tous ceux qui la connaissaient. Elle savait distraire l'Empereur. Sa gaieté, qui ne franchit jamais les limites de la bienséance, son humour intarissable uni à une grande bonté, son tact délicat qui ne lui laissa jamais oublier qu'elle était devant son Empereur, lui gagnèrent toute la confiance de son auguste ami. Et l'Impératrice savait que madame Schratt donnait à son époux ce qu'elle-même ne pouvait lui donner : de riantes heures sans souci chez une femme qui ne lui proposait aucun problème à résoudre. Madame Schratt eut une situation exceptionnelle à la cour, situation qui ne dépendait pas seulement de l'empereur François-Joseph — elle possédait au même degré l'amitié et la confiance de l'Impératrice et du cercle tout intime de la famille impériale. Il est significatif à cet égard que l'Impératrice ait communiqué d'abord l'écrasante nouvelle de la mort du Kronprinz non à la Kronprinzessin, non à sa fille Valérie, mais à madame Schratt, pour qu'elle l'aidât à préparer l'Empereur à cet effroyable malheur.

L'impératrice Élisabeth a répété maintes fois à son entourage, plus tard, que madame de Kiss-Schratt lui fut un grand soutien à ce terrible moment. Elle recommanda à ses filles de ne jamais abandonner madame Schratt après sa mort. La princesse Gisèle de Bavière est fidèle à ce vœu de l'Impératrice, elle a montré en toute circonstance à madame Schratt sa bienveillance, elle est toujours allée la voir lors de ses passages à Vienne et l'a reçue souvent aussi dans son palais de Munich. Aujourd'hui encore, où que je rencontre la princesse Gisèle, elle me demande des nouvelles de madame Schratt et me charge de ses souvenirs pour elle. L'archiduchesse Valérie, au contraire, se tint sur la réserve, car la famille de Toscane, où elle entra par son mariage, n'a jamais été bien disposée pour madame Schratt. Comme l'archiduchesse Valérie était d'une nature timide et sans énergie, elle n'a jamais pu faire

prévaloir son opinion. Elle a été une épouse exemplaire, une mère idéale, uniquement consacrée aux siens. Elle vivait surtout à la campagne, de préférence au château de Wallsee, où elle mourut dans sa cinquante-sixième année. A sa mort, tous les environs accoururent pour l'accompagner une dernière fois. La princesse Gisèle, s'étant mariée en Bavière, était devenue par ce fait un peu étrangère à la société de Vienne. Elle était la fille favorite de l'Empereur, qui se montrait toujours très heureux quand elle venait l'été à Ischl. Après la mort du Kronprinz, les liens d'amitié qui unissaient l'empereur François-Joseph à madame Schratt se resserrèrent encore. L'Impératrice avait été très ébranlée par son immense douleur, sa santé gravement compromise. Elle faisait de fréquents voyages, et il fallut que madame Schratt tînt compagnie à l'Empereur pour qu'il ne se sentît pas trop seul. L'impératrice Élisabeth chargeait madame Schratt, avant chacune de ses absences, de soigner et de surveiller l'Empereur, telle une nurse qui prend soin d'un enfant. Elle lui recommandait de veiller à ce que l'Empereur prît son exercice habituel, ne passât pas toute la journée devant sa table à écrire, enfin ne négligeât pas sa santé. Madame de Kiss-Schratt entra ainsi tout à fait dans l'intimité de la famille impériale. La princesse Gisèle et l'archiduchesse Valérie goûtèrent souvent avec l'Empereur chez madame Schratt, soit à la villa Felicitas, à Ischl, soit rue de la Gloriette. L'Impératrice était-elle à Lainz, elle invitait fréquemment madame Schratt à quelque repas. D'innombrables télégrammes de la main de l'Empereur démontrent clairement que madame de Kiss-Schratt jouissait dans la famille impériale de considération et d'estime. Je ne citerai que quelques-uns de ces documents. Ainsi, le 11 juin 1894, François-Joseph télégraphiait :

Madame Catherine de Kiss-Schratt, Wien Hietzing n° 9 Gloriettenstrasse.

Impératrice vous invite pour demain trois heures à la villa pour repas. Prière télégraphier aussitôt si acceptez ou non. Cordial merci pour votre lettre.

FRANÇOIS-JOSEPH

Le 20 septembre 1894, l'Empereur télégraphiait de Corfou :

Madame Catherine de Kiss-Schratt Ischl Villa Felicitas.

Merci infiniment aimable lettre. Suis calmé mais n'arrive malheureusement pas à écrire. Quand serez-vous à Hietzing? Espérant prompt revoir mille souvenirs cordiaux de Corfou, ceux aussi de l'Impératrice.

FRANÇOIS-JOSEPH

Ou encore l'ordre écrit de la main de l'Empereur à son valet de chambre Ketterl de téléphoner ce qui suit à madame de Kiss-Schratt à la villa Felicitas :

S. A. Valérie désire revoir madame de Kiss-Schratt. A quelle heure nous rejoindra-t-elle dans le jardin? Prière de répondre.

Il existe beaucoup de ces instructions écrites au valet de chambre Ketterl.

Lorsque je m'installai à l'automne de 1895 à Hietzing, je n'eus pas seulement l'occasion d'entrer en rapports plus intimes avec madame de Kiss-Schratt et d'entretenir avec elle un commerce animé de bon voisinage, mais j'eus aussi la joie d'apprendre à mieux connaître l'Empereur. Je le rencontrais souvent dans la rue ou dans le parc de Schœnbrunn, où il se promenait très librement, sans suite. Des policiers faisaient bien la garde de loin, mais ils ne devaient pas se laisser voir. L'Empereur avait horreur de toute surveillance exercée autour de lui. Il tenait ces précautions pour superflues, car il se sentait en parfaite sécurité. Personne ne pensait à un attentat, c'est certain, mais il arrivait que des solliciteurs, abordant l'Empereur, l'accablaient de leurs requêtes. Pour y remédier, les « Secrets » — on appelait ainsi les détectives à Vienne — faisaient une ronde discrète et prudente autour de l'Empereur.

L'empereur François-Joseph fut toujours très gracieux pour moi. Si je le rencontrais, il s'arrêtait et me parlait. Dès six heures et demie du matin, après avoir travaillé pendant deux heures, il traversait le parc de Schœnbrunn, passait devant la ménagerie au travers des jardins tyrolien et botanique, pour aller rue de la Gloriette chez madame Schratt, y déjeuner avec

elle, avant de l'emmener faire une promenade dans le parc. Cette promenade durait environ une heure, puis l'Empereur reconduisait madame Schratt à la villa. S'il était à la Hofburg et qu'il fît beau, il arrivait en voiture à Schœnbrunn après le déjeuner, vers une heure, pour faire une promenade avec madame Schratt dans le Kammergarten, partie du parc réservée à l'Empereur. Si le temps était mauvais, il faisait téléphoner par son valet de chambre à Hietzing : « L'Empereur n'ira pas aujourd'hui à Schœnbrunn et demande si madame viendra à la Burg après une heure. » Madame Schratt savait toujours distraire l'Empereur pendant ces promenades en commun. Elle lui racontait toutes sortes d'anecdotes qu'il écoutait volontiers et dont il riait de bon cœur, mais ces historiettes ne devaient être ni risquées ni à double sens. C'était un genre qu'il n'aimait pas. Elle racontait aussi maint potin du monde, mais toujours avec bienveillance. Elle n'eut jamais l'idée de médire de quelqu'un auprès de l'Empereur. Tout au contraire : elle était essentiellement conciliante, apaisante, et égayait l'Empereur. Que de gens — même des membres de la famille impériale — doivent à son adroite et délicate intervention leur rentrée en grâce. C'était précisément là tout son art et personne ne pouvait la remplacer, pas même dans la famille impériale. Elle pouvait tout dire à l'Empereur et avait toujours sur lui une influence favorable. Madame de Kiss-Schratt a su, pendant trente ans, jouer auprès de Sa Majesté le rôle d'une dame de compagnie prévoyante et gaie, apportant un peu de soleil dans sa vie solitaire. Solitaire, il l'était, bien qu'il eût des enfants, des petits-enfants et beaucoup de parents. Sa nature très réservée éloignait ceux mêmes qui lui tenaient de plus près. L'Empereur leur paraissait aussi inaccessible que si une barrière infranchissable les séparait de lui. Madame de Kiss-Schratt seule a réussi à s'approcher de l'Empereur, humainement parlant. Le charme de sa personnalité ouvrit le cœur de l'empereur François-Joseph où nul autre ne pouvait pénétrer. Bien qu'il n'y eût entre eux aucune privauté, l'Empereur disant toujours « Madame » à madame Schratt et elle ne lui parlant jamais qu'en le traitant de Majesté, elle n'en était pas moins la seule avec laquelle il parlât de tout ce qui l'occupait : souci politique, difficile affaire de famille, bref il

discutait toute chose sérieuse avec elle. Et pendant toutes ces années au cours desquelles madame Schratt jouit de cette confiance illimitée, si véritablement amicale de l'Empereur, il ne lui arriva jamais de se mêler à une intrigue, de faire un méchant potin, ni d'en être elle-même l'objet. Jamais non plus elle ne répéta ce que l'Empereur avait pu lui dire. Ce qui lui était arrivé personnellement, ce qu'elle avait entendu, elle le racontait à l'Empereur quand elle pensait le divertir par là. On ne peut assez estimer une telle conduite.

Je donnai un dîner après avoir fait la connaissance de madame de Kiss-Schratt et je l'invitai avec quelques messieurs. Des chanteurs populaires avaient égayé la soirée et nous nous séparâmes à une heure très tardive. Je rencontrai l'Empereur le lendemain, dans le jardin de Schœnbrunn, il me salua, comme toujours, et me retint en me posant cette question :

« Dites-moi, je vous prie, qui était le monsieur dont l'uniforme était peu ordinaire et qui dînait hier chez vous? »

« Uniforme peu ordinaire », répétai-je interrogativement. « Qui cela pouvait-il bien être? Je n'avais à mon dîner aucun officier étranger. »

J'eus alors l'idée qu'il s'agissait peut-être du comte Herbert Herberstein, officier d'état-major, attaché militaire à Paris, qui passait à Vienne une courte permission. Et je dis à l'Empereur qu'il ne pouvait s'agir que de lui.

Sa Majesté sourit et dit :

« Vous voyez par là à quel point madame Schratt est peu au courant de nos uniformes. Elle m'a dit que c'était quelque chose de tout à fait particulier! »

Madame de Kiss-Schratt me fit prier quelques jours plus tard de lui envoyer mon fils Georges. Elle voulait le présenter à l'Empereur. J'en fus toute troublée, car mon fils était, malgré ses six ans, un petit drôle très hardi et d'un incroyable franc-parler. Je craignais qu'il ne se montrât pas suffisamment respectueux. Je lui fis toutes sortes de recommandations, entre autres, je lui dis de ne pas oublier de baiser la main de l'Empereur.

Il entra, très à son aise, dans son costume blanc de marin et j'attendis son retour le cœur battant. Il revint triomphant à la maison, avec une grande boîte de soldats et me raconta que

tout s'était très bien passé. L'Empereur avait été très aimable avec lui. « Pourtant, maman », ajouta-t-il, « tu n'avais pas raison au sujet du baisemain, l'Empereur m'a dit qu'on ne baise pas la main à un homme, mais aux dames. »

Peu après j'eus la haute distinction d'une visite de Sa Majesté. C'était le 15 novembre 1895, avant midi — j'ai bien noté le jour — je vis de la fenêtre la grille de mon jardin s'ouvrir, et, à mon vif étonnement, l'Empereur, qui se dirigeait rapidement vers la maison. Je courus vite au bas de l'escalier pour aller à sa rencontre. Très touchée, je le remerciai de sa visite. Il était venu en petite tenue de général, sans suite, tout à fait en simple particulier et il ne s'était pas fait annoncer. Mes enfants n'étaient pas là, j'étais toute seule, et je dois avouer que j'étais très embarrassée. Il s'informa de mes enfants et tout spécialement de Georges, qu'il connaissait déjà et dont il examina et loua les exercices d'écriture qu'il vit sur la table.

Quiconque sait combien l'empereur François-Joseph était inaccessible et jusqu'à quel point il était réservé de nature, comprendra ce que, jeune femme de trente et un ans, j'éprouvai en le voyant dans mon salon en tête-à-tête familier avec moi. Je garde toujours pieusement le fauteuil sur lequel il s'est assis.

Madame Schratt vint chez moi le 9 décembre et me demanda de venir déjeuner chez elle, le lendemain, avec mon fils. L'Empereur y serait aussi. J'acceptai naturellement avec joie, mais cette nouvelle et sans doute intéressante rencontre avec l'Empereur me rendait très nerveuse. La question toilette me tourmentait. Et comment se comporterait mon petit Georges qui était si primesautier ? J'eus d'affreux cauchemars pendant la nuit. Je choisis enfin pour toilette une robe tailleur en drap covercoat. Je serrai mon cou dans un col d'homme, ce qui me donna des bourdonnements sans nom, mais c'était alors la grande mode et je me dis : « Il faut souffrir pour être belle. » Madame de Kiss-Schratt et moi attendîmes Sa Majesté dans le salon. Lorsqu'il arriva, elle alla au-devant de lui dans l'antichambre. J'étais trop occupée du bonheur de partager d'une façon si intime le repas de l'Empereur pour faire attention à ce que je mangeais. Je n'ai remarqué que ceci : les huîtres, ôtées de leur coquille, étaient servies sur une assiette

de verre, accommodées à l'huile et au vinaigre, ce que je n'avais encore jamais vu. L'Empereur était de très bonne humeur. Son air de cérémonie un peu raide avait disparu. Je me souvins alors d'un incident où j'avais pu, bien involontairement, désobliger l'Empereur.

Cet incident remontait à deux ans. Des manœuvres avaient lieu à Guns du 16 au 20 septembre 1893 en présence de l'empereur Guillaume. Je voulus y assister et me rendis d'Odenburg à Guns en compagnie de la comtesse Alberti, femme de l'aide de camp de l'Empereur. Le cheval m'était interdit, car il y avait à peine six semaines que mon fils Léopold était né. Nous suivîmes donc en voiture. Nous laissâmes la femme de l'ambassadeur d'Allemagne, la princesse Reuss, prendre les devants, elle savait toujours d'où l'on pouvait le mieux voir l'Empereur et les manœuvres. Nous arrivâmes à un chemin creux et mîmes pied à terre. L'empereur François-Joseph parut soudain au galop avec toute sa suite, et chasseurs et fantassins, cachés dans l'herbe haute qui bordait les deux côtés du chemin, firent entendre une terrible fusillade. Nous ne les avions pas vus. Nous savions que l'empereur François-Joseph voyait d'un mauvais œil les spectateurs aux manœuvres et nous nous hâtâmes vers les voitures, pour nous tirer au plus vite de cette inquiétante situation. La princesse Reuss y réussit, mais une autre voiture, dont les occupants s'étaient éloignés, se trouva coincée contre la mienne et je fus obligée d'attendre que ces malheureux promeneurs se dégageassent, c'étaient, à ce que j'appris plus tard, des reporters. L'Empereur cependant était à deux pas. Sa voix retentit, irritée : « Au diable cette damnée voiture! Comment la laisse-t-on ici en plein champ de manœuvres! » Et gardes et officiers d'ordonnance d'accourir, le sabre en main, nous poussant devant eux jusqu'à ce qu'enfin nous puissions nous réfugier dans une bourgade. Nous avions perdu toute envie de suivre les manœuvres et rentrâmes très penaudes. Le jour suivant, plus adroites, nous laissâmes la voiture dans un petit village et nous montâmes à pied une colline d'où nous voulions — à distance respectueuse cette fois — contempler les troupes. Je me reposais sur une borne, très inconfortablement, lorsque je vis venir au grand trot une voiture de la cour. Je me levai afin de

faire ma révérence au cas où ce serait un des membres de la famille impériale. Je regardai la voiture attentivement et je reconnus l'empereur Guillaume. A ses côtés était assis le général-prince Louis Windischgraetz, qui m'était un peu parent et avec qui j'étais très liée. Il me reconnut aussitôt et je remarquai qu'il souffla quelque chose à l'Empereur, à la suite de quoi ce dernier me salua de la façon la plus aimable. Après le passage de la voiture, l'empereur Guillaume se retourna et me sourit. Je fus naturellement très flattée et j'avouerai qu'il me parut plus agréable à ce moment que l'empereur François-Joseph, qui m'avait traitée la veille si cavalièrement. Le prince Windischgraetz, le soir, me dit de me placer, le lendemain, de façon à ce qu'il puisse me présenter à l'empereur Guillaume, qui avait témoigné le désir de faire ma connaissance. Mais cette présentation n'eut pas lieu. Je n'ai connu personnellement l'empereur Guillaume que bien des années après.

Je crus donc pouvoir rappeler cet incident à l'Empereur, pendant que nous étions si familièrement réunis chez madame Schratt. Et je commençai hardiment :

« Votre Majesté me permettra de me justifier au sujet du malheureux incident des manœuvres de Guns. »

L'Empereur m'arrêta aussitôt.

« Je vous en prie, ne parlez pas de cela, je suis encore confus aujourd'hui d'avoir perdu patience à ce point. Je vous en demande vraiment pardon. Je ne vous avais pas reconnue, naturellement. Vous n'avez aucune idée des embarras que causent les spectateurs pendant les manœuvres. »

Madame Schratt me dit plus tard que l'Empereur avait été très irrité, cette fois-là, parce que l'ambassadrice princesse Reuss l'agaçait, car, disait-il : « Elle veut fourrer son nez partout. »

Quand l'Empereur alluma son cigare après le déjeuner, madame de Kiss-Schratt voulut lui avancer un confortable fauteuil, mais l'Empereur le refusa très nettement, en dépit de l'exclamation étonnée de la maîtresse de maison : « Mais Sa Majesté s'asseoit toujours dans ce fauteuil! » Il ne voulait évidemment pas se permettre devant moi de prendre ses aises, comme le fait un vieux monsieur dans l'intimité.

L'archiduc Louis-Victor ayant appris que je rencontrais l'Empereur à Hietzing et que j'avais même déjeuné avec lui, eut la pensée de faire partager cet honneur à d'autres dames. Il réunissait chaque dimanche la famille impériale dans un dîner de famille qui avait généralement lieu à la Hofburg, quelquefois aussi chez un des frères de l'Empereur, l'archiduc Charles-Louis, ou l'archiduc Louis-Victor, ou chez l'archiduc Frédéric, ou encore chez le duc de Cumberland. Ces dîners de famille étaient toujours très ennuyeux. L'archiduc crut donc que ce serait une agréable diversion pour l'Empereur s'il donnait des dîners où il inviterait des femmes de la Société.

L'Empereur accepta trois invitations. Le résultat ne fut pas brillant. J'assistai une fois avec mon mari à l'un de ces dîners impériaux; on y était très guindé, et l'Empereur n'était pas de très bonne humeur. On voyait que, sorti de sa vie réglée habituelle, il n'était pas précisément enchanté de l'invention de l'archiduc. Ces dîners ne furent donc pas continués. Il me revint que l'Empereur s'était exprimé ainsi : « L'archiduc Louis-Victor a voulu encore faire l'important et se mêler de tout! »

Je montais beaucoup à cheval en ce temps-là et j'emmenais surtout avec moi mon fils aîné Georges. Il n'avait que six ans, mais il montrait beaucoup d'aptitude et de goût pour ce sport. Il montait un petit poney que je tenais à la longe. Rentrant un jour à la villa, ayant mis pied à terre et menant nos chevaux, nous rencontrâmes l'Empereur. Mon fils avait la tête basse et paraissait très chagrin. L'Empereur le remarqua et demanda ce qui était arrivé.

« Le petit est tombé de son poney et cela l'afflige beaucoup. »

« Bon, bon, — reprit l'Empereur en se tournant vers mon petit garçon, — tu n'as pas besoin d'attacher de l'importance à cet incident. Je suis tombé bien souvent de cheval dans mon jeune temps. Ce n'est que comme cela que l'on apprend à monter. »

L'Empereur avait parfaitement raison; l'avenir le prouva. Mon fils Georges est devenu un très bon cavalier. En juin 1912, au concours hippique international Olympia de Londres, il gagna le premier prix sur sa jument de huit ans Othero. Il

était lieutenant aux gardes du corps et l'emporta sur vingt-hnit concurrents, lui seul officier allemand, ce qui remplit de fierté mon cœur de mère.

Nous n'avions pas à Hietzing de bon terrain pour le cheval. Il était défendu de galoper à travers champs et nous devions nous contenter de trotter dans les allées ou de risquer un petit galop sur d'étroites lisières de prairies. Je m'en plaignais à madame Schratt, qui le dit le lendemain même à l'Empereur, et celui-ci me donna aussitôt la bienveillante autorisation de promener mes chevaux à ma guise dans le Tiergarten de Lainz, à condition de ne le faire qu'en l'absence de l'Impératrice. Il lui était désagréable, quand elle était au château, de rencontrer quelqu'un au cours de ses promenades solitaires.

L'impératrice Elisabeth préférait, dans ses promenades au Tiergarten, la partie réservée aux sangliers. Pour éloigner les animaux, qui étaient parfois gênants, elle se servait d'une petite houssine qu'elle portait toujours. Elle était accompagnée d'une dame de la cour, un laquais suivant à quelque distance. Madame Schratt me raconta que l'Impératrice lui avait demandé comment j'étais à cheval. Elle n'aimait que les silhouettes minces. Il était difficile de lutter avec elle à cet égard. Elle se servait de tous les moyens possibles pour garder sa ligne, cela au détriment de sa santé, c'est peut-être là l'origine de la maladie de cœur dont elle souffrit pendant les dernières années de sa vie. Dieu merci, bien que ne répondant pas absolument à ses idées de minceur, j'étais dans une honnête moyenne et ne m'attirai pas tout à fait sa disgrâce. Je la rencontrais souvent dans le parc de Schœnbrunn au cours de ses promenades. Mais au moment où on l'approchait, elle mettait son éventail, dont elle ne se séparait jamais, devant sa figure, en sorte qu'on ne pouvait voir ses traits. Un jour pourtant, je réussis à la voir. C'était dans le parc, sur le chemin qui mène à la Gloriette. Elle était accompagnée de son professeur de grec. Je la trouvai très changée, très vieillie, son teint avait la couleur du cuir, mais sa taille était toujours belle, mince et souple, sa démarche était la même, droite et fière. Elle allait si vite que l'on ne pouvait dire qu'elle marchait, elle courait, et son professeur avait pour tâche, pendant cette promenade au galop, de lui lire les classiques grecs. L'Empe-

reur me raconta un jour que, d'ordinaire, elle faisait seize fois le chemin de Schœnbrunn à la Gloriette, aller et retour. Il est vraiment surprenant que le pauvre professeur grec ait pu endurer cela. Du reste, après quelque temps, je le sus plus tard, il fallut importer de Grèce un remplaçant.

Je rencontrai une après-midi sa voiture qui allait la chercher dans la partie haute et réservée du parc de Schœnbrunn. Je courus prestement derrière et j'attendis avec plusieurs personnes qui espéraient comme moi revoir l'Impératrice. Nous attendîmes assez longtemps, enfin la grille s'ouvrit. Nous vîmes approcher la belle voiture aux roues dorées, tirée par des chevaux pommelés. Mais quelle déception! l'Impératrice avait vivement baissé les stores de la voiture et nous ne pouvions rien voir. Nous étions frustrés du fruit de nos peines. Il me vint involontairement à l'esprit que l'Impératrice ne pouvait être d'esprit normal. On disait couramment que le sang des Wittelsbach était en cause. Il me paraît plus logique d'attribuer ces dispositions anormales au sang des landgraves de Hesse qui coule d'ailleurs dans les veines des Wittelsbach. Les landgraves de Hesse précisément, c'est singulier, avaient, pour la plupart, la manie de se soustraire aux regards. Les dernières survivantes de la maison de Hesse-Homburg, mortes vers 1860, sortaient toujours au crépuscule dans une voiture fermée, et dont les stores étaient baissés. Et cette voiture n'allait que dans les chemins en dehors de la ville, jamais au travers de la ville. La rencontre de cette voiture au trot paisible avait quelque chose d'hallucinant, ai-je lu quelque part. Et en voyant les stores baissés de la voiture de l'Impératrice, je ne pus me défendre de penser que ces dispositions-là sont héréditaires. L'excentricité des landgraves de Hesse, depuis le XVIIe siècle, a pu être prouvée. Ils prétendaient voir des esprits. Le landgrave George II de Hesse-Darmstadt (1626-1661) était atteint de cette maladie, de même Frédéric II de Hesse-Homburg, le héros de Fehrbellin, et le langdrave de Hesse-Cassel, « le curieux Seigneur et vendeur d'âmes ». Louis IX de Hesse-Darmstadt était aussi affligé de la peur des esprits. Il veillait en général, passant les nuits en conversations avec des fonctionnaires de la cour ou avec l'aumônier militaire Venator, son directeur spirituel. On dit qu'il le

fit appeler à une heure du matin, une nuit, « pour savoir de lui de façon certaine si le grand-prêtre, dans l'Ancien Testament, allait dans le Saint des Saints la tête couverte. » Il était tellement tourmenté par la peur des esprits qu'il loua entièrement, dit-on, les grands appartements du château de Darmstadt. L'empereur Joseph a dit de ce château : « J'aurais ici, moi et les neuf électeurs, toute la place voulue. » Le sang hessois coule dans les veines de l'impératrice Elisabeth, comme dans celles de son époux et cousin l'empereur François-Joseph. De ses quatre grands-parents, le Kronprinz Rodolphe tenait donc du sang hessois. Il n'est pas étonnant que ce prince, ainsi taré héréditairement, ait été un homme peu ordinaire, voué à une fin exceptionnellement tragique.

Le Tiergarten de Lainz, où j'allais si souvent à cheval le matin, est bien un des plus beaux sites que j'ai vus. Je ne connais pas de capitale dans le voisinage immédiat de laquelle se trouve un parc naturel d'une telle beauté et d'une telle étendue. Sa création et son entretien sont uniquement dus à l'amour de la nature et de la chasse qui caractérise les Habsbourg. Pour protéger les cultures d'alentour, les champs et les vignes, contre le gibier, surtout à l'ouest et au nord-ouest de Vienne, on entoura de bonne heure d'une palissade la partie boisée de la rive droite de Vienne. Ce qui la protégea contre les constructions et les usines. Le mur qui entoure le Tiergarten impérial a arrêté de façon impérieuse les spéculateurs en bâtiments.

Les chevauchées du matin dans ce magnifique parc comptent parmi mes plus beaux souvenirs. Elles ne m'offraient pas seulement un grand plaisir sportif, elles me montraient la nature dans toute sa beauté. La nature, au Tiergarten, est extraordinairement variée. Dans les parties ouest surtout, le bois Johann, la riche alternance des vieilles futaies et des immenses prairies ensoleillées vaut au promeneur le spectacle de tableaux d'une beauté sans nom. A l'automne, quand le feuillage des hêtres et des chênes séculaires, se détachant sur les sombres sapins, se coloraient et paraissaient baignés d'or, quand la paix religieuse de la forêt n'était troublée que par le pas des chevaux ou la fuite éperdue d'une harde, mon cœur se dilatait...

La position de madame Schratt, tant que l'Impératrice vécut, était tout à fait assurée. Personne à la cour n'aurait osé l'attaquer. Cette intimité des souverains et de madame Schratt tourmentait le grand intendant de la cour, le prince Hohenlohe : il craignait que cette familiarité de l'Empereur avec une dame fût, bien à tort, mal interprétée. Sans rien entreprendre contre madame Schratt, il s'en tenait néanmoins éloigné. Son successeur, le prince Rodolphe Liechtenstein, allait beaucoup chez madame de Kiss-Schratt, il parlait même d'elle avec l'Empereur, ce qu'aucune autre personne de l'entourage n'eût osé faire. Le Prince était un homme d'une amabilité rare, et très sympathique, que je connaissais depuis mon enfance et estimais beaucoup. Je dînai plus d'une fois avec lui chez madame Schratt, et j'ai pu me convaincre qu'il lui était très attaché. Par contre, son neveu et successeur, le prince Alfred Montenuovo, fut l'ennemi le plus acharné de madame Schratt. La situation exceptionnelle de cette artiste au Burgtheater ne lui plaisait pas. Elle intercédait souvent auprès de l'Empereur pour des camarades que Montenuovo voulait écarter. Elle le gênait, car il voulait être seul maître et directeur du théâtre de la cour.

L'empereur François-Joseph n'en resta que plus attaché à madame Schratt, dont la position, cependant, était devenue plus difficile. La mort de l'Impératrice lui avait fait perdre son plus ferme soutien, et Montenuovo était un puissant ennemi. Il y eut conflit dès 1900. Madame de Kiss-Schratt avait acquis une pièce à Paris, où elle aurait pu jouer un rôle très intéressant. L'empereur Napoléon paraissait sur la scène. Montenuovo et le directeur Schlenther se prononcèrent contre l'acceptation de la pièce et l'Empereur se chargea de le faire savoir à madame Schratt en lui disant qu'il était impossible de faire figurer l'empereur Napoléon sur la scène du *Burgtheater*. Madame Schratt fut froissée au plus haut point. Elle prit un assez long congé et se mit à voyager à l'étranger. A l'expiration de son congé, comme elle ne paraissait pas, on lui envoya un ordre de rappel. Elle donna sa démission. Et l'Empereur l'accepta sans plus. Il ne connaissait pas les femmes, et il ne lui vint pas à l'esprit de s'entendre d'abord avec madame Schratt. Il croyait que si elle voulait son

congé, elle le voulait promptement, sans quoi elle ne l'aurait pas demandé. Il ne songeait pas qu'une artiste se fait toujours un peu prier et que madame Schratt n'avait certainement pas supposé que sa démission serait si vite acceptée. Montenuovo et Schlenther étaient contents d'avoir éloigné madame Schratt et d'avoir annulé son influence au Burgtheater. Ils surent présenter les choses de telle manière que l'Empereur crut que madame Schratt était fatiguée de jouer et voulait recouvrer sa liberté d'action. Madame Schratt fut profondément blessée de la rapide acceptation de sa démission. Elle resta une année entière sans revenir à Vienne. Le prince Liechtenstein, qui voyait combien l'Empereur se sentait seul, fit tout au monde pour la faire rentrer à Vienne, et il y parvint enfin. On la prévint, avant qu'elle revît l'Empereur, qu'il ne voulait pas revenir sur la question, ni en entendre parler. Cela lui aurait été évidemment d'autant plus désagréable qu'il se rendait compte qu'il avait commis une erreur et estimait ne pas pouvoir la réparer. L'Empereur croyait enfin que madame Schratt oublierait vite son ressentiment, ce en quoi il se trompait. Elle s'est toujours souvenue de cet incident, moins parce qu'il lui avait valu une blessure d'amour-propre que parce que l'Empereur n'avait pas pris ouvertement son parti, comme l'aurait certainement fait l'Impératrice. Ce qui se passa là fut tout naturel. L'Empereur détestait les discussions. Il voulait les éviter quand c'était possible et, puisque Montenuovo et madame Schratt ne s'accordaient pas, il n'avait pas vu d'autre solution que de les séparer.

Montenuovo, à mon sens, a commis une grande faute en congédiant madame Schratt. L'Empereur avait une vie solitaire et triste. Ses visites au Burgtheater faisaient parti de ses rares distractions. Il aurait été du devoir de Montenuovo de faire tout au monde pour lui conserver cette petite joie. Quand madame Schratt eut quitté le Burgtheater, en octobre 1899, il se désintéressa complétement du théâtre. Il n'a plus jamais assisté à une représentation.

PRINCESSE NORA FUGGER

(Traduction de mademoiselle THOMASSIN.)

LA POLITIQUE DU COMTE DE FELS

Auteur d'un certain nombre d'ouvrages qui ont dès longtemps retenu l'attention des connaisseurs par l'abondance et la sûreté du savoir, la force et la subtilité de l'intelligence, la fermeté et l'élévation du jugement, doué d'une vaste curiosité qui l'a conduit tour à tour de Charles Péguy à Georges Sorel, d'Anatole France à Joseph de Maistre, en passant par Mgr Baudrillart et Saint Vincent Ferrier, non moins apte à l'analyse des réalités sociales ou des grands mouvements collectifs qu'à la psychologie des âmes individuelles, ainsi qu'en font foi son courageux *Éloge du Bourgeois français* et son magistral *Principe des Nationalités*, M. René Johannet consacre aujourd'hui une substantielle et pénétrante étude à la Politique du Comte de Fels[1]. Nul n'était mieux préparé que lui pour une telle entreprise, nul n'était plus digne que le comte de Fels de la provoquer. Nous voudrions moins, dans les pages qui suivent, résumer ce qui est déjà un résumé (tâche dont, au reste, le comte de Fels s'est en quelque sorte acquitté par avance dans le bel article publié par la *Revue de Paris* du 15 juin dernier sous le titre : *On nous demande une solution*) qu'inspirer au lecteur le désir de se reporter au livre de M. René Johannet, et, par delà cette excellente introduction, à l'œuvre felsienne elle-même. Nous nous bor-

1. *Politique expérimentale. — L'œuvre du comte de Fels*, 1 volume chez Émile Paul frères, Paris.

nerons donc à toucher quelques points essentiels, sur lesquels la pensée du comte de Fels nous paraît particulièrement pertinente, et, sans nous priver d'en marquer çà et là les limites, nous nous efforcerons de rendre sensibles le courage tranquille dont elle témoigne, le sain et vigoureux réalisme qui l'anime, le juste sens qui la caractérise des exigences des temps nouveaux.

***

Le trait qui frappe d'abord dans l'œuvre du comte de Fels, c'est qu'elle est le fruit en quelque mesure fortuit et circonstanciel de toute une vie d'expérience et de réflexion qui n'étaient pas primitivement axées autour de la politique.

Né en 1858, le comte de Fels, jusqu'à la veille de la guerre, c'est-à-dire jusqu'aux approches de la soixantaine, avait mené cette vie de grand seigneur ami des arts, du luxe et des plaisirs qui n'aura jamais connu tant de privilèges que sous la Troisième République; et s'il avait tenu, par une coquetterie fréquente chez les gens du monde, à rechercher les suffrages du public cultivé, il avait eu l'élégance de n'y prétendre qu'une fois, par un livre d'ailleurs plein d'érudition et de goût sur l'architecte *Gabriel*.

Cependant, sous le masque de cette oisiveté dorée, il n'avait jamais cessé de porter au cœur le regret d'une carrière diplomatique brillamment commencée sous les auspices des Paul Cambon et des Lefèvre de Béhaine, et que des événements de famille l'avaient obligé d'interrompre; et de ses stages d'attaché d'ambassade à Rome, puis à Madrid, comme de son passage à la Résidence de Tunis, il avait gardé, avec le sens et la passion des grandes affaires, nombre d'amitiés précieuses dans le monde très étroit et très fermé qui en détenait alors sans partage la direction. Ces amitiés, il devait s'attacher à les cultiver et à les étendre de telle sorte qu'il n'y a guère eu en Europe de souverain, de diplomate, d'homme d'État qu'il n'ait connu personnellement et avec qui il n'ait eu l'occasion de s'entretenir dans l'intimité; et c'est ainsi, par ces contacts directs avec les principaux acteurs ou témoins de l'histoire contemporaine, que se constituèrent pour lui,

sans presque qu'il s'en doutât, les conditions d'une éducation politique incomparable.

Mais sans doute grands et petits faits significatifs patiemment amassés fussent-ils demeurés matière à philosopher privément, à la faveur de conversations familières, et n'eussent-ils jamais été utilisés en vue d'une action publique sans le grand événement qui allait poser à la France le tragique dilemme : être ou ne pas être, et contraindre tous les Français dignes de ce nom à un sévère examen de conscience. La guerre de 1914 allait être pour le comte de Fels ce qu'avait été la guerre de 1870 pour Hippolyte Taine. Empêché par son âge d'y prendre une part active, cruellement blessé dans son cœur de père par la mort d'un de ses fils, non moins cruellement angoissé dans son cœur de patriote, et par les vicissitudes de nos armes, et par les dangereuses erreurs politiques dont il discernait le germe fatal dans l'idéologie au nom de laquelle nous étions censés nous battre, ardemment désireux de servir à son rang et dans son ordre, il ne devait pas tarder à se rendre compte que les méditations de toute sa vie, désormais centrées autour de l'intérêt français, fournissaient les éléments d'un système complet de politique, intérieure et extérieure, qui était, sur presque tous les points, l'exact contre-pied des idées alors en faveur; et, convaincu que ce système serait aussi salutaire à la France que le système contraire ne pouvait manquer de lui être néfaste, il n'eut plus dès lors d'autre pensée que de le mettre en forme, de le propager, de l'accréditer par tous les moyens en son pouvoir. De ce vaste dessein, poursuivi avec une constance inflexible, sont sortis une douzaine de livres et d'innombrables articles dont on peut dire qu'ils forment une véritable somme du relèvement national.

***

Le premier de ces ouvrages parut en 1916, en pleine tourmente, sous ce titre qui ne manquait pas de crânerie : *L'Impérialisme français.*

A cette époque, dans la polémique quotidienne qui emplissait nos journaux et nos revues, le mot « impérialisme » était

généralement pris dans un sens péjoratif, comme synonyme d'une politique de conquête et d'asservissement des peuples dont l'Allemagne aurait eu le monopole, tandis que la France était représentée comme ne rêvant d'apporter au monde, lorsqu'elle intervenait dans ses affaires, que justice et que liberté. Avec ce tranquille courage que nous notions chez lui tout à l'heure, le comte de Fels entreprenait de relever la notion d'impérialisme du discrédit où elle était tombée, non pas seulement par un scrupule intellectuel qui, tout honorable qu'il fût, eût pu paraître intempestif, mais par un sentiment très juste du tort qu'infligeaient à la France, et devant l'opinion mondiale, et par rapport à son propre destin, une faute de pensée, une impropriété de vocabulaire qui ne pouvaient relever que de l'illusion, fille de la débilité, ou de l'imposture, fille de la duplicité. Parallèlement aux beaux travaux de M. Ernest Seillière qui élaborait vers le même temps sa philosophie et qui faisait voir dans l'Impérialisme la propriété essentielle, sinon la définition même de la vie, le comte de Fels montrait que la France moderne était, comme les autres peuples de l'univers, quoique d'une façon qui lui était propre, impérialiste, ainsi qu'à défaut d'autre preuve la récente conquête d'un immense Empire colonial eût suffi à l'établir, mais que, seule parmi eux, elle se défendait, elle rougissait, elle avait honte de l'être.

Ainsi, dès le premier pas de sa recherche politique, le comte de Fels discernait et dénonçait la contradiction intime qui vicie, en leur donnant mauvaise conscience, les aspirations spontanées de la grandeur française, et que nous exprimerions en disant, dans un langage un peu différent du sien, que la France moderne *vit dans un système et pense dans un autre*; et, avec une perspicacité remarquable, il expliquait par cette incohérence, aussi bien les erreurs de notre politique coloniale, perpétuellement ballottée entre la piteuse reculade comme en Égypte et l'agression téméraire, quoique enrobée de pacifisme, comme au Maroc, que les faiblesses de notre politique européenne cherchant la garantie de la paix dans une alliance inconditionnelle avec la Russie qui devait nous conduire à la guerre; puis, se tournant vers l'avenir, il se demandait avec une lucidité prophétique si la pusillanimité

de nos dirigeants, qui ne leur avait jamais permis d'affirmer et de définir le programme de leur impérialisme depuis quarante ans qu'ils en avaient commencé l'exécution, les mettrait en bonne posture pour parler avec netteté et efficacité au jour du règlement des comptes, et s'ils ne seraient pas entraînés *à se préoccuper de l'émancipation des peuples et de la propagande du principe des nationalités plus que des intérêts précis et traditionnels de la France.* C'était en peu de mots prévoir et annoncer ce qui restera la principale erreur des négociateurs français du Traité de Versailles et des traités subséquents : non pas, sans doute, d'avoir sacrifié consciemment l'intérêt français, mais de l'avoir, dans un trop grand nombre de cas, identifié à d'inconsistantes chimères ou à de creuses idéologies, les unes et les autres de type universaliste, alors que tout commandait le réalisme le plus massif, le nationalisme le plus jaloux. C'était du même coup, ayant diagnostiqué le mal, indiquer les voies dans lesquelles il fallait chercher le remède, celles de l'expérience interprétée par la raison, si l'expérience est l'antidote de choix de la chimère, et la raison, la vraie raison, l'ennemie-née de l'idéologie, quelque habile que se montre parfois celle-ci à en revêtir le masque. Expérimentale et rationnelle, rationnelle parce qu'expérimentale, telle voudra être la politique du comte de Fels.

***

C'est un grand, un inépuisable sujet de méditation que cet envahissement d'une portion importante de l'esprit français par l'irréalisme. Le Français d'ancien régime, du moins jusqu'au XVIIIe siècle, était, par tempérament et par tradition, réaliste, aussi bien pour les affaires de son pays que pour ses affaires personnelles[1]; et si, dans l'ordre de la culture, il avait constamment tendu à l'universalisme, c'était par l'approfondissement et non par l'abandon de ses qualités propres. Le Français moderne est demeuré fort réaliste dans

1. Peut-être y aurait-il lieu de nuancer cette affirmation en indiquant que la fierté, la générosité, l'instinct de chevalerie inhérents à l'âme française prédisposaient le peuple français à un certain irréalisme politique. Mais il faudrait en conclure simplement que la France a besoin d'un gouvernement qui *refrène* ses impulsions naturelles au lieu de les *déchaîner*.

son privé, mais il a entièrement cessé de l'être en politique, et l'universalisme dont il se pique volontiers sur ce terrain est à base de désaffection de lui-même. C'est à quoi songeait M. Eugène Lautier lorsqu'il écrivait récemment : « L'Allemagne est allemande, l'Angleterre est anglaise, l'Italie est italienne; seule la France *n'est pas française.* » Et c'est la même idée que nous retrouvions sous la plume d'un auteur anglais contemporain disant qu'en Angleterre les individus sont fous mais la nation sage, tandis qu'en France les individus sont sages mais la nation folle. L'irréalisme français se décore volontiers du nom d'idéalisme, mais idéalisme ou irréalisme, c'est tout un en politique si même le premier n'est pas pire que le second, car l'irréalisme peut être inoffensif dans la mesure où il reste inactif, mais l'idéalisme est essentiellement agissant et son action tend toujours, suivant le mot d'un penseur qui nous touche de près, le docteur Charles Gillouin, « à détruire l'ordre réel et à lui substituer un désordre artificiel ».

Quelle a été la genèse, quelles sont les composantes de cet irréalisme français? Par quels liens les déceptions et les échecs dont notre moderne histoire est jalonnée se rattachent-ils à lui comme à leur cause principale? Comment, combattu sans relâche par les représentants du réalisme traditionnel et n'ayant cessé de recevoir les démentis de l'expérience, a-t-il réussi non seulement à s'installer au cœur de nos affaires publiques, mais à s'y maintenir et à s'y fortifier? Par quelles méthodes devons-nous nous attaquer à lui et quelles vérités devons-nous opposer à ses erreurs? Telles sont les diverses questions, d'un intérêt capital comme on voit, auxquelles le comte de Fels va s'appliquer à fournir une réponse.

***

La grande source de l'irréalisme français, le comte de Fels après beaucoup d'autres, mais d'une façon qui est bien à lui, la découvre dans le Rousseauisme. Ce n'est pas nous qui contredirons à cette vue, l'ayant dès longtemps faite nôtre; tout au plus y apporterions-nous une réserve et un complément.

Il est certain que Rousseau est le premier grand écrivain français chez qui la réalité soit *déplacée* par le rêve, comme, dans les expériences de la chimie, un gaz léger est déplacé par un gaz lourd; et, à ce titre, il peut être considéré comme le père de l'esprit d'utopie; non pas, qu'on nous entende bien, de l'esprit d'utopie en lui-même, car cet esprit-là est contemporain de l'âme humaine, et il y a toute une tradition littéraire de l'utopie, mais précisément les auteurs d'utopies, jusques et y compris Fénelon (bien qu'il soit permis de subodorer dans le *Télémaque* un parfum de prérousseauisme, et que Louis XIV ait fait preuve du plus ferme bon sens en qualifiant Fénelon de « bel esprit le plus chimérique de son royaume ») avaient conscience de se livrer à un divertissement purement littéraire, après lequel, ou en dehors duquel la réalité reprenait ses droits. Ce qu'il y a de nouveau chez Jean-Jacques, c'est que l'utopie, loin de céder le pas à la réalité, prétend le prendre sur elle. C'est l'utopie qui est le gaz lourd, c'est la réalité qui est le gaz léger. Dire que Rousseau a été le père de l'esprit d'utopie, ce n'est donc pas s'exprimer exactement; il faut dire que Rousseau a été le père de l'utopie appliquée à la vie, préférée à la vie, substituée à la vie.

Encore cette affirmation ne doit-elle point aller sans quelque réserve. Sans doute, lorsqu'il se réfugiait dans cette Société idéale peuplée de ceux qu'il appelait *nos habitants* pour se consoler des offenses infligées par la Société réelle à sa sensibilité morbide ou à son orgueil ombrageux, s'efforçait-il de la tenir pour la plus réelle des deux sinon même pour la seule réelle. Mais la raison ne tardait pas à recouvrer son empire, et c'est même dans cette lutte constante entre la fonction du rêve et la fonction du réel que réside une bonne part du pathétique de Rousseau. Pareillement, tandis qu'il composait l'*Émile* ou le *Contrat social*, il se livrait au démon de l'utopie, mais *il le savait*. Lorsque, au lendemain de l'immense succès du *Contrat*, une délégation polonaise vient lui demander une constitution pour la Pologne, il la renvoie en déclarant que ce n'est pas son métier; et on connaît l'anecdote du bourgeois de Strasbourg qui lui présente son fils en ces termes : « Vous avez devant vous, Monsieur, un jeune homme élevé

suivant les principes de l'*Émile* », et à qui il répond tout crûment : « Tant pis pour lui, Monsieur. »

Allons plus loin; dans l'œuvre de Jean-Jacques elle-même, on trouve presque toujours le remède à côté du poison, la raison à côté de la folie, le jugement moral le plus sain à côté des impulsions affectives les plus suspectes. Pourquoi donc, des deux Jean-Jacques, les contemporains et la postérité ont-ils négligé le bon, n'ont-ils retenu que le mauvais? C'est sans doute qu'il y avait entre celui-ci et eux une sorte d'harmonie préétablie qui les destinait à s'abandonner sans réagir aux entraînements de son éloquence, au prestige de son génie. Que le chimérisme de Jean-Jacques ait contribué à affaiblir la fonction du réel chez les Français de son temps et dans leur descendance, j'y consens; mais c'est parce que cette fonction était déjà fort affaiblie qu'ils ont pu en subir à ce point la fascination. La responsabilité de Jean-Jacques dans la genèse de l'irréalisme français est symbolique plutôt qu'effective; nous disons dans sa genèse, et non pas dans les pentes qu'il a suivies, dans les formes qu'il a revêtues, car au contraire, sur ce second plan, la *causalité* de Jean-Jacques est non seulement effective, mais quasi totale. Trente ans après son refus de donner une Constitution à la Pologne, le *Contrat Social* devenait la source des constitutions révolutionnaires, une source qui depuis ne devait plus cesser de jaillir. Trente ans après sa réponse au bourgeois de Strasbourg, l'*Émile* fournissait leur doctrine aux réformateurs de la pédagogie traditionnelle, et ne devait plus, depuis, cesser de la leur fournir. C'est en ce sens, limité et très vaste encore, que Jean-Jacques peut être appelé le père du monde moderne.

Un des pères à tout le moins (car les paternités idéologiques ne sont pas indivisibles), le principal si l'on veut, mais nous réclamerions quant à nous, — c'est le complément que nous annoncions tout à l'heure — une part de paternité pour l'Encyclopédie.

Il y a beaucoup de positif dans l'Encyclopédie, et nous ne serions pas embarrassé, si c'en était le moment, pour le définir et pour le louer, mais tel n'est pas aujourd'hui notre propos. Ce que nous visons ici, c'est ce qu'elle a eu de négatif, le côté par où elle a conjugué son action avec celle du Rous-

seauisme pourtant son ennemi, l'esprit d'abstraction qui a multiplié les ravages de l'esprit de chimère. Héritière, mais héritière infidèle de la pensée cartésienne, l'Encyclopédie a reçu d'elle l'Évidence comme critérium de la vérité, mais cette notion d'Évidence, comme l'a lumineusement démontré M. Jacques Maritain dans son *Descartes*, elle l'a dégradée jusqu'au niveau de la facilité. L'idée vraie, pour Descartes, c'était l'idée claire et distincte; l'idée vraie, pour l'Encyclopédie, c'est l'idée facile. La déplorable tribu des Nyaq'ha[1], si pittoresquement nommée et si spirituellement décrite par M. Jacques Bainville, procède directement de cette source. Le rationalisme[2] de l'Encyclopédie n'est pas moins irréaliste que le chimérisme de Jean-Jacques.

***

L'influence du *Contrat* dans le domaine de la politique intérieure a été double. Par une contradiction qui n'est qu'apparente, elle a engendré à la fois l'individualisme anarchiste et la tyrannie socialiste. Jean-Jacques commence, en effet, par poser l'individu comme un absolu, sans aucune considération ni de ses origines ni des divers groupes sociaux dans lesquels il est engagé, et nombre de ses disciples s'en sont tenus à ce premier stade de sa dialectique, mais il l'a dépassé lui-même, et, comprenant que cet atomisme social rendait tout gouvernement, toute vie collective impossibles, il n'a pas trouvé d'autre moyen de concilier les droits de l'individu et les exigences de la société que de noyer, d'abîmer, de perdre la liberté de l'individu dans celle de l'État, qui n'est qu'un autre nom de son autorité toute-puissante. Passage hardi, qu'il a opéré non pas en vertu d'un raisonnement qui eût été trop aisément réfutable, mais, le comte de Fels, comme la plupart des critiques du Rousseauisme, ne l'a peut-être pas

1. Les esprits pour qui tout est simple et facile, et selon lesquels, pour établir la paix perpétuelle, pour refaire les traités de façon à contenter tout le monde, pour porter remède à la crise économique, *il n'y a qu'à...*

2. Un rationalisme, est-il besoin de le préciser, qui n'a rien à voir avec la raison véritable, laquelle est interprétation de l'expérience et soumission au réel; celui que visait Moréas dans son mot fameux : « S'il y a des passions, la raison en est une, et des plus déréglées. »

suffisamment aperçu, par l'intermédiaire d'une idée mystique, ou plutôt de la transposition laïque d'une idée mystique, et dès lors soustraite à la discussion, étant objet d'intuition ou de foi. De même, en effet, que pour le mystique la volonté de Dieu nous est plus intérieure que notre volonté propre, et, par suite, se trouve être notre vraie volonté, même quand nous entrons en rébellion contre elle, de même, pour Jean-Jacques, la volonté de l'État, ou, comme il dit, la volonté générale, nous est plus intérieure que nos volontés particulières, et, dès lors qu'elle s'est manifestée, doit être considérée par nous comme notre volonté véritable, même quand nous lui étions opposés la veille. C'est cette conception socialiste ou collectiviste des rapports de l'individu et de l'État qui est l'âme vivante de la République rousseauiste. C'est à elle que se référait M. Édouard Herriot lorsque, s'adressant aux catholiques, il prétendait leur démontrer que, les lois laïques ayant obtenu la majorité au Parlement, ils ne devaient pas seulement s'y conformer en action, mais aussi en pensée, y adhérer dans l'intimité de leur esprit et de leur cœur. Il y a là, comme on voit, la source d'une oppression sans limites, et non pas seulement des corps, mais des âmes, directement contraire à ce principe de la séparation du spirituel et du temporel où Fustel de Coulanges voyait la grande conquête de la Cité moderne par rapport à la Cité antique et le fondement même de la civilisation chrétienne. Sans doute, dans la pratique, cette oppression trouve-t-elle des tempéraments, soit dans la douceur des mœurs françaises, soit dans l'instabilité du suffrage universel, qui conseille aux détenteurs provisoires du pouvoir prudence et ménagements envers ceux qui les y remplaceront peut-être demain. De là le mélange de fanatisme, de scepticisme et de gentillesse qui caractérise notre vie politique. Mais nous ne saurions le redire avec trop d'insistance : l'État envahisseur et, dans ses aspirations, tyrannique, est inscrit dans le fondement même de la démocratie issue de Rousseau.

Au point de vue extérieur, le chimérisme rousseauiste, combiné avec la plate philosophie des lumières et l'imbécile idéologie du progrès puisées dans l'Encyclopédie, et se conjuguant avec l'esprit chevaleresque et apostolique de notre

race, désormais affranchi de tout lest ou de tout contrepoids, devait donner naissance au funeste principe des nationalités et à la folle politique d'émancipation des peuples. Prodigieux spectacle, et dont nous ne finirions pas de rire s'il nous était permis de le contempler de Sirius, que celui d'un peuple acharné à se nuire au point d'adopter les maximes et de pratiquer la conduite les plus directement contraires à sa puissance et à son existence même! Car s'il y avait au monde un peuple qui dût se détourner avec horreur d'un tel principe et d'une telle politique, c'était le peuple français, dont l'Impérialisme avant tout spirituel avait précisément pour condition l'absence ou la faiblesse de la passion nationaliste hors de ses frontières. Or, c'est la France, exempte de nationalisme pour elle-même, et même à un degré inquiétant (on sait assez qu'un Voltaire, un Diderot avaient le cœur, l'un plus « prussien », l'autre plus « moscovite » que français : ce n'est pas d'aujourd'hui que « la France n'est pas française »), c'est la France qui allait s'employer à cultiver, à promouvoir, à faire triompher chez les autres et pour les autres un nationalisme qui ne pouvait manquer de se retourner contre elle. L'histoire aura connu peu d'exemples d'une pareille défaillance de l'instinct vital, d'une telle volonté de suicide.

J'entends bien que nos aïeux, en proie à des illusions où la vanité le disputait à la sottise, étaient convaincus que les peuples libérés garderaient à la France émancipatrice une gratitude éternelle, ou même s'uniraient spontanément sous sa houlette pacifique en un vaste corps dont elle serait le chef. « Les peuples libres sont français », comme le proclame avec une déconcertante niaiserie un hymne de la Convention. Mais que nos pères aient cru cela, ce ne serait rien encore. Ce qui est confondant, ce qui passe l'entendement, c'est que leur postérité, jusqu'à la quatrième et cinquième génération, ait continué à le croire. Or, non seulement les avertissements des sages, qui n'ont jamais manqué, sont restés absolument vains, mais l'expérience de la Révolution n'a servi de rien au Second Empire, l'expérience du Second Empire n'a servi de rien à la Troisième République. Et voici qu'après avoir, tout le long d'un siècle, nourri de nos enthousiasmes, de notre or, de notre sang cette ruineuse chimère, lorsque éclate le conflit mondial

dont nous allons avoir à supporter la plus lourde charge, notre premier soin est de l'inscrire en tête de nos « buts de guerre »; à cause d'elle, nous repoussons sans examen un projet de paix séparée avec l'Autriche qui eût pu abréger, alléger de moitié peut-être nos sacrifices; à cause d'elle, nous détruisons l'Empire autrichien qui ne nous gênait aucunement et nous maintenons, nous renforçons l'unité allemande qui nous est une mortelle menace; à cause d'elle, nous renonçons, sur le Rhin, à nos ambitions les plus légitimes et à nos garanties les plus nécessaires; à cause d'elle, ayant été les principaux artisans de la victoire, nous signons une paix qui comble nos alliés et qui, à nous seuls, ne donne ni toutes les satisfactions qui nous sont dues, ni la sécurité dans la possession de celles qui nous sont accordées. Un tel traité, dit fort justement M. de Fels, aurait dû soulever contre ses auteurs « une de ces houles de colère et d'indignation qui submergent et emportent tout ». Or, il n'en a rien été, tout de même que, dans l'ordre de la politique intérieure, les désastres accumulés par l'emprise croissante de l'étatisme démagogique n'ont à aucun moment suscité dans l'opinion d'émotion profonde et durable. Cette continuité dans l'erreur de notre politique, au dedans et au dehors, et cette absence ou cette insuffisance de réaction de l'esprit public posent une irritante énigme : M. de Fels va essayer de la résoudre en invoquant l'existence d'une École dirigeante, et en montrant, par une analyse très poussée, ce qui fait la force de cette École, et la faiblesse, pour ne pas dire l'inexistence, de toute opposition.

***

La notion d'École dirigeante apparaît chez le comte de Fels, qu'il en ait eu ou non conscience, comme le prolongement naturel des travaux d'Augustin Cochin sur les sociétés de pensée. Les sociétés de pensée, selon Augustin Cochin, ont été l'organisme idéologico-politique par lequel les doctrines de Rousseau et des Encyclopédistes sont sorties du domaine de la spéculation pour entrer dans celui des faits; elles ont préparé la Révolution, elles lui ont fourni ses cadres, elles ont assuré sa victoire, elles ont été le facteur décisif de son éta-

blissement. Dans la même direction, M. de Fels estime que l'étude de notre moderne histoire implique et révèle l'existence d'une oligarchie gouvernante, d'une « réunion d'hommes associés pour la conquête et l'exploitation du pouvoir politique, trop étendue pour n'être qu'une coterie, assez restreinte pour ne pas dégénérer en cohue, tenant garnison, pour ainsi dire, sur tous les points stratégiques du pays, mue par les mêmes préjugés, les mêmes haines, les mêmes inspirations, doublement solidaire par la doctrine et par l'intérêt, visible dans son action, mais secrète dans ses desseins et comportant, en conséquence, tous les degrés d'association », maîtresse, non seulement du temporel, mais du spirituel, et « puisant le plus clair de sa force et de son prestige dans cet ascendant intellectuel et moral qui s'impose même à ses adversaires et qui frappe d'impuissance les tentatives des oppositions en vue de la détrôner ». Derrière les agitations apparemment incohérentes du régime parlementaire, elle constitue « une pensée directrice qui veille, toujours présente, jamais déficiente, et qui, pour parler comme Saint-Simon, montre une *suite enragée* dans un dessein dont elle ne se laisse point divertir ». Il n'est pas besoin d'être très versé dans les arcanes de l'histoire contemporaine pour se rendre compte que tous les traits de cette esquisse sont pris sur le vif et que, dans la mesure où l'existence d'une École dirigeante ainsi définie reste une hypothèse, elle réunit les conditions d'une bonne hypothèse, qui sont d'être vraisemblable et de rendre intelligibles les faits à expliquer.

Étonnante fortune que celle de cette équipe d'hommes nouveaux, principalement recrutée parmi les membres des professions libérales, intellectuels nourris des idées de Jean-Jacques et de l'Encyclopédie. Après avoir, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, formé cette puissante opposition libérale qui, prenant pour tremplin la revision des traités de 1815 et l'émancipation des peuples opprimés, finit par emporter le sage et prudent Louis-Philippe, elle accède pour la première fois au pouvoir avec la Révolution de 1848, et, dans son inexpérience, ne tarde pas à s'y rendre impossible par la précipitation de ses folies novatrices. Elle refait, sous l'autocratie tempérée du Second Empire (qui lui emprunte

d'ailleurs sa politique des nationalités) une cure d'opposition de dix-huit ans, à la faveur de laquelle elle médite la leçon de son échec de 1848, de sorte que, portée à nouveau au pouvoir par les événements de 1870, elle déploiera désormais, dans sa patiente entreprise de conquête, autant d'habileté que de persévérance. Vers 1880, elle reçoit la « pleine consécration électorale »; en 1890, elle a définitivement vaincu les derniers débris de ses rivales. Le boulangisme et le nationalisme, « mouvements tumultuaires et spasmodiques », n'ont été que des sursauts violents et passagers, incapables l'un et l'autre de l'inquiéter sérieusement. Entre temps, sous le nom de ralliement, la vieille opposition conservatrice, l'ancienne majorité de 1871, avait consommé son abdication. Le pays avait vu dans ce geste (ce qui n'y était pas) un hommage rendu aux principes révolutionnaires, et cette interprétation habilement répandue n'a pas peu contribué à parachever l'effacement de l'École dirigeante de rechange qui résidait, au moins en puissance, dans l'ancien parti conservateur.

L'opposition dès lors s'est cantonnée dans la défense des intérêts religieux et de la liberté d'enseignement, sans faire une seule fois preuve d'indépendance véritable, encore moins d'esprit créateur. C'était se condamner d'avance à l'échec. Comme le dit fort bien M. René Johannet, « tout se tient et s'enchaîne dans la pensée comme dans l'action politique. On ne retraite pas impunément, même en tâchant de se ménager des positions de repli. Le renoncement initial à la vie entraînait l'inefficacité de toute tentative partielle de vouloir-vivre ». Dès lors, l'École dirigeante, investie de la plénitude de la légitimité, a pu faire en toute liberté, sans contrôle, la politique extérieure et intérieure qui lui a plu. Où cette politique nous a-t-elle conduits?

A cette question nous avons déjà répondu en ce qui touche la politique extérieure, lorsque nous avons montré nos dirigeants, dans la conduite de la guerre comme dans les négociations de la paix, identifiant avec une coupable innocence l'intérêt français à leurs passions ou à leurs partis pris idéologiques. Mais il faut ajouter à leur charge ou à leur décharge, suivant le point de vue, que les problèmes de politique étrangère sont les derniers de leurs soucis, au point même qu'ils sont

toujours prêts à en écarter la considération comme importune, ainsi que l'a mis dans une fulgurante lumière le mot de Marcel Sembat à Alexandre Ribot, président du Conseil d'un jour à la veille de la grande guerre, qui osait invoquer à la tribune le péril extérieur : « Ah! non, tout ce que vous voudrez, mais pas ça! » Mot qui aurait dû disqualifier à jamais son auteur, et qui, quelques mois après, lui procurait un fauteuil ministériel dans un Cabinet d'union nationale. De là le caractère incohérent, impulsif, discontinu de nos relations avec l'étranger qui inspirait à Anatole France le verdict fameux : « La République ne peut pas avoir de politique extérieure. » De là la facilité avec laquelle nos assemblées se sont démises du soin de nos affaires étrangères entre les mains de tel ou tel de leurs membres qui avait la singulière idée de s'en préoccuper : un Delcassé, un Aristide Briand, sous cette double condition que la politique qu'ils feraient au dehors pût avoir une valeur pour l'usage interne, un emploi électoral, et que d'autre part il ne leur fût pas demandé de coordonner, si peu que ce fût, l'activité de la rue Saint-Dominique et de la rue Royale avec celle du quai d'Orsay. C'est ainsi qu'on a vu la politique hardie, parfois jusqu'à la témérité, de Delcassé, qui eût exigé un armement intensif et une forte union nationale, coïncider avec l'entreprise combiste de désarmement et de guerre civile, et, dès lors, porter son fruit naturel dans « l'humiliation sans précédent ». C'est ainsi qu'au printemps de 1914, alors que tous les observateurs attentifs dénonçaient la menace de la guerre qui montait à l'horizon, la Chambre nouvellement élue reprenait une politique de désarmement systématique. C'est ainsi qu'au lendemain d'une victoire achetée deux et trois fois trop cher, Aristide Briand a pu inaugurer, dans l'applaudissement quasi unanime, une politique indigne de la force et de la gloire françaises, placer tous les espoirs de la France dans une Société des Nations qui portait au front, ineffaçable, la tare originelle du mensonge, puisqu'elle ne présentait aucun des caractères d'une Société véritable, poursuivre la chimère cornue des États-Unis d'Europe, et, finalement, nous amener à cette situation tragique et grotesque à la fois d'un peuple vainqueur, envié et convoité de tous, s'obtinant à bêler la paix au milieu de nations qui hurlent la guerre.

En contraste avec ce pitoyable enchaînement de faiblesses et d'erreurs, de déceptions et d'échecs dans leur politique extérieure, le comte de Fels nous fait voir, en un saisissant diptyque, la *suite enragée*, et, pour ses auteurs et bénéficiaires, combien fructueuse, qui caractérise la politique intérieure de nos dirigeants. Cette politique, depuis un demi-siècle, a pu connaître des interruptions et parfois, en apparence au moins, des retours, mais il suffit de la considérer d'un peu haut pour en constater, étape après étape, le constant progrès. Et où nous mène ce progrès? M. de Fels répond sans ambages : Vers Moscou. Et il ne se contente pas d'affirmer, il prouve.

L'entreprise de conquête de l'École dirigeante se poursuit tour à tour ou ensemble sur les deux plans spirituel et temporel.

Sous le premier point de vue, il s'agit de déchristianiser la France, afin de transférer à l'État la plénitude du pouvoir spirituel, jusqu'alors détenu, au moins partiellement (car il y a toujours eu un *spirituel du temporel*, dont l'importance n'a cessé d'augmenter dans les temps modernes) par l'Église. Si une résistance inattendue de celle-ci contraint l'agresseur à une transaction et à une trêve, dont la belle attitude des catholiques au cours de la guerre l'obligera à prolonger et même à accentuer les effets, il ne renoncera pas pour autant à son objectif, il cherchera seulement à l'atteindre par une manœuvre de large rayon, par l'insidieux mouvement tournant de l'école unique, qui lui livrera la jeunesse et lui permettra de la pétrir à son gré.

Sous le second point de vue, il s'agit en premier lieu de transférer à l'État les richesses de la nation par une fiscalité spoliatrice, par la multiplication des monopoles et des offices, par la suppression progressive de l'héritage. Il s'agit en second lieu, à partir du moment où l'influence, ou pour mieux dire l'esprit de Jaurès devient prédominant dans les conseils de la République (et sa mort n'a pas mis un terme à cette prédominance, elle l'aurait plutôt renforcée) de transférer l'autorité centrale de l'État aux Syndicats, exactement à la C. G. T., composée en majeure partie, comme on sait, de groupements de fonctionnaires. Sans doute cette deuxième étape devait-elle susciter quelque velléité de révolte dans une partie du per-

sonnel républicain, antisyndicaliste par fidélité à la tradition révolutionnaire qui n'admet en face de l'État tout-puissant qu'une poussière d'individus. Mais devant la vigueur sans cesse croissante de la poussée syndicaliste, produit de l'*évolution naturelle* (une notion que nous retrouverons tout à l'heure chez M. de Fels) l'École dirigeante dans son ensemble a estimé plus prudent de composer, sinon de capituler; une circulaire de M. Chautemps, lors de son premier passage au Ministère de l'Intérieur, prescrivant à ses subordonnés d'entrer en relations officielles avec les Syndicats de fonctionnaires, pourtant interdits par la loi, a marqué ce moment climatérique dans l'histoire du régime. Dans le même esprit, M. Paul-Boncour, au lendemain de son accession à la Présidence du Conseil, proclamait la nécessité d'intégrer le syndicalisme dans l'État. Comme s'il était possible d'intégrer le fort dans le faible! Comme s'il n'était pas inévitable que le faible fût absorbé par le fort! Écoutez la réponse du syndicalisme, par la bouche d'un des orateurs du Congrès des Syndicats de fonctionnaires : « Le syndicalisme et le parlementarisme sont deux forces qui s'affrontent. Nous avons balayé une équipe de politiciens, il nous reste à balayer tous les politiciens. » Sans doute nos dirigeants comptent-ils sur leur étoile et sur la dextérité manœuvrière de l'énigmatique secrétaire perpétuel de la C. G. T., M. Jouhaux, pour ajourner la « lutte finale » et pour ménager des compromis également profitables aux deux parties. Mais ces roueries n'auront qu'un temps; sauf intervention d'une force nouvelle, l'absorption de l'État par le syndicalisme est certaine. Or l'absorption de l'État par le syndicalisme, c'est la définition même du régime des Soviets.

Cette force nouvelle qui pourrait changer la face des choses, y a-t-il apparence que l'opposition puisse la fournir? L'opposition? Quelle opposition? Ce n'est pas un des moindres mérites de M. de Fels d'avoir montré que, hormis quelques exceptions honorables, mais isolées, partant impuissantes, l'École dirigeante ne rencontre pas d'opposants véritables au sein des assemblées françaises. Il y a des équipes de remplaçants, il n'y a pas d'École dirigeante de rechange. La prétendue opposition est une cohue sans doctrine qui lui soit

propre; même, la plupart de ses membres adhèrent ou consentent, dans le secret de leur cœur, à la doctrine de leurs adversaires et bornent leur ambition à en ralentir l'application. Bien plus, la suprême habileté de nos dirigeants est d'obtenir de l'opposition, dans les cas les plus litigieux, qu'elle prenne l'initiative ou qu'elle endosse la responsabilité de dispositions législatives qui sont dans leur programme, mais dont ils redoutent pour eux-mêmes l'impopularité. Les Ribot, les Poincaré sont les grands responsables de l'impôt inquisitorial sur le revenu; c'est un Ministère Tardieu qui a amorcé l'École unique; la folle et ruineuse loi des assurances sociales a été votée par la quasi-unanimité du Parlement. C'est que, suivant le mot d'un spirituel Allemand que nous citait naguère le professeur Fœrster, tandis qu'en Allemagne les partis de gauche ne sont jamais que locataires de l'État, dont les partis de droite sont propriétaires, en France, ce sont les partis de gauche qui sont propriétaires de l'État, et les partis de droite n'en sont jamais que locataires; locataires à titre précaire et révocable, ajouterons-nous, et qui, pour se faire tolérer, sont prêts à toutes les abdications.

***

Telles étant les données du problème français, la solution s'en dégage pour ainsi dire d'elle-même. Puisque tout le mal vient de l'absence d'une École dirigeante de rechange, cette École, il faut la créer, et, pour la créer, il faut lui constituer sa doctrine. Cette doctrine, quelle sera-t-elle?

Ce sera une doctrine expérimentale et rationnelle, antiétatiste et antisocialiste, au lieu d'être, comme celle de l'actuelle École dirigeante, idéologique et passionnelle, étatiste et socialisante.

A l'extérieur, elle commencera par abjurer les mortelles chimères comme la paix perpétuelle, la Société universelle des nations ou les États-Unis d'Europe, les principes faux et dangereux comme le principe absolu et inconditionnel des nationalités. Avant de songer à fédérer l'Europe, elle songera à fédérer l'Empire français, à réaliser le « peuple de cent millions d'habitants » qu'affirmait un peu prématurément le général

Mangin. Elle ne s'inspirera, en toute circonstance, que de l'intérêt français, qui coïncide d'ailleurs, dans ses grandes lignes, avec les conditions immuables de l'ordre européen.

A l'intérieur, elle établira la liberté de l'enseignement et pratiquera non seulement une large tolérance religieuse, mais un respect sincère et une sympathie agissante pour les forces spirituelles. Dans le domaine temporel, elle prendra pour pivot de sa lutte contre l'École dirigeante la revendication des droits et des biens de la Nation contre les usurpations de l'État. Elle montrera, avec preuves à l'appui, les méfaits de l'étatisme; elle recherchera dans la désétatisation d'une part importante de la richesse publique la clef de nos difficultés financières, économiques et sociales. Elle s'attachera enfin à discerner, dans l'histoire politique du dernier demi-siècle, ce qui ressortit à l'évolution artificielle, à l'intervention brutale de l'arbitraire humain dans le cours des choses, — pour le redresser et le réformer — et ce qui ressortit à l'évolution naturelle, à la sage coopération des initiatives de l'esprit avec les mouvements de la nature, — pour le cultiver et le développer.

M. de Fels y insiste avec raison. Le *Cartel de l'Ordre* qu'il aspire à fonder, tout antiétatiste qu'il se proclame, ne se pose nullement, sur toute la ligne, en ennemi de l'État. *Celui-ci n'est jamais trop puissant ni trop obéi dans tout ce qui est de sa compétence légitime : défense nationale, justice et police, protection des faibles contre l'exploitation des forts.* Mais il sort de son rôle au grand dommage des intérêts dont il a la charge, lorsqu'il prétend, par le mécanisme de l'École unique, s'attribuer le pouvoir absolu sur les âmes, par le mécanisme de l'impôt, régir souverainement la répartition de la fortune publique, par le mécanisme du monopole, s'instituer le concurrent, illégal et d'ailleurs incapable, de l'industrie et du commerce privés, par le mécanisme de l'assurance étatiste étendue à tout, jouer pour tous le rôle de Providence.

Un des chapitres les plus importants et les plus neufs de la doctrine de M. de Fels est celui qu'il consacre à ce qu'il appelle la « politique de l'inventaire ». Dès 1921, alors qu'une ingénieuse propagande commençait à répandre dans la presse et dans l'opinion la thèse de l'État pauvre dans la nation riche

(prélude bien choisi pour de nouvelles spoliations) le comte de Fels, seul ou presque seul, avait le courage et l'indépendance de s'insurger contre cette thèse et d'affirmer que l'État français, loin d'être pauvre, était colossalement riche, et d'ailleurs congénitalement inapte à gérer sa fortune. Et, devant les dénégations passionnées que soulevaient ses affirmations, M. de Fels avait beau jeu à demander qu'on procédât à un inventaire complet et détaillé des richesses de l'État français, d'autant plus beau jeu qu'une loi du 29 décembre 1873 avait prescrit d'établir cet inventaire et de le tenir constamment à jour.

La loi de 1873 était restée, bien entendu, lettre morte, et toutes les objurgations de M. de Fels ne devaient pas réussir à la vivifier. Alors, par ses propres moyens, il entreprit la tâche à laquelle se dérobaient les pouvoirs publics, et le fruit de ce labeur, ce fut son livre sur les *Richesses de l'État français*, où il ne se borne pas à dresser l'inventaire de ces richesses, mais où il le fait suivre d'un rigoureux examen des méthodes et des résultats de leur gestion. Il y a là une véritable mine de documents et de renseignements du plus grand prix, qu'on ne trouvera nulle part ailleurs, car — n'hésitons pas à le souligner au passage — les membres de la prétendue opposition sont aussi attachés, y étant aussi intéressés, que ceux de l'École dirigeante aux abus de l'étatisme et, par suite, aussi peu empressés à les découvrir, aussi peu désireux d'y remédier. Nous ne saurions suivre M. de Fels dans les méandres de son investigation. Disons simplement que les chiffres auxquels il aboutit sont d'un ordre de grandeur tel, les faits d'incompétence, de gaspillage ou de gabegie qu'il relève sont d'une gravité telle, qu'il peut conclure avec vraisemblance qu'il suffirait d'aliéner au profit de la nation les divers monopoles, offices, services économiques indûment assumés par l'État pour obtenir, par le retour à la fécondité d'immenses richesses aujourd'hui stériles ou même onéreuses, non seulement un allégement de plusieurs milliards à la fiscalité qui nous écrase, mais les ressources nécessaires à la dotation de l'institution originale dont il attend la solution non pas de la « question sociale », qui n'existe pas, mais de la question ouvrière, et qu'il appelle le Bien Syndical.

Le nœud de la question ouvrière, Auguste Comte l'a dès longtemps désigné avec une magnifique clairvoyance, c'est « l'incorporation du prolétariat dans une société où il n'est encore que campé ». Or, cette incorporation, les mauvais bergers du prolétariat semblent s'acharner à la rendre impossible, en exploitant les justes sujets de mécontentement qu'il peut assurément invoquer contre le régime industriel et le système capitaliste pour le dresser contre le patronat dans une haine inexpiable, en assignant pour but à son action l'expropriation totale du capitalisme, la prise de possession totale du pouvoir économique et même politique. L'expérience et la raison sont d'accord pour démontrer qu'une telle conception des rapports du capital et du travail est grandement dommageable au corps social tout entier, et singulièrement au prolétariat lui-même. C'est pour s'en être rendu clairement compte que de grands pays comme l'Italie et l'Allemagne ont banni la lutte des classes et opéré par le retour à l'institution corporative la réconciliation du capital et du travail. Mais la corporation à l'italienne ou à l'allemande, quels que puissent être ses mérites, offre un caractère d'étatisme qui ne convient guère à l'individualisme et au libéralisme de notre tempérament national. C'est pourquoi, bien avant les révolutions fasciste et national-socialiste, le comte de Fels préconisait, de la question ouvrière, une solution spécifiquement française. Rappelant qu'une loi du 12 mars 1920 a accordé pour la première fois dans sa plénitude, aux syndicats, le droit de posséder (droit qu'ils avaient toujours réclamé, mais dont, aussitôt obtenu, ils se sont détournés avec méfiance, par peur de se laisser embourgeoiser), il souhaitait pour chaque profession, pour chaque métier, la constitution d'une fortune indivise entre l'État, le patronat et le prolétariat, avec prépondérance de ce dernier dans la gestion du bien commun, l'État fournissant le fonds de premier établissement et veillant sur la bonne marche de l'entreprise en vertu de son droit supérieur de contrôle et de regard, le patronat versant de fortes contributions et apportant son expérience administrative, le prolétariat cotisant dans toute la mesure de ses possibilités. Le bien syndical deviendrait ainsi « le noyau autour duquel se réalise la corporation moderne,

propriétaire, titulaire de revenus, curatrice et dispensatrice de richesses, arbitre experte sur tous les cas; le lieu géométrique où l'État, l'employeur et le travailleur se conjoignent sur un pied de paix et d'entente perpétuelles, où s'opère la réduction de l'antagonisme social par l'harmonie et la fusion des intérêts ». Il suffirait à assurer satisfaction, dans les conditions les plus économiques et les plus efficaces, aux légitimes revendications ouvrières concernant l'habitation saine, le sursalaire familial, le droit au congé payé, l'assurance contre la vieillesse, la maladie et le chômage. Mais ses bienfaits moraux dépasseraient encore ses bienfaits matériels. Il renforcerait le lien social que le marxisme tend à dissoudre, il multiplierait par leur cohésion les forces nationales que le marxisme ne tend qu'à dissocier et à affaiblir.

Ces vues généreuses, au moment où elles ont été émises, ont pu paraître hardies et même quelque peu utopiques. Les événements, qui vont vite, se sont chargés de mettre en évidence leur caractère positif et leur opportunité. Des solutions du genre de celle que propose le comte de Fels pour la question ouvrière, et aussi bien pour la question économique et la question financière, sont hautement désirables; elles n'ont rien d'impossible en soi. Mais comment les faire passer du plan du possible sur le plan du réel? C'est le problème politique qui se pose ici dans toute son ampleur.

Lorsqu'il composait, aux environs de 1920, son grand ouvrage théorique, l'*Essai de Politique expérimentale*, la France était en proie à une véritable fièvre de renouvellement, et il n'était pas de jour qui ne vît éclore quelque projet de revision de la Constitution. M. de Fels ne pouvait manquer d'apporter son plan, inspiré des règles de la méthode qu'il était en train d'élaborer, animé du souci d'engrener avec le réel et de prendre la suite de notre moderne histoire tout en la redressant en tant que de besoin. Partant de ce fait que la Constitution de 1875, considérée par ses auteurs même comme essentiellement provisoire, demeurée pour tous les doctrinaires des sciences politiques comme un monument d'incohérence et de contradiction, avait duré, et n'avait empêché la France ni de développer sa richesse, ni de conquérir un immense Empire colonial, ni de soutenir victorieusement une grande guerre, il

commençait par se demander la raison de ce phénomène au premier abord surprenant, et il la trouvait précisément dans ce caractère empirique et hybride sur lequel fanatiques et logiciens fondaient leurs critiques. Il rappelait qu'à Versailles, entre les gauches qui voulaient conférer la plénitude du pouvoir à une assemblée unique, élue au suffrage universel, et les droites, qui aspiraient au retour de la monarchie, et, en attendant, cherchaient les moyens d' « enchaîner le lion populaire », un compromis avait fini par intervenir, qui avait abouti à l'institution d'une deuxième Chambre élue au suffrage restreint par les délégués des communes, et, en conséquence, désignée pour jouer un rôle pondérateur. Fort ingénieusement, il faisait voir dans le Sénat la pièce maîtresse de la Constitution de 1875, l'expression des « petites souverainetés familiales et territoriales » par opposition à la « masse tumultuaire de la nation », la digue solide qui ne devait cesser de contenir l'assaut constamment renouvelé de la démagogie rousseauiste. Puis, poussant plus loin son analyse, il constatait que la Constitution de 1875, ayant duré, avait, comme tout ce qui vit, évolué, et, non content de décrire cette évolution, il s'attachait à la juger. C'est ici qu'il faisait intervenir, pour séparer le bon grain de l'ivraie, sa distinction de l'évolution naturelle et de l'évolution artificielle. Distinction délicate, et dans son principe et dans ses applications. Car enfin, qu'est-ce qui est naturel, qu'est-ce qui est artificiel? Suivant un mot connu, si l'habitude est une seconde nature, la nature ne serait-elle pas une première habitude? La maladie n'est-elle pas aussi naturelle que la santé? L'histoire n'est-elle pas pleine de peuples empressés à crier, suivant l'expression dantesque : « Vive ma mort! Meure ma vie! »? Au lieu de parler de nature et d'artifice, ne vaudrait-il pas mieux parler franchement de bienfaisance et de malfaisance? Quoi qu'il en soit de cette querelle de vocabulaire, M. de Fels, se penchant sur l'évolution de la Constitution de 1875, considérait certaines de ses manifestations comme naturelles, donc bienfaisantes, ou comme bienfaisantes, donc naturelles. Il montrait l'autorité du Président du Conseil, nullement prévue par elle, se dégageant sous la pression des nécessités vitales, et se développant jusqu'à équivaloir à une sorte de dictature qui ne

diffère guère des dictatures voisines que par ce qu'elle a de discontinu et de passager. Il montrait le rôle croissant dévolu au Conseil d'État et dans la confection des lois, par le prestige de sa compétence, et dans leur application, par la voie des règlements d'administration publique, et dans leur interprétation même, par la sagesse et le libéralisme de sa jurisprudence. Il estimait que, par un simple réaménagement de modeste apparence, il serait aisé d'instituer entre le Président du Conseil et le Président de la République un partage d'attributions excluant tout conflit et leur permettant de travailler de concert au bien de la chose publique. Il attendait de l' « évolution naturelle » une nouvelle extension des fonctions du Conseil d'État qui eût fait de lui cette « judicature arbitrale, destinée à départager les autres pouvoirs et à protéger contre eux les individus et les groupes sociaux », dont les Millerand et les Barrès préconisaient alors l'institution... De tous ces beaux espoirs, qu'est-il advenu? Dans les faits, rien. Mais dans la pensée de M. de Fels?

Il semble que devant l'impuissance avérée de l'agitation revisionniste, devant l'audace sans cesse accrue de l'École dirigeante, étatisante et socialisante, devant l'inertie de l'esprit public, l'optimisme initial de M. de Fels ait cédé le pas à un certain pessimisme qui ne l'a pas conduit d'ailleurs à renoncer à son dessein, mais à le limiter et à le préciser.

C'est ainsi qu'ayant ouvert dans la *Revue de Paris*, en 1927, une vaste enquête politique, il en dégageait la leçon en exhortant le parti modéré à sortir de l'éparpillement et de l'indiscipline, à s'*unifier*, et à s'assigner pour but non pas de « ralentir la marche au collectivisme marxiste, mais de provoquer une marche en sens contraire en préservant la Société d'une absorption totale par l'État. »

Cet appel étant tombé dans le vide, les modérés s'étant, une fois de plus, rendus aux urnes en ordre dispersé, sans autre programme qu'une dilution homéopathique de réformes étatistes et de pacifisme socialiste, M. de Fels indiquait une solution de repli plus modeste encore : la cohésion des centres, et il exprimait le vœu que les centres confédérés, pour amorcer la rénovation de l'institution parlementaire, se consacrassent d'abord à la solution du problème fiscal, « en ramenant le

parlementarisme à sa mission naturelle, qui est de consentir l'impôt et d'en contrôler le bon emploi ». Cette suggestion n'a pas eu plus de succès que les précédentes. De quoi M. de Fels, cédant pour la première fois au découragement, a conclu qu'il n'y avait décidément rien à espérer du système électif, les « mauvaises élections » étant naturellement déplorables, et les meilleures ne valant rien.

***

Quoi qu'il en soit, M. de Fels, éclairé par ce qu'il appelle lui-même ses « échecs de réformateur pratique », paraît décidé à concentrer désormais son effort sur le plan intellectuel et à lui donner pour axe la lutte contre le marxisme. C'est fort bien voir, — dès lors qu'on s'abstient de poser la question du régime, — le problème essentiel de l'heure présente. Il est certain que si le cœur français est resté bon, l'intelligence française est fort malade, et que le poison marxiste est un des agents les plus actifs de son intoxication. Nous avons tâché dès longtemps, quant à nous, de faire voir dans le socialisme ce qu'il est en effet : théoriquement, une pédantesque chimère, pratiquement, la forme la plus basse de la démagogie. Mais qu'aujourd'hui encore le socialisme, ayant multiplié dans tous les pays du monde les preuves de son impuissance ou de sa nocivité, puisse garder dans notre vie française l'importance et l'influence que nous lui voyons, c'est proprement une honte et un scandale. Et M. de Fels entreprend une action opportune et qui sera certainement féconde en sonnant le ralliement pour une croisade antimarxiste. Seulement, pour une croisade, il ne suffit pas d'un drapeau, d'un mot d'ordre, il faut des croisés. La valeur d'une doctrine n'est pas la mesure de son succès, bien qu'elle n'y soit point étrangère. Pour combattre efficacement un système d'idées en possession d'état, ce n'est pas assez de lui opposer d'autres idées, lui fussent-elles cent fois supérieures, il faut lui opposer des hommes, capables de s'enthousiasmer pour ces idées, de s'identifier à elles et, en quelque façon, de les *incarner*. Si les révolutions nationales italienne et allemande ont pu réussir, c'est par des hommes de ce genre, issus d'une sorte de qua-

trième dimension de la vie politique, des hommes véritablement nouveaux, non pas seulement par leur état civil, mais par leur type éthique, des hommes d'action et non plus de parole, des hommes de chair et de sang et non plus des hommes-papier. Le jour, que nous croyons proche, où, grâce à une propagande intellectuelle dont M. de Fels aura été un des meilleurs artisans, la Révolution nationale française (que nous ne concevons nullement, est-il besoin de le souligner? sur le modèle de l'italienne, encore moins de l'allemande) sera virtuellement prête dans les esprits, il ne lui manquera plus en vérité, pour passer à l'acte, que des apôtres, des héros, des martyrs.

RENÉ GILLOUIN

LA GUERRE SOUS LES MERS[1]

VI

LE CERCLE DE FER

En même temps qu'ils mettaient au point l'organisation du front sous-marin, les Allemands, avec le souci du détail qu'ils manifestèrent partout, dans la guerre des tranchées et dans l'aménagement de l'arrière, créèrent, en Belgique occupée, des repaires confortables pour les sous-mariniers. Bruges devint leur centre d'opérations et leur point de départ. Grâce à ses canaux, les corsaires se glissaient jusqu'à la mer libre, ou revenaient s'y reposer après chaque expédition. Ses rues paisibles et charmantes étaient parcourues par les marins venus de la Baltique, ou du fond des provinces allemandes. Le poste de commandement des sous-marins avait été installé dans une des plus anciennes demeures patriciennes. Un vieux cellier servait d'abri et de taverne aux jeunes officiers : ils avaient décoré les murs de dessins fantastiques. Aux environs, un château vétuste devint leur club champêtre. Ils y jouaient Beethoven et Schumann. Mais, à partir de 1917, les concerts furent, de plus en plus, interrompus par les bombardements par avions; et de la haute mer, beaucoup ne revinrent plus.

Le parti de la défensive ne restait pas inactif. La période des succès faciles où les sous-marins allemands pouvaient impunément massacrer les bateaux de commerce était terminée, même en Méditerranée.

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 octobre et 1er novembre.

Le 2 novembre 1916, l'*U-38* avait franchi le détroit de Gibraltar, bombardé le sémaphore du cap de Fer, coulé quatorze navires sur dix-huit attaqués. Un autre, l'*U-33*, avait, sur la route de Malte à Marseille, assailli dix-sept navires et coulé quatorze. Tout se passait fort paisiblement, avec une correction parfaite. D'un coup de semonce, le sous-marin ordonnait au navire marchand de stopper. Il faisait embarquer son équipage dans les canots du bord; il coulait à coups de canon ou de bombes le navire lui-même, et disparaissait sans le moindre remords.

Un beau jour, le jeu se compliqua. Le commandant de l'*U-39*, Fortsmann, aperçut un navire, s'en approcha, voulut examiner sa cargaison. Il hissa son pavillon de guerre et lui fit signe de stopper. Le navire n'obéit pas, fit demi-tour à toute vitesse, et, sans hisser son pavillon, ouvrit un feu nourri, avec une pièce d'artillerie montée sur son arrière.

Comme les Britanniques, les autorités françaises avaient fini par comprendre la nature très spéciale de cette nouvelle guerre navale. L'amiral Lacaze, devenu ministre de la Marine, se rendit nettement compte de la situation. Dès le 6 novembre, il envoyait les directives suivantes au chef de l'état-major général : « L'Allemagne mène uniquement une guerre sous-marine en Méditerranée et songe à la développer encore. Une information nous apprend que cent moteurs Diesel de sous-marins sont en montage. C'est de cette guerre qu'il faut, nous aussi, nous inquiéter, sans nous laisser arrêter par la hantise de la guerre d'escadre. C'est-à-dire que, si nous pouvons trouver le personnel et le matériel nécessaires dans nos dépôts et nos arsenaux, il n'y a pas à hésiter à les prendre sur les bâtiments de haut bord.

» La lutte contre les sous-marins doit prévoir, aussi bien la défensive, c'est-à-dire la protection de nos bâtiments et celle de nos côtes, que l'offensive, c'est-à-dire la poursuite de leur destruction. Immobiliser sur nos grands bâtiments du personnel et du matériel nécessaires à ces fins, ne serait pas plus raisonnable que ne l'aurait été, il y a quelques mois, le maintien de trois corps d'armée sur la frontière italienne. »

Et le ministre de la Marine de prescrire tout un ensemble de mesures anti-sous-marines : remplacer les capitaines insuf-

fisants, les équipages de réservistes médiocres par du personnel pris sur les grands bâtiments d'escadre; augmenter l'activité des patrouilleurs, en constituant des relèves prélevées sur le personnel de ces premiers.

Faire le recensement général de tous les navires utilisables en France ou dans les pays neutres, les réquisitionner et les acheter. Étudier les types de bâtiments susceptibles d'être immédiatement mis en chantier.

Un homme énergique, qui s'était couvert de gloire sur l'Yser, l'amiral Ronarc'h, fut nommé directeur de la défense contre les sous-marins, et chargé d'appliquer immédiatement ce programme.

Des missions furent envoyées à l'étranger : la première acquit vingt-six baleiniers en Norvège, la seconde dix chalutiers en Espagne, la troisième dix-huit en Hollande. Comme les deux amirautés, française et britannique, risquaient de se faire concurrence sur les marchés extérieurs et de faire monter les prix, une commission d'achat fut constituée à Londres, en juillet 1916, pour répartir entre les deux marines les bâtiments achetés.

La France mit sur cale vingt-deux canonnières, au début de décembre 1915, six autres en juillet 1916. Des règles précises furent élaborées et appliquées aux transports, de plus en plus nombreux, de l'armée d'Orient. Jusque-là, le ministre de la Guerre les réquisitionnait et les mettait en route sans s'inquiéter de leur sécurité, ou même de leur arrimage. L'amiral Lacaze fit accepter par son collègue une série de mesures judicieuses. Celui-ci consentit à n'employer, désormais, que le nombre de navires strictement indispensable aux transports maritimes; en revanche, il les utilisa mieux. Les troupes furent, désormais, embarquées sur des croiseurs auxiliaires, rapides, tous armés, et munis de T. S. F.

Après une certaine résistance, l'Amirauté britannique consentit à ce que les transports, non armés, portant des troupes, fussent formés à Marseille, en petits convois escortés. Ce fut la première esquisse, d'ailleurs encore timide, du système du convoi, qui, plus tard généralisé, devait vaincre le péril sous-marin.

Cependant, les mesures de protection de la navigation

commerciale restaient encore assez vagues. Il fut recommandé, mais non formellement prescrit, aux navires, de suivre certaines routes, indiquées par le commandant en chef, de masquer les feux, la nuit, de naviguer aussi près que possible des côtes.

Pour pallier à l'insuffisance de surveillance en Méditerranée, l'amiral Lacaze avait provoqué la réunion d'une conférence à Paris, le 3 décembre 1915.

Les représentants des trois marines alliées y décidèrent le partage de la Méditerranée en dix-huit zones; dix furent affectées à la France, quatre à l'Angleterre, autant à l'Italie. Tous les navires marchands, en commençant par les transports de troupes et de ravitaillement, durent être armés, naviguer par groupes de deux ou trois, sur des routes patrouillées, fréquemment modifiées. Un service d'informations fut organisé pour les bâtiments à la mer. A partir du 1er janvier 1916, les patrouilles françaises s'accrurent de trente et un grands chalutiers, les forces anglaises de soixante-dix.

L'Amirauté britannique prit, de son côté, des mesures énergiques dans les zones septentrionales de la guerre sous-marine. L'Amirauté et la navigation britannique avaient commencé par professer les mêmes doctrines libérales que les dirigeants de la politique économique anglaise. Elles aussi s'imaginaient pouvoir continuer leur « business as usual ».

Quand la menace sous-marine se précisa, les compagnies de navigation et les armateurs s'élevèrent contre tout système de convois. Ils insistèrent, par contre, sur la nécessité d'armer leurs navires, au moyen de pièces d'artillerie servies par les marins de la flotte. Le gouvernement britannique y consentit, mais tint à préciser qu'il ne s'agissait là que d'une mesure purement défensive. « Le droit de légitime défense existe toujours, déclara-t-il. A ne considérer que le droit international maritime, rien ne s'oppose à ce qu'un navire de commerce, armé d'un canon, tente de se défendre contre un navire de combat. »

Cette thèse fut immédiatement combattue par un Livre Blanc austro-allemand, du 8 février 1916, dans lequel était déclarée « contraire à la loi internationale toute manifestation guerrière d'un navire marchand armé ».

Les États-Unis essayèrent de s'interposer, d'obtenir la renonciation des Alliés à l'armement des navires marchands, en échange du respect, par les Allemands, des règles du droit international, concernant l'arrêt et la visite de ces navires. Les deux partis refusèrent, et, le 11 février 1916, un ordre de l'Empereur prescrivit aux forces navales allemandes de traiter en belligérants les navires marchands armés.

C'était une œuvre gigantesque que de fournir l'artillerie nécessaire à une flotte commerciale comme celle de l'Angleterre. L'Amirauté commença par vider les réserves des arsenaux, les batteries de côtes; elle enleva sur les navires de guerre en service tous les canons de moyen calibre qui n'y étaient pas absolument indispensables.

Au début, les navires marchands durent se contenter des calibres les plus disparates : à partir de 1916, ils ne reçurent plus que des pièces de soixante-quinze millimètres et de quatre-vingt-dix millimètres. L'Amirauté eut, d'ailleurs, au début, quelque peine à vaincre la routine des capitaines de navires marchands, et à les convertir au principe de l'armement.

Cependant l'Amirauté britannique avait prescrit, au mois d'octobre 1915, de n'ouvrir le feu contre les sous-marins que s'ils étaient attaqués; les pièces ne pouvaient être maniées que par les canonniers de la marine de guerre, aux ordres du commandant; les couleurs britanniques devaient être hissées au moment du tir. Ils devaient, en tous les cas, empêcher le sous-marin de se rapprocher.

L'installation de cet armement défensif, qui se généralisa sur les navires de commerce vers la fin de l'année 1915, obligea, peu à peu, les sous-marins à renoncer, le plus souvent, à leurs attaques par le canon, et à mener leurs offensives à la torpille. Ceci augmentait le risque, pour les commandants de sous-marins, de renouveler la fatale erreur du *Lusitania*, de couler des navires neutres, de faire périr des citoyens américains et d'entraîner les plus dangereuses complications diplomatiques et politiques.

L'ordre de l'Empereur du 11 février de détruire les navires marchands ennemis, armés d'artillerie, était comme le prélude d'une autre mesure, plus générale, autorisant, le 4 mars, la reprise de la guerre sous-marine au commerce.

Ce fut le triomphe des marins et des militaires, groupés autour de Tirpitz et du nouveau commandant en chef de la Flotte de Haute Mer. Le moment paraissait favorable. Malgré l'absence d'un programme de constructions sous-marines de grande envergure, le matériel des flottilles s'accroissait assez vite. La durée des constructions avait été réduite, en 1915, par suite de l'abondance de la main-d'œuvre. L'année 1916 fut celle où les entrées en service se succédèrent le plus rapidement, à la cadence de six par mois, alors que la moyenne mensuelle des pertes ne dépassa pas deux.

Les deux types principaux furent les sous-marins armés fortement en artillerie, et ceux surtout destinés à mouiller les mines. Les premiers, — *U* et *UB* — ne différaient guère que par le déplacement, la puissance, la vitesse. Ils déplaçaient huit cents et cinq cents tonnes, avaient à peu près le même rayon d'action, tous, quatre tubes lance-torpilles à l'avant, les *U*, deux à l'arrière, les *UB*, un seul; tous portaient un canon, puissant pour de pareilles unités, de cent millimètres; les *U* possédaient la plupart du temps, un second canon de quatre-vingt-huit millimètres.

Quant aux *UC*, mouilleurs de mines, ils portaient un canon, trois tubes lance-torpilles, six puits, garnis chacun de trois mines.

Grâce aux livraisons abondantes d'unités nouvelles, la flottille de la mer du Nord ne comptait pas moins de seize *U* et trois *UB*, au début du mois de mars 1916. Celle des Flandres possédait dix-huit bâtiments. Six autres opéraient en Baltique, sept à Pola, cinq à Constantinople.

L'heure paraissait d'autant plus favorable que les moyens de défense adverses étaient encore loin d'être au point. La situation générale des Alliés au printemps de 1916 pouvait être considérée comme critique : la Bulgarie dominait la Serbie, l'Autriche contenait l'Italie, les Turcs, débarrassés des Alliés dans la presqu'île de Gallipoli, tenaient tête aux Russes à Erzeroum. Les Anglais avaient subi un désastre à Kut-el-Amara. L'Égypte restait sous la menace de l'armée turque de Syrie et des Sénoussis; le front allemand de l'Ouest résistait à toutes les poussées anglo-françaises.

L'ordre du Kaiser du 11 février avait été complété et, en même

temps précisé : « Les sous-marins, qui ont attaqué un vapeur armé en plongée, ne doivent pas émerger, mais s'éloigner, après avoir lancé leur torpille. Les navires portés sur la liste des bâtiments ennemis, établie par l'État-Major général, pourront être considérés comme navires de guerre, même si l'on ne voit pas leur armement, mais à condition qu'il n'y ait aucun doute sur leur identité. Les paquebots ennemis seront épargnés jusqu'à nouvel ordre, même s'ils sont armés. »

Mais cet ordre, inspiré, sans doute, par la crainte de complications du côté des États-Unis, fut modifié, une fois de plus, et renforcé, dès le 6 mars 1916. L'Empereur prescrivit, alors, de couler tous les bâtiments de commerce ennemis, sans exception, rencontrés dans les zones de guerre définies par l'Amirauté allemande — sauf, toutefois, les navires hôpitaux.

L'Allemagne était, désormais, lancée sur la voie des catastrophes et de la guerre avec les États-Unis.

Leur réponse ne se fit guère attendre. Le 25 mars, le gouvernement américain publia un document décisif, relatif à la condition des navires armés.

« Lorsque, y était-il déclaré, un navire de guerre belligérant rencontre, en haute mer, un bâtiment de commerce de nationalité ennemie, et qu'il essaye de le capturer, celui-ci a le droit de se protéger par la fuite ou par la résistance. Le droit de capturer et le droit de s'opposer à la capture sont reconnus comme également justifiés... »

A la suite de la suggestion du gouvernement allemand d'inviter les passagers neutres à ne pas s'embarquer sur des bâtiments de commerce de nationalité belligérante, deux projets de résolution « ayant pour objet d'empêcher les Américains de s'embarquer sur les navires marchands armés », furent présentés, l'un au Sénat, le 3 mars, l'autre à la Chambre des représentants, le 6 : les deux Chambres décidèrent qu'ils ne seraient même pas discutés.

Deux destructions de navires neutres, survenues sur ces entrefaites, mettent le gouvernement allemand dans le plus grand embarras, l'acculent au mensonge, et dressent plus fortement encore contre lui l'opinion publique neutre.

Le 16 mars, un vapeur hollandais, le *Tubantia*, qui transportait quatre-vingts passagers, d'Amsterdam en Amérique

du Sud, est torpillé, sans avertissement, dans la mer du Nord. Il était pourtant admirablement éclairé. Son nom, peint en grosses lettres sur chacun de ses deux flancs, sur le château arrière, et sur un grand tableau, dressé entre les cheminées, était brillamment éclairé par des lampes à arc.

La vigie et deux officiers du bord avaient, nettement, distingué le sillage d'une torpille. Ceci n'empêcha pas le grand poste allemand de T. S. F. de proclamer que le « *Tubantia* avait très probablement touché une mine », et le gouvernement allemand de répliquer au communiqué officiel hollandais « que l'hypothèse d'un sous-marin allemand devait être formellement écartée », que l'« accident s'était produit à moins de trente milles de la côte hollandaise, par conséquent dans une zone déclarée sûre à la navigation par le document du 4 février 1915 ». La presse allemande n'hésita même pas à insinuer que des sous-marins britanniques avaient été aperçus dans les parages peu de temps auparavant.

Le malheur, pour les Allemands, voulut que l'examen, minutieux, des embarcations et de l'équipage du *Tubantia*, révélât la présence d'un fragment métallique, qu'on put identifier comme une partie d'une chambre à air de torpille en bronze : elle avait été lancée par le sous-marin *UB-13*. Le gouvernement allemand persista à nier effrontément et à exprimer « la conviction absolue qu'aucun navire de guerre allemand n'avait coulé le *Tubantia*. »

L'affaire du *Sussex* eut un retentissement encore plus vaste. Le 24 mars 1916, le petit paquebot, appartenant à la Compagnie des Chemins de fer de l'État français, transportait trois cent trente-cinq passagers, dont vingt-cinq Américains, entre Folkestone et Boulogne, quand il sombra brusquement, engloutissant quatre-vingt-quinze personnes. Le navire n'était pas armé, de nombreux passagers avaient, comme dans le cas du *Tubantia*, remarqué le sillage d'une torpille.

L'enquête, au port, amena la découverte d'un grand nombre de fragments. Trois jours après, le Président Wilson pria l'Ambassadeur des États-Unis à Berlin, de demander immédiatement, au ministre allemand des Affaires étrangères, si c'était un sous-marin appartenant à l'Allemagne ou à ses Alliés qui avait coulé le *Sussex*.

Comme il était trop dangereux de nier franchement, le gouvernement de Berlin commença par rejeter la faute sur le commandant du sous-marin. « Il a eu, prétendit-il, la conviction absolue qu'il se trouvait en présence d'un mouilleur de mines anglais... L'explosion, particulièrement violente, fait conclure avec certitude, que de grandes quantités de munitions se trouvaient à bord. » Puis, s'enhardissant, semble-t-il, le gouvernement allemand allait jusqu'à prétendre que la perte du *Sussex* devait être attribuée à une autre cause qu'à l'attaque d'un sous-marin allemand, que toute cette mer « était rendue dangereuse par des mines flottantes et des mines qui n'avaient pas coulé ».

Bernstorff remit cette note, bourrée de mauvaises raisons, avec la plus extrême répugnance. « Wilson, écrivit-il à ce moment, crut y lire ouvertement le mensonge. Jamais document officiel ne s'était révélé plus funeste et plus malheureux. »

La réplique du Président fut, en effet, foudroyante :

Le gouvernement des État-Unis regrette de devoir déclarer que les explications et propositions de la note allemande du 10 avril lui ont donné l'impression que le gouvernement impérial n'a pas su mesurer le sérieux de la situation créée, non seulement, par l'attaque du *Sussex*, mais par le caractère même de la guerre sous-marine, telle qu'elle est conduite par les commandants des sous-marins allemands, qui détruisent tous les navires de commerce sans distinction de nationalité ou de destination... Bien que l'attaque du *Sussex* ne soit pas défendable et qu'elle ait provoqué de si tragiques pertes de vies humaines, ce qui en fait un des plus épouvantables exemples de la cruauté de la guerre sous-marine, telle que la pratiquent les commandants des bâtiments allemands, elle n'est malheureusement pas un cas isolé... et l'on s'aperçoit, chaque jour davantage, que le gouvernement impérial n'est pas parvenu à imposer à ses commandants de sous-marins les restrictions qu'il avait envisagées et promises... Le gouvernement des États-Unis a eu une attitude très patiente. Il est obligé de déclarer aujourd'hui au gouvernement impérial que l'emploi des sous-marins pour la destruction du commerce ennemi, est absolument inconciliable avec les principes d'humanité, les droits incontestables des neutres et les privilèges sacrés des non-combattants... A moins que le gouvernement impérial n'annonce immédiatement qu'il abandonne les méthodes de guerre actuelles, le gouvernement des États-Unis n'aura d'autre alternative que la rupture des relations diplomatiques avec l'Empire allemand.

L'Allemagne ne répondit, tout d'abord, que sur un ton évasif et même ironique :

« Le gouvernement allemand ne peut qu'exprimer, à nouveau, combien il regrette que les sentiments d'humanité dont témoigne le gouvernement des États-Unis à l'égard des malheureuses victimes de la guerre sous-marine, ne s'étendent pas avec une égale ferveur, aux nombreux millions d'hommes, femmes et enfants, qui, à s'en rapporter aux instructions avouées du gouvernement britannique, vont être affamés... Le gouvernement allemand, pas plus que son peuple, n'arrive pas à comprendre cette distinction... »

Cette attitude fut confirmée par l'ambassadeur Gerard, invité à rendre visite à l'Empereur à son quartier général. Le Chancelier, cauteleux, chercha à lui extorquer un engagement particulier contre l'Angleterre, pour prix de la renonciation à la guerre sous-marine. Falkenhayn l'évita. Le Kaiser discuta longuement avec lui sur la guerre sous-marine. Il déclara, crûment, que le sous-marin était une arme définitivement reconnue dans tous les pays. Pour lui, « une personne qui avait pris passage sur un navire marchand ennemi se trouvait dans la même situation que si elle voyageait en fourgon, derrière la ligne de feu : elle n'avait pas le droit de se plaindre s'il lui arrivait un accident ».

Quatre jours après cette importante audience, le gouvernement allemand, malgré tout, effrayé par l'attitude, si ferme de Wilson, annonça l'envoi de nouvelles instructions aux commandants de sous-marins. Mais il tentait, en même temps, d'amorcer la politique signalée par Gerard, à propos de ses conversations avec Bethmann. Il voulait faire, de cette concession, un objet de troc diplomatique, contraindre les États-Unis à obliger l'Angleterre à renoncer au blocus des Empires centraux.

Le gouvernement des États-Unis coupa court à cette tentative : « Cette nouvelle politique du gouvernement impérial écarte le principal danger d'une rupture des bonnes relations entre les États-Unis et l'Allemagne... »

Les ordres envoyés aux sous-mariniers allemands équivalaient, en fait, à une véritable capitulation. Le 25 avril, la Flotte de Haute Mer avait reçu la note suivante : « Nous devons faire la guerre au commerce, en nous conformant au

règlement sur les prises : arrêter en surface les navires, et, avant de les couler, examiner les papiers de bord, et faire débarquer le personnel. »

Wilson avait donc triomphé de Tirpitz, obligé Berlin à céder à l'ultimatum américain. Bethmann, bien conseillé par Bernstorff, avait, de son côté, su faire vibrer la corde sensible du Président américain, en lui parlant de l' « humanité » et de la « liberté des mers ». C'était le secret de cet homme généreux, idéaliste, qui rêvait d'apparaître, un jour, comme le médiateur et le fondateur de la paix universelle.

Mais l'opinion lui reprochait, de plus en plus, la mollesse de sa politique. House s'inquiéta de trouver les Alliés, qu'il sonda au cours de son voyage en Europe, de plus en plus conscients de leur force, depuis l'échec allemand à Verdun, et, même dans l'entourage de sir Edward Grey, de plus en plus éloignés de toute conception favorable à la « liberté des mers », bref, de toute solution favorable à une fin rapide des hostilités. Alors que les dirigeants politiques de la France et de l'Angleterre ne pensaient qu'à les couronner par une victoire décisive, Wilson et House songeaient déjà — sans vouloir le reconnaître vis-à-vis de l'Allemagne — à imposer à tous les belligérants, la paix qu'ils estimaient juste, « sans victoire », fondée sur la suppression de la guerre sous-marine, mais, en même temps, sur celle de l'hégémonie navale britannique.

Cependant, l'évolution de la guerre sous-marine avait entraîné Wilson, et le gouvernement américain, dans de dangereuses discussions avec l'Allemagne. Peu à peu, Wilson était sorti de son égoïsme sacré. Il avait pris conscience de la nécessité, où se trouvaient les États-Unis, de prendre une part active à la politique mondiale. L'idée de la Ligue des Nations faisait son chemin dans l'esprit du Président. Mais les élections approchaient. Il entendait être à tout prix réélu, sans avoir encore pris parti, et, en tous cas, rester « au-dessus de la mêlée ».

Ce n'est point ce que l'Europe en guerre attendait de lui. Toutefois, son attitude énergique dans la défense des intérêts américains avait eu, au moins, pour résultat une trêve dans la guerre sous-marine au commerce.

L'ordre du 25 avril, du Commandant en chef de la Flotte de Haute Mer allemande, adressé à tous les sous-marins à la mer : « Tous les sous-marins, y compris ceux de la côte ouest d'Angleterre, doivent rentrer. Ne torpillez qu'après avertissement », surprit les officiers allemands en pleine activité destructrice. Ils torpillaient, sans avertissement, tous les navires qui s'offraient à leur périscope, ennemis ou neutres. Le commandant de l'*U-66* note dans son journal : « Apercevons une fumée, nous marchons vers ce nuage : c'était un navire de commerce ennemi. Nous plongeons et préparons une attaque à la torpille. » En réalité, c'était un vapeur hollandais. En Méditerranée, l'ordre du commandant en chef n'empêcha pas le succès des sous-marins allemands de grandir constamment; le rendement atteignit, en août 1916, le chiffre considérable de cent quarante mille tonnes.

Le commandant en chef de la flotte, Scheer, protesta vivement contre la décision de l'Empereur. Selon lui, elle risquait de faire courir les plus grands risques aux sous-marins. Mieux valait, dans ces conditions, renoncer complètement à la guerre sous-marine au commerce. Les sous-mariniers commencèrent par approuver l'intransigeance de Scheer, puis les plus habiles et les plus entreprenants proposèrent, bientôt, des accommodements : arrêter les vapeurs ennemis à grande distance, s'en approcher en plongée, loger les équipages des navires détruits sur un vapeur d'accompagnement. Scheer n'admit pas ces suggestions.

Il insista, de plus en plus fortement, auprès de l'Empereur, pour être autorisé à mener, en liaison avec les sous-marins, de grandes opérations offensives avec la Flotte de Haute Mer. La Grande Flotte britannique, attirée hors de ses repaires de Scapa Flow et de la côte orientale d'Angleterre, viendrait donner dans les nids de sous-marins et les champs de mines, mouillés à l'avance, pour la détruire. Les sous-marins, postés au large des côtes britanniques, le renseigneraient exactement sur les mouvements des Anglais.

Le 16 et le 17 mai, ceux-ci découvrirent, en effet, la présence de neuf sous-marins allemands au large de leurs côtes. Mais le succès ne répondit nullement aux espoirs de Scheer. Le temps se gâta : il attendit, vainement, jusqu'au 30 mai.

A ce moment, les sous-marins qui avaient tenu leurs postes jusqu'à l'extrême limite de leur endurance, furent contraints de rallier leurs bases, et Scheer de renoncer à la grande opération qu'il avait projetée contre le Sunderland.

C'est alors qu'il se rabattit sur son plan de croisière lointaine, dans le Skagerrak; il comptait y intercepter, ou y détruire, des forces légères ennemies; et c'est ainsi qu'eut lieu, le 31 mai, la bataille du Jutland. Mais aucun sous-marin, anglais ou allemand, n'y participa. Les uns et les autres eussent-ils pu, d'ailleurs, y jouer un rôle important, suivre les escadres dans leurs rapides évolutions, distinguer ennemis et amis dans les nuages de brumasse ou de fumées, qui, en cette journée historique, recouvrirent la mer du Nord? C'est peu probable.

Au lendemain même de la bataille, Scheer essaya d'utiliser ses sous-marins. Tous ceux qui se trouvaient disponibles dans l'estuaire de l'Ems reçurent, le 31 mai, l'ordre d'appareiller vers le nord. Ils essayèrent de rechercher les navires britanniques avariés pour les achever. C'est ainsi que l'*U-46* réussit à rattraper le bâtiment de ligne *Marlborough*, torpillé pendant la bataille et qui se traînait lentement vers la Tyne, escorté par le croiseur léger *Fearless*. L'*U-46* lui décocha une torpille à trois mille mètres; le *Marlborough* l'évita. Le sous-marin allemand n'insista pas.

Les trois sous-marins *U-19*, *U-22* et *U-64*, qui devaient intercepter la Grande Flotte, à son retour, rebroussèrent chemin, le 2 juin, à cause du mauvais temps. Le seul succès remporté, à cette époque, par les sous-marins allemands, fut, le 5 juin, la destruction de l'*Hampshire*, au large de Marwick Head et de Brough of Birsay. Il coula avec presque tout son équipage sur des mines, mouillées par l'*U-75*. A son bord périt le glorieux Kitchener, l'organisateur de l'armée britannique, envoyé par son gouvernement à Arckhangel, pour stimuler, de ses conseils et de sa mâle résolution, le haut commandement russe, ébranlé par la défaite.

Instruit par l'expérience de la bataille du Jutland, Scheer, après le coup de fouet factice que son demi-succès avait donné à l'opinion allemande, avoua, loyalement à l'Empereur, dans le rapport qu'il lui adressa sur la bataille « que l'issue, même

heureuse, d'une bataille rangée, ne forcera pas, dans cette guerre, l'Angleterre, à s'incliner... » Cette constatation l'amenait à lui demander de revenir, sans hésiter, à la guerre sous-marine au commerce, interrompue dans le nord, presque complètement, depuis plusieurs mois.

Scheer insista, de nouveau, au cours d'une audience que lui accorda l'Empereur. Celui-ci, et son chef de Cabinet, von Müller, essayèrent encore de le calmer et de temporiser. « Nous avons dû, lui écrivit ce dernier, faire, tout en grinçant des dents, des concessions à l'Amérique et aux neutres... Le commandant en chef doit concilier le point de vue exclusif de la gent sous-marine avec les exigences, d'ordre politique et militaire, dont le chef d'État-Major général doit avoir le souci. » Mais, concluait von Müller, « je crois encore que l'on aboutira à une guerre sous-marine sans restrictions. Le conflit de l'Amérique et du Mexique, la colère croissante qu'excite chez les neutres le blocus anglais, les perspectives qui se confirment, de moissons abondantes, et — ce qui n'est pas le moins important — les victoires remportées sur les deux fronts, représentent des étapes qui nous conduiront à faire un tel usage des sous-marins, sans que cet usage implique une aventure politique trop risquée. »

L'Empereur, son cabinet naval et le Chancelier avaient à résister à un assaut d'une violence inouïe. Le 20 juin, le grand-amiral von Koester, prononçait à l'Assemblée générale du puissant *Flottenverein*, qui comptait plus d'un million de membres, un discours virulent contre « le défenseur de l'humanité et de la justice, M. Wilson, qui, seul, a rendu possible la continuation de la guerre en livrant des munitions à nos ennemis... » « Nous avons, s'écriait-il, la certitude qu'en employant le sous-marin sans restriction, nous frapperions l'ennemi au cœur, et cela, en un temps relativement court. »

Le Chancelier, par l'intermédiaire de von Jagow, et, à Washington, de Bernstorff, tenta d'obtenir de Wilson une action contre l'Angleterre; il déplorait sa « passivité » complète. En effet, le Président se refusait à la moindre démarche en faveur de la paix, avant sa réélection. Les partis pangermanistes, soutenus par la grosse majorité de l'opinion publique, se laissaient entraîner à une excitation frénétique contre le

Chancelier, contre l'Empereur, lui-même, apathique et désemparé, en faveur de la reprise de la guerre sous-marine.

Cependant, les Alliés agissaient comme les sous-mariniers allemands le prévoyaient et le redoutaient : ils travaillaient à perfectionner la défense contre les sous-marins.

Le point le plus sensible de tout le front maritime allié était la mer du Nord, la côte belge et le Pas de Calais. N'était-ce pas par les ports de la Manche que l'Angleterre envoyait sur le continent les renforts de l'armée Kitchener? n'était-ce pas par là aussi, qu'elle recevait une grande partie de ses approvisionnements? N'était-il pas à craindre que les sous-marins des Flandres, de plus en plus entreprenants et nombreux, ne réussissent à rendre les transports de troupes et le trafic presque impossibles, par leurs attaques directes, ou par les mines dont ils auraient infesté ces parages?

Aussi un service de draguage avait-il été organisé en décembre 1915. Le commandant en chef de la patrouille de Douvres, l'actif amiral Bacon, avait, en outre, préconisé l'adoption d'un vaste plan, comportant, à la fois, la pose de lignes de mines, de filets à mines, un barrage fixe, entre Folkestone et Gris-Nez, des patrouilles de chalutiers, de torpilleurs, la surveillance par sous-marins à l'affût.

Mais la plupart de ces moyens s'étaient révélés peu efficaces; les mines de mauvaise qualité. Le barrage fixe contre Folkestone et Gris-Nez fut rapidement démoli par la mer : il n'en restait plus rien au mois de mai. Seuls, les filets remorqués avaient donné satisfaction : chaque chalutier traînait une rangée de filets, liés bout à bout, sur lesquels des mines à contact électrique, étaient fixées, de distance en distance. Les chalutiers marchaient en groupes, escortés par des torpilleurs, qui obligeaient les sous-marins à naviguer en plongée. Pendant les mois d'avril et de mai, les sous-marins s'étaient pris neuf fois dans ces filets. Plusieurs avaient été avariés, deux détruits.

L'*UB-26*, en croisière devant Le Havre, dans la nuit du 4 au 5 avril, à quatre heures du matin, venait de lancer, sans succès, une torpille contre un vapeur anglais. Tous les bâtiments de surveillance accoururent. Le sous-marin se prit dans les filets de l'un d'eux, munis de bouées à phosphore de

calcium. Attiré par la lueur, le torpilleur *Trombe* laissa tomber trois grenades au-dessus des filets. Le sous-marin émergea; son équipage, grimpé sur le pont, demanda grâce sous le feu. Il fut fait prisonnier. Le sous-marin, échoué sur petits fonds, fut peu après relevé, réparé, et mis en service dans notre flotte sous le nom de *Roland Morillot*.

En présence de l'insuffisance des moyens jusqu'ici essayés, l'amiral Bacon conçut le projet d'embouteiller complètement les ports d'Ostende et Zeebrugge. Un barrage devait être constitué par deux lignes de mines profondes et de filets à mines, tendus, sur une longueur de trente-cinq milles, en arc de cercle, entre la Panne et la limite des eaux territoriales hollandaises, et, à l'extérieur, jalonné par une ligne de bouées lumineuses. Deux monitors, deux canonnières, dix destroyers veilleraient, nuit et jour, le long du barrage, avec le concours des forces britanniques de Harwich. Malheureusement, ce barrage était trop éloigné des bases anglaises; il exigeait la continuelle présence de forces considérables en unités légères, dont le commandant en chef de la Grande Flotte, déclarait ne pouvoir se passer.

Les Allemands ne tardèrent pas à s'en apercevoir. Le jour même où le barrage fut mouillé, l'*UB-10* s'y empêtra et mit huit heures à se dégager. Les Allemands détruisirent le barrage, par bribes, en coupant les filets et en draguant les mines.

Au début du mois de septembre 1916, l'infatigable amiral Bacon imagina, non plus de bloquer l'ennemi, mais de protéger le trafic allié derrière un barrage qui le mettrait à l'abri des incursions sous-marines. Dans les intervalles des bouées lumineuses, furent tendues, entre Goodwin Sands et le Dyck, des lignes de filets de cinq cents mètres; elles furent complétées par des mines profondes. Peine encore perdue. Les bouées lumineuses servaient de repères aux Allemands, qui mouillèrent des mines à l'intérieur même du barrage : elles causèrent la perte de deux destroyers britanniques.

Les sous-marins des Flandres et de l'Ems continuaient à franchir le Détroit. C'était, pour des jeunes commandants de sous-marins et risque-tout, devenu une manière de sport. Ils préféraient utiliser la marée basse; les mines étaient plus visibles. Souvent, ils se posaient sur le fond pour y

attendre, silencieusement, le moment favorable. Il arriva parfois que des morceaux de filets restassent accrochés à la coque, ou à l'hélice, et qu'ils eussent à manœuvrer, pendant des heures entières, à reculons, pour s'en dégager. La flottille des Flandres possédait de véritables virtuoses du passage du Détroit, tel que ce Losz, qui prétendait passer toujours en surface, sous prétexte que les patrouilleurs sont des aveugles. Mais, un jour, son sous-marin, l'*U-57* ne rentra pas à Zeebrugge; touché par une mine, il sombra, au large, avec tout son équipage.

Les moyens mis en œuvre par les Alliés ne cessèrent de se développer. Français et Anglais unirent fraternellement leurs efforts. A Dunkerque, l'amiral Ronarc'h commandait une véritable flotte : dix-sept torpilleurs, cinquante-sept chalutiers. De l'autre côté de l'eau, l'amiral Bacon avait sous ses ordres deux yachts, dix-huit chalutiers, cent trente drifters, soixante-dix dragueurs, vingt-quatre vedettes.

Malgré tout, l'avantage restait à l'assaillant, maître de choisir son moment. Dans la nuit du 26 au 27 octobre, une flottille de torpilleurs allemands réussit à franchir le barrage de Goodwin-Dyck, coula plusieurs chalutiers anglais et deux patrouilleurs français. Il est heureux que les forces légères allemandes n'aient pas possédé plus d'esprit offensif, et n'aient pas multiplié ces raids. Il eût fallu renforcer encore la patrouille de Douvres, au détriment de la Grande Flotte.

Sur tout le front sous-marin, les Alliés se cantonnaient dans une défensive assez désordonnée. Sans doute, les patrouilleurs, les escadrilles d'avions étaient-ils de plus en plus nombreux et actifs, aux abords des ports anglais et français. Mais ils étaient contraints de se disperser sur d'immenses étendues d'eau, et n'étaient que rarement à temps sur le point qu'il fallait protéger. Les Amirautés alliées s'avisèrent alors d'une autre méthode. Elles concentrèrent leurs patrouilles, au lieu de les disséminer. Mais c'était, en même temps, rabattre les navires marchands, comme en des chasses réservées : les sous-marins en faisaient un facile carnage.

Alors fut élaboré un vaste système de routes côtières : routes du commerce français, du *Western trade*, de l'*Atlantic trade*. Elles étaient fractionnées en sections : on pouvait, ins-

tantanément, les fermer au trafic, les déplacer. Sur la route de l'Atlantique, chaque navire était, dès qu'il gagnait le large, muni d'un itinéraire particulier. Les bateaux qui rentraient en Europe étaient orientés vers les secteurs d'approche, qui étaient comme les voies d'accès du trafic maritime.

Cette organisation fut encore vigoureusement perfectionnée pendant les derniers mois de 1916. Le principal instrument de contre-attaque sous-marine resta le bateau-piège. A la fin de cette année, la marine anglaise en posséda jusqu'à quarante-sept en opérations. Mais les commandants de sous-marins allemands, échaudés l'année précédente, et rendus fort méfiants, se risquaient de moins en moins fréquemment à portée de leurs dangereux ennemis.

Cependant, la guerre sous-marine purement militaire, préconisée par Scheer, à défaut de guerre au commerce que le Chancelier et ses partisans réussirent à éviter pendant quelque temps encore, était menée avec énergie par les Allemands : elle n'aboutit point à des résultats décisifs.

Malgré l'échec de son plan stratégique au Jutland, Scheer n'avait pas renoncé à bombarder le Sunderland, ni à attirer la Grande Flotte dans un piège. Pendant la nuit du 19 août, cinq sous-marins occupèrent, sur son ordre, une ligne dans le nord-est de Blyth, une autre, au large de Flamborough. Quatre unités se postèrent devant le Swarte Bank, cinq devant Terschelling, et cinq devant Heligoland.

Les sous-marins n'étaient plus, cette fois, disposés en arc de cercle, mais en ligne droite. Huit zeppelins devaient survoler la Flotte de Haute Mer. Celle-ci prit, en effet, la mer. Mais le merveilleux système anglais d'espionnage et de cryptographie fonctionna, avec un succès parfait. Scheer fut prévenu, à temps, que six sous-marins britanniques avaient été découverts en mer du Nord, que d'autres étaient, probablement, sortis. Un sous-marin britannique, le *E-23*, signala la présence de la Flotte de Haute Mer, et réussit à placer une torpille sur le bâtiment de ligne allemand *Westphalen*.

Le lendemain matin, 19 août, à sept heures, l'écran de croiseurs légers de l'escadre des croiseurs de bataille anglaise passa sur la ligne des sous-marins allemands, postés devant Blyth. Le croiseur léger anglais *Nottingham* fut touché par

trois torpilles de l'*U-52*, et coula trois heures plus tard. Mais le zeppelin *L-13* donna à Scheer un renseignement faux, qui lui fit compromettre toute sa manœuvre. Il confondit la force des bâtiments légers de Harwich avec une grande flotte composée de bâtiments de ligne, de croiseurs, de croiseurs légers, de seize destroyers. Scheer essaya de la couper de sa base : pendant ce temps, il manqua la Grande Flotte britannique, à trente milles de là.

Celle-ci, ayant perdu tout espoir de rencontre, mit le cap au nord quand, à quatre heures quinze de l'après-midi, la troisième escadre des croiseurs légers passa au large de Flamborough Head; le *U-66* atteignit, de ses torpilles, le croiseur léger *Falmouth*, à l'avant et à l'arrière. Mais grâce à leurs grenades sous-marines, les patrouilleurs britanniques empêchèrent le sous-marin allemand d'achever sa victime, qui poursuivit sa route, à six nœuds. Malgré un écran de huit torpilleurs, l'*U-63* réussit, le lendemain, à lui lâcher encore deux torpilles : le croiseur anglais finit par couler, huit heures plus tard.

La stratégie sous-marine de Scheer avait donc recueilli des succès appréciables. Grâce à ses sous-marins, il avait pu deviner les mouvements des escadres britanniques, mouiller des champs de mines devant la Tyne, la Humber et au Dogger Bank; enfin, il avait fait subir des pertes assez cuisantes à son adversaire.

Le commandant en chef de la Grande Flotte, et les Lords de l'Amirauté se cantonnèrent dans la stratégie d'abstention qui avait dominé toutes leurs conceptions à la bataille du Jutland. Jellicoe traça, sur la carte de la mer du Nord, une ligne, au delà de laquelle il fallait s'attendre à heurter des mines ou à rencontrer des sous-marins : elle était située par 55° 30′ de latitude nord. Toute la zone qui s'étendait au sud était tenue pour dangereuse. Le commandant en chef britannique partagea la zone méridionale de la mer du Nord, en deux moitiés, est et ouest, le long du quatrième méridien de Greenwich. La Grande Flotte n'avait le droit que de s'avancer exceptionnellement dans la partie sud-est, qui comprenait la Baie allemande et ses accès. Quant à la dernière zone, — la partie ouest — Jellicoe ne songeait à y risquer la Grande

Flotte que si elle était minutieusement protégée par des torpilleurs. Mais la chasse aux sous-marins et les patrouilles en absorbaient un nombre considérable. C'était là une des préoccupations les plus graves de l'Amirauté anglaise, que la pénurie de ces petits bâtiments, si indispensables, à la fois contre le sous-marin, et pour la défense des escadres.

A cet égard, l'emploi du sous-marin contre les forces de haute mer britanniques n'avait pas complètement échoué. Il avait considérablement gêné les mouvements du commandant en chef britannique, obsédé, dès le début de la guerre, par le cauchemar sous-marin. Mais il était loin de pouvoir délivrer les Empires centraux des difficultés mortelles dans lesquelles ils se débattaient.

Les offensives de la Somme, de l'Isonzo, de Salonique, l'entrée en guerre de la Roumanie, les avait encore multipliées. Bethmann-Hollweg n'hésitait pas, le 2 septembre, à prier Bernstorff de sonder le gouvernement américain sur le succès que pourrait avoir une médiation pacifique de Wilson, obtenue au prix d'un rétablissement conditionnel de la Belgique. L'Ambassadeur répondit, quelques jours plus tard, que l'opinion publique américaine était, unanimement, convertie au principe du rétablissement de la Belgique. Une fois de plus, et solennellement, il mettait son gouvernement en garde contre l'illusion qui consisterait à obtenir la paix, au moyen de la guerre sous-marine sans merci : celle-ci ne pouvait que jeter les États-Unis dans la guerre, et ceci, quel que fût le résultat des élections présidentielles.

La croisière de l'*U-53*, envoyé le 11 septembre sur les côtes des États-Unis pour protéger le sous-marin commercial *Bremen*, aboutit à un échec politique. Bernstorff la déclara « tout à fait indésirable » et « sans aucune valeur militaire ».

Les voyages du premier sous-marin commercial, l'*U-Deutschland*, avaient, pourtant, soulevé une sensation profonde, et, dans l'ensemble, un écho assez sympathique, dans l'opinion publique américaine. Les Allemands, toujours dévorés de nouvelles et ambitieuses espérances, avaient cru briser le blocus britannique par le sous-marin commercial. Une « Société Océanique d'armement » s'était fondée à Brême, en octobre 1915, avec le concours du *Norddeutscher Lloyd* et

de la *Deutsche Bank*. La construction de deux sous-marins d'un type original, uniquement destiné au trafic commercial, avait été aussitôt entreprise aux chantiers *Germania* de Kiel. Ils déplaçaient deux mille tonnes, naviguaient sans armes, battaient pavillon marchand allemand, surmonté des couleurs blanches et rouges, de Brême. L'équipage se composait de vingt-neuf marins, tous civils.

La première cargaison rapportée des États-Unis par le *Deutschland* provenait des industries allemandes les plus étroitement jugulées par le blocus britannique; elle comportait notamment, soixante-quinze mille kilogrammes de teintures et de produits chimiques.

Le *Deutschland* avait quitté sa ville natale le 14 juin, et, le 23, Héligoland. La traversée s'était effectuée dans le plus grand calme; quatre-vingt-dix milles seulement avaient été parcourus en plongée, le reste, directement, de la Manche à Hampton Roads, sans toucher les Açores. Le sous-marin n'avait consommé que la moitié de son approvisionnement en mazout — quatre-vingt-dix tonnes; son équipage avait bercé sa monotone, mais paisible traversée, avec la musique des disques de *Peer Gynt*.

Le 9 juillet, le transport sous-marin arriva à Baltimore. Les milieux pro-germains l'accueillirent avec enthousiasme. La propagande se déchaîna. C'était, à l'entendre, la fin du « blocus de papier » de l'Angleterre ; on avait enfin trouvé « la clé du carcan qu'on voulait passer à l'Allemagne ».

D'autres unités suivraient bientôt. Les médicaments allemands guériraient les cas de cérébro-spinale qui sévissaient à New-York. De riches Germano-Américains offrirent jusqu'à cinquante mille dollars pour faire la traversée.

Le jour de l'arrivée, — un dimanche, — les journaux publièrent des éditions spéciales. Le soir, le maire offrit un grand banquet à l'état-major et à l'équipage de cet original navire de commerce. La musique joua le *Wacht am Rhein*; tout se passa comme au bon vieux temps, avant la guerre...

Quant au *Bremen*, du même type, il n'atteignit jamais sa destination. Un croiseur auxiliaire de la 10e escadre britannique prétendit avoir éperonné un lourd sous-marin, à trois cents milles, au sud de l'Islande. Mais la croisière de guerre,

celle-ci ,de l'*U-53* entreprise pour soutenir le *Bremen*, sur les côtes américaines, détruisit le bon effet, sportif, de la traversée des deux sous-marins commerciaux.

Sa croisière fut une belle performance nautique. Quatre de ses ballasts avaient été transformés en soutes, pour augmenter son rayon d'action. Parti de Héligoland, le 17 septembre, il suivit l'arc du grand cercle jusqu'au banc de Terre-Neuve, et le 7 octobre, arriva à Long Island. Le sous-marin allemand entra à New-York, escorté par un sous-marin américain, fit ses visites officielles, et fut correctement, presque cordialement accueilli. Il quitta le port dans les délais réglementaires, et, à peine sorti des eaux territoriales, coula sept vapeurs, sous les yeux des équipages des destroyers américains, qui assistaient, impuissants, à ce facile massacre. Le taux des assurances maritimes monta, aussitôt, vertigineusement, sur le marché américain, au grand détriment de l'Entente. Wilson ne cacha pas son mécontentement à Bernstorff. Il craignit que la performance de l'*U-53* ne fût suivie de beaucoup d'autres. Il supporta avec peine l'affront subi par les États-Unis quand, à quelques milles de leurs côtes, deux cargos neutres et un paquebot canadien avaient été coulés, alors qu'ils se rendaient dans des ports américains.

Les succès escomptés des deux sous-marins commerciaux ne pouvaient exercer, du reste, qu'une influence absolument négligeable sur le cours de la guerre. Le *Bremen* se perdit; le *Deutschland* ne renouvela pas son exploit. Le gouvernement britannique tint d'ailleurs à bien spécifier auprès du gouvernement américain que les sous-marins dits commerciaux devaient tomber sous le coup des mêmes restrictions que les sous-marins de guerre, car, de la même façon, ils échappaient à toute surveillance, et ils pouvaient se transformer aisément en instruments de combat.

Ce nouvel effort de l'Allemagne pour briser le cercle de fer qui l'étouffait, ne fut donc pas couronné de succès.

VII

LE TOURNANT

L'automne de 1916 marque un tournant dans l'histoire, politique et militaire de la guerre sous-marine. A la suite de l'entrée en guerre de la Roumanie, le besoin d'une direction plus ferme des opérations s'était imposé. Falkenhayn fut remplacé au commandement suprême par le duumvirat Hindenburg-Ludendorff, qui avait sauvé la Prusse de l'invasion russe grâce à la victoire des lacs de Masurie.

La question de la guerre sous-marine à outrance fut, de nouveau, posée. Le 3 septembre 1916, un grand conseil de guerre se tint à Pless. Le chancelier Bethmann-Hollweg, Ludendorff, l'amiral von Holtzendorff, chef d'État-Major général de la Marine, le secrétaire d'État à la Marine, von Capelle, celui aux Affaires étrangères von Jagow, le secrétaire d'État Helfferich, le ministre de la Guerre, y assistèrent. Tous furent d'avis de différer, provisoirement, toute décision à l'égard de la guerre sous-marine et d'attendre que la situation se fût éclaircie.

En attendant, la lutte se poursuivit, acharnée, entre les marins et les diplomates.

Les marins gagnèrent à leurs vues le chef d'État-Major général Ludendorff. Ils le convertirent au principe de la guerre sous-marine sans restriction. Cette politique de violence triompha. Elle vint, pendant tout l'été, heurter les tendances profondes de la politique et de l'opinion américaines. Elle les entraîna dans le courant universel qui déferla contre le front des Empires centraux, le creva, et le submergea. Elle était d'autant plus inopportune, et funeste, que Wilson, une fois le cas du *Sussex* réglé, s'était de plus en plus profondément enfoncé dans ses méditations, d'où avait enfin jailli un plan cohérent de pacification internationale, au moyen de la Ligue des Nations. Celle-ci paraissait, à la fois, devoir satisfaire ses aspirations généreuses et assurer sa réélection.

Bernstorff essaya, pendant tout l'été, de faire comprendre son attitude aux dirigeants berlinois.

Toutefois, Wilson renonça, provisoirement, au début de septembre, à ses projets de médiation : l'entrée en guerre de la Roumanie lui paraissait avoir raffermi l'Entente, et la rendre rétive à toute négociation. L'Allemagne avait pourtant besoin de l'intervention présidentielle. Bethmann-Hollweg ne se faisait plus d'illusions sur ses chances de victoire, et même sur les promesses de la marine, au sujet de la guerre sous-marine. Il envoya, le 26 septembre, un télégramme chiffré à Bernstorff : « La marine impériale se promet, par l'engagement sans restriction d'un plus grand nombre de sous-marins, et en présence de la situation économique de l'Angleterre, un succès rapide, qui inclinerait à la paix l'Angleterre, notre principale ennemie... à moins que le président Wilson ne fasse une proposition de médiation, qui amènerait, rapidement, une paix préliminaire : une attente plus longue aggraverait la situation militaire de l'Allemagne. » Bernstorff répondit aussitôt : « Le Président est singulièrement fort. Si la guerre sous-marine est véritablement inévitable, je conseille instamment de la différer, au moins jusqu'après les élections américaines. »

Cependant, l'Amirauté allemande multiplia ses démarches, de plus en plus instantes, auprès de l'Empereur, et de son entourage pour lui imposer la guerre sous-marine totale.

Encouragés par leurs chefs, et, en sous main, par Tirpitz lui-même, les commandants de sous-marins insistent sur l'impossibilité où les restrictions les ont mis de remplir leur mission : « En quarante et une occasions, écrivait l'un d'eux, je me suis trouvé à portée de lancement. Je n'ai jamais lancé ma torpille, parce que, pour aucun de ces vapeurs, je n'ai pu acquérir la certitude qu'il effectuait un transport de troupes... »

Les partis de droite propageaient ces idées et attisaient la haine contre l'Angleterre. « Contre ce fauve, s'écriaient les agitateurs, il ne saurait être question d'humanité; il faut écraser l'Angleterre à jamais, ou périr. Nous avons un moyen sûr de triompher. Tirpitz, Kœster, Zeppelin, Bülow, nous en ont garanti l'efficacité absolue : c'est la guerre sous-marine, sans limites et sans merci. »

Cependant, le haut commandement militaire, absorbé par la préparation de son offensive contre la Roumanie, contraint de tenir ferme sur les autres parties du front, ne se

souciait pas encore de voir, par le déclenchement de la guerre sous-marine sans restriction, surgir de nouvelles difficultés internationales.

Le 16 octobre, Hindenburg pria le Reichstag de renoncer, pour le moment, — ajoutait-il, il est vrai, — à toute idée de renforcement de la guerre sous-marine. Le Chancelier, fort de l'appui de sa majorité sur cette question, étayé par les nationaux et le centre, s'abritait, tout heureux, derrière le haut commandement militaire, dont il faisait, ainsi, l'arbitre suprême en cette scabreuse question.

Mais celui-ci était loin d'être, lui-même, hostile à l'intensification éventuelle de la guerre sous-marine. En attendant, il laissait le commandement naval multiplier les croisières lointaines : aux États-Unis, où celle de l'*U-53* faisait, nous l'avons vu, si fâcheuse impression, et sur la côte mourmane, où des sous-marins furent, au milieu de septembre, envoyés sur l'ordre personnel de l'Empereur, mais pour pratiquer la guerre au commerce, selon les règles de l'Ordonnance sur les Prises.

Du 26 septembre au 2 novembre, les quatre sous-marins *U-43*, *U-46*, *U-48* et *U-56* croisèrent entre le cap Nord et l'entrée de Mourmansk. Dans la première semaine, ils coulèrent quatorze navires pendant toute la campagne. Les Russes ripostèrent par une sortie de torpilleurs, au cours de laquelle l'*U-56* fut coulé.

Pour donner satisfaction à ses marins, sans pourtant se brouiller avec les États-Unis, le Kaiser permit au commandement naval, à partir du 15 octobre, de faire prendre la mer au plus grand nombre possible d'unités. Mais la plus stricte prudence continuait à être recommandée vis-à-vis des neutres, et, surtout, des Américains.

Le 3 novembre, l'autorisation fut accordée au commandant de la flottille des Flandres de couler, sans avertissement, les navires mouillés sur rade des ports qualifiés de « places fortes » : Cherbourg, le Havre, Boulogne, Calais; mais les paquebots et les navires-hôpitaux devaient être épargnés.

Le commandant en chef de la Flotte se rendit lui-même alors au Quartier Général et obient de l'Empereur des instructions encore plus rigoureuses. Le 2 décembre, celui-ci autorisa la

destruction, sans formalité, de tout navire qui aurait attaqué un sous-marin.

La flottille des Flandres profita de ces énergiques prescriptions pour se signaler par son activité destructrice. Ses petits bâtiments s'avancèrent jusqu'au canal de Bristol, au sud de l'Irlande, et, dans l'Océan, à cent milles d'Ouessant. Grâce au nouveau canon de 88 millimètres, dont ils étaient dotés, — qui remplaçait le petit canon de 50 millimètres — ils pouvaient arraisonner les navires de très loin, éviter les ripostes; à la torpille ils préféraient la bombe; ils mouillèrent leurs mines sur trente-deux points différents.

Ils agissaient d'ailleurs correctement, faisaient évacuer les bateaux avant de les détruire, remorquaient les canots jusqu'en vue des côtes, ou embarquaient le personnel sur des navires neutres.

Parfois, des combats acharnés s'engagèrent : tel, celui où l'*UB-39*, en croisière dans la Manche, détruisit le petit vapeur français armé *Saint-Philippe*. Le commandant du sous-marin avait pu se poster le dos au soleil. Seul, le kiosque émergeait; les pointeurs tiraient avec de l'eau jusqu'aux mollets. Leur tir, de plus en plus précis, coupa le mât du *Saint-Philippe*, qui tomba sur les servants, et démantela le canon. Les éclats d'obus massacrèrent un canonnier et sept hommes d'équipage. Le capitaine fit évacuer ses hommes sous le bombardement. Appelé à bord, on menaça de le fusiller; son canot, remorqué par le sous-marin, fut, par représailles, abandonné, seul, en pleine mer, dans la nuit.

Les jours suivants, l'*U-39* coula, entre autres bâtiments, les goélettes françaises *Jeanne-d'Arc* et *Primevère*. Comme le canot de celle-ci s'était crevé en accostant le sous-marin, ses hommes furent gardés à bord, pendant deux jours; ils partagèrent avec l'équipage allemand les menus fabriqués avec les vivres trouvés sur la *Primevère*. Le surlendemain, ils furent confiés à un vapeur danois. Sur le chemin du retour, au large des Sept-Iles, ce fut une véritable hécatombe de vapeurs danois et norvégiens, qui ralliaient des ports français. L'*U-39* regagna sa base le 11 décembre.

Malgré l'observation assez stricte, dans l'ensemble, des règles de la guerre de prises par les Allemands, les pertes des Alliés ne

cessaient de croître. Les mines pullulaient dans les parages jusque-là les plus libres : le 2 novembre, le steamer *Kilvinia*, de cinq mille tonnes, en toucha une dans le canal de Bristol et coula. La zone dangereuse s'étendait jusqu'au sud de l'Irlande. En 1916, les *UC* mouillèrent, à eux seuls, deux cents douze mines au large de Douvres, cent au large de Dunkerque, cent au large de Calais, soixante au large de Boulogne.

Les neutres n'étaient pas les moins atteints. Au cours du mois d'octobre, les Norvégiens perdirent le total impressionnant de cent soixante-trois vapeurs : quatre-vingt-dix-sept sans avertissement, quarante-cinq détruits sur des mines, vingt et un par la mine ou la torpille.

La situation apparut si dangereuse au gouvernement britannique que, au mois de novembre, sir John Jellicoe fut prié de quitter le commandement de la Grande Flotte, d'assumer le poste de Premier Lord Naval, et de consacrer toute son énergie et ses facultés d'organisateur à la lutte contre les sous-marins allemands.

Malgré les efforts des sous-marins allemands dans la mer du Nord et les eaux méridionales de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, les résultats obtenus par eux, si inquiétants fussent-ils pour les Alliés, étaient loin d'égaler ceux obtenus en Méditerranée. Cette mer restait vraiment le paradis pour les sous-marins. Les Allemands comprirent vite le parti qu'ils pouvaient tirer des avantages qu'y offraient le temps généralement calme et la bonne visibilité, et, surtout, le manque d'organisation des Alliés.

EDMOND DELAGE

(*A suivre.*)

LES COLLECTIONS DE SCULPTURES MODERNES DU MUSÉE DU LOUVRE

On sait que le Museum central des arts s'ouvrit au Louvre en 1793; dès l'ancien régime, les collections de peintures qui y figurèrent avaient commencé de prendre corps; des inventaires des tableaux anciens appartenant à la Monarchie avaient été dressés; une réunion partielle de ces collections royales avait même été présentée au public au Luxembourg en 1750. Un peu plus tard, un projet de Museum avait été élaboré par le comte d'Angiviller. Les collections d'antiques, d'autre part, commençaient à se grouper et à s'organiser au Louvre dans la salle des Cent Suisses, ou des Cariatides. Mais rien de pareil ne paraît avoir été réalisé avant la Révolution pour les sculptures modernes.

Dès le XVIIIe siècle cependant, la salle des Antiques abritait un certain nombre de morceaux appartenant à la Monarchie, débris d'anciens chantiers royaux abandonnés, comme celui de la chapelle des Valois à Saint-Denis, ou de monuments disparus, comme l'église des Quinze-Vingts du faubourg Saint-Honoré, commandes des *Bâtiments du roi* inutilisées, statues de grands hommes en particulier destinées à la galerie du Museum. Le *Guide du Voyageur* de Thiéry de 1787 en donne l'énumération et désigne Pajou comme garde de cette amorce de galerie moderne; un inventaire assez complet en

fut dressé le 24 octobre 1792 par ordre de la Commission des Monuments.

D'autre part, dans un autre coin du Louvre, vers la galerie d'Apollon étaient rassemblés jusqu'en 1793 dans les locaux affectés à l'Académie royale de peinture et de sculpture les morceaux de réception des académiciens et les œuvres diverses appartenant à l'Académie; un inventaire de l'an II nous en a conservé la description[1]. Mais de tout cela rien ne demeura au Louvre lors de l'ouverture du Muséum. Les sculptures de l'Académie furent presque toutes envoyées à Versailles au *Musée spécial de l'Ecole française*[2], projeté dès 1793, ouvert en 1797 pour meubler le palais désert. Quant aux morceaux de la salle des Cariatides, ils passèrent pour partie soit au dépôt de Nesle où affluaient les saisies opérées chez les émigrés, dans les églises et les couvents fermés, soit à celui des Petits-Augustins qu'Alexandre Lenoir allait bientôt obtenir du Ministre Benezech de transformer en Musée des Monuments français (28 fructidor an IV)[3]. Ces deux musées révolutionnaires qui n'eurent qu'une existence éphémère, sont les véritables origines de notre musée de la sculpture moderne.

Celui de Versailles végéta : dès l'Empire, dès que Napoléon conçut le projet d'installer le siège de sa monarchie nouvelle dans le palais de Louis XIV, la dispersion commença. On sait au contraire la fortune singulière et prolongée de celui des Petits-Augustins, grâce à l'activité déployée par Lenoir et malgré les attaques dont il fut l'objet; on sait les heureux sauvetages qu'il permit; on a dit son influence sur le goût public et le développement des études historiques. Bien des œuvres précieuses avaient péri martelées dans les journées révolutionnaires, envoyées à la fonte sur réquisition des commissaires des assemblées, ou vendues à l'encan dans les dépôts. Mais, réservant légalement, se faisant attribuer officieusement, rachetant aux marbriers et aux démolisseurs quand il

1. André Fontaine, *Les collections de l'ancienne académie de peinture et de sculpture*, Paris, 1910.

2. Dutilleux, *Le Musée spécial de l'École française de Versailles*. Réunions des Sociétés des Beaux-Arts des départements 1886 et 1895.

3. Courajod, *Alexandre Lenoir, son journal et le Musée des Monuments français*, Paris 1878-1887.

ne pouvait faire autrement, Lenoir avait réuni une collection incomparable. Toutefois la dispersion en était presque fatale : lorsque les Bourbons rentrèrent, on dut restituer aux familles des anciens émigrés les monuments de leurs ancêtres et remeubler la nécropole royale de Saint-Denis. Nombre de morceaux religieux avaient été déjà attribués aux églises rouvertes par le Concordat; les principales pièces historiques, les tombeaux royaux, allaient disparaître après l'ordonnance de 1816. Mais il restait encore bien des fragments précieux et, si on avait su à ce moment les ménager et les utiliser, la création du futur musée de la sculpture française du Moyen âge, de la Renaissance et des Temps modernes, dont l'avenir était au Louvre, en eût été singulièrement avancée.

Sous la Révolution et sous l'Empire, le Musée du Louvre s'était presque exclusivement consacré aux collections de peintures et aux collections de sculptures antiques. Alexandre Lenoir lui avait transmis à diverses reprises des morceaux de sculpture gréco-romaine qui lui étaient tombés entre les mains. Il lui avait transmis également, exception unique, en 1794, les *Esclaves*, de Michel-Ange, qu'il avait recueillis dans l'Hôtel Richelieu à Paris et qui furent exposés un temps dans la galerie d'Apollon.

Après 1815, une fois les chefs-d'œuvre de la peinture italienne et flamande repartis vers leur lieu d'origine, on se préoccupa au Louvre de créer des galeries de peinture française et, pour tenir lieu des Antiques restitués, on songea aussi à constituer une galerie de l'École française de sculpture[1]. Nous en avons le témoignage dans une lettre du 23 novembre 1816, adressée par le comte de Forbin, directeur général des Musées royaux, au comte de Pradel, directeur général de la Maison du Roi, et cette lettre contient un hommage frappant autant qu'inattendu à « M. Lenoir dont le zèle a sauvé de la destruction pendant les jours les plus orageux de la Révolution, une foule de chefs-d'œuvre, d'autant plus précieux qu'ils sont en grande partie nationaux et forment, si je puis m'exprimer ainsi, *un cours vivant de sculpture française* depuis les premiers

1. Courajod, *Histoire du département de la sculpture moderne au Musée du Louvre* (1815-1871), Paris 1894.

âges de la monarchie ». La déclaration est à retenir comme épigraphe en quelque sorte du nouveau département qui allait s'ouvrir; elle relie heureusement l'effort de Lenoir à celui de ses successeurs, qui allaient, lentement d'abord et timidement, puis consciemment et ardemment, essayer de continuer son œuvre.

Mais, en novembre 1816, le Musée des Monuments français existait encore intact; de plus, si le comte de Forbin n'hésitait pas, dans sa correspondance officielle, à parler des « premiers âges de la monarchie », le temps n'était pas encore venu, où l'on pût faire place au Louvre à la sculpture du Moyen âge; l'esprit classique et académique y dominait encore et ce que le directeur des Musées réclamait, c'était simplement la *Diane* d'Anet, exposée aux intempéries dans le jardin Élysée de Lenoir et que l'on jugeait digne d'être mise à l'abri.

Quelques mois plus tard, 23 janvier 1817, le sort du Musée de Lenoir est réglé. L'Académie des Beaux-Arts va occuper les bâtiments des Petits-Augustins pour y installer son enseignement; les collections vont être dispersées. Le directeur des Musées royaux continue alors ses revendications, en concurrence avec la Ville de Paris, l'église de Saint-Denis et les particuliers. Il réclame d'abord, outre la *Diane*, les *Trois Grâces* de Pilon, la colonne du cardinal de Bourbon, l'Henri IV de Francheville, le Monument du Pont-au-Change et la cheminée de Villeroy. On lui donna davantage; car, en juin 1818, une liste d'objets accordés compte 49 numéros; mais seuls, toujours, les monuments de la Renaissance et du XVIIe siècle sont jugés dignes du Louvre.

« On s'occupe en ce moment avec activité, dit une des lettres officielles, d'établir au Louvre des salles consacrées à la sculpture moderne. » Le conservateur compétent était alors l'archéologue Visconti, chargé de la sculpture antique, qui mourut cette année-là même, 1818; il devait avoir comme successeur jusqu'en 1847, le comte de Clarac. Quant à l'architecte qui dirigeait les travaux, c'était évidemment Fontaine, qui continuait dans le palais du Louvre les aménagements impériaux et qui reçut mission de préparer pour la sculpture moderne les salles du rez-de-chaussée situées entre le pavillon de l'Horloge et le pavillon de Beauvais. A l'origine, les plans

de Lemercier semblaient avoir prévu à cet endroit de grandes salles, dont une salle du Conseil, qui eussent fait pendant à la salle des Cariatides et au Tribunal. Mais les aménagements de la fin du XVIIe siècle avaient morcelé ce plan : les salles en question furent affectées vers 1675 à l'Académie française et à l'Académie des Inscriptions. Dans la salle Coustou actuelle, on installa la salle des séances de l'Académie française, dans la salle Coysevox, celle de l'Académie des Inscriptions et dans la salle Puget, qui était coupée au tiers par un mur, une antichambre et diverses pièces de service. La salle Houdon, isolée du reste, et formant, d'après les plans, comme une espèce de vestibule à colonnes servait peut-être d'entrée, ouverte sur la cour, pour accéder au pavillon de Beauvais; le rez-de-chaussée de ce dernier (la salle Chaudet actuelle) dut être déblayé par Fontaine et occupé aussi par le Musée. L'ensemble formait cinq grandes salles communiquant par de larges baies, qui furent aérées, sobrement décorées, pavées de marbre, dans un esprit de simplicité et de grandeur où s'unissent assez bien l'esprit du XVIIe siècle et celui, un peu plus sec dans le détail, de l'architecte de Napoléon Ier et de Louis XVIII : elles constituèrent une galerie qui fut ouverte après six ans de travaux (l'activité, dont parlait M. de Forbin en 1818, avait dû se ralentir quelque peu) sous le nom de *Galerie d'Angoulême*, hommage au fils de Charles X. C'est là que sont encore groupées pour le moment nos sculptures des XVIIe et XVIIIe siècles.

Nous en connaissons la composition par les ouvrages du comte de Clarac, catalogues et recueils de planches gravées dont quelques-unes donnent l'aspect de plusieurs de ces salles. Les monuments y sont disposés au large, assez harmonieusement, mais souvent disloqués, ou groupés arbitrairement, comme ils l'avaient été au Musée des Petits-Augustins. Ces salles portaient, à partir de l'escalier Henri IV, les noms de Jean Cousin, Jean Goujon, Francheville, Germain Pilon, et Puget. On y avait réuni, outre les *Esclaves*, placés dans la première salle, et la *Diane* d'Anet dans la seconde, les divers monuments prélevés sur la liquidation du Musée des Monuments français, avec un certain nombre de ceux qui avaient figuré au Musée spécial de Versailles. Le comte de Forbin,

soucieux, cette fois encore, de sauver un marbre précieux du péril des intempéries, avait obtenu en 1819 la rentrée du *Milon de Crotone* de Versailles; quelques morceaux de la collection Borghèse, sculptures italiennes ou imitées de l'Antique, purent venir s'y joindre. L'ensemble comportait quatre-vingt-quatorze numéros dont le plus ancien ne remontait pas, bien entendu, au delà du XVIe siècle. Le préjugé classique durait toujours. Le public qui avait gardé le souvenir du musée des Monuments français et qui ne l'avait pas vu disparaître sans émotion, les jeunes gens qui avaient senti, comme Michelet, s'éveiller leur sens de l'histoire devant les « dormants de pierre » du Moyen âge, durent se contenter de ce résumé partiel et... partial.

La période de la Restauration et celle de la Monarchie de Juillet furent peu fructueuses pour le nouveau Musée. L'intérêt marqué par Louis-Philippe pour les Galeries historiques de Versailles détourna l'attention officielle du développement du Louvre. Dans ce qui restait du Musée des Monuments français, on recueillit pour Versailles nombre de figures iconiques d'attribution plus ou moins certaine. Cette fois, on ne craignit pas de s'étendre jusqu'au Moyen âge et quelques monuments importants furent sauvés de la ruine. On laissa toutefois venir au Louvre un chef-d'œuvre, le bronze du cardinal de Birague. Le gouvernement royal, en 1828, avait acheté la *Diane* de Houdon; quelques statues modernes s'y étaient jointes, de Bosio, de Cortot, de Roman : en tout, de l'édition du catalogue Clarac de 1824 à celle de 1847, on compte une augmentation de neuf numéros. C'était peu.

La période de 1848-1850 fut plus glorieuse. Le gouvernement provisoire de la République avait formé le dessein d'achever le Louvre et confié des travaux importants à l'architecte Duban. Mais surtout, un homme venait d'entrer à la conservation du Louvre, dont l'érudition et la passion pour l'art français devaient grandement servir le développement de notre musée. Léon de Laborde venait d'être nommé en février 1847 à côté d'Adrien de Longpérier qui succédait aux Antiques aux comte de Clarac. C'était l'année même où Viollet-le-Duc était chargé des travaux de Saint-

Denis et où le baron de Guilhermy commençait son fameux et virulent rapport sur la restitution des tombeaux royaux dispersés et défigurés depuis leur retour à la basilique. Une génération nouvelle d'architectes et d'archéologues s'était formée, les Lassus, les Mérimée, les Didron, qui comprenaient enfin et faisaient comprendre autour d'eux l'intérêt et la grandeur de l'art français au Moyen âge.

Léon de Laborde se préoccupa certainement dès son entrée au Louvre des moyens d'accroître et de vivifier les collections de sculptures un peu figées de la Galerie d'Angoulême. Le fonds du Musée de Lenoir, laissé à l'abandon à l'école des Beaux-Arts, fut la source principale à laquelle il s'efforça de puiser. Il réussit aussi, après la Révolution de Février, à faire revenir de Versailles des pièces dont l'intérêt d'art l'emportait sur l'intérêt iconographique et qui avaient été inconsidérément attribuées au Musée cher à Louis-Philippe. Il rappela soit des divers départements du Louvre où ils avaient pu s'égarer, soit des anciennes résidences royales telles que Saint-Cloud ou Fontainebleau, certains morceaux méconnus. Il obtint même l'acquisition de pièces significatives, telles que *la Vierge de Maisoncelles*, la première vierge gothique qui soit entrée au Louvre (1850) et la suite des *Anges de Poissy* (1852).

Interrompu par la destitution qui le frappa le 15 mai 1848, réintégré un an plus tard, il participa certainement à l'installation des nouvelles salles que l'activité du directeur Jeanron avait fait mettre à la disposition d'Adrien de Longpérier; celui-ci poursuivit l'aménagement des salles consacrées aux sculptures de la Renaissance pendant l'année 1849 et les ouvrit au public en 1850, entre l'escalier égyptien et le guichet du pont des Arts. Préparées par Duban de façon beaucoup plus sommaire que la galerie d'Angoulême ne l'avait été par Fontaine, ces salles s'étendaient dans la partie du Louvre qui s'était élevée au XVIIe siècle sous la direction de Levau, à l'emplacement de l'Hôtel du Petit Bourbon. Le bâtiment était resté inachevé et sans toiture pendant le XVIIe et le XVIIIe siècle. Des sculpteurs, Flamand, Lehongre, y avaient eu leur atelier au rez-de-chaussée; au XVIIIe siècle, on y voit indiquer les écuries du duc de Nevers!

La répartition arbitraire de ces salles a varié; certains murs

ont été à plusieurs reprises percés et déplacés; ils viennent de l'être encore pour les installations des salles égyptiennes qui vont y remplacer celles du Moyen âge et de la Renaissance. Il semble qu'à la fin de 1849, elles comprenaient surtout une grande salle italienne, où, à côté de *la Nymphe de Cellini* figuraient des terres cuites des Robbia; c'était notre ancienne salle Michel-Ange, puis la salle Jean Goujon avec la *Diane* d'Anet, enfin la salle, dite naguère de Michel Colombe, et, à ce moment, des Anguier, où l'on avait reconstitué la pyramide du tombeau des Longueville.

L'installation fut reprise, du reste; les salles fermées, puis rouvertes, avec des agrandissements et de nouvelles adjonctions, dont rend compte un article enthousiaste du baron de Guilhermy paru dans les *Annales archéologiques* au commencement de 1852.

Léon de Laborde, à qui on avait donné le titre de conservateur de la sculpture moderne, se multipliait avec un zèle inlassable. Courajod a publié une partie de ses lettres, pleines d'une diplomatie insinuante et d'un enthousiasme communicatif, « lettres, dit-il, qui ont tracé à tous ses successeurs, une règle de conduite dont ils ne sauraient s'écarter sans déchoir ».

Toutes ses revendications, du reste, ne réussirent pas; certaines n'aboutirent que tardivement; d'autres sont encore à reprendre. Mais le mouvement était créé et ne devait plus s'arrêter. La Renaissance française avait sa galerie propre au Louvre et le Moyen âge y avait droit de cité! La partie n'était pas complètement gagnée cependant : l'œuvre du marquis de Laborde se trouva interrompue par une retraite difficile à expliquer, sinon, comme l'a fait Courajod, par une espèce de réaction, par l'animosité et les déboires suscités autour de lui. Il passa en 1854 à la Direction des Archives nationales, où il allait poursuivre son rôle d'érudit et la mise au point de ses grands ouvrages historiques, si importants pour l'histoire de l'art français du Moyen âge et de la Renaissance, *les Comptes des Bâtiments du roi* et *la Renaissance des arts à la cour des Valois*.

Après son départ, la conservation de la sculpture moderne fut rattachée de nouveau au département des Antiques qu'administrait Adrien de Longpérier. Barbet de Jouy, qui y

était attaché depuis 1852, devint conservateur-adjoint en 1855 et, cette année-là, il publiait le catalogue qui résume l'œuvre du marquis de Laborde et comporte trois cent quatre-vingt-huit numéros, tant italiens que français; catalogue scientifique et raisonné qui fut réimprimé en 1873-1875-1876, en un ou deux volumes, et peut toujours servir de base aux travaux concernant nos collections.

La période de vingt ans qui suit le départ de Léon de Laborde présente une nouvelle stagnation : quelques retours de l'École des Beaux-Arts, ou de Versailles, quelques libéralités comme celles d'His de la Salle, très peu d'achats, à part celui de la collection Campana qui devait enrichir nos collections italiennes de morceaux nombreux, mais assez mêlés. La curiosité progressait, mais elle se dirigeait surtout vers le bibelot, comme en témoigne l'acquisition de la collection du Sommerard et la constitution du Musée de Cluny, l'entrée au Louvre de la collection Sauvageot, après celle des collections Durand et Revoil. Barbet de Jouy lui-même allait devenir, en 1863, conservateur de ce musée de curiosités et de souvenirs hétéroclites, créé sous le nom de *Musée des Souverains.*

Après 1871, le département de la sculpture moderne fut rétabli au profit de Barbet de Jouy qui le conserva jusqu'en 1879. L'autorité morale considérable dont il jouissait et la tradition du marquis de Laborde qu'il représentait lui permirent d'y travailler utilement. Il y fut secondé par un jeune attaché sorti récemment de l'école des Chartes, passé un moment par la Bibliothèque nationale, qui entra au Louvre en 1874, Louis Courajod. C'est le temps de l'acquisition de la *Porte de Crémone*, de la *Vierge d'Olivet* et de la statue de cuivre de Blanche de Champagne. Des statues importantes furent réintégrées de Saint-Cloud en assez mauvais état après la guerre et la Commune, d'autres de Malmaison. Le département, toujours divisé en deux sections, comprenait cinq salles de chaque côté de la cour du Vieux Louvre. On avait ajouté vers la Renaissance, la salle de la cheminée de Bruges, ornée de moulages assez peu significatifs, et l'on projetait d'ajouter aux modernes une salle prise sur l'ancien appartement du général Lepic : ce sera plus tard la salle Rude.

Pendant vingt ans, comme attaché de 1874 à 1879, conservateur-adjoint de 1879 à 1893, chef de service seulement de 1893 à 1896, date de sa mort prématurée, Courajod allait reprendre la tâche du marquis de Laborde avec une ardeur et une foi singulières, s'y dépensant sans compter, et donnant à notre musée l'impulsion définitive, y consacrant la place de l'art roman et gothique français, dans un cadre malheureusement trop étroit.

A l'origine, c'est peut-être à la Renaissance italienne qu'il parut s'intéresser surtout. C'était le temps où, à la suite des amateurs précurseurs comme les Piot, les Timbal, les Gustave Dreyfus, les musées commençaient à s'attacher à constituer des séries que l'on avait dédaignées jusque-là. Les nôtres se trouvèrent souvent en concurrence avec le docteur Bode qui entamait la magnifique collection des madones de Berlin. Barbet de Jouy avait engagé Courajod dans cette voie, où ses études personnelles l'attiraient. Ils s'assurèrent dès 1875, pour la somme de quatre-vingt mille francs, de la superbe porte du palais Stanga à Crémone, à la négociation de laquelle Courajod fut intimement mêlé. Puis ce fut le buste de Filippo Strozzi, à l'acquisition duquel concourut bénévolement Gustave Dreyfus, puis le petit *Saint Jean* de Mino da Fiesole et cette série de madones, parmi lesquelles brille aujourd'hui comme une étoile de première grandeur, la grande terre cuite peinte donatellesque dont l'acquisition fut vivement attaquée, vilipendée même par le polémiste ardent et l'amateur au goût inégal qu'était Henri Rochefort, soutenue au contraire par l'autorité invoquée par Courajod du ministre d'alors, Gambetta. Beaucoup plus tard, Courajod, qui n'avait pas renoncé à ses premières amours, devait couronner cette série par la grandiose *Vierge assise* de Jacopo della Quercia.

Mais de bonne heure, le jeune conservateur s'était lancé à corps perdu dans l'étude des fonds anciens du Musée; il commençait à se passionner pour la personne et l'œuvre d'Alexandre Lenoir et s'ingéniait, en même temps qu'il écrivait l'histoire du *Musée des Monuments français*, à le reconstituer dans la mesure du possible. Il était devenu de plus en plus difficile de s'attaquer aux débris oubliés à l'École des Beaux-Arts. Duban en avait fait l'ornement de sa cour en

hémicycle et Eugène Muntz les défendait de son érudition un peu étroite. Courajod en obtint cependant quelques-uns laissés à la traîne, et batailla ferme pour la cession de la splendide ébauche de la *Catherine de Médicis* de Girolamo della Robbia et du *Lion* de l'amiral Chabot, qui n'arrivèrent au musée qu'après sa mort. Versailles céda plus facilement quelques morceaux gothiques qui lui étaient inutiles; les résidences fournirent encore quelques pièces.

Sur ces entrefaites, les chantiers de Saint-Denis où s'étaient entassés maints fragments, provenant du Musée des Monuments français et d'ailleurs, vinrent à se liquider, une fois les travaux de Viollet-le-Duc terminés. Le Louvre ne fut malheureusement pas appelé à y choisir sa part le premier; l'administration des Monuments historiques dont dépendait Saint-Denis préleva d'abord pour le musée qui relevait directement d'elle, les pièces principales. C'est ainsi que le musée de Cluny s'enrichit de quelques morceaux de grande sculpture qui ne semblaient pas lui être spécialement destinés et qui n'en sont jamais sortis depuis. Courajod trouva tout de même dans le reliquat bien des pièces dont il sut reconnaître l'origine et l'intérêt et dont il enrichit le Louvre, sans bourse délier.

Ses rapports avec les Monuments historiques furent, du reste, très profitables à son œuvre. On avait moins de scrupule alors qu'aujourd'hui à faire passer dans un musée où ils pouvaient être étudiés convenablement des débris inutilisés dans certains chantiers et qui risquaient, qui risquent encore quelquefois aujourd'hui, de s'y trouver ensevelis sans gloire et même dilapidés. A Paris, à Troyes, à Sées, à Nevers, à Châlons, à Bourges surtout, d'où lui vinrent les quatre admirables métopes du jubé démoli au XVIIIe siècle, des fragments importants furent recueillis pour la collection du Louvre en formation et vinrent y représenter utilement le décor monumental ou figuré de nos édifices du Moyen âge. Quelques achats heureux permirent de rehausser singulièrement ce fond documentaire, rares encore, car les crédits n'abondaient pas et les commissions surtout n'étaient pas encore très accueillantes aux appels de Courajod, *vox clamans in deserto*. Est-il besoin de rappeler cependant le coup de hardiesse par lequel il s'assura en 1889 du *Tombeau de Philippe Pot*, puis de la *Vierge*

de la rue Porte-aux-Lions? Dijon ne le lui pardonna jamais, malgré la gloire que ses études firent rejaillir vers ce temps sur la sculpture bourguignonne.

La grande *Vierge romane* en bois du Forez fut aussi parmi ses dernières et ses plus précieuses acquisitions. Entre toutes les pièces similaires, elle nous a dotés d'un échantillon incomparable de cette série et l'importance en grandit à mesure qu'on nous en signale de nouveaux spécimens. Mais il convient de rappeler aussi que le grand *Christ roman* que Courajod avait acquis pour lui-même dès 1878 fut bafoué aux expositions rétrospectives où il le présenta, laissé de côté par les commissions d'achat et que, pour en doter le musée où il prévoyait la place d'honneur qu'il occupe aujourd'hui, Courajod finit par le donner.

La passion qui l'entraînait vers le Moyen âge et les études auxquelles il s'était livré depuis 1887 pour son cours de l'École du Louvre sur les origines septentrionales de la Renaissance, études qui avaient renouvelé sur bien des points les connaissances et les idées, ne l'empêchaient pas de s'intéresser au reste de son musée : sa compréhension était large et lors même qu'il tonnait contre l'art académique ses retentissantes imprécations, la grâce ou la force de certains morceaux classiques l'émouvaient toujours. De combien d'œuvres importantes n'a-t-il pas rétabli l'histoire pour le XVIIe et le XVIIIe siècle! de combien de morceaux n'a-t-il pas enrichi le fonds déjà considérable avant lui de notre sculpture classique : Guillaume Dupré, Pigalle, Lemoyne, Houdon, et les esquisses de Barye, et les plâtres de Rude pour qui il avait une particulière dilection, et toute une partie importante de l'atelier de Carpeaux! si bien que de ce côté aussi, il fallut agrandir le Musée et ouvrir une salle qui prit le nom de Rude.

Du côté des salles de la Renaissance, un corridor étroit, une salle basse à forme de crypte, formant le dessous de l'escalier égyptien, contenaient avec peine les accroissements continus de la sculpture du Moyen âge; les sculptures du début du XVIIe siècle quittèrent la salle des Anguier, devenue la salle Michel Colombe, pour venir se grouper de l'autre côté, dans la salle Coysevox remaniée vers 1890.

Ce fut la dernière opération territoriale (avant le remanie-

ment de la salle des Robbia dont il ne vit pas l'achèvement) à laquelle ait présidé Courajod. Il se plaignait, à juste titre déjà, d'être embouteillé de toutes parts, d'étouffer dans les locaux trop étroits et dont il sollicitait en vain l'élargissement. Il laissait à son successeur André Michel, son collaborateur depuis trois ans seulement, un lourd héritage dont l'inventaire sans cesse accru n'avait pas vu le jour. Ce fut la première tâche du nouveau conservateur que de publier, en 1897, avec l'aide de Paul Leprieur, le catalogue sommaire dont Courajod retouchait fiévreusement les épreuves depuis des années, catalogue qui comprenait 867 numéros au lieu des trois cent quatre-vingt-huit de Barbet de Jouy.

André Michel, qui succédait presque inopinément à Courajod en 1896, avait été choisi par lui, trois ans auparavant, pour son collaborateur, par sympathie de caractère et de doctrine. Il avait avec lui bien des points communs : la même fougue, la même intransigeante loyauté, la même passion aussi pour l'art du Moyen âge français, avec, au besoin, le même éclectisme. L'œuvre entamée fut continuée avec la même ardeur, mais servie peut-être de plus en plus par les circonstances et par l'évolution du goût public, que les études et l'enseignement de l'un comme de l'autre contribuèrent largement à orienter.

Si toutes les revendications de Courajod pour l'accroissement du Musée n'aboutirent pas, si les « rentrées » se firent plus rares, celles qu'André Michel obtint, non sans peine, de la bonne volonté des Monuments historiques furent de singulière importance : les rois de Corbeil, le soi-disant Charles V et sa compagne ramenèrent au Louvre quatre pièces capitales qui avaient figuré chez Lenoir et qui avaient été indûment attribuées à Saint-Denis. Les acquisitions, sous le régime nouveau de la Caisse des Musées, prirent plus d'importance; ce n'est pas qu'au début surtout, l'opinion moyenne du Conseil supérieur fût encore très prompte à céder aux adjurations véhémentes et dépourvues de préparation diplomatique du conservateur. Il y eut des batailles. Il y eut des échecs. Mais les crédits de la Caisse des Musées permirent néanmoins des achats considérables comme les statues de Chantelle, le *Saint Mathieu de Chartres*, la *Madeleine d'Ance-*

mont, ou cette série de vierges françaises du XIVe siècle, digne pendant de celle des *Madones* du quattrocento amassées jadis par Courajod. Les circonstances se prêtaient à ces transactions. Les lois du début du siècle sur les congrégations et sur la séparation de l'Église risquaient de mettre en circulation nombre de pièces d'art religieux que les mesures légales étaient impuissantes à protéger. Sans vouloir contrarier l'action administrative qui s'efforce légitimement de maintenir en place les richesses d'art du pays, la conservation des Musées peut intervenir parfois pour suppléer à des classements inopérants, profiter aussi à l'occasion de la restriction apportée au droit de vente par des précautions de ce genre. Il ne s'agit de dépouiller personne, ni de centraliser à outrance. L'intérêt d'un grand musée d'originaux à constituer au Louvre est toutefois évident : le tout est affaire de mesure et de tact et l'entente est facile entre des services qui, traditionnellement, fonctionnent en bonne intelligence; l'important est d'empêcher, quand on le peut, les pièces essentielles de partir pour l'étranger; mais l'attention éveillée un peu partout, le zèle intéressé des antiquaires, les convoitises des amateurs, les moyens d'action des musées étrangers, rendent souvent la partie difficile!

Des auxiliaires se trouvèrent aussi heureusement pour suppléer aux ressources officielles parfois défaillantes, pour intervenir habilement là où une négociation administrative risquait d'échouer : les *Amis du Louvre* rendirent au département de la sculpture du Moyen âge plus d'un service notoire. Les colonnes de Coulombs ou les statues de Maubuisson en sont la preuve. L'intelligente et délicate amitié d'un Raymond Kœchlin fut souvent secourable à André Michel. Les amateurs qui s'étaient mis à collectionner dans le même sens que les musées ont eu souvent la généreuse pensée de faire profiter le Louvre de quelques pièces de choix sauvées par eux de la brocante. Les legs et les dons Bossy, Victor Gay, Doistau, Jeuniette, Martin-Leroy seraient à citer entre autres et chacun de ces noms éveille le souvenir de quelques-unes des pièces les plus exquises de nos collections.

Ce ne sont pas du reste seulement les séries de sculptures

françaises qui s'enrichirent vers ce temps. La *Madone d'Auvillers*, le délicieux marbre d'Agostino di Duccio, fut acquise, grâce aux interventions répétées de Louis Gonse, *la Vierge d'Annonciation* de Nino Pisano et celle de Riemenschneider de la collection Léopold Goldschmidt vinrent apporter des notes différentes dans le musée, où le retable anversois de Coligny entra à la suite d'une de ces ententes précieuses et délicates avec le service des Monuments historiques qui le laissa sortir d'une église abandonnée et dépourvue de toute sécurité.

Du côté des modernes, les lacunes à combler étaient moindres. Il y avait intérêt cependant à représenter le Bernin à côté de Puget et l'art intime du XVIIIe siècle à côté des morceaux de réception et des fragments de grande décoration. André Michel eut le rare bonheur de voir arriver à lui dans des conditions qui équivalaient presque à une donation les deux merveilleuses terres cuites des *Enfants Brongniart* de Houdon et, un peu plus tard, à l'heure où les plâtres originaux ne faisaient pas encore fureur dans le monde de la curiosité, il put mettre la main sur ceux de madame Houdon et de sa fille Sabine; ajoutons l'achat du *Malesherbes* de Houdon, et de *l'Helvétius* de Caffieri la rentrée de *l'Ugolin* de Carpeaux et du *Lion au serpent* de Barye et nous pouvons affirmer qu'il ne fut pas indifférent au mérite de nos classiques et de nos modernes et sut remplir tout son devoir de conservateur sans parti pris ni faiblesse.

Le cadre de l'ancienne galerie d'Angoulême, comme celui des salles créées par Léon de Laborde et augmentées par Courajod, était insuffisant : André Michel y joignit successivement tout ce qui était disponible dans le voisinage. L'ancienne salle de la Cheminée de Bruges, après avoir servi à l'exposition des nouvelles acquisitions, devint notre salle romane, et, en 1906, on put en ouvrir une autre à la suite, spacieuse mais médiocrement éclairée, pour le XIIIe et le XIVe siècle. Du côté moderne, après la salle Rude, André Michel avait ouvert une salle Carpeaux en 1903 et on préparait, dès avant 1914, sur l'emplacement jadis occupé par la Chalcographie et par l'appartement de Viel-Castel, en dessous de celui de Nieuwerkerque, la suite des salles Barye, Guillaume, Chapu, Dalou,

qui permirent d'accueillir, outre l'importante collection Zoubaloff, un certain nombre de morceaux rentrés du Luxembourg. Nos collections s'étendirent ainsi jusque vers la fin du XIXe siècle et aussi, hélas! jusqu'à l'extrémité du bâtiment coupé par le guichet Marengo.

Tout l'espace libre était occupé. Après la retraite d'André Michel en 1921, nous trouvâmes le moyen d'élargir par la démolition d'une loge de concierge au guichet des Arts, le couloir situé derrière la salle Michel-Ange et d'en faire une salle Donatello assez honorable; l'opération donna pour un temps quelque aisance à nos séries de la Renaissance. Nous disputions aux Égyptiens quelques pieds carrés sous l'escalier de la Colonnade; nous faisions le possible pour persuader au département des Antiques de reprendre en son sein les collections d'antiquités chrétiennes qu'une entente amicale entre Courajod et de Villefosse avait laissé s'installer jadis en enclave au milieu des salles de la Renaissance. Partout, nous nous heurtions à des murs infranchissables, à des voisins à l'étroit eux-mêmes, et les collections s'entassaient, aussi bien autour du *Philippe Pot* qu'autour de la *Diane* de Houdon. Il fallait en venir aux grands moyens.

Déjà, lorsqu'en 1912 les Colonies avaient quitté le Pavillon de Flore et qu'on avait envisagé en haut lieu de grands remaniements, Th. Homolle avait suggéré à Michel, qui l'avait du reste accueilli froidement (il avait un autre projet en tête, celui de loger Jean Goujon dans la salle des Cariatides) un transfert de son musée vers les Tuileries. Mais la guerre était arrivée sans que les crédits nécessaires à l'occupation de l'ancien Ministère des Colonies dans sa totalité aient été attribués au Louvre. On avait grignoté le gâteau dont l'aubaine tant attendue allait fuir à nouveau avec l'installation, durant la guerre, des services annexes des Finances au Pavillon de Flore.

On vécut tant bien que mal après la guerre dans des locaux dont l'étroitesse et l'encombrement apparaissaient de jour en jour plus obsédants. Les collections s'augmentaient toujours et par les mêmes moyens. Ni les dons, ni les achats ne s'arrêtaient (la récente exposition de l'Orangerie nous dis-

pense d'insister sur ce point), ni les rentrées non plus; mais il fallait de temps en temps trouver des solutions de fortune, placer le groupe de Sarrazin des *Enfants à la chèvre* restitué par le Museum, dans la salle La Caze, la *Nymphe à la coquille* de Coysevox dans l'escalier Mollien, le buste de Mino da Fiesole, donné par la famille Gustave Dreyfus, dans la Grande Galerie, l'ange Sachs aux Primitifs français, sans compter les dépôts faits çà et là de bronzes, de marbres et de terres cuites à la Peinture, au Mobilier, dans les salles des Dessins, tentatives de réunion d'objets de techniques diverses, expédients surtout pour remédier à l'insuffisance de nos locaux, sans compter tout ce qui devait rester en magasin, notamment parmi les réserves faites à la suite de chaque remaniement du Luxembourg et destinées à faire figurer au Louvre les morts d'hier et d'avant-hier.

Dès 1930-1931, un vaste projet de regroupement des collections du Louvre fut esquissé par le directeur des Musées nationaux, M. Henri Verne, et des travaux considérables apparurent comme absolument nécessaires sur bien des points. Sur celui qui nous occupe en particulier, on en revint à l'utilisation pour le futur musée de la sculpture moderne des bâtiments situés dans le prolongement de la Grande Galerie et dans l'aile sud des Tuileries, comprenant en particulier le rez-de-chaussée de ce *Pavillon des Etats* qui fait hache sur le Carrousel et qui, construit par Lefuel vers 1865, achevé seulement à la veille de la chute de l'Empire, ne fut jamais complètement utilisé. Au premier étage on y avait installé en 1900 la galerie Rubens et les petits cabinets hollandais. Des emprises successives y avaient un peu plus tard amené au rez-de-chaussée la collection de Morgan, résultat des fouilles de Suse, ainsi que deux sections isolées du département égyptien, une salle de l'ancien Empire, avec le *Mastaba* et une salle copte, dite *salle de Baouit*, entre lesquelles l'ancienne cour des voitures, dite de *l'En-cas*, avec son écurie pour trente chevaux, des logements, des magasins constituaient un dédale encombré, obscur et chaotique. Au delà s'étendaient, avant et après le guichet des Lions, les locaux affectés jadis au Ministère des Colonies, abandonnés par lui en 1912, puis réoccupés par les Finances.

Il fut décidé que tout le rez-de-chaussée, depuis le guichet du Carrousel et le Pavillon de La Trémoille jusqu'au Pavillon de Flore serait dévolu à la sculpture moderne, les Finances devant incessamment évacuer les locaux qu'elles n'occupent qu'à titre provisoire et précaire. Cette évacuation, vivement souhaitée, réclamée, presque imposée par l'opinion et la logique, tarde toujours malheureusement, et du plan initial, seule la première partie a pu être réalisée, en 1932-1933, grâce aux crédits votés par le Parlement sur les fonds dits de l'outillage national, avec le concours de M. Ferran, architecte en chef du palais du Louvre et des Tuileries. Comment et dans quelles conditions, c'est ce que nous voudrions indiquer brièvement ici.

Cette première opération comportait l'évacuation totale des collections de sculptures du Moyen âge et de la Renaissance des salles qu'elles occupaient depuis 1850 dans la Cour carrée et qu'elles devaient céder au département égyptien. Les sculptures classiques, installées dans l'ancienne galerie d'Angoulême et les salles suivantes, de l'autre côté de la Cour carrée, restèrent en place; nous abandonnâmes seulement la salle Barye au département des Antiquités orientales qui, dans l'avenir, doit occuper tout le reste. Mais nous avons le ferme espoir que le plan total se réalisera un jour ou l'autre et que la sculpture française formera enfin dans notre grand musée national l'ensemble homogène et continu auquel elle a droit. Nos devanciers se sont efforcés laborieusement depuis Alexandre Lenoir de rassembler les éléments de ce « cours vivant de sculpture française ». Notre art plastique présente à travers les siècles un développement continu sans interruption, auquel les étrangers mêmes se plaisent à rendre hommage : il n'est que juste que nous puissions rendre sensible au Louvre cette suite magnifique, en y greffant en annexes les sections étrangères que nous ne pouvons négliger non plus et qui intéressent tour à tour notre histoire artistique, en nous montrant souvent les prolongements ou les origines de certains stades de notre propre évolution.

La partie de nos collections pour laquelle nous avions d'abord à chercher une installation nouvelle était certainement celle qui était la plus délicate à présenter. Lorsqu'il

s'agira de montrer les chefs-d'œuvre de notre sculpture classique, tombeaux, statues de jardins, bustes, statuettes, si les locaux que nous livreront les Finances sont assez amples et assez bien éclairés, l'ordonnance sera relativement facile à trouver et les morceaux célèbres se défendront d'eux-mêmes. La salle Puget, la salle Rude, la salle Carpeaux, la salle Barye se reconstitueront aisément ici ou là. Il y aura peut-être toutefois à chercher, dans des salles moyennes ou plus petites, des groupements moins arbitraires pour les bustes et statuettes et quelques éléments décoratifs seront sans doute bien venus dans des ensembles plus intimes.

Pour le moment, à part certaines notes brillantes et chaudes que pourront nous fournir quelques tapisseries, nous n'avions ni le moyen, ni le goût de mêler, comme on a pu le faire ailleurs (mais on commence, à Berlin même, à renoncer à cette expérience), les sculptures, les peintures et les objets d'art. C'est une galerie de sculpture qu'il s'agissait de constituer. Mais nos collections du Moyen âge et même de la Renaissance étaient malheureusement assez disparates, faites de fragments inégaux de valeur, de proportion et de destination. Nous avons vu précisément tout à l'heure comment les séries s'étaient constituées, un peu au hasard des rencontres, des transmissions et des sauvetages. Elles n'avaient pris corps que lentement et successivement. Tel morceau qui nous apparaît et nous apparaîtra de plus en plus comme une pièce hors ligne n'avait été recueilli et placé d'abord que comme un document. Tel autre fragment, jugé précieux à l'origine, nous apparaît par la suite trop usé, d'importance secondaire ou de qualité contestable.

Dans un ensemble composite, déjà assez abondant, malgré les lacunes que nous nous sommes efforcés parfois de combler au cours de nos installations, il y avait lieu à une revision générale des valeurs, à une discrimination, essentielle à la notion même d'une collection d'art comme doit l'être une collection du Louvre, entre le document archéologique et l'œuvre d'art.

La disposition des locaux que nous avions à utiliser et la présence d'une galerie basse, ancienne écurie de la cour de l'En-cas, nous ont permis ou plus exactement (car elle est

encore occupée par les Finances) nous permettront la constitution d'une galerie d'étude, où nous pourrons montrer aux travailleurs et aux curieux spécialisés, et même à l'occasion au grand public, les documents et les pièces secondaires dont nous ne pouvons ni ne voulons nous défaire. Nous n'avons pas en effet la ressource, comme pour la peinture, des envois en province. Ce serait un leurre que d'envoyer à un musée quelconque de vieilles pierres qui n'auraient pour lui aucune signification et qui peuvent chez nous renseigner et instruire, ne serait-ce que par comparaison avec les pièces de valeur exposées à côté. Donc, musée documentaire dégageant les galeries et facilement accessible pour l'information et la comparaison.

Restait le musée même à créer dans les locaux que nous avons dit et dont on entreprit le déménagement au début de 1932; le classement historique s'y imposait naturellement; Lenoir s'y était déjà attaché, en dehors de la grande *Salle d'Introduction* de son musée, où il avait groupé ses plus grands monuments, et du *Jardin Elysée* où il avait sacrifié au pittoresque. Jusqu'ici dans les salles du Louvre accrues peu à peu, cet ordre, malgré les groupements essayés, était incertain pour le visiteur peu prévenu. Nous nous y sommes tenus plus rigoureusement : une salle romane, une salle gothique, une salle pour les Bourguignons et pour Michel Colombe, une galerie franco-italienne pour la première Renaissance, une salle Jean Goujon, une salle Michel-Ange, telle est la succession de nos six grandes salles nouvelles qui s'étendent depuis la porte La Trémoille ouverte sous le guichet du Carrousel par où se fera l'entrée du Musée, jusqu'à l'ancienne salle de Baouit qui reste encore réservée pour un prochain avenir. Nous en parlerons du reste tout à l'heure.

Nous avons cherché, un peu contre le gré des défenseurs à tout prix de l'architecture et de ses lignes générales, à couper certaines galeries, certaines salles trop vastes et sans intérêt monumental évident, où nos pauvres fragments alignés en chandelles comme des morceaux de Salon dans un hall formidable, auraient fait piètre figure. Des cloisonnements, montés jusqu'à la voûte et non coupés comme des sortes de bat-flancs factices, nous ont permis de diviser l'espace en travées formant des salles encore suffisamment

vastes, et de créer dans chacune d'elles une sorte d'atmosphère particulière à chaque époque. Ils nous ont permis, avantage matériel plus considérable encore, d'accrocher à jour frisant des morceaux privés de support naturel, qui demandaient un éclairage moins brutal que l'éclairage de face et qui ne pouvaient tous se caser dans les embrasures des fenêtres. Ces dernières, du reste, assez amples et profondes, nous fournissent déjà comme de petites chapelles, d'une heureuse disposition.

La proportion générale des salles nouvelles, soit de l'ancienne galerie de Morgan, soit de l'ancienne cour de l'En-cas et de ses dépendances, dégagée de toute installation parasite était encore, malgré les coupures que nous y avions opérées ou maintenues singulièrement plus considérables que celle de nos salles précédentes du vieux Louvre : les monuments que nous avions à y installer risquaient d'y être quelque peu noyés. Il s'est rencontré fort heureusement, ici et là, des ensembles nouveaux qui nous ont apporté des éléments de décor appropriés et significatifs. Ce fut une particulière bonne fortune que l'acquisition, en 1932, de la porte romane d'Estagel qui apportera à notre salle romane, non seulement un document inédit et significatif, avec son ornementation largement stylisée et d'une richesse toute orientale, mais qui lui fera un fond magnifique à l'échelle des dimensions du vaisseau où elle se développe.

Vers le même temps, une opportune libéralité de M. Maurice Fenaille dotait notre salle de la Renaissance française d'un décor somptueux et également proportionné à son ampleur, avec la porte du Grand Consistoire de Toulouse, dont le style accusé et gras complètera pour le visiteur la notion des différentes formes du classicisme commençant dans nos différentes provinces, qui enrichit surtout et meuble à souhait la baie par laquelle on accède dans la salle italienne voisine. Au delà, la porte de Crémone, qui prend dans ce vaste cadre une autorité toute nouvelle, conduira de cette salle italienne dans les futures salles classiques.

Autour de ces morceaux d'importance, anciens ou nouveaux, incorporés à l'architecture, il s'en est trouvé d'autres pour « caler » nos diverses salles et encadrer les documents plus menus, disposés alentour. Cela a été, pour la salle romane,

les deux arcades du cloître de Saint-Genis des Fontaines reconstituées bénévolement par M. Gouvert qui nous en avait offert les éléments, les colonnes de Coulombs, le retable de Carrières, et les rois de Corbeil; pour la salle gothique les reliefs de Bourges, la *Sainte-Geneviève* et les statues royales des Quinze-Vingts; pour la salle bourguignonne le *Philippe Pot*, point essentiel, qui se silhouette majestueusement aujourd'hui au centre d'un vaste et lumineux vaisseau, au lieu de la crypte encombrée où on l'a connu jadis, les statues de Chantelle, un grand retable de pierre, fouillé comme une pièce d'orfèvrerie, qui nous a été cédé par le Musée de Cluny, enfin le retable du Saint-Georges de Gaillon disposé sur un socle élevé pour figurer, sans reconstitution hasardeuse, la masse de l'autel qui le supportait jadis. Ce dernier prend ainsi une valeur et une signification très supérieures.

Pour la salle Jean Goujon (ancienne cour de l'En-cas), nous n'avions que l'embarras du choix parmi les pièces monumentales. Toutefois l'ordonnance s'en est constituée naturellement autour de la *Diane* d'Anet. Qu'elle soit ou non de Jean Goujon, elle domine la salle de sa grâce altière et de son élégante arabesque. Nous ne pouvions reconstituer le piédestal compliqué et monumental de la fontaine qu'elle couronnait jadis; mais nous avons pu la monter sur un pied de marbre de dessin mieux approprié et de belle matière, laissant de côté le petit cube mesquin, sec et froid sur lequel, depuis la Restauration et la Galerie d'Angoulême, on voyait comme traîner à terre le magnifique sarcophage sauvé par Lenoir en même temps que la figure de la déesse nue. La cheminée de Villeroy, les *Trois Grâces* de Pilon, les tombeaux de Chabot et de Birague nous apportaient leur masse bien connue à laquelle rien n'a été changé. Nous avons par contre supprimé l'arrangement factice des quatre figures de bois de la châsse de Sainte-Geneviève et nous avons complètement revisé d'après les dessins anciens la disposition du monument du cœur du connétable de Montmorency, opération délicate et coûteuse dont le détail serait trop long à donner ici, pour laquelle nous avons été secondés à merveille par le goût attentif de M. Ferran et de ses collaborateurs, à qui est dû également le dessin du nouveau socle de la Diane.

Enfin, l'on ne verra peut-être pas sans étonnement le regroupement inespéré du *Christ ressuscitant* de Germain Pilon, avec les deux gardes du tombeau renversés par l'apparition divine. L'ensemble destiné à la chapelle inachevée des Valois à Saint-Denis n'avait jamais été rassemblé et mis en place. Les morceaux en avaient été gardés obscurément dans les magasins royaux pendant les XVIIe et XVIIIe siècles. Dispersés à la Révolution, le Christ était allé à l'église Saint-Paul-Saint-Louis en 1803 et les soldats, restés chez Lenoir, avaient fini par entrer au Louvre sous un faux nom. Courajod avait rétabli la vérité sur leur origine et sur l'histoire du groupe. Mais celui-ci était resté disloqué jusqu'à cette année, où la bienveillance de l'autorité ecclésiastique et de la Ville de Paris dépositaire du morceau principal, nous ont permis d'en réunir les éléments. On jugera de la qualité et de la signification de cet ensemble dans l'histoire de notre art plastique et de notre art religieux : Germain Pilon s'y apparente à Michel-Ange et à Jean Bologne et laisse prévoir le pathétique berninesque.

Nous arrivons enfin à la salle Michel-Ange où l'installation des *Esclaves* était naturellement l'un de nos grands soucis. Nous espérons avoir laissé autour de ces pièces incomparables un silence suffisant, dans une simplicité un peu plus riche de présentation, pour en souligner la haute valeur et en permettre l'étude. Le *Jason* de bronze, figure michel-angesque aussi, qui a ses admirateurs passionnés, s'est placé, non loin des marbres illustres, en belle lumière également. Quant au *Mercure* de Jean Bologne, l'épreuve ancienne et d'une admirable qualité que nous possédons (elle figura sans doute dès la fin du XVIe siècle à Saint-Germain) a pris, sur une balustrade d'escalier monumental, une situation analogue à celle que l'original occupait jadis à la Villa Médicis et qui fait valoir son envolée et sa sveltesse.

Cet escalier, très sobrement construit et décoré, devant lequel nous sommes arrivés est comme le nœud du plan du nouveau musée. La volée inférieure en descend, ou en descendra d'ici peu, vers cette galerie d'étude dont nous avons parlé tout à l'heure et les deux rampes montent vers cette *galerie haute* (aménagée au-dessus de la voûte de l'ancienne écurie ou *galerie basse*), dominant les deux grandes salles de

la Renaissance et dont il nous reste à dire maintenant la composition et l'intérêt tout nouveau.

L'ensemble qui était encombré jadis de logements de palefreniers puis d'ouvriers du musée, est équivalent à peu près en surface aux deux grandes salles; il comporte aujourd'hui une large galerie de circulation située vers le centre du bâtiment et, vers la Seine, six alvéoles correspondant à chaque travée de fenêtres séparées par de gros murs, mais largement ouvertes sur la galerie, lesquelles nous donnent comme six petits cabinets juxtaposés. Au droit du mur séparatif des deux grandes salles du bas, que nous n'avions eu garde de laisser disparaître, nous avons insisté pour que l'on coupât la galerie par une porte basse décorée de notre porte flamboyante originaire de Valence, de façon à séparer en deux parties cette section du musée. La partie correspondant à la salle Michel-Ange est affectée bien entendu aux Italiens. Dans l'autre, la première alvéole contient aux murs et dans une large et claire vitrine, tous les petits morceaux de sculpture française depuis le XIIe jusqu'au XVIe siècle, qui eussent été perdus dans les grands espaces des galeries voisines; c'est comme un cabinet d'amateur dédié à la sculpture française du Moyen âge. La seconde est consacrée à l'art flamand et à ses dérivés espagnols ou anglais; la troisième à l'art allemand. Cette discrimination, qui n'avait jamais pu être opérée jusqu'ici, éclairera singulièrement pour nos visiteurs le tableau de l'art gothique septentrional, dont les produits divers, quelle qu'en fût l'origine, étaient jadis mélangés dans nos anciennes salles.

Ainsi, lorsque le visiteur entré par la porte La Trémoille aura parcouru les deux grandes salles romane et gothique et qu'il arrivera à cette sorte d'art international du XIVe siècle, où se mélangent les influences du Nord et du Midi, il pourra, s'il lui prend fantaisie de laisser le développement français de côté, ajourner sa visite aux Bourguignons et aux Tourangeaux du XVe siècle, poursuivre à travers la baie que gardent les figures des Quinze-Vingts (lesquelles sont peut-être de Jean de Liége), passer devant le *Calvaire de Nivelles*, œuvre monumentale de l'art mosan et se diriger vers la galerie haute où l'attend l'art des Flandres et du Rhin; la prodigieuse *Vierge d'Isenheim* se dressera devant lui en pendant à une

Vierge espagnole, cousine germaine de nos vierges bourguignonnes. Passant ensuite sous la porte de Valence, il se trouvera en pleine Italie, chez les Pisans gothiques d'abord, dans la première alvéole, puis chez les Florentins de l'aurore de la Renaissance, autour de *Donatello*, de *Mino da Fiesole* et de *Benedetto da Majano*, enfin chez les Milanais et les Vénitiens groupés dans la troisième alvéole, tandis qu'il rencontrera, dans la suite de la galerie, l'art brillant et délicat des *Robbia* et la majesté de *Jacopo della Quercia*.

Tel est le plan général du nouveau Musée. Il plaira peut-être par sa variété autant que par sa logique. Nous nous sommes efforcés de le faire instructif par lui-même sans être ennuyeux. Les locaux dont nous disposions et que nous avons vus, du reste, se transformer et s'aménager au jour le jour par les soins de M. Ferran, avec lequel il nous a été donné de collaborer dans une recherche journalière, prolongée et cordiale, nous avaient quelque peu effrayés tout d'abord, non seulement par leur ampleur inattendue (nous nous sommes expliqués sur ce point tout à l'heure), mais par leur froideur de coloration générale. Il n'était plus question de retrouver les murs rouges auxquels nous étions habitués; la teinte sourde et conventionnelle en était condamnée. Mais la blancheur éclatante de toute cette pierre, vraie ou fausse, murailles ravalées et voûtes factives d'un joli dessin, qui avaient remplacé les plafonds à caissons, les sculptures redondantes de l'architecture Napoléon III, ne laissait pas que de nous paraître assez glaciale. Les reflets s'y multipliaient autour des grandes fenêtres versant la lumière à flots, les effets s'y atténaient jusqu'à la grisaille parfois, à cause de l'insuffisance de certaines baies.

Un point capital fut la trouvaille par notre architecte de ces verrières dépolies qui, dans les petits cabinets, dissimulent un double étage de baies illogiques et dispensent une lumière douce et légale. Un autre qui ne l'était pas moins et qui fut longuement disputé, fut la suppression de la porte de bronze de l'ancienne salle du Mastaba et du tympan percé d'un étroit oculus qui la surmontait. Une belle lumière égale s'en répandit dans la salle du Philippe Pot éclairée au nord et jusque-là un peu triste par rapport aux salles éclairées sur la Seine.

Mais surtout nous avons pu, avec le secours d'ouvriers habiles dirigés par le goût de notre architecte, donner à ces murs trop crus une patine variée, légèrement grisâtre et dorée par endroits, qui fait jouer nos fonds plus harmonieusement et nous dispense de l'éclat un peu trop cru des matières neuves sur lesquelles nos vieilles pierres paraissaient noires, sales et sans modelé. Les quelques taches de polychromie que gardent certaines d'entre elles, n'en chantent que mieux sur ces fonds neutres et discrets, rehaussés seulement çà et là de l'éclat amorti d'une tapisserie.

Nous espérons que le public apprendra assez vite le chemin de cette nouvelle section du Musée. L'intérêt en est facilement compris aujourd'hui. Courajod et André Michel, par leur enseignement comme par leur activité dans le musée, nous ont préparé et facilité la tâche. Les sculptures du Moyen âge et de la Renaissance, en attendant que les classiques viennent les rejoindre, ont de quoi attirer et retenir. Faut-il ajouter que la distribution intérieure du musée, en reliant cette section jadis trop isolée, aux salles célèbres qui ont la faveur naturelle du grand public, forcera pour ainsi dire ce public à la connaître et à la traverser tout au moins? La porte La Trémoille ouverte sous le guichet du Carrousel ne servira pas en effet seulement aux galeries de sculptures modernes. Par un escalier, modeste encore, que doublera plus tard le grand escalier monumental du Pavillon de Flore, elle donnera un accès presque direct aux galeries de peintures flamandes et hollandaises. On n'atteindra plus Van Eyck, Rubens et Rembrandt seulement après avoir traversé les vastes espaces de la Grande Galerie peuplée par les Italiens. Les peintres primitifs français eux-mêmes seront, grâce à cet escalier, à peu de distance matérielle de leurs confrères les imagiers du Moyen âge et, à défaut d'une réunion quelque peu chimérique, cette proximité sera favorable à l'enseignement historique du Musée. Elle donnera des facilités appréciables aussi à qui désire seulement, et c'est après tout un point de vue respectable, jouir des œuvres sans fatigue et pour son intime délectation.

PAUL VITRY

LE LOUP-COLONEL[1]

Il se dirigea à pied vers le centre de la ville, et là, rue de Ribas, il choisit le plus beau fiacre qu'il pût trouver. Une fois monté en voiture, il ordonna au cocher de le conduire chez le général en chef du groupe d'Odessa.

Il retrouva la même patrouille mongole près de la porte cochère. Les soldats le saluèrent; il rendit nonchalamment le salut et descendit du fiacre. L'un des soldats appela, et un sous-officier parut :

— Que désirez-vous, mon colonel?

— J'ai besoin de voir le général en chef, — dit Boris d'un air majestueux. — Est-il libre en ce moment?

— Veuillez passer chez l'aide de camp de service. Je vous accompagnerai.

A la grande surprise de Sobakine, cet aide de camp le fit attendre. Boris l'entendit causer dans la pièce voisine avec quelqu'un qui lui racontait — du moins il le supposa — une anecdote scabreuse. Les voix baissaient d'un ton aux passages les plus intéressants, qui étaient ponctués d'un éclat de rire. Sobakine, qui attendait debout dans l'antichambre, commençait à se sentir gêné devant le sous-officier, le suisse et l'ordonnance qui se trouvaient là. Il se mit à arpenter la pièce avec des gestes de mécontentement et d'impatience, en consultant sa montre de temps en temps.

Enfin l'aide de camp parut. C'était un tout jeune homme portant d'énormes épaulettes et chaussé de bottes jaunes munies d'éperons qui tintaient à chaque pas. Sa poitrine était

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 octobre et 1er novembre.

barrée d'une double rangée d'aiguillettes étincelantes. A en juger par l'expression de son visage, il était de très bonne humeur. Il jeta un bref regard au sous-officier, au suisse, et d'un seul coup d'œil mesura Sobakine des pieds à la tête. L'expression de son visage devint subitement sérieuse; il fronça les sourcils et fit d'une voix saccadée :

— Mon colonel?

Ses manières étaient celles d'un chef, bien qu'il fût d'un grade inférieur à celui de Boris. Ce dernier fut hypnotisé par l'attitude du jeune homme. Son aplomb l'abandonna d'un seul coup, et pour toute réponse il balbutia, en tendant la missive de madame Groznoff :

— Une lettre pour le gén... pour Son Excellence le général en chef...

Et à ce moment, tous ceux qui se trouvaient dans la pièce, de l'aide de camp à l'ordonnance, comprirent que ce brave et beau colonel d'infanterie, décoré de la croix de Saint-Wladimir de troisième classe et par conséquent sur le point d'être promu général, n'était qu'un simple et timide solliciteur....

La suite des événements se déroula comme il fallait s'y attendre.

— Ah! ah! une lettre! — prononça négligemment le jeune homme en prenant l'enveloppe des mains de Sobakine. — Je ne manquerai pas de la transmettre au général. Vous voulez une réponse?

— Oh! oui, — dit Boris. — Et puis, je voudrais voir personnellement Son Excellence... c'est-à-dire le général... s'il est libre en ce moment, cela va sans dire.

Le jeune homme l'examina encore une fois en fronçant les sourcils de plus en plus.

— Je ne crois pas qu'il soit libre, — dit-il. — *Son Excellence* est très, très occupée ces jours-ci. On élabore un nouveau plan d'opérations contre les rouges.

Il partit et laissa de nouveau Sobakine avec le suisse et l'ordonnance. Mais cette fois, ni l'un ni l'autre ne faisaient plus attention à lui. Au bout de cinq minutes, on entendit de nouveau le bruit des éperons, et l'aide de camp reparut, tenant encore l'enveloppe à la main.

— Le général regrette infiniment de ne pas avoir la possibilité de vous recevoir, — dit-il. — Il espère que vous repasserez peut-être dans une huitaine ou une quinzaine, lorsqu'il sera moins occupé. En attendant, il vous prie de présenter ceci à son chef de cabinet, qui siège au numéro... j'ai oublié lequel, rue Richelieu, et qui reçoit tous les jours. Vous le trouverez facilement. Au revoir, mon colonel.

Ce fut seulement après être sorti dans la rue et remonté en fiacre, que Boris comprit qu'il avait complètement échoué. Toutefois, il s'aperçut que l'enveloppe qu'il avait à la main n'était plus la même que celle qui contenait la lettre de madame Groznoff. Elle portait le cachet du général et une adresse :

Son Excellence
chef de cabinet
du général en chef du groupe d'Odessa.
Urgent.

« Tout n'est pas encore perdu », se dit Boris. « Pourtant je voudrais bien savoir ce que contient au juste cette enveloppe. Si seulement je pouvais l'ouvrir et puis la recacheter soigneusement! »

Il fut arraché de ces pensées par une voix qui criait derrière lui, en s'adressant à son cocher :

— Arrête! arrête, te dis-je!

Boris tourna la tête et vit un fiacre qui venait de croiser le sien. Il était occupé par un officier qui gesticulait et criait quelque chose, cette fois à Sobakine. Boris se retourna vivement vers son propre cocher :

— Arrête donc! — s'écria-t-il.

L'officier de l'autre fiacre était Zaviékoff. Il descendit, Boris suivit son exemple.

— Bonjour, monsieur Sobakine, — dit Zaviékoff. — Quelle étrange rencontre! Êtes-vous ici depuis longtemps? Vous êtes allé chez le général?

— Oui, — répondit Boris. — Je suis ici depuis avant-hier. Et vous y allez aussi, chez le général, je suppose?

— Oui; je viens d'obtenir une nomination dans le service d'approvisionnement du groupe d'Odessa. En ce moment je

suis pressé, le général m'attend... Mais je voudrais bien vous voir, lorsque j'aurai le temps, pour vous demander quelque chose. Veuillez me donner votre adresse.

— C'est celle que vous m'avez donnée à Ekatérinodar : l'adresse de mes parents... Mon père a été exécuté par les bolcheviks.

— Dieu ait son âme! — dit Zaviékoff en se signant. — Mais, dites-moi, qu'est-ce que vous avez pu faire à madame Groznoff? Elle ne trouve pas assez d'injures pour vous.

Boris eut un sourire de triomphe.

— C'est que, mon cher, j'ai réussi à faire avec elle une affaire surprenante qui ne m'a rien coûté du tout.

— A la bonne heure! — fit Zaviékoff. — Je vous présente tous mes compliments. Mais savez-vous également qu'elle m'a confié une lettre pour le général chez lequel je suis en train de me rendre, et que cette lettre vous concerne, du moins à ce que je puis deviner?

— Oh! cher monsieur, — s'écria Boris, — c'est une calomnie quelconque, j'en suis sûr. Ne la remettez pas à son adresse.

— Et quel profit pourrais-je en tirer?... Malheureusement je n'ai pas le temps de poursuivre cette intéressante conversation. Mais écoutez-moi : aujourd'hui je ne transmets rien au général, j'oublie tout simplement... Je viendrai vous voir bientôt, et nous reparlerons de cette affaire. Il se peut bien qu'après tout ce soit à vous que je remette la lettre... Où allez-vous maintenant?

— Au bureau du chef de cabinet du général.

— Ah! à la « crèche »? Bon, allez-y; mais nous nous reverrons demain.

Le bureau du chef de cabinet était appelé « crèche » à cause de l'extrême jeunesse de son haut personnel. Le chef lui-même n'avait que vingt et un ans, et le chef du contentieux vingt-trois. Néanmoins, toute l'administration civile de la région d'Odessa était concentrée dans ce bureau, et on imagine facilement quel était son prestige parmi la population et à quel point il réussissait à résoudre les problèmes compliqués qui surgissaient.

L'aide de camp avait eu raison en disant qu'il n'était pas difficile de trouver ce bureau, car une foule se pressait à son

entrée. Une autre foule de solliciteurs encombrait la salle de réception, mais cette fois Sobakine fut à la hauteur. Il insistait, il ordonnait, il menaçait, il criait. Il parvint à être reçu en audience particulière par le jeune homme qui jouait le rôle de chef de cabinet.

Pendant que ce jeune homme lisait avec attention la lettre remise par Boris, celui-ci contemplait non moins attentivement son costume où les attributs des grades civils accompagnaient assez curieusement l'uniforme militaire. Sobakine trouva que ce costume pourrait très bien lui convenir aussi; et surtout les épaulettes, qui n'étaient pas tout à fait celles d'un général, mais qui prouvaient néanmoins que leur porteur devait être qualifié d'Excellence.

— Ce sera fait, mon colonel, — dit enfin le jeune homme. — Je vous promets à l'avance que vous serez complètement satisfait. Une région un peu éloignée du centre, cela ne vous fait rien, n'est-ce pas?

— Oh, rien du tout, — répondit Sobakine sans comprendre de quoi il s'agissait.

Il s'aperçut que l'enveloppe que lui avait donnée l'aide de camp contenait toujours la même lettre de madame Groznoff, mais que cette lettre portait quelques nouvelles lignes, tracées probablement par le général en chef.

Le jeune homme fit appeler l'un de ses subordonnés.

— Dites-moi, — demanda-t-il, — l'hôtel du comte Lessoutoff est-il encore libre?

— Oui, Excellence, — répondit le fonctionnaire. — Le service des renseignements a refusé de s'y installer à cause de son éloignement de l'état-major. Quant au bureau de la propagande...

— Très bien. Vous le donnerez à M. le colonel Sobakine avec sa famille. Voulez-vous faire taper l'ordre à la machine; je le signerai à l'instant. Ce soir même le colonel pourra y entrer.

Boris comprit enfin qu'il ne s'agissait que d'une réquisition d'appartement. Ce n'était pas mauvais, mais ce n'était pas tout. Il dit au jeune homme :

— Je suppose que vos états d'administration sont encore loin d'être complets. Je serais heureux d'avoir la possibilité

d'y entrer et d'apporter mon concours à l'œuvre de la pacification et de l'organisation du pays. Je suis un ancien vice-gouverneur, et...

Le jeune homme fit un geste qui signifiait : je ne demanderais pas mieux, mais c'est impossible.

— Pour cela, — dit-il, — il faut vous adresser directement au général en chef. Je ne suis qu'un simple exécuteur de ses ordres.

Le fonctionnaire rentra avec le papier. Le jeune homme signa.

— Voilà, mon colonel. L'hôtel de Lessoutoff, 35, rue de la Mer Noire, est à vous. J'espère qu'il vous plaira.

Le soir eut lieu chez les Sobakine une discussion très prolongée. Boris insistait pour que tout le monde déménageât dans l'hôtel de Lessoutoff. Sa mère était prête à y consentir, mais Olga s'y opposait résolument.

— Tout ce que je peux te promettre, Boris, — fit-elle enfin, — c'est de demeurer avec vous tant qu'il faudra soigner Marie après son accouchement. Aussitôt qu'elle sera complètement remise, je reviens ici. Je t'ai déjà dit : le jour où les bolcheviks reprendront la ville...

— Et moi, je t'ai déjà répondu, — répliqua Boris, — qu'ils ne la reprendront pas et que dans deux mois tout au plus...

— Vous reprendrez Moscou, n'est-ce pas?... Eh bien! lorsque ce sera fait, je m'installerai chez toi, mais pas avant. Il est pourtant malheureux que nous soyons si éloignés les uns des autres. La rue de la Mer Noire, c'est encore plus loin que le palais du général en chef. As-tu déjà vu ton nouvel appartement?

— Mais oui, je l'ai vu. C'est un superbe hôtel, gardé par un vieux majordome qui s'appelle Maxime Ivanytch... Un charmant vieillard, très sympathique. Si vous aviez vu ses longs favoris blancs! Quels parquets, quels tableaux sur les murs, quelles glaces, quel ameublement! Je ne croyais pas que l'on puisse trouver de pareilles demeures à Odessa.

— Tant mieux pour toi, mon petit, — reprit Olga. — Mais rappelle-toi que les bolcheviks, aussitôt qu'ils prennent le pouvoir dans une ville quelconque, s'emparent des hôtels

comme le tien... et que les habitants de ces hôtels sont les premières victimes de la Tchéka...

Le lendemain Marie et Boris déménagèrent. En les voyant quitter le petit appartement, madame Sobakine pleura beaucoup, et Marie aussi. Olga et Boris s'embrassèrent tendrement.

— Il ne faut pas m'en vouloir, Boris, — dit la sœur. — Un jour tu verras toi-même que j'ai eu raison.

— Dieu fasse que ce jour n'arrive jamais! — répondit le frère.

Le vieux majordome accueillit les Sobakine le mieux possible. Trois pièces avaient été aménagées à l'avance par sa femme pour y loger spécialement les nouveaux venus. Le pauvre vieillard était content d'avoir des locataires privés et de bonne famille au lieu d'un service de l'administration. Il ne cessait de s'excuser auprès de Boris de ce que la maison n'était pas assez soigneusement entretenue.

— Un service bolcheviste a logé ici au rez-de-chaussée, — disait-il. — Après son départ, nous avons nettoyé les pièces de notre mieux, mais les dégâts sont encore visibles.

Et il conduisit Sobakine d'une pièce à l'autre pour lui montrer les ravages.

Au bout de quelques heures, Marie avait gagné les sympathies du vieillard et de sa femme. Ceux-ci lui procurèrent un peu de linge, de vaisselle, et la jeune femme se vit entourée du confort dont elle avait manqué si longtemps. Elle comprit en outre que la maison renfermait quelques provisions que Maxime Ivanytch avait réussi à soustraire aux bolcheviks : du sucre, des pommes de terre, de la farine. Ainsi tout s'arrangeait à merveille.

Au grand étonnement de Boris, Zaviékoff ne parut ni le lendemain, ni les jours suivants. Avait-il oublié leur conversation dans la rue ou avait-il appris que Boris ne pouvait lui être utile en rien? Les premiers jours Sobakine s'inquiéta, en pensant que la lettre de madame Groznoff avait pu parvenir à destination, puis il se calma. Il avait obtenu l'appartement. Grâce au vieux majordome, la vie ne lui coûtait pas aussi cher qu'aux autres habitants d'Odessa. Quant au service dans l'administration, ne valait-il pas mieux attendre et voir comment tourneraient les événements?

Vers la fin de septembre Marie accoucha d'un fils, qu'on nomma Jean en l'honneur de son grand-père, M. Kosténeuve. C'était le désir de la mère. Olga, tenant sa promesse, resta une quinzaine de jours près de sa belle-sœur, puis elle regagna le petit appartement qu'elle partageait avec sa mère. Boris fut ravi de la naissance de son héritier; il passait des journées entières à le dorloter, ne s'intéressait plus qu'à sa famille.

L'uniforme militaire était plié depuis longtemps dans l'armoire.

XI

L'état des armées de Denikine, brillant dans le courant de l'automne 1919, changea brusquement vers la fin de la même année.

Les troupes blanches, qui avaient vaillamment combattu les bolcheviks pendant plus de douze mois, étaient composées d'éléments divers. Le noyau central était formé par ce que l'on appelait le « corps des volontaires », sous le commandement du général Koutiépoff. On y retrouvait des hommes des plus anciens régiments de la garde et des plus célèbres régiments de l'armée. Quelques vestiges des anciens cadres en faisaient, en effet, partie, mais l'énorme majorité des combattants se composait de la jeunesse patriote, de garçons qui venaient de quitter l'école. Beaucoup d'anciens officiers entrèrent dans ce « corps des volontaires » en qualité de simples soldats. Les meilleurs de l'ancienne armée russe, tous ceux qui n'avaient pas voulu devenir camelots, garçons de café ou commissaires soviétiques, et qui avaient échappé au supplice et à la mort, se trouvaient là.

Les cosaques du Don et du Kouban, guerriers de naissance, mais peu disciplinés, combattaient à leurs côtés. Le reste de l'armée se composait de troupes mixtes ou bien de troupes de partisans, comme celles du général Samko.

Toutes ces organisations se trouvaient plus ou moins sous les ordres du haut commandement, à la tête duquel était le général Denikine. Mais les cosaques avaient encore leurs propres « gouvernements », composés mi-partie de socialistes, mi-partie d'aventuriers de la pire espèce. Ils boudaient

le général Denikine et manifestaient leur hostilité à toute idée nationale russe, en prenant l'attitude de corps politiques étrangers à la nation, soucieux seulement de leurs intérêts.

Le haut commandement se trouvait dans une situation assez difficile. De graves embarras lui venaient du Caucase, où s'étaient formées de petites républiques ayant à leur tête des autochtones, anciens députés du parlement russe : la république arménienne, géorgienne, etc... Tous ces organismes, se trouvant à l'abri des rouges grâce à l'armée de Denikine, déployaient néanmoins une activité encore plus néfaste que celle des gouvernements cosaques, et s'étaient proclamés ennemis acharnés de la Russie et des Russes.

Mais ce n'était pas tout. Dans les régions occupées par les Blancs, parmi les intellectuels qui n'appartenaient ni aux cosaques séparatistes, ni aux nationalistes géorgiens ou arméniens, il se trouvait beaucoup de gens qui cherchaient à influencer le commandement de l'armée et à lui faire accepter tel ou tel programme pour la future reconstruction du pays. Malheureusement tous ces programmes n'étaient qu'une déformation des anciennes méthodes qui avaient déjà amené la Russie à un double écroulement : une fois sous le tsar, l'autre sous Kerensky. Les problèmes étaient nombreux et délicats. Il y avait d'abord la question agraire. Les paysans laboureurs forment les huit dixièmes de la population russe, et cette masse une fois mise en mouvement par la révolution, on ne pouvait livrer bataille aux bolcheviks sans être assuré de son appui, ou, du moins, de ses sympathies. D'instinct, chacun le comprenait, mais presque personne ne se rendait compte de ce que cela signifiait en réalité. Et il y avait beaucoup de gens, des groupements politiques, des partis entiers, qui s'écriaient :

— La propriété est inviolable!

C'étaient les anciens châtelains, les grands propriétaires. Ils ne pensaient qu'à recouvrer leurs biens, ou, du moins, à toucher une indemnité.

Mais à côté de ceux-ci, il y avait des socialistes, des membres de la Constituante brutalement dispersée par les Soviets le second jour de son existence; d'anciens ministres du gouver-

nement provisoire, des députés de la Douma, des professeurs, des avocats, des médecins, toute la société libérale de la Russie. Et cette société criait à son tour :

— La terre aux travailleurs!

Les uns et les autres étaient dépassés par les bolcheviks, dont les doctrines pouvaient paraître autrement attrayantes au paysan. Car les communistes lui disaient : « La terre, et non seulement la terre, mais tout le bien du grand propriétaire, est à toi, et ceci sans aucune indemnité. Tu as été tout simplement volé par le châtelain et tu as le droit de reprendre ce qui t'appartient. » Les Soviets se gardaient bien de dire alors qu'ils allaient reprendre la terre à ces mêmes paysans, qu'ils allaient la nationaliser et la distribuer aux voleurs, aux forçats, aux fainéants qui allaient donner leur appui au communisme. Et il n'y avait rien d'étonnant à ce que le paysan se méfiât de l'armée blanche, celle-ci ne lui promettant la terre que sous certaines réserves. Aucune mobilisation ne réussit sur le territoire occupé par les armées de Denikine. On pourrait même dire que ce territoire n'a jamais appartenu aux Blancs. Ceux-ci possédaient les lignes de chemin de fer, les grandes routes et les endroits où ils tenaient de fortes garnisons. Mais le peuple resta tout le temps indifférent à la lutte, à moins qu'il ne prît le parti des Rouges.

Il était toutefois indispensable d'établir un programme précis, qui aurait pu faire croire à la stabilité du futur régime.

Le tsar?

Non, ce ne pouvait être cela. Sans parler des gouvernements cosaques, en majorité socialistes, cette devise aurait scindé le noyau même de l'armée, car ce n'étaient pas seulement les monarchistes de l'ancien régime qui servaient. De plus, en ce cas, il aurait fallu prévoir la nature de la future monarchie : autocratique, constitutionnelle, parlementaire? Enfin, il n'y avait pas de prétendant incontestable au trône; Nicolas II avait abdiqué pour lui et pour son fils, et le grand duc Michel en faveur de l'Assemblée Constituante...

Alors, peut-être, la Constituante?

Non plus. Elle avait été dispersée par une compagnie de matelots de l'*Aurore*, et personne n'avait protesté. Le peuple était resté impassible. Il tenait peu à la dignité de députés

qu'il n'avait élus que parce qu'on le lui avait ordonné. L'idée de la Constituante était bien morte.

Il n'y avait qu'une seule devise possible, un seul programme entraînant :

La terre aux combattants.

Ces quatre mots auraient suffi pour mettre toute la nation en armes. La nation ne veut plus de grands propriétaires? Elle ne les reverra pas, du moins tant que le propriétaire lui-même, ou ses enfants, ne se seront pas mis dans les rangs, la carabine en main. Les bolcheviks promettent la terre à tout le monde? Mais tout le monde, cela signifie, entre autres, les fainéants, les vauriens, les lâches?... Nous ne donnons la terre qu'à celui qui veut et qui sait la défendre...

C'est ainsi qu'on pouvait vaincre les vils instincts éveillés par les Soviets, donner à l'armée la force de remporter la victoire, poser les bases du futur régime de la Russie ressuscitée...

Il faut croire que le général Denikine comprenait l'absurdité des programmes qu'on lui proposait. Du moins, il n'en adopta aucun et se tint toujours à l'écart des partis politiques. Connaissait-il les quatre mots qu'il aurait dû prononcer? Même s'il les connaissait, il n'aurait pu les dire : il aurait eu contre lui, d'un seul coup, tout ce qu'il y avait de plus intellectuel dans la société russe. Il aurait perdu ses ministres, la plupart de ses fonctionnaires, les sympathies de la société et de la presse... Les uns auraient dit :

— Comment, la terre aux combattants?... Alors, on va la reprendre aux propriétaires actuels? Mais la propriété doit rester inviolable!

Et les autres :

— Distribuer la terre aux combattants, c'est anéantir la belle doctrine qui nous apprend que la terre doit appartenir à celui qui la cultive de ses propres mains...

Pour énoncer la formule qui aurait pu sauver la Russie, il fallait être au pouvoir et posséder en même temps la volonté, l'énergie et la popularité d'un grand homme. Denikine n'était pas un grand homme.

« La Russie une et indivisible », voilà ce que l'on proclama. Mais par cette formule on visait davantage les gouverne-

ments séparatistes des cosaques que les Soviets. Car ceux-ci auraient pu répondre qu'eux aussi, ils auraient voulu voir la Russie une et indivisible, à condition qu'elle fût communiste. En définitive, l'armée blanche ne savait pas exactement pourquoi elle luttait. Le service de la propagande, établi pour imiter les Rouges, n'avait en effet rien d'autre à faire que d'exposer les portraits des généraux, comme cela se pratiquait sur les écrans lumineux de la gare d'Ekatérinodar.

On ne fait pas la guerre, on ne meurt pas pour rien. Toutefois les jeunes gens du corps des volontaires étaient entraînés par leurs idées patriotiques, et il y eut parmi eux beaucoup de vrais héros qui donnèrent leur vie pour la patrie. Quelle était donc la conduite des autres?

Les autres faisaient la guerre pour s'enrichir. Ils commencèrent à se partager comme un butin les dépôts pris à l'ennemi. Puis vint le pillage des demeures précédemment accaparées et occupées par les commissaires et les fonctionnaires rouges, puis le pillage des Juifs, puis enfin le pillage de tout le monde. Après le grand succès du général Wrangel, vainqueur de la bataille de Tzaritzyne, le chemin de Moscou était ouvert. Les Rouges n'offraient presque plus de résistance, et déjà les généraux blancs se regardaient avec méfiance : lequel d'entre eux réussirait le premier à entrer triomphalement au Kremlin? L'armée s'élança vers la capitale, mais son élan ne dura pas, et elle s'arrêta d'elle-même, alourdie par le train des équipages, qui prit des proportions gigantesques. Il suffit de dire que l'un des corps d'armée les plus avancés vers Moscou, un corps de cavalerie, comprenant cinq mille sabres, traînait après lui des convois de la longueur de 60 kilomètres! Ces convois se composaient d'innombrables chariots, chargés de tout ce que l'on avait trouvé et pillé en route : ameublement, tapis, draps, fourrures, vêtements d'hommes et de femmes, chaussures, vaisselle, verreries, porcelaines, tableaux, pendules, outils et instruments de tout genre, — tout ceci pêle-mêle dans un désordre chaotique. Des troupeaux de bétail accompagnaient ces convois, suivant leurs nouveaux maîtres. Inutile d'ajouter que ce corps n'était plus en état de lutter; s'il ne fut pas dispersé et anéanti par l'armée rouge, ce n'est que parce que celle-ci était elle-même

anéantie et dispersée. Le seul obstacle à la victoire finale des Blancs, c'étaient les Blancs, aveuglés par leur convoitise. Quelques semaines suffirent pour que trois mille des combattants qui composaient ce corps d'armée se dispersassent en emportant avec eux les biens pillés. Quant aux deux mille qui restaient, ils avaient toujours derrière eux des dizaines de kilomètres de chariots surchargés et ne pensaient qu'à préserver ce qu'ils considéraient comme leur butin de guerre.

La cause de l'armée était perdue, et, au sommet du commandement, on le comprenait déjà. On accusait le général Denikine, on accusait le chef de son quartier général Romanovsky. Tous deux n'étaient pour rien dans la défaite qui approchait. Mais le général Wrangel, emporté par son caractère fougueux, se mit à répandre des pamphlets contre Denikine coupable, à son avis, de s'être laissé entraîner par son ambition et d'avoir commis de véritables crimes contre l'armée. Ces pamphlets ne firent qu'aggraver la situation.

Peu de temps après, on comprit qu'il était inutile et déraisonnable de conserver des veilléités de lutte; c'est alors que le commandant du corps des volontaires adressa au général Denikine un télégramme chiffré donnant le signal de la retraite générale, retraite désordonnée et panique des armées blanches.

« Il est évident, — écrivait le commandant des volontaires, — que les cosaques n'opposeront pas une grande résistance aux rouges lorsque ceux-ci commenceront leur prochaine offensive. Il faut songer à sauver la meilleure partie de l'armée, représentée par le corps que je commande. Dans ce but, il convient d'abandonner provisoirement la lutte, commencer l'évacuation des familles des combattants et préparer à l'avance des bateaux pour le transport des troupes. Tout le personnel des chemins de fer doit être placé sous mes ordres et je dois obtenir pleins pouvoirs à l'arrière. En même temps, il est indispensable de se mettre d'accord avec les Alliés pour obtenir l'autorisation de débarquer les troupes dans un port quelconque à l'étranger. Tout ceci doit être exécuté dans une entente parfaite avec le commandement du front et avec tous les officiers. »

Ce télégramme était bien significatif, et Denikine comprit

que c'était la fin. Il refusa d'abord de satisfaire les prétentions de Koutiépoff, mais au bout de peu de jours il dut céder. En même temps, l'armée apprit le contenu du télégramme, et la panique commença. — Le corps des volontaires s'enfuit! s'écriaient les cosaques. Il nous abandonne à l'ennemi! — Les troupes quittaient le front et se dirigeaient vers la mer. Quelques jours de marche séparaient les lignes des Blancs de celles des Rouges, qui avançaient assez irrésolument, mais l'armée fuyait quand même, fuyait en désordre, ne songeant plus ni à la Russie, ni à l'idée nationale, ne songeant qu'à une seule chose : s'embarquer sur les bateaux et quitter le pays. Les derniers combats sérieux eurent lieu aux environs de Rostov-sur-le-Don, puis ce fut une fuite éperdue, une course dans laquelle chacun s'efforçait de dépasser son voisin. Il va sans dire que tous les héros de l'arrière-garde, tous les employés des ministères, les fonctionnaires, les intendants militaires, les agents de la propagande, les innombrables colonels de tout genre, toutes les madame Groznoff avec leurs protecteurs, — tout ce joli monde se trouvait à la tête du torrent. Et chacun emportait ce qu'il pouvait, et surtout ce qui ne lui appartenait pas.

Les généraux Denikine et Romanovsky s'embarquèrent sur un navire de guerre anglais et furent transportés à Constantinople. Là, le général Romanovsky fut assassiné par un officier russe dans le bâtiment de l'ancienne ambassade de Russie. Le meurtrier parvint à s'enfuir. Les Anglais firent pénétrer leurs soldats dans l'ambassade et sauvèrent la vie du général Denikine.

Les troupes blanches se concentrèrent dans la péninsule de Crimée, et le commandement passa aux mains du général Wrangel. Celui-ci avait déclaré que son seul but était de sauver l'honneur de l'armée. Il parvint à tenir tête aux bolcheviks pendant quelques mois, puis ses troupes plièrent et il dut les évacuer, comme l'avait fait Denikine. L'armée — ou plutôt ses restes démoralisés — fut installée dans un camp de concentration sur la péninsule étroite de Gallipoli, où les malheureux soldats passèrent un certain temps sous la protection du gouvernement français.

La volonté et le génie administratif du général Koutiépoff

réussirent à maintenir la discipline dans cette masse cruellement éprouvée, et prête à toutes les folies qu'inspire le désespoir. Là, à l'abri de la politique et de la guerre, dans la tranquillité absolue, la plupart de ces hommes redevinrent capables de vivre dans une société civilisée, dans un monde où il n'y avait pas de boucherie entre Blancs et Rouges, où l'on ne voyait pas de différence entre les Chrétiens et les Juifs, où les lois ne permettaient pas le pillage organisé. Un monde où l'on était obligé de faire son chemin par un travail honnête et persistant. Quand le gouvernement français eut cessé de s'occuper des débris de l'armée blanche, — ce qui n'arriva qu'au bout de plusieurs mois — les anciens officiers et les anciens soldats se dispersèrent peu à peu par le monde, augmentant ainsi le nombre des émigrés russes.

Mais la méthode qu'on avait employée pour les faire revenir à la vie pacifique, pendant le séjour à Gallipoli, es impressionna tellement, qu'ils crurent y voir une manifestation de l'héroïsme de l'armée russe.

Gallipoli devint un nom sacré, et les « Gallipoliens »; une caste au-dessus de toutes les classes de l'ancienne société russe. Toute la gloire de l'armée du grand empire fut oubliée, obscurcie par « l'exploit » de Gallipoli. La vaillante campagne de la garde impériale qui avait renversé les Allemands dans la Prusse orientale au début de la guerre; les brillantes victoires sur l'Autriche à Krassnoïé, à Lwow et à Galitch, la prise de Przemysl, puissante forteresse autrichienne; la prise d'Erzeroum, forteresse turque en Asie Mineure; la résistance héroïque de la forteresse russe d'Ossovetz dans les marécages lithuaniens; les exploits des troupes sibériennes qui défendirent Varsovie pendant des mois malgré le manque de munitions; les mutilés russes de la grande guerre dispersés dans les hôpitaux à l'étranger, marchant sur des béquilles; manchots, borgnes, gueules cassées; les héros décorés de la croix de Saint-Georges par l'ancien commandement russe, et non par des Samko, — tout cela n'existe plus, tout cela n'a même jamais existé. Une seule gloire resta à l'armée — la gloire d'une existence prolongée dans un camp de concentration, pendant laquelle on reprenait ses sens : Gallipoli!

XII

Sobakine passa les trois premiers mois de son séjour à Odessa dans une parfaite tranquillité, car il s'était tenu à l'écart de toute politique. Il ne lisait même les journaux que fort rarement. Ceux-ci donnaient un curieux mélange d'informations mal coordonnées, et il lui était bien difficile d'y comprendre quoi que ce soit, sauf que les opérations contre les Rouges se poursuivaient et que la victoire finale était assurée aux armées blanches. Il apprenait en outre qu'une lutte acharnée d'un autre genre se déchaînait à Odessa même, la campagne en vue des élections municipales, et que les partis de droite avaient toutes les chances pour eux. Ainsi tout allait bien et il n'y avait aucune raison de s'inquiéter. Cependant, chaque fois qu'il allait voir les siens — ce qu'il faisait au moins deux fois par semaine — et que la conversation se portait sur la politique, Olga prenait un air réservé, comme si elle connaissait des choses que les autres ne savaient point.

Un jour que Boris parlait des succès du général Mamantoff qui, en s'approchant de Moscou, avait atteint la ville de Tamboff, elle dit :

— Mais les succès de Makhno?

Et deux jours plus tard, Boris apprit de Maxime Ivanytch que Makhno était un partisan bolchevik qui avait fait une brillante incursion dans le territoire des Blancs, comme Mamantoff dans le territoire Rouge.

Une autre fois Sobakine mentionna une avance des Blancs dans le voisinage de Koursk. Olga, pour toute réponse, émit cette opinion :

— Qu'est cela, en comparaison des avances sur Kieff?

Boris ne voulut pas manifester son ignorance et s'adressa le lendemain au vieux majordome qui était devenu depuis un certain temps son informateur habituel. Maxime Ivanytch ne savait rien. Mais trois jours après, il apprit à Sobakine que Kieff était menacée, fort menacée par les troupes rouges, et que celles-ci bombardaient la ville au moyen de plusieurs trains blindés. On évacuait déjà les dépôts militaires et les établissements officiels. On s'attendait à chaque instant à apprendre la nouvelle de la chute de Kieff.

Olga était renseignée mieux que tout le monde. Elle dit un jour à son frère :

— Ce qui m'énerve surtout, c'est cette campagne électorale. Les membres de la droite se laissent entraîner dans un guet-apens. A quoi leur servira la victoire? Rien qu'à faire inscrire les noms de leurs élus sur les listes noires de la Tchéka.

Boris la regarda avec étonnement.

— Mais... — observa-t-il. — Qu'est-ce que cela peut bien leur faire? La Tchéka est trop loin d'ici pour avoir la moindre importance.

— Maintenant... mais lorsqu'elle reviendra?

— Encore! — s'écria Boris impatienté. — Je te l'ai dit une fois pour toutes : Odessa ne retombera jamais aux mains des Soviets.

— ... Et dans trois semaines les Blancs auront repris Moscou! Voilà déjà deux mois, et plus, que tu as fait cette prophétie.

— Olitchka! — reprocha Boris. — Je n'ai jamais parlé de trois semaines... J'ai dit trois mois.

— Deux!.. tu as dit deux!.. — s'écria Olga. — Il y a longtemps qu'ils sont passés, et vous n'êtes pas plus près de Moscou que le jour de ton arrivée ici.

— ... *Vous* n'êtes pas plus près... — pensa Boris sans répondre. — « Elle n'a pas dit *nous*... avec qui donc est-elle, ma sœur, si elle n'est pas des nôtres? »

Il se tut. Après cette conversation, il se mit à observer Olga et ses soupçons ne firent que croître, jusqu'au jour, où, venu chez sa sœur sans être attendu, il la trouva en compagnie d'un personnage qu'il n'avait jamais vu chez elle, et dont elle ne lui avait jamais parlé. L'inconnu avait le type purement caucasien, le visage envahi par une barbe qui commençait presque sous les yeux, la chevelure noire et crépue, la taille mince comme celle d'une jeune fille.

Olga parut très contrariée de l'apparition de son frère, un sourire contraint se dessina sur ses lèvres. Boris s'inclina légèrement dans la direction de l'inconnu, comme pour le saluer; celui-ci se leva et resta debout, ne sachant que faire. Olga reprit vite son sang-froid.

— Vous ne connaissez pas mon frère? — dit-elle à

l'homme. — Permettez-moi de vous le présenter : mon frère Boris, M. Jouraschvili. Asseyez-vous donc, monsieur. Je ne vous laisserai pas partir sans prendre une tasse de thé.

La conversation manquait d'animation. Jouraschvili observait Boris comme il aurait observé un objet très curieux. Sous ce regard, Sobakine se sentait de plus en plus gêné. Enfin le Caucasien partit, et lorsque Olga, qui était allée le reconduire, revint dans la salle à manger, Boris la questionna :

— Qui est-ce?

— Un ami, Boris. Cet homme nous a fait beaucoup, beaucoup de bien pendant les jours de notre malheur. Sans lui, peut-être ne nous aurais-tu pas revues, et nous aurions suivi le sort de papa. Ne me demande plus rien maintenant, je t'en prie.

— Un bolchevik, il n'y a pas de doute, — se disait Boris dans la rue, une heure après. — Olga est en relations avec les bolcheviks, voilà l'explication de tout. C'est honteux...

... Mais pourquoi est-ce si honteux, après tout? se demanda-t-il en montant dans un tramway. Moi-même, n'ai-je pas été un bolchevik, et de la pire espèce? N'ai-je pas été commissaire, n'ai-je pas porté un revolver à ma ceinture, n'ai-je pas opéré des arrestations? Encore un peu de temps, et je serais devenu tchékiste. Olga suit son chemin et, que diable! elle a raison. Dans le cas où les Soviets reprendraient la ville, et où l'on m'arrêterait, ses relations pourraient m'être utiles. Il se peut bien que ce Jouraschvili...

Le cours de ses réflexions dévia subitement.

— Rose! — se rappela-t-il. — Rose!... Il n'y aura pas de remède contre sa fureur. Personne ne pourra rien y faire... Si les Blancs abandonnent Odessa, il faut que je parte avec eux, et...

— Monsieur Sobakine, je crois?

Boris tressaillit, surpris au milieu de ses sombres pensées. Un monsieur fort élégant, planté en face de lui, l'observait à travers un lorgnon monté en or et répétait sa question :

— Monsieur Sobakine, je crois? Boris Fédorovitch.

— Oui, c'est moi, — répondit enfin Boris. — A qui ai-je l'honneur?

— Vous ne me reconnaissez pas? Je suis Grzendlowsky,

ancien gouverneur dans le nord-ouest. Nous nous sommes maintes fois rencontrés au ministère.

Boris reconnut son interlocuteur et lui tendit la main. Celui-ci dit :

— Je n'habite pas loin d'ici, et vous me feriez plaisir en m'accompagnant jusqu'à mon domicile.

Il prononça ces mots avec une expression étrange, comme s'ils eussent contenu un sens caché. Boris le suivit sans observation. Grzendlowsky prit Sobakine par la taille et lui dit à l'oreille :

— Voilà déjà quinze jours que je vous cherche partout dans la ville. Je suis les instructions de Bimberg.

En un instant Boris se rappela ses deux derniers entretiens avec ce personnage : l'un, dans les bureaux soviétiques, à Pétrograd, l'autre à Kieff, au ministère de l'hetman. Les deux fois, Bimberg avait manqué de sincérité. Maintenant, par contre, il recherchait la collaboration de Sobakine. Sinon, pourquoi aurait-il chargé Grzendlowsky de le trouver?

Boris demanda :

— Où est-il à présent?

— A Berlin. Mais ne parlons pas de cela dans la rue. Nous voici arrivés.

Ils entrèrent dans un petit hôtel, où Grzendlowsky occupait une chambre. Il invita Sobakine à s'asseoir et lui dit :

— Bimberg et moi, nous poursuivons toujours la même tâche, le même but sacré, en vrais patriotes et sujets fidèles de notre monarque. Cette tâche est très ardue et compliquée, vu l'impossibilité de parler actuellement à haute voix de la monarchie. Mais nous avons d'autant plus besoin de collaborateurs persévérants et fidèles, d'hommes en qui l'on puisse avoir toute confiance. Bimberg vous considère comme un de ceux-là, et, ayant appris par notre service d'informations que vous étiez à Odessa, il m'a demandé de vous retrouver coûte que coûte, et de vous associer à notre cause.

Tout ceci était fort vague. Boris ne voyait pas tout à fait clairement ce que l'autre entendait par « notre monarque ». Encore moins pouvait-il comprendre comment Bimberg était arrivé à conclure que lui, Sobakine, pouvait être considéré comme un homme de confiance dans une conspiration ultra-

patriotique. Mais quelle importance, après tout? L'essentiel était que l'on avait besoin de lui, Boris Sobakine. Et, comme c'était la première fois depuis qu'il avait quitté Petrograd, il se sentit fier et heureux. Il ne demanda aucune explication à Grzendlowsky, remettant ses questions à une autre fois. Il inclina légèrement la tête et se contenta de demander si Bimberg allait bien.

— Oh! oui, — répondit Grzendlowsky. — Parfaitement. Il travaille plus que jamais. Inutile, j'espère, de vous demander si vous consentez à collaborer avec lui. Vous étiez un de ses meilleurs amis, je crois.

— Et vous ne vous trompez pas, — dit gravement Boris. — Seulement, nous nous sommes perdus de vue depuis un certain temps.

— Très bien! — fit Grzendlowsky satisfait. — En premier lieu, il s'agit de vous faire entrer dans l'une des organisations qui feront partie de la réunion d'après-demain.

— C'est à vous d'agir, je vous obéirai, — répondit Sobakine. — Cependant, il vaudrait mieux que je sache ce qu'est cette réunion d'après-demain et ce que je dois faire pour entrer dans l'organisation.

— Je vous l'expliquerai en peu de mots : dans la partie méridionale de la Russie, actuellement occupée par les armées blanches, il se trouve plusieurs organisations patriotiques dont les représentants forment un comité, avec de grands pouvoirs. C'est lui qui s'est occupé, entre autres, des élections municipales, et vous en connaissez les résultats.

— Pas du tout, — fit Sobakine. — Est-ce que...

— Mais oui, mon cher! nous sommes vainqueurs dans tous les arrondissements de la ville. Depuis ce matin, nous avons une municipalité composée des *nôtres*. Vous n'avez donc pas lu les journaux d'aujourd'hui?

Sobakine avoua n'avoir pas touché aux journaux.

— Vous vous tenez loin de la politique, je le vois, — dit son hôte. — Cela va changer maintenant. Après-demain, vous représenterez au comité le parti des nationaux-libéraux du sud-ouest. Cela s'appelle libéraux, mais en fait il n'y a rien de plus conservateur, croyez-moi.

Sobakine ne put s'empêcher de se gratter la nuque, comme

le font beaucoup de Russes quand ils sont dans l'embarras.

— Mais... je ne connais pas le programme de ce parti, — dit-il. — Il me sera donc un peu difficile de le représenter, surtout... que je ne suis pas membre du bureau...

— Ne vous inquiétez pas, mon cher, — assura Grzendlowsky. — Tout sera fait sans vous. Je vous transmettrai votre mandat lorsque vous viendrez à la réunion du comité.

— Ça va, — dit Boris. — Mais... du reste, je me confie à vous et à Bimberg. Répétez-moi seulement encore une fois le nom du parti, que je le note. Il faut que je l'apprenne par cœur.

— Le parti des nationaux-libéraux du Sud-Ouest. Vous serez élu président de la section d'Odessa.

— Moi, président? Vous êtes sûr que je serai élu?

— Je crois bien! Il me suffira de dire un mot, et tout sera fait.

— Bon, je me confie encore à vous. Maintenant, permettez-moi de noter le lieu où se tiendra la réunion, ainsi que l'heure...

— Huit heures du soir, après-demain. Adresse : 74, rue Gogol. Entrée par la cour, puis à droite, au sous-sol. Là, on vous renseignera.

— Merci, Excellence, — dit Sobakine après avoir pris note. — Je viendrai sans faute. Veuillez transmettre à Bimberg bien des choses de ma part, quand vous lui écrirez.

A son retour à la maison, Boris trouva Marie en train de raccommoder son linge et s'empressa de lui raconter tout ce qui venait de lui arriver. Il croyait la voir enchantée d'apprendre sa rentrée dans les rangs de l'extrême droite, à laquelle il avait appartenu avant la révolution. A sa grande surprise, Marie l'écouta sans enthousiasme.

— Eh bien! qu'en dis-tu? — demanda enfin Boris.

— Quelle importance cela a-t-il pour toi que je dise ou non quelque chose? — répliqua Marie en continuant de regarder son travail.

— Mais cela a beaucoup d'importance, — fit Boris étonné. — Je veux connaître ton opinion. Tu dois être contente?..

— Contente... de quoi?

— De me voir redevenir nationaliste, monarchiste, comme je l'avais été autrefois.

Un sourire amer parut sur les lèvres de Marie.

— L'as-tu réellement été, Boris? — demanda-t-elle. — J'ai beaucoup de doute là-dessus. Depuis longtemps, je me demande ce que tu es, après tout? oui... qui es-tu en réalité?

Elle leva enfin les yeux et le regarda fixement, comme si elle espérait ainsi résoudre plus facilement le problème.

Boris fut stupéfait.

— Qui je suis? — balbutia-t-il. — Tu me poses cette question après quatre ans de mariage?

— Oui, Boris, je te la pose. Car plus ça va, moins je te connais. Il y a quatre ans, j'ai épousé un monarchiste, un patriote russe. Peu après ce patriote devint un admirateur des Allemands, puis un commissaire bolchevik, puis un candidat à un poste dans l'administration de l'Ukraine, puis un officier de l'armée blanche, qui n'est, d'après tes propres paroles, ni monarchiste, ni républicaine... Aujourd'hui, tu conspires pour l'extrême droite... Je me demande ce que tu seras demain?

Sobakine se sentit offensé, mais il ne sut que répondre.

— Dis-moi enfin, — continua sa femme en insistant, — qui es-tu? qui est cet homme avec qui je me suis mariée?

— Drôle de question, — dit Boris. — je suis... je suis Sobakine.

— Je le sais bien, mais qu'est-ce que cela veut dire — Sobakine? un patriote, un homme honnête et courageux, ou bien un commissaire, un traître, un lâche?

— Marie! — s'écria Sobakine rouge d'indignation. — Je te défends.... Moi non plus, sans doute, je ne te connaissais pas... Qui es-tu donc, toi aussi.... ma femme depuis quatre ans?

— Oui, c'est vrai, — reprit Marie en évitant son regard. — Je me suis tue longtemps, trop longtemps peut-être. C'est que, depuis mon enfance, je n'ai pas été habituée à raisonner par moi-même. Maman et moi, nous ne faisions que suivre les ordres, les conseils de mon père. Mais il n'était pas comme toi, il ne se contredisait jamais, il ne changeait pas de goût, ni d'opinion; c'est lui qui m'a appris à aimer la Russie, le peuple et son monarque... Papa était conservateur, et je le suis aussi, — ou plutôt je l'ai été tant que les idées n'ont pas été bouleversées par la révolution... Excuse-moi, Boris, si je

m'exprime mal, mais je ne sais pas parler savamment de ces choses-là.

Boris se taisait.

— ...Et puis, tu t'es rendu à l'ambassade d'Allemagne, chez l'ennemi qui nous a tué tant de pauvres soldats, qui a maltraité nos prisonniers de guerre et la population civile, cet ennemi déloyal qui nous a envoyé Lénine et Trotsky pour nous ruiner, qui a prêché la fraternisation pour nous prendre la plus belle partie de notre malheureux pays... Ensuite, tu es devenu commissaire rouge, communiste... Puis est venue cette jeune Juive...

Boris, sans dire un mot, s'affaissa tout à coup sur les genoux et cacha son visage entre les mains de Marie.

— Mariette, — dit-il doucement, — pardonne-moi! J'ai été démoralisé par tout ce qui est arrivé. Mais je t'assure que jamais, jamais je n'ai changé... Les apparences seules... Crois-moi!... Et maintenant, lorsque je redeviens moi-même, c'est-à-dire celui que j'étais autrefois, pourquoi doutes-tu de moi, pourquoi me repousses-tu? Je suis et j'ai toujours été ton Boris, ton mari, bon patriote, monarchiste... Tu ne t'es pas trompée sur mon compte, lors de notre mariage... Si tu me dis qu'il ne faut pas aller à la réunion d'après-demain, je n'irai pas. Tu vois comme je t'aime... Quant à la camarade Rose... pardonne! pardonne!

Marie lui prit la tête et l'approcha de son visage.

— Il faut que je te croie, murmura-t-elle après une longue pause. — Va donc à la réunion. Dieu fasse que ce soit ta dernière métamorphose!

Boris se demanda si le moment était favorable pour raconter à sa femme ce qu'il savait au sujet d'Olga. Mais, réflexion faite, il décida de remettre cette confidence à une autre fois.

MICHEL DE POURICHKEVITCH

(La fin dans le prochain numéro.)

RECHERCHE D'UNE MAJORITÉ ET D'UNE POLITIQUE

Le « problème de majorité » est, parmi tant d'autres questions actuelles, une de celles qui reviennent le plus fréquemment, incertaines et flottantes, à la surface du flot de nos préoccupations. A chaque difficulté parlementaire, à chaque saute d'humeur des partis en désarroi, à chaque accès de fièvre de la finance et de l'économie malades, on pose l'équation, d'ailleurs jusqu'ici insoluble, de la majorité. Et, pour la résoudre, on en déplace désespérément les facteurs.

Ainsi, la politique, maîtresse de la formule magique qui lui permet de lier la solution de tous les problèmes à celle du « problème de majorité », prolonge la dictature subtile qu'elle exerce sur ce pays soi-disant libre. L'instabilité et l'impuissance, installées par elle à demeure dans le législatif et l'exécutif, assurent de la sorte au régime une manière de continuité...

Faut-il voter des projets, prendre des décisions, arrêter un plan ou un programme? On pose le « problème de majorité ». Et rien ne va plus. Généralement, c'est la crise du ministère au pouvoir. On en forme un autre. On refait les jeux. Une nouvelle partie s'organise. Le pays respire et se reprend à espérer. Mais, lorsqu'il s'agit de passer à l'exécution, la question à résoudre, quelle qu'elle soit, aussi technique qu'elle puisse être, est reprise par la politique omnipotente, est absorbée, traduite en langage chiffré, dosée et ramenée à l'équation fatale de majorité.

On est donc obligé, bon gré mal gré, de se pencher sur ce « problème », qui domine effectivement l'ensemble du débat. Qu'on s'y intéresse passionnément ou non, qu'on le prenne au sérieux ou qu'on le juge dérisoire, il reste posé. Et il conditionne, pour une large part, la vie nationale, le présent et l'avenir.

***

Ces considérations nous conduiront, plus loin, à l'actualité la plus brûlante, si l'on ose dire : celle des projets financiers et du nouveau ministère ou... du prochain. Pourtant, avant d'aborder cette phase de l'évolution politique, il convient d'étudier d'un peu plus près le « problème », l'inéluctable équation. Où en sommes-nous avec la majorité, avec ses inconnues qui nous ont valu tant de mécomptes et qui commandent toujours nos destins?

Et d'abord, qu'est-ce que la majorité? On la définit par la pluralité des voix dans une assemblée délibérante, ou le parti le plus nombreux. En fait, c'est la vieille loi du nombre. C'est elle qui, à l'origine, sanctionna le fait accompli, en fit la légalité. Et si l'on considère le nombre et la force comme des facteurs correspondants, on conçoit que la raison du plus fort et la raison du nombre soient synonymes. La majorité s'apparente donc aux grandes lois naturelles qui firent le monde et le régissent. Elle est statique, mathématique et non pas forcément morale ou spirituelle. Le nombre qui la crée la fait obéir à la physique des masses, des corps, des courants, bien plus qu'à la sélection; à la quantité bien plus qu'à la qualité. Parfois, l'intelligence ou la vertu font la conquête du nombre, à la faveur de bouleversements qui donnent, un moment, la priorité à l'esprit sur la matière...

Sans remonter au déluge, on peut rappeler que le suffrage universel est l'application politique de la loi du nombre, sans doute aussi vieille qu'elle. Depuis quelque six mille ans, période limitée de nos modestes connaissances, on n'a pas trouve mieux, pour la société humaine, que le règne du nombre, sous la forme des majorités démocratiques, des oligarchies ou des familles régnantes, des dictatures qui ne

sont rien autre que la délégation provisoire du nombre sur une tête, dans une main.

Dans la Constitution qui nous régit, le nombre s'exprime tous les quatre ans, par la voie des élections générales, pour déterminer la majorité. Une fois consacrée par le scrutin législatif, la majorité n'a plus qu'à gouverner. Elle choisit, dans son sein, l'exécutif, qu'elle contrôle et qui ne peut rien sans elle. En réalité, elle est souveraine. L'opinion publique, elle-même, n'a pas le moyen de la dominer sauf conflit, révolte ou révolution. La majorité, issue du suffrage universel, ne peut régulièrement être révisée, refaite, que par lui.

Le mécanisme des institutions est donc faussé quand une législature s'efforce de substituer à une majorité ainsi formée une autre majorité, composée dans l'usine parlementaire, à la faveur de mélanges que le pays n'a pas faits et qui sont basés sur des formules équivoques, des procédés artificiels, de faux amalgames à la merci des marchands du Temple et des joueurs.

En cas d'impossibilité, pour les éléments composant la majorité, de s'entendre et d'agir, en cas de discorde et de rupture, comme cela se produit aujourd'hui dans le sein du Cartel, d'aucuns disent que la solution est dans la dissolution. Nombreux sont ceux qui en parlent, depuis quelque temps, comme d'une tactique opportune pour tirer parti des divisions du socialisme au profit de l'ordre. Selon cette opinion, une majorité chaotique, disloquée, inapte à tenir ses engagements et à appliquer son programme — peut-être parce que ce programme est inapplicable et parce que ces engagements étaient irréalisables — doit être renvoyée à la vaste usine du suffrage universel, pour la refonte. Le Sénat et le Président de la République ont, dans cette formule de la dissolution, le moyen de résoudre, d'un coup, l'insoluble problème. Sinon — ajoutent les protagonistes de l'idée — tous les dangers sont à craindre, depuis l'aggravation des crises qui atteignent le pays, jusqu'à la crise de régime elle-même...

En tout cas, il n'est pas d'exemple de majorité fabriquée de toutes pièces au Parlement et dans les groupes. L'Union nationale, en 1926, succédant au Cartel, fut plutôt l'œuvre

personnelle d'un grand républicain, Raymond Poincaré, autour de qui se rangèrent les partis, comme cela s'était produit en 1917 avec Clemenceau. Alors, point de substitution d'une majorité à une autre. Le principe majoritaire est suspendu. Un principe d'exception, l'union nationale ou l'union sacrée, interrompt le libre jeu des institutions. Le péril passé, le désarroi risque de recommencer...

Les lendemains du Traité de Versailles et du Congrès d'Angers (où se brisa l'Union nationale) sont de nature, sur ce point, à faire réfléchir. Et, au surplus, en admettant que la formule d'union ait ses avantages éclatants à l'heure tragique, est-elle possible avant l'épuisement de toutes les solutions susceptibles d'empêcher la venue des catastrophes? Un remède qui ne s'administrerait qu'au moment de l'agonie serait d'un emploi un peu spécial et limité. Mieux vaut une médication curative qui n'attend pas que le malade soit perdu. Une union nationale ou sacrée, qui se scellerait uniquement au bord du gouffre de la faillite, au seuil de la guerre et de l'invasion, ne serait pas la solution qu'on cherche.

Autre chose est, sans doute, une majorité d'union, plus ou moins large, issue du suffrage universel. Elle ne nécessite ni l'homme extraordinaire — si difficile à trouver — au pouvoir, ni le sursaut d'insécurité ou de panique dans le pays, ni l'hypocrisie des partis qui sont ensuite si pressés de rompre leurs chaînes et qui ne tardent pas à retomber dans les pires errements.

Mais l'élection suppose la compétition, la lutte. Une majorité régulièrement élue a presque obligatoirement son opposition, d'ailleurs nécessaire, salutaire. Qui oserait s'en plaindre? A la condition, toutefois, que cette majorité, d'union ou de coalition, soit capable d'agir. Si elle s'avère pleine de contradictions, d'impuissance, comme le Cartel des gauches de 1924 et d'hier, formation exclusivement électorale et démagogique qui n'a d'autres liens que des lieux-communs oratoires et passionnels, dissimulant des dissentiments violents sur les principes les plus élémentaires de patriotisme, de propriété, de morale civique, la dissolution peut être nécessaire pour en sortir.

On se rappelle la grande crise cartelliste de 1924-1926. Elle ne

fut que partiellement résolue par l'union poincariste — et à quel prix! — après quoi les radicaux renversèrent le Cabinet Poincaré et l'on retomba dans des difficultés accumulées. Le replâtrage, à peine durci, s'en allait en morceaux. Il était impossible de tenir longtemps rapprochés des adversaires qui allaient se retrouver, bientôt, face à face dans l'arène électorale et surtout de maintenir associés des intérêts aussi contraires et divergents que ceux représentés par de vieux partis ennemis, par des classes encore opposées.

Pour la concentration ou, plus exactement, le centrisme, les obstacles étaient-ils moins nombreux? Il semble que oui. Car, autant le mariage cartelliste apparaissait comme une hérésie, un danger et une duperie, autant le centrisme semblait une coalition viable, en raison de la similitude des idées radicales et centristes en matière de patrie, de sécurité, de propriété, de progrès économique et social. Cependant, l'opération maintes fois tentée, sur le plan de la « majorité de rechange », avait sans cesse échoué. La majorité originelle s'était d'abord débattue, pour se reformer ensuite.

Après l'expérience, de courte durée, de l'Union nationale, imposée par la catastrophe monétaire, et abandonnée aussitôt le péril écarté, les partis étaient revenus à leurs formations initiales, à leurs affinités électorales. C'est ainsi que les radicaux, élus de concert avec des socialistes, talonnés par leurs fédérations, leurs militants et par le souci de leur réélection, avaient pris prétexte des fameux articles 70 et 71, sur l'autorisation accordée à certaines congrégations, pour mettre en demeure leurs chefs, au congrès d'Angers, de quitter le Cabinet Poincaré. Une misérable querelle anticléricale faisait renier à un grand parti, national et bourgeois, l'œuvre d'union accomplie pour le salut du franc. La majorité revenait à ce qu'elle était au seuil de la législature, le jeu politique reprenait ses positions de combat. La faillite empêchée, tout le chemin parcouru sur la voie du redressement parlementaire était à refaire.

Et, non seulement l'Union nationale se trouvait anéantie, mais l'effort centriste lui-même échouait. Toutes les tentatives de collaboration de la Gauche et du Centre allaient avorter lamentablement. La législature suivante devait être remplie

par la longue série d'échecs de la Concentration. On en arriva enfin aux élections des 1er et 8 mai 1932, qui eurent lieu sur des apparences d'indépendance des partis, le radicalisme ayant feint, un moment, de renoncer à l'alliance socialiste et de maintenir sa position selon un axe centre-gauche, ce qui n'empêcha pas cette alliance de fonctionner à plein, au second tour de scrutin. La majorité cartelliste, issue de cette consultation électorale, ressemblait comme une sœur à celle de 1924; elle était même plus nombreuse. L'expérience d'alors allait-elle recommencer?

***

Sans doute! En politique financière et économique comme en politique extérieure, le socialisme, animateur du Cartel, allait planter des jalons de plus en plus avancés et pénétrants. En 1924, on s'en était tenu à l'énoncé de principes collectivistes, tels que la parole de M. Renaudel proclamant « qu'on prendrait l'argent là où il est ». Tandis que le nouveau Cartel de 1932 passait à l'exécution. Aux branches essentielles de l'économie et de la finance, on n'hésitait plus à greffer des pousses marxistes, qu'il s'agisse de la création étatiste d'offices et de monopoles, de la taxation à outrance, de l'inquisition fiscale, de l'atteinte renouvelée aux budgets de défense nationale, des concessions aggravées au pacifisme et à un internationalisme bancaire, en attendant l'abandon progressif de la sécurité sous la pression de puissances occultes affiliées à la même Internationale d'intérêts...

Et comme certains gouvernants radicaux résistaient à la pression du socialisme toujours plus exigeant, à la capitulation devant l'étranger, au dehors et devant les clubs ou les syndicats, au dedans; comme ils prétendaient défendre encore les deux ultimes bastions de la patrie, le franc et l'armée, le parti S. F. I. O. n'hésita point à abattre ces dirigeants présomptueux, sans se soucier du cri d'alarme poussé par eux, à l'approche d'événements monétaires qui menaçaient d'être désastreux pour la nation tout entière.

Une fois de plus, le Cartel, comme Ugolin, dévorait ses propres enfants et le pays par surcroît. L'alliance fatidique du

socialisme marxiste et du radicalisme national, qui avait triomphé aux élections, en exploitant la démagogie et la crise, échouait tragiquement devant les nécessités nationales. La majorité allait se briser plus totalement que jamais, au point de disloquer même les partis qui la composaient. Et c'était la scission des « néo-socialistes » dans le vieux parti S. F. I. O. unifié, scission aggravée par le départ de la fraction extrémiste, allant rejoindre le communisme. C'était peut-être aussi la scission radicale en marche, car nombre de Valoisiens, électoralement liés aux socialistes, élus d'ailleurs avec des voix d'extrême-gauche, se refusaient à abandonner leurs tuteurs; ils s'effrayaient du rapprochement avec le Centre, pour les suites électorales possibles; ils s'apprêtaient déjà à briser le centrisme comme ils avaient détruit l'Union nationale.

***

Donc, l'équivoque de la majorité continuait de plus belle. On n'en annonçait pas moins, sans se décourager, comme par le passé, la venue de la Concentration. On faisait état du fait que M. Albert Sarraut, successeur de M. Daladier, n'avait pas consulté les socialistes pour former son Cabinet, alors qu'il faisait appel à des centristes notoires, dont le concours donnait à sa combinaison un caractère nettement anticartelliste. Des hommes de la couleur politique de MM. Piétri, Stern, Delesalle, de la doctrine de M. Gardey, marquaient une orientation évidemment différente de celle imposée par M. Léon Blum. Et, pour consacrer cette évolution, M. P.-E. Flandin, chef de l'Alliance démocratique, apportait le soutien de son groupe au nouveau ministère et faisait l'appoint de la majorité naissante.

Allions-nous assister à l'événement de cette majorité, réussissant, après tant d'échecs, à se stabiliser dans le centrisme, contrairement à la loi qui avait voulu, jusqu'ici, que les partis fussent sans cesse ramenés aux formations résultant de la consultation électorale, comme les vapeurs et les nuées reviennent à la mer? Hélas! dès le jour de la présentation du Cabinet Sarraut aux Chambres, on s'aperçut que l'équi-

voque majoritaire, au lieu de se dissiper, se compliquait davantage, ajoutant à l'instabilité. Certes, M. Daladier avait dû brusquer la discussion de ses projets financiers, réclamer l'extrême urgence, en dépit du manque de sérieux que peuvent avoir un examen et un vote en trois jours de textes aussi compliqués, aussi importants pour la vie nationale, que ceux auxquels on demandait d'apporter quelque six milliards de rendement au Trésor. Il fallait escamoter le débat pour éviter la crise. En essayant d'entraîner le Cartel dans la folle ronde, on courait la chance de lui maintenir une apparence d'homogénéité. Et l'on sait ce qu'il en résulta. Mais, pour M. Albert Sarraut, l'urgence ne suffisait plus.

Afin de permettre à la nouvelle majorité de se concrétiser, de ne pas éclater au premier contact, il fallait déblayer le terrain de tous les obstacles, écarter ce qui divise, s'en tenir à des généralités sonores et creuses. Cela nous valut une Déclaration ministérielle, abondante, éloquente, magnanime, traitant de tous les grands problèmes du monde, mais faisant le silence sur le problème de majorité, sur celui du redressement budgétaire aux détails si attendus, sur celui de la politique extérieure, à peine effleuré, sans la moindre allusion à l'attitude de la France en face de l'Allemagne, de Genève, du désarmement.

C'est que la majorité qu'on voulait artificiellement former, en unissant les éléments dressés la veille les uns contre les autres, élus en 1932 les uns contre les autres aussi, mandataires de clientèles et d'intérêts divergents ou opposés, n'avait point de politique commune. Lui en proposer une aurait abouti à sa dispersion immédiate. Il fallait parler pour ne rien dire. Malgré le soin qu'y mit M. Albert Sarraut, on aperçut dès cette première séance, un flottement, de la gauche au centre droit, pareil à un spasme de la majorité à peine vivante, qui battait de l'aile avant son essor, visiblement défaillante sur le seuil...

Dans leur joie, non dépourvue d'ironie, de reconquérir le pouvoir, au moins pour le soutien qu'ils accorderaient au gouvernement radical, devenu leur otage, les centristes avaient applaudi largement M. Albert Sarraut, sans se gêner de le compromettre. On avait vu M. Tardieu et M. Paul Reynaud

joindre leurs bravos à ceux de M. Flandin et de ses amis. Du coup, M. Renaudel s'était cabré, à l'autre bout du lotissement majoritaire et une bonne fraction des radicaux avaient tressailli, en cessant soudain d'applaudir. Peu après, M. Bergery venait demander au gouvernement des explications fort embarrassantes sur ce qu'il appelait une « trahison », et M. Renaudel se dressait pour interroger, sur un ton inquiet et menaçant, le Président du Conseil, incapable d'ailleurs de lui préciser les limites d'une majorité indéfinissable, pareille à un mirage. Toutefois, M. Sarraut crut devoir ajouter qu'il ne voulait subir « aucune condition de personne ». Cela jeta un froid et il y eut un nombre imposant d'abstentions.

Dans le ministère lui-même, les incertitudes et le flottement n'étaient pas moindres que dans la majorité provisoire qui le soutenait. Le gouvernement était à peine constitué et les conflits de tendances, de personnalités, s'y faisaient jour, en particulier en matière de projets financiers à établir. Les bruits les plus suggestifs circulaient, le soir du premier conseil de Cabinet, en ce qui concerne les rapports entre tels ministres appelés à collaborer plus étroitement que jamais dans l'action financière. L'un d'eux, disait-on, avait offert sa démission avant le conseil. Il acceptait toutefois d'attendre, sous réserve d'une politique à déterminer. Et, dans les groupes, on jouait déjà au puzzle de la majorité, en escomptant, outre la scission socialiste, de prochaines défections radicales...

***

Que serait-ce lorsqu'on aurait à voter les projets financiers d'économies et d'aménagements fiscaux en gestation? On nous annonçait bien que, cette fois, ils ne gêneraient personne. Les réductions administratives ne porteraient plus sur les traitements des fonctionnaires mais seulement sur le matériel. Espérait-on récupérer beaucoup de millions sur l'encre, le buvard, les cartons verts? Il est vrai que le matériel s'étend à toute l'armature administrative. Mais on doute que les huit cent millions d'économies prévues sur ce chapitre puissent passer un jour des prévisions à la réalité...

On écarterait, en outre, tout impôt supplémentaire et l'on

demanderait à la répression de la fraude, à la suppression des offices parasitaires, à des aménagements fiscaux, de quoi compléter le chiffre des réductions, afin d'atteindre d'abord une tranche d'environ deux milliards et demi de crédits récupérés, pour combler une partie du déficit. Ce serait pour aller jusqu'au bout de l'an, après quoi le redressement financier devrait être achevé avec le budget, ce qui permettrait au moins de renvoyer les difficultés à quelques mois...

Pour entraîner ses troupes et l'opinion publique, le gouvernement estimait qu'il devait apporter quelque chose de plus que ces calculs subtils laissant sceptiques bien des gens. Il allait suivre les suggestions de techniciens, qui ne sont pas tous au service de l'État et qui, conseilleurs mais non payeurs, le poussaient dans la voie des grands travaux dits d'outillage national. On avait jadis qualifié de « panneau réclame » un programme d'outillage que M. Tardieu s'était plu à jeter à la tête de ses adversaires ébahis et en pâture à un certain monde des affaires. Maintenant, alors qu'il s'agit de réduire les dépenses, d'entrer dans la grande pénitence, de demander à l'épargne et au travail de se sacrifier pour arrêter l'hémorragie du déficit, on annonce plusieurs milliards de grands travaux, pour la métropole et les colonies, et qu'il faudra payer par l'emprunt, au risque de tarir les dernières sources, presque épuisées, du crédit!

Le programme de redressement en était là. A l'image de la situation parlementaire, il apparaissait artificiel et flottant, faisant un contraste pénible, dans son imprécision, avec les dures réalités présentes.

***

On cherche une majorité, une politique! Et nous venons de voir combien il est difficile d'en fabriquer, alors que la vraie majorité, née du suffrage universel, née aussi du besoin d'une politique appropriée, se forme selon les grands courants, les affinités électorales, les aspirations populaires confuses mais ardentes.

En vain, les événements les plus graves, les nécessités les plus impérieuses ont-ils tenté de modifier, notamment depuis

1924, ces majorités qui n'avaient parfois que des liens électoraux; après chaque tentative, les partis sont revenus à leurs positions initiales. Et, pour tout dire, en cherchant la solution du problème politique moderne dans le « problème de majorité », on n'a abouti qu'à l'ajournement de toute action, à l'aggravation du mal, au chaos.

Nous rejoindrons ici nos observations du début, sur le moyen éventuel de la dissolution, dont certains pays voisins, l'Angleterre, l'Allemagne, se servent pour faire fonctionner leurs institutions parmi l'instabilité et les troubles du monde.

Quoi qu'il en soit, il semble se confirmer aux dures leçons de l'expérience qu'on ne peut résoudre le « problème de majorité » par le simple jeu des groupes ou des Cabinets se partageant le pouvoir, dans le champ clos du Parlement. Il faut y associer effectivement le pays. Sinon, la démocratie n'est plus qu'une affaire exploitée par quelques profiteurs ou quelques trublions.

Il n'est pas aisé de trouver le remède sûr à un état général aussi atteint, solidaire d'ailleurs de la crise mondiale. Ce serait déjà bien d'arriver à déterminer ce qu'il ne faut pas faire. Ajoutons qu'il est fort possible que le « problème de majorité » ne soit pas le vrai problème. S'il est vrai que les majorités naissent des grands courants populaires, des aspirations profondes, de l'opinion aussi bien que des mécontentements et des colères souvent exploités par la démagogie — ce contre quoi on ne peut rien, car la démocratie est, comme nous le disions, la loi du nombre, des foules, de leurs passions et de leurs intérêts —, l'art de gouverner ne devrait-il pas être dans le choix d'une politique adaptée aux véritables besoins du pays et qui s'attacherait à résoudre, non plus le « problème de majorité » à chaque difficulté, mais la difficulté elle-même?

L'exemple des questions financières, actuellement sur la sellette[1], peut nous servir lui-même, malgré l'extrême complexité du débat. Une majorité a été élue pour régler ces questions au mieux. Le gouvernement qu'elle a choisi doit lui apporter un plan complet. Il s'agit de savoir si la majorité et le gouvernement, ainsi aux prises avec leur tâche, sont

1. Voir l'article de M. Giscard d'Estaing dans la même livraison.

d'accord sur les grandes lignes et les principes fondamentaux de l'action à mener à bien. Si oui, le gouvernement doit obtenir de sa majorité les pouvoirs nécessaires, les délais indispensables, l'autorité et la stabilité qu'exigent les circonstances. Fort de ces pouvoirs, sous le contrôle organisé des Chambres, contrôle qu'exerceront les grandes commissions techniques existantes, l'exécutif s'attachera à résoudre techniquement, l'une après l'autre, les difficultés en cause.

Et si la majorité, après des essais successifs et également infructueux, s'avère impuissante à dégager d'elle-même une doctrine, un programme et un pouvoir stables, la dissolution peut intervenir et le pays se prononcer en connaissance de cause...

On ne saurait traiter, en si peu de place, la réorganisation parlementaire et le renouveau constitutionnel qui semblent être la véritable solution du problème politique. Qu'il suffise de conclure simplement qu'un grand peuple n'a pas le choix entre tant de politiques, ni tant de majorités. Dans les circonstances dramatiques de la crise universelle, un grand peuple a son Destin à suivre droit. Et, quand il s'agit surtout de la France, si foncièrement équilibrée, traditionnelle et unie, il n'y a qu'une politique possible. La majorité, quels qu'en soient les dosages électoraux, doit la réaliser — ou se démettre.

MARCEL LUCAIN

PSYCHOLOGIE ET SOCIOLOGIE EN FRANCE

Les trois premiers volumes du *Nouveau Traité de Psychologie* du Dr G. Dumas, professeur à la Sorbonne, viennent de paraître[1]. Sous sa première forme, l'ouvrage comprenait deux volumes (967 et 1172 pages). Sous la seconde il en comprendra neuf (sept consacrés à la psychologie normale, deux à la psychologie pathologique). Pour mener à bien cette tâche, G. Dumas s'est assuré le concours de plus de cinquante collaborateurs, savants notoires. Ouvrage monumental, véritable « somme » qui permettra de faire le tour de la psychologie française contemporaine.

En attendant qu'on puisse entreprendre ce périple immense, essayons du moins de nous faire une idée des tendances générales du *Traité*, mesurons la part qu'il fait à la psychologie pure, à la physiologie, à la sociologie.

De celle-ci, on a pu dire naguère qu'elle travaillait à refouler la psychologie dans l'ombre, à la déposséder, à en démontrer l'infécondité. Auguste Comte n'avait-il pas dédaigné de faire une place à la psychologie dans sa classification des sciences? Émile Durkheim, son continuateur sur le terrain scientifique, n'avait-il pas répété, dans ses *Règles de la méthode sociologique* qu'il importait avant tout de traiter les faits sociaux comme des choses, et essayé d'expliquer le dedans par le dehors? Durkheim avait reconnu, à vrai dire, que les faits sociaux sont essentiellement des représentations,

1. Alcan.

et que les hommes sont unis par des idées. Du moins persistait-il à loger ces idées dans une « conscience collective ». Or, la « conscience collective », insaisissable à l'introspection, ne serait rien de plus qu'une abstraction réalisée, véritable hypostase qui — selon un des derniers critiques de la théorie, M. Roger E. Lacombe, dans une étude sur *la Méthode sociologique de Durkheim* — encombre la route, et gêne la recherche bien plutôt qu'elle ne la stimule ou l'oriente. Souvenir romantique, ont déclaré d'autres, mythe d'origine germanique, bien fait pour détourner l'esprit français de ces analyses où il excelle.

Puisque le procès est encore pendant, puisqu'en particulier beaucoup d'esprits, et non des moindres, s'alarment de la place tenue dans notre enseignement primaire par la sociologie, profitons de la publication du *Traité* de G. Dumas pour faire le point. Joignons-y quelques ouvrages spécialement consacrés à la question, par exemple la bibliographie critique du très regretté Daniel Essertier sur *Psychologie et Sociologie*, ou l'*Introduction à la Psychologie collective* du Dr Ch. Blondel. Peut-être ainsi réussirons-nous à préciser, à l'aide de quelques exemples, les rapports de la psychologie avec la sociologie, et le genre de services que, tout compte fait, celle-ci a pu rendre à celle-là.

***

Le meilleur exemple nous sera fourni par l'ample et magistrale étude consacrée, dans le Tome III du *Nouveau Traité*, par le Dr Dumas lui-même, à l'expression des émotions. Problème classique, que Darwin a essayé de résoudre par une théorie demeurée célèbre.

A quoi tient l'habitude de redresser la tête dans la colère, d'effacer la poitrine, d'appuyer solidement les pieds sur le sol, de fermer les poings, de froncer les sourcils? A ce fait que l'homme qui est en proie à l'indignation se place, sans en avoir conscience, dans une attitude convenable pour attaquer ou frapper son adversaire, qu'il toise parfois de la tête aux pieds d'un air de défi. Effrayés, pourquoi ouvrons-nous tout grands les yeux et la bouche? Pour jeter le plus rapidement possible nos regards autour de nous, pour mieux percevoir le moindre son avertisseur d'un danger.

On reconnaît le principe : une émotion suscite dans les parties visibles de notre organisme une attitude utile, transmise par l'hérédité. Cette attitude s'associe automatiquement à l'émotion lors même qu'elle n'est plus utile.

G. Dumas se montre très sévère pour cette théorie, qu'il juge entachée de finalisme : les expressions d'émotions proprement dites qui tendent spontanément à un geste utile d'attaque ou de protection sont beaucoup moins nombreuses que ne le croit Darwin. Elles obéissent bien plutôt à des déclenchements automatiques. Elles résultent de décharges nerveuses se propageant selon des voies déterminées par la disposition de nos organes. Et cela, Descartes, mieux que Darwin, l'avait pressenti dans son admirable *Traité des Passions*, lorsqu'il notait, parmi les manifestations diffuses des émotions, les variations de la couleur, de la circulation périphérique ou centrale, l'état de contraction ou de résolution des muscles.

Reprenant cette tradition cartésienne, qu'il enrichit des acquisitions de l'anatomie et de la physiologie contemporaines, le Dr G. Dumas nous introduit dans le mécanisme des muscles lisses ou striés, des sphincters palpébraux, des rameaux nasaux ou buccinateurs, des centres thalamiques, à seule fin de nous démontrer qu'étant donnée cette structure, nos émotions devaient naturellement, sans effort d'adaptation à une fin quelconque, produire telles manifestations visibles que nous appelons expressions. Par exemple, si l'homme effrayé ouvre de grands yeux, ce n'est pas pour mieux voir : les yeux s'agrandissent par un relâchement des sphincters palpébraux où la volonté n'est pour rien. Le même relâchement se marque dans les muscles molaires par le creusement des joues, dans les muscles masticateurs par la chute de la mâchoire inférieure et l'ouverture de la bouche : et bientôt tout l'être paraît inhibé.

Inversement, qu'une émotion joyeuse, qui augmente le tonus vital, envahisse l'être, cette excitation, pour peu qu'elle reste modérée, se propage depuis les centres nerveux, par le facial, jusqu'aux muscles qu'il met le plus facilement en jeu : le temporal, le masséter, le frontal, l'occipital, l'orbiculaire des paupières, le dilatateur des narines, le buccinateur. Grâce

à cette synthèse musculaire, la physionomie « s'épanouit », c'est le divin sourire qui apparaît.

« Le sourire spontané est la réaction la plus facile des muscles du visage pour une excitation modérée : il se manifeste particulièrement dans ces muscles à cause de leur extrême mobilité... »

On voit la tendance : ne prêter à l'organisme mis en branle par une émotion aucune fin, aucune recherche d'attitude, aucune création d'habitude utile : tout expliquer par des mécanismes physiologiques préformés.

Tout expliquer? Sauf peut-être l'expression elle-même, qui suppose une interprétation de nature sociale, par laquelle nous concluons du dehors au dedans. Sauf surtout la mimique, qui s'ajoute pour la compliquer, la raffiner, la styliser, à l'expression proprement dite. Et avec la mimique, c'est la sociologie qui entre dans la psychologie.

Le mouvement tournant du Dr G. Dumas est ici bien remarquable. Lui qui refuse à la nature organique tout effort d'adaptation en matière d'expression, il reconnaît à la société, en cette même matière, l'action la plus puissante, la plus enveloppante, la plus insinuante. C'est sous son influence que le matériel physiologique prend forme vraiment expressive et devient à sa manière un langage. Les mouvements par lesquels nous exprimons toutes les nuances de nos joies et de nos douleurs comportent presque tous une part de mimique. Et la mimique suppose une imitation plus ou moins volontaire. Et non pas seulement une imitation de soi-même, mais une imitation des autres, une obéissance à des traditions plus ou moins contraignantes.

Par quel chemin le Dr G. Dumas est arrivé pour son compte à cette conviction, il l'explique en des pages d'un intérêt palpitant : celles où il relate ses expériences sur les aveugles-nés. Il s'est aperçu qu'ils étaient incapables de reproduire sur demande une expression spontanée, celle de la colère, de la peur, de la joie. La mimique leur est en principe interdite. Pourquoi? Sans doute parce que les leçons du miroir leur sont refusées. Mais d'abord et surtout parce qu'ils ne saisissent pas à toute heure autour d'eux ces jeux de physionomie qui sont autant de modèles impératifs. Ils n'ont pas vu leur

mère se pencher sur leur berceau pour leur sourire, ni plus tard, à l'école, le maître froncer le sourcil en levant le doigt : toute une éducation leur manque, celle des schèmes mimiques en usage dans un milieu. Et par là s'explique sans doute ce qu'il subsiste de gauche, de fruste, de non-modelé dans les expressions de leurs émotions.

En généralisant ces remarques, on serait amené à conclure que la mimique motrice — celle-là même qui, appelant à son secours les métaphores musculaires, traduit tant de nuances intellectuelles — est « de tous points comparable au langage ». Comme le langage, c'est un fait social qui préexiste à l'individu et lui survit. Comme le langage, elle constitue un système de signes qui s'impose à tous par la nécessité de se faire comprendre.

Les variations, certes, ne sont pas interdites. Une marge est laissée à la fantaisie combinatrice. Mais ici, comme en matière de langage, la part de l'innovation personnelle reste limitée par le besoin de communion. D'autre part, plus sans doute que le langage des mots, le langage mimique utilise un donné naturel commun à tous les hommes. Les centres thalamiques fonctionnent selon les mêmes lois chez toutes les races. On sourit et on pleure de la même manière sous tous les cieux. Cependant cette universalité elle-même rencontre des limites qui attestent la grande puissance des groupements sociaux particuliers. M. Mauss n'a-t-il pas signalé à M. Dumas des tribus où la joie de revoir un ami se manifeste traditionnellement par des larmes? Et Lafcadio Hearn n'a-t-il pas souligné que le peuple japonais s'est dressé à sourire, même au sein du deuil?

Le psychologue qui fait état de pareilles remarques ne s'en tient plus aux explications purement biomécaniques : il les complète par des explications psycho-sociologiques. Une sorte de conjonction s'opère ainsi sous nos yeux. Deux vagues gagnent, chacune de son côté, sur l'inconnu. Deux séries de causes concourent. Et cela est tout à fait conforme à la pensée d'Auguste Comte, lequel ne songeait nullement — comme M. L. Lévy-Bruhl dès longtemps, et plus récemment M. Ch. Blondel l'ont amplement démontré — à déclarer inutile ou impossible toute psychologie. Frappé seulement

des insuffisances de l'introspection sur laquelle l'école qui régnait de son temps, l'école spiritualiste, faisait tant de fond, il prétendait chercher des principes d'explication positive, pour les choses de l'esprit, d'une part dans la biologie, d'autre part dans la sociologie. La phrénologie lui paraissait capable de déceler les aptitudes de l'homme; mais en quel sens celles-ci pouvaient et devaient se développer, seul le déroulement de l'histoire nous le révélait. Et en dernière analyse, on ne pouvait expliquer l'homme que par l'humanité.

Th. Ribot n'inclinait-il pas de son côté vers une conclusion analogue lorsqu'il déclarait, dans la préface qu'il a écrite pour la première édition du *Traité de psychologie* : « Si la psychologie commence avec la biologie et la zoologie, elle a son efflorescence terminale dans la sociologie. »?

Et lui-même, dans ses derniers ouvrages, par exemple dans cette *Logique des sentiments*, qui s'exprime le plus souvent en jugements de valeur, reconnaissait « traiter des questions de psychologie individuelle en apparence, mais tout autant collective », aveu dont Durkheim s'était empressé de tirer profit.

A cette double influence, celle de Comte et celle de Ribot, tous deux insistant sur l'infécondité d'une méthode purement introspective, G. Dumas et la plupart de ses collaborateurs restent fidèles. Et ils prouvent par l'action que la sociologie, en insistant sur la puissance et la diversité des influences propres au groupe, les a aidés à élargir de tous côtés le champ des explications positives applicables au règne humain.

***

Ce que nous disons de l'expression des émotions, il va de soi qu'on pourrait le répéter, toutes choses égales d'ailleurs, des émotions elles-mêmes. Il y a longtemps qu'on a signalé les étroits rapports du dehors et du dedans, la réaction du geste sur le sentiment lui-même. Si le geste est « socialisé », comment le sentiment ne le serait-il pas à son tour? C'est ce que Gustave Belot — l'auteur de tant de pénétrantes études sur la *morale positive* — s'employait à démontrer dans la première édition du *Traité*, à propos des sentiments complexes. Qu'il s'agisse des émotions esthétiques, religieuses, morales, on découvre

toujours que les éléments sur lesquels elles s'appuient — matériels ou idéaux — tiennent directement ou indirectement à la vie sociale. « Danses, chants, ornements de la personne et des objets, règles de conduite communes, tabous et obligations; cultes, mythes et rites, tous ces faits ont leur matière essentielle dans la vie et la pensée collective. » Or, sans des points d'appui de ce genre, nos sentiments supérieurs ne sauraient prendre leur essor. Ils pourront bien, dans la suite des temps, s'individualiser de plus en plus. L'esthète savourera ses admirations dans la solitude. Le mystique entre en contact direct et tout personnel avec son Dieu. L'honnête homme en arrive à placer ses devoirs envers lui-même au-dessus de tout. Ni les uns ni les autres n'auraient pu inventer seuls ces attitudes intérieures. L'épithète de naturelles ne saurait leur convenir. Elles sont les produits d'une culture. Un milieu fournit toujours à nos sentiments le noyau représentatif sans lequel ils se volatiliseraient.

L'ingénieux psychologue qu'est M. Paulhan, dans son livre sur les *Transformations des sentiments*, nous invitait à mesurer, en face des impulsions organiques, la croissante complication de notre vie affective : qu'on songe seulement, observait-il, à la distance qui sépare un repas bien ordonné de l'ingurgitation, ou l'amour courtois de l'accouplement. Mais dans ces complications, M. Paulhan distinguait deux formes : spiritualisation et socialisation. Ici, des systèmes qui lient les individus par des réseaux de traditions ou de conventions. Là, des systèmes qui lient des idées, et permettent des synthèses d'éléments représentatifs de plus en plus nombreux. Mais ceci ne se mêle-t-il pas toujours à cela? Les deux formes de systématisation — l'intérieure et l'extérieure — ne sont-elles pas toujours en étroits rapports? Peut-on concevoir une vie spirituelle qui se complique sans l'appui d'une civilisation? Telle est du moins l'ambition explicative de l'école proprement sociologique : elle entend unir les deux termes que M. Paulhan maintenait distincts : la spiritualisation à ses yeux suppose toujours une socialisation. Et ainsi elle ne nierait nullement — contrairement à ce que certains critiques ont parfois laissé entendre — ce dualisme de la nature humaine affirmé par tant de religions et de philosophies. Elle reconnaîtrait au

contraire que structure et fonctionnement de l'organisme individuel sont bien loin d'expliquer tout ce qui se passe en nous. Elle serait donc spiritualiste à sa manière. Mais à sa manière en effet : puisqu'elle chercherait à fournir, des sentiments qui distinguent l'homme, une explication positive en étudiant les actions et réactions des individus les uns sur les autres, et en observant les appuis que leur offrent, comme les pressions que leur imposent les groupements qu'ils constituent.

***

Passe pour les sentiments, dira-t-on : on conçoit que l'homme, lorsqu'il s'agit d'émotions, d'inclinations, de passions, se laisse porter par des courants qui le débordent. Mais la vie intellectuelle supérieure entre-t-elle en jeu? L'heure est-elle venue de comprendre le monde et de le dominer en nous dominant nous-mêmes? La raison, la volonté bandent leurs ressorts intérieurs pour une lutte directe avec la nature. Que vient faire ici la société?

Durkheim pourtant tente l'assaut de ces hauteurs, — Durkheim que Jules Romains, poète de la sociologie, a appelé le Descartes de l'unanimisme. Ce Descartes esquisse une théorie de la raison qui serait un renouvellement de l'empirisme. Au lieu d'expliquer la formation des concepts, des catégories, des principes qui gouvernent nos jugements et raisonnements par une sorte de dépôt que laisserait en nous le monde extérieur, il l'expliquerait par l'interposition du monde social.

La théorie n'est pas facile à résumer. M. Davy, l'auteur de *Sociologues d'hier et d'aujourd'hui*, s'y est essayé dans le tome II de la première édition du *Traité*, tout en nous avertissant qu'il ne s'agit ici que d'une hypothèse de travail, destinée à stimuler et à orienter les recherches.

Hypothèse grandiose, puisqu'elle chercherait jusque dans les mystères cette *âme primitive* si magistralement étudiée chez les Fuégiens ou les Australiens par M. L. Lévy-Bruhl, la source lointaine des principes qui régissent la pensée d'un Poincaré ou d'un Einstein.

La manière de raisonner des primitifs est à mille lieues de la nôtre. Pour eux, sentiments et jugements, ordre surnaturel

et ordre naturel, tout se mêle comme dans un brouillard, tout participe à tout. Et nulle conscience individuelle ne pourrait, n'oserait débrouiller cet écheveau.

Plus d'une notion pourtant s'élabore là, plus d'une habitude se contracte, remarque Durkheim, dont la raison pourra profiter en ses démarches ultérieures. Ne constate-t-on pas, chez tels primitifs qu'on est à même d'observer aujourd'hui, que leurs rapports sociaux mettent en mouvement leur pouvoir de classer, et orientent leur effort intellectuel dans l'organisation hiérarchique qu'ils imposent à la nature elle-même? Les cadres des clans ne comprennent pas seulement les hommes, mais les choses; ils se répartissent entre eux les espèces végétales ou animales, le vent à l'un, la pluie à l'autre : le clan fournit ainsi son premier substrat à la notion de genre. « C'est parce que les hommes étaient groupés et se pensaient sous forme de groupe qu'ils ont groupé idéalement les autres êtres, et les deux modes de groupement ont commencé par se confondre au point d'être indistincts. » D'un autre côté, n'est-ce pas dans les cérémonies où le groupe affirme solennellement son unité que ses membres apprennent à distinguer — fastes ou néfastes, sacrées ou profanes — les parties de l'espace, comme à scander les moments du temps? Bien plus, dans les mythes par lesquels se justifient ces rites, sacrifices ou communions, des concepts se constituent, qui aident l'individu à dominer le flux des impressions sensibles : autant de rocs solides au-dessus du va-et-vient des flots. Notions de cause et de substance sont sans doute nées, ainsi, d'une réflexion sur le *mana*, mystérieux pouvoir qui explique l'efficacité des procédés magiques. Les croyances religieuses, qui elles-mêmes ne sauraient prendre corps sans un groupe capable de traduire en elles les forces spirituelles nées du rapprochement exaltant des hommes, seraient donc, au sens gœthéen, les « mères » voilées de la raison. Séduisante théorie. Dès à présent démontrée? C'est autre chose. Il y faudrait, — et Durkheim eût été le premier à le proclamer, — de patientes études comparatives portant sur l'histoire des concepts et des catégories. Il n'en reste pas moins que l'hypothèse, — M. Mauss avait raison de le remarquer dans l'*Année sociologique* — a donné impulsion et orientation utiles à la recher-

che : la littérature du sujet grossit d'année en année. Nul n'entreprendra plus une histoire de la raison humaine sans faire une part aux conditions sociales, — religieuses, politiques, techniques, — qui accélèrent ou retardent le développement des principes directeurs de la connaissance.

En attendant, un psychologue de profession, le Dr G. Blondel, l'auteur d'une thèse sur *la Conscience morbide*, a poussé encore plus loin que Durkheim l'audace sociologique : n'ose-t-il pas s'attaquer à la volonté qui plus encore que la raison apparaît comme la propriété et la marque de la personnalité? Chargé du chapitre consacré aux volitions dans la première édition du *Traité*, il ne craint pas de soutenir qu'il n'y a pas de volition proprement dite sans l'interposition, dans la conscience individuelle, de divers produits d'un milieu social. La volonté est le plus souvent présentée comme l'expression de la personnalité dans ce qu'elle a de plus indépendant et de plus interne. Qu'il s'agisse de sauter du lit ou de choisir une profession — le *fiat* dont parle William James suppose, semble-t-il, une réserve d'énergie spirituelle tout intérieure. Et le conseil suprême d'Émerson, de son côté, ne pourrait-il être aussi traduit : « Pour s'affirmer, se détacher »? M. Ch. Blondel a entrepris de remonter cette pente. Pour lui une volonté tout intérieure ne serait pas une volonté. Un acte volontaire tend toujours à s'extérioriser, à agir sur le monde matériel, et il n'agit sur le monde matériel que par l'intermédiaire d'un monde social. Celui-ci ne fournit pas seulement à l'individu des moyens d'exécution, des outils, des techniques : il lui impose des consignes, il lui suggère un idéal. Et c'est justement la présence de ces représentations collectives qui distingue l'activité volontaire de l'activité instinctive, comme elle distingue l'homme de l'animal. « Il n'est d'humanité, d'activité proprement humaine, de volonté particulièrement et d'activité volontaire que pour autant que des commandements dont, quelle qu'en soit l'origine, le caractère commun est de dépasser l'individu et de s'imposer à lui, s'interposent entre les nécessités de la vie, les exigences de la matière et les réactions de l'organisme. » Pour le commun des hommes, il n'est pas douteux que ces impératifs collectifs l'aident à préférer, quand besoin est, la ligne de la plus grande résistance

aux passions et aux instincts. Mais l'élite elle-même — celle des « héros » de Carlyle — est obligée de tenir compte de ce système de concepts. Elle le refond sans doute, le refrappe à sa manière, mais elle sait, elle aussi, formuler en concepts ses tendances pour leur donner une valeur courante, pour les socialiser. Elle invoque elle aussi, pour justifier son action, des principes de portée virtuellement universelle. Bien plus, les réfractaires, ceux qui disent non à la société, ne font-ils pas souvent appel, pour rationaliser leur conduite, à des préoccupations idéales? N'invoquent-ils pas à leur tour des principes? C'est dire que l'homme qui lutte, qui déploie son énergie contre lui-même aussi bien que contre d'autres cherche normalement un mur pour s'adosser. Et il n'est certes pas sans intérêt, pour se représenter comment s'effectue ce déploiement, d'étudier en psycho-physicien les conditions organiques de la volition et ses rapports avec le reflexe. Mais on ne comprendrait pas ce que la volition ajoute à l'activité automatique, si l'on oubliait le réservoir d'énergies spirituelles que constitue la société.

La psychologie pathologique apporte ici à la psychologie sociologique un secours inattendu.

Quel est, selon M. Blondel, le caractère principal de cette « conscience morbide » dont il a si soigneusement observé, chez un certain nombre de malades, les manifestations? C'est qu'elle est incapable de « conceptualiser », de parler le langage commun, d'invoquer des idées pour contrôler des impressions. Ces malades vivent penchés sur eux-mêmes; attentifs aux seules modifications de leur cœnesthésie, ils s'épuisent à l'analyser. Ils s'absorbent en émotions ineffables, incommunicables. Ils deviennent de plus en plus incapables de se dominer, de vouloir, par cela même qu'ils ont coupé les ponts entre leur sensibilité et la vie du groupe. Dans cette théorie, commentaire inattendu du *vae soli*, le demi-fou apparaît essentiellement comme un insociable. Le conseil qu'il faudrait lui donner est celui qu'Amiel se donne à lui-même pour retrouver l'équilibre : « Revenir parmi les hommes. »

M. Pierre Janet dans ses profondes études sur *les Obsessions et la Psychasthénie*, aime à distinguer les degrés de « tension » dont l'homme est capable. L'exercice de « la fonction du réel », la présence à la vie, la capacité de s'adapter aux faits caractérisent à ses yeux l'individu sain. M. Blondel

est bien loin de méconnaître l'intérêt de ces analyses. Mais si l'on veut comprendre ce qui distingue la volonté, il faut les compléter elles-mêmes en faisant appel aux représentations collectives et à l'action régulatrice qu'elles exercent sur les consciences individuelles. Ces valeurs débordent étrangement les mouvements cérébraux qui les sous-tendent. C'est faute de pouvoir entendre ces appels supra-organiques que les psychasthéniques sont abouliques. Ils ne savent pas profiter du système de « tuteurs » préparés par la société. « L'activité psycho-organique ne devient activité volontaire qu'à la condition de se sublimer pour ainsi dire sous l'action de représentations collectives. »

***

Mais demander ainsi à la société, à ses traditions, à ses institutions, des faits qui rendent compte de l'attitude de la volonté elle-même, n'est-ce pas tout de même réduire à la portion congrue les explications qui tablent sur l'organisme, sa structure, son fonctionnement? Tant de notions accumulées dans le tome I du *Nouveau Traité de Psychologie* sur l'influx nerveux et la chronaxie, sur les glandes endocriniennes et les hormones, ne vont-elles pas perdre beaucoup de leur intérêt aux yeux du psychologue s'il se laisse attirer, absorber par la sociologie? Les deux vagues que nous montrions gagnant du terrain, chacune de son bord, sur l'inconnu pourraient bien se rencontrer, s'affronter. Les deux équipes assemblées par le Dr Dumas se retourneraient donc l'une contre l'autre. Les partisans du déterminisme physiologique seraient amenés à dénoncer les « prétentions impérialistes » des partisans du déterminisme social.

C'est précisément ce qu'on a vu à propos d'une des questions les mieux étudiées par l'école de l'*Année sociologique*. Après Durkheim (*Le Suicide*), M. Albert Bayet et M. Maurice Halbwachs y ont consacré deux gros volumes (*Le Suicide et la morale* — *Les causes du Suicide*). M. Max Bonnafous en annonce un autre. Les auteurs sont bien loin naturellement d'être d'accord sur tous les points. Un thème pourtant leur reste commun. Et c'est l'idée que le taux des suicides, caractéristique des diverses sociétés — il n'est pas le même, avant la guerre, en France, en Allemagne, en Angleterre, en Italie —

s'explique par des faits de structure sociale. Les célibataires se suicident plus souvent que les gens mariés, les protestants plus souvent que les catholiques. C'est sans doute qu'aux premiers a manqué l'appui du groupe domestique, aux seconds celui d'une Église fortement disciplinée. Désencadrement, désintégration, absence d'un ordre qui maintienne chaque individu à sa place et le soutienne en lui fixant sa tâche, voilà la cause profonde de la tendance au suicide. Qu'on tienne compte non des motifs que les suicidés fournissent de leur acte — Durkheim en fait abstraction, M. Halbwachs y prête attention — qu'il s'agisse de pertes d'argent ou de chagrin d'amour, toujours on retrouverait au fond du cœur de ces malheureux un sentiment de vide social qui installe en eux une angoisse insupportable.

« Il n'y a rien qu'une pensée formée par la société soit moins capable de regarder en face que le vide social », déclare M. Halbwachs. Et encore : « La cause véritable du suicide, c'est le vide qui s'est fait autour du suicidé : s'il n'y avait pas de semblables lacunes, il n'y aurait pas de suicides. »

Ainsi présentée, la thèse n'a pas été sans éveiller un vif mouvement de scepticisme dans le camp de ceux qui, professionnellement, observent la tendance au suicide en tenant compte avant tout des conditions organiques qui la déclenchent : la psychiatrie s'est décidée à partir en guerre contre la sociologie. Dans sa *Psychologie pathologique du suicide*, le Dr Achille Delmas a mené cette campagne avec une grande vigueur. Déjà son maître Maurice de Fleury, fort des 60 000 cas de maladies nerveuses qu'il avait pu soigner, écrivait dans l'*Angoisse humaine* : « La seule condition nécessaire du suicide, c'est l'état d'angoisse, c'est-à-dire l'exaltation suprême de l'humaine émotivité »; à ses yeux le suicide était toujours et partout affaire de pathologie mentale. Le Dr Achille Delmas est encore plus catégorique. A l'entendre, 90 p. 100 des suicides sont le fait de ces cyclothymiques chez qui la dépression nerveuse alterne avec l'exaltation : le reste est fourni par les hyperémotifs. Ce qui revient à dire que les suicides d'aliénés et de psychopathes, en qui Durkheim ne voulait voir qu'une minorité très particulière, n'exerçant aucune influence appréciable sur le taux des suicides caractéristiques de chaque groupement, constitueraient au contraire

l'immense majorité, sinon la totalité des cas dénombrables. Conclusion : le suicide serait toujours la conséquence d'une maladie mentale, au moins momentanée.

Le déterminisme du suicide serait « un déterminisme essentiellement individuel », entendez : à base biologique. Et en effet, devant les tares nerveuses dont le clinicien est à même de constater chaque jour l'existence et les effets, de quel poids pèsent les formes sociales ou les représentations collectives, les institutions et les traditions que le sociologue invoque? Les conditions extérieures peuvent bien fournir des prétextes aux psychopathes en mal de suicide : elles ne constituent pas la cause profonde de leur *tædium vitæ*. Bien plus, s'il est vrai que certaines conditions extérieures favorisent la tendance au suicide, le psychiâtre ne serait-il pas capable de déceler chez certains hommes le tempérament qui les pousse à se placer dans les dites conditions? On nous affirme que les célibataires se suicident plus que les gens mariés. Or justement les déprimés constitutionnels, candidats-nés au suicide, n'ont guère la vocation du mariage. Les protestants, moins soutenus par l'organisation de leur Église, se suicident plus que les catholiques. Mais, quand le grand schisme se propagea au début du XVIe siècle, il est probable que parmi les adeptes de la religion prétendue réformée, la proportion des cyclothymiques, toujours portés aux « migrations », fut sensiblement plus forte que parmi ceux qui restèrent fidèles au culte traditionnel. Par où l'on voit que la psychiatrie aurait réponse à tout et ne laisserait plus grand chose à glaner aux sociologues.

Ceux-ci se débattent, comme bien l'on pense, contre cette tentative de refoulement. M. Halbwachs, rectifiant la pensée de Durkheim, admet que la sociologie doit tenir compte des suicides d'aliénés; bien plus il va jusqu'à accorder que chez tout individu qui se tue on dépisterait un trouble profond, au moins momentané, des fonctions nerveuses et cérébrales. Tout suicide intéresserait donc par quelque côté le psychiâtre. Mais tout suicide intéresserait aussi par quelque côté le sociologue. Car croit-on que l'organisation sociale des nations modernes et le genre de vie qu'elle implique soit pour rien dans le développement des maladies mentales? Et en tout cas, pour celui qui n'est pas un fou total, comme muré

dans sa folie, pour celui qu'un désespoir d'amour, une déception de carrière, une catastrophe financière conduisent, dans un état de trouble momentané, à choisir la mort, les motifs qu'il se donne lui sont suggérés par des circonstances sociales dont il est impossible de faire abstraction. Scrutez ces motifs : vous retrouverez toujours au fond de votre creuset ce sentiment de solitude qui révèle une inadaptation, un désencadrement. La structure de chaque société garde donc ici sa part de responsabilité dans le taux des suicides qui la caractérise.

M. Max Bonnafous (dans la *Revue philosophique* de mai-juin 1933), venant au secours de M. Halbwachs, utilise les statistiques qu'il a commencé à recueillir en Turquie et les renseignements que lui ont communiqués les psychiâtres turcs : il en résulte que dans ce pays les cyclothymiques ne paraissent pas avoir d'idées de suicide. C'est seulement sous l'influence des bouleversements de toutes sortes subis dans sa structure par la Turquie, depuis la guerre, que de pareilles idées semblent commencer à s'acclimater, et surtout dans les classes « aisées et évoluées ». Ce qui tendrait à prouver que même si les faits sociaux ne sont pas la cause de la mélancolie, ils sont du moins la cause de l'apparition, dans l'esprit du mélancolique, de l'idée de suicide.

Il n'en reste pas moins que, pour saisir comment s'exerce l'action des causes générales qu'il invoque, le sociologue doit accorder grande attention à ces intermédiaires que sont les organismes individuels : de leur état particulier dépend l'influence de ces causes générales, ici facilitées, là paralysées. Une société sans aliénés ni psychopathes, même en ses pires moments, connaîtrait-elle la mort volontaire? M. Ch. Blondel se permet d'en douter.

Ces motifs de suicide que l'on scrute ont sans aucun doute d'étroits rapports avec les organisations sociales. Mais la force avec laquelle ces motifs s'emparent des esprits tient-elle uniquement à la valeur contraignante que la collectivité leur a conférée? Non, car en de pareilles circonstances, des individus normaux résisteraient. Ne cède que celui qui est déjà déséquilibré. La goutte d'eau fait déborder le vase : c'est que le vase jusqu'au bord était plein d'angoisse.

Fort de ces remarques, M. Blondel va intervenir entre les deux clans. Lui le psychiâtre qui a accordé tant de poids

aux conditions sociales de la volonté, il se croit obligé dans une étude toute récente sur *le Suicide* de rappeler à ses confrères sociologues que dans l'étude de l'homme qui est à la fois un être biologique et un être social, il s'agit « de laisser et de faire sa part au physiologique à côté du social »; il faut même reconnaître « que ce social a dans ce physiologique des conditions d'apparition et n'existe qu'autant que le physiologique l'admet et le comporte ».

Bel exemple des oscillations auxquelles la pensée des psychologues contemporains est obligée de se prêter, pour laisser concourir les divers types d'explication positive qui leur sont offerts.

L'explication sociologique complète, disions-nous, la physiologique. Mais en même temps elle la limite. D'où, à côté de la collaboration, une concurrence latente, et des luttes d'influences dont on retrouverait des traces presque à toutes les pages du *Traité* de G. Dumas. Et c'est peut-être ce qui en fait le vif intérêt.

***

Est-il besoin d'ajouter que la psychologie pure, celle qui utilise avant tout l'analyse réflexive et l'intuition personnelle, plane au-dessus du débat, attendant son heure pour intervenir? Si elle n'occupe pas une grande place dans le *Traité* de Dumas, elle n'est pas certes absente de la production contemporaine. Il suffit de rappeler que les tenants de Bergson en face de ceux de Durkheim sont loin d'avoir désarmé — pas plus que les admirateurs de Marcel Proust n'ont abdiqué devant ceux de Jules Romains. Mais cette *psychologie bergsonienne* — à laquelle M. Roger Lacombe consacrait tout récemment une étude attentive — contribuerait-elle à l'incorporation de la psychologie parmi les sciences positives, ou au contraire tendrait-elle à en faire l'instrument d'une métaphysique nouvelle, qui saisirait directement une réalité indéfinissable en termes de concepts? Ceci serait une autre histoire. Il nous fallait du moins ouvrir ici cette perspective, à seule fin de rappeler la diversité des voies où la psychologie française est heureusement engagée.

C. BOUGLÉ

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Quand François Mauriac eut écrit la vie de Racine, André Gide lui envoya une lettre pleine d'éloges. Il démêlait toutefois dans cette biographie une apologie pour soi-même. « Vous vous félicitez, lui disait-il, que Dieu, avant de ressaisir Racine, lui ait laissé le temps d'écrire ses pièces, de les écrire malgré sa conversion. En somme, ce que vous cherchez, c'est la permission d'écrire *Destins*; la permission d'être chrétien sans avoir à brûler vos livres; et c'est ce qui vous les fait écrire de telle sorte que, bien que chrétien, vous n'ayez pas à les désavouer. Tout cela (ce compromis rassurant qui permet d'aimer Dieu sans perdre de vue Mammon) tout cela nous vaut cette conscience angoissée qui donne tant d'attrait à votre visage, tant de saveur à vos écrits... »

C'est de cette phrase, tournée et retournée dans sa conscience, que M. Mauriac a fait l'épigraphe d'un petit livre[1] où il considère la responsabilité de l'écrivain, et particulièrement d'un écrivain catholique. Le premier chapitre — explique pour M. Mauriac — pose le problème. Écrire, dit-il, c'est se livrer, c'est perdre le privilège de la pudeur. Les livres sont d'autant plus subjectifs que la notion du bien et du mal devient plus variable. L'auteur qui fabrique une morale, s'y met lui-même. Et nous avons le droit de l'y chercher. Au surplus, le lecteur exige de connaître l'auteur. Le critique à son tour veut savoir à qui il a affaire; il recherche dans un livre les intentions secrètes de celui qui l'a écrit, comme nous l'avons vu par la

1. François Mauriac, *Dieu et Mammon* (Éditions du Siècle).

lettre de Gide. Ces droits de lecteur sont aujourd'hui acquis. « Il ne fallait pas faire de notre âme leur domaine, conclut M. Mauriac. Des catholiques te font confiance malgré tout; se trompent-ils? D'autres te considèrent comme un renégat; est-ce à tort? Efforce-toi de délimiter ta position en face du catholicisme ou (Dieu le veuille!) dans le catholicisme. »

Si nous pouvions douter que M. Mauriac se livre en effet dans ses ouvrages, ces lignes suffiraient à le prouver. Il n'affecte point d'être indifférent à la critique. Les portraits qu'elle fait de lui le troublent et lui donnent à réfléchir. « Elle oblige l'artiste à une confrontation perpétuelle de la personne qu'il est ou qu'il croit être, avec son reflet dans les intelligences adverses. Ce que je prends pour une altération, pour une déformation de mon vrai moi, n'en est-ce pas au contraire un aspect inattendu auquel il faudra m'accoutumer peu à peu? » — L'usage de l'examen de conscience s'ajoute ici à l'inquiétude naturelle. L'humilité du chrétien sincère lui fait considérer que tout est possible, et qu'il est peut-être cet homme que le critique lui décrit. Il sait qu'il y a deux hommes en lui, et bien davantage. « Ce personnage que nous nous efforçons d'être et auquel rendent témoignage les actes officiels de notre vie..., ce personnage est sans cesse combattu par un autre nous-même plus confus, moins dessiné, parce que nous nous efforçons de le maintenir dans l'ombre, mais dont, avec le temps, se précisent les contours, s'accentue la physionomie... Ces deux aspects de notre personne se reflètent l'un et l'autre dans notre œuvre et créent ainsi, dans l'esprit du critique irrité, une troisième image de nous-mêmes, qui procède des deux premières, — mais doit à sa double origine d'être pleine de contradictions déroutantes. »

Non seulement le personnage de M. Mauriac se reflète dans ses œuvres, mais il le projette sur le passé. Éternellement anxieux du bien et du mal, il en vient à croire que notre littérature classique est fondée sur la notion du bien et du mal. « Selon l'enseignement chrétien, dit-il, les grands classiques, même libertins, distinguent le bien du mal et connaissent l'homme par cette distinction. » L'affirmation est hardie. Je voudrais bien savoir quel rôle joue dans *Andromaque* la notion du bien et du mal. Les personnages, uniquement

abandonnés à leurs passions, ne s'en accusent, ni ne s'en justifient. Ils les suivent aveuglément et jusqu'au crime. Que le tableau d'une humanité uniquement passionnée ait paru aux jansénistes immoral et dangereux, on le comprend aisément. Notre littérature classique a ceci de particulier qu'elle enseigne exactement le contraire de ce qui constitue la morale moyenne d'un Français. Elle est l'apothéose du suicide, que sa religion lui interdit, et du meurtre passionnel. Si les jurés absolvent l'assassin par amour, c'est parce que leurs pères ont pleuré à *Zaïre*. Mais revenons à M. Mauriac.

Le premier chapitre est donc consacré à justifier l'apologie qu'il va nous présenter. Dans le second, il prend d'abord position en face de la religion catholique; non pas en tant qu'écrivain, mais en tant qu'homme. « J'appartiens, dit-il, à la race de ceux qui, nés dans le catholicisme, ont compris, à peine l'âge d'homme atteint, qu'ils ne pourraient plus jamais s'en évader, qu'il ne leur appartenait pas d'en sortir, d'y rentrer. Ils étaient dedans, ils y sont, ils y demeureront à jamais. Ils sont inondés de lumière; ils savent que c'est vrai. » Il a parfois envié ceux qui sont venus du dehors, et pour qui la croyance avait été un choix : un Psichari, un Maritain. Mais, comme il dit encore, il ne lui appartenait pas de perdre la foi et de la retrouver. « Je savais déjà que je ne sortirais jamais du catholicisme; il était au dedans de moi. Où que je fusse, il y serait aussi. » C'est une foi de soldat espagnol. Jamais M. Mauriac ne sera renégat. Sa seule ressource est d'être pécheur.

C'est à l'intérieur du catholicisme que va se développer toute l'évolution de sa vie. Laissons de côté une tentative de révolte, dans l'adolescence, et voyons les phases de cette évolution. Première étape : il s'accoutume à l'idée d'être catholique pour l'éternité. Il ne secoue plus les barreaux. « Les faciles délices d'une sensibilité religieuse me dictèrent *Les Mains jointes* ». Seul Barrès discerne dans ce cantique une note folle de volupté.

Deuxième étape : Mauriac se dégoûte de cette dévotion jouisseuse, de cette délectation sensible. Il prend conscience de ce qu'il y a de terrible dans le christianisme. Il va jusqu'aux rigueurs du jansénisme. « Que le Dieu des chrétiens exige

tout, je le savais. Qu'il ne fasse pas sa part à la chair, que la nature et la grâce soient deux mondes ennemis, Pascal me l'enseignait avec une excessive et injuste rigueur, et cela m'apparaissait d'une terrible évidence. »

Mais en même temps, comme il le dit, une eau sombre commençait à sourdre en lui. « Je me découvrais comme un être aussi passionné qu'aucun garçon de mon âge : vingt pieuses années n'avaient à la lettre rien fait que retarder un peu cette marée. » Il était déchiré. Mais quelque parti qu'il prît, soit qu'il se livrât à Dieu, soit qu'il s'abandonnât aux puissances d'en bas, il ne pensait pas à quitter le plan chrétien.

Il prit un biais. Il se jeta à corps perdu dans le travail littéraire. Ne pouvant vaincre le monstre, il essaya de l'exprimer, et de s'en débarrasser en l'extériorisant. Mais il se trouva alors devant une autre difficulté. Le désintéressement de l'artiste, qui est la condition de l'œuvre d'art, entrait en conflit avec ce qu'il appelle le sens de l'utilité des apôtres, disons le service direct et immédiat de la cause chrétienne. Le chrétien d'action ne peut comprendre l'artiste pur. Incompris des catholiques militants, Mauriac ne songea pourtant pas à s'évader. « Ainsi, dit-il, continuai-je d'œuvrer à l'intérieur du catholicisme, objet de défiance, sinon de mépris et de réprobation, pour mes frères. » Qu'il ait mal supporté l'inintelligence de la bonne presse, il le confesse. « J'observais certains de mes juges avec une malveillance atroce. Je finis par me persuader qu'il existait une certaine bêtise qui leur appartient en propre, une certaine façon de mentir; une bassesse qui leur est particulière. » Après ce coup, il a l'orgueilleuse humilité de donner raison à ces juges idiots. « La critique catholique fut-elle profondément injuste envers mes ouvrages? Ce qu'elle y subodorait de pourriture, oserais-je prétendre que je ne le sens pas rôder sur mon œuvre comme sur ces cimetières, que tout de même la croix domine? » — Mais encore une fois, s'il nourrissait envers ses frères, comme il les nomme, des sentiments hostiles et d'ailleurs bien excusables, il ne pensait point à sortir de l'Église. « Les mailles du filet ne céderont pas. »

Il se demande alors les raisons de cette fixité dans la foi. Il eût été naturel, semble-t-il, de fuir cette religion qui mêle

la mort à la vie. « L'instinct profond de l'homme est d'échapper à la vision de son futur cadavre. Qu'est-ce donc qui est plus fort en moi que cet instinct? » Il le dit dans quelques pages très belles, mais qu'il est d'autant plus difficile de résumer qu'il se tient, par une pudeur légitime, à des maximes générales. La raison qu'il a eue de persévérer dans la foi, c'est une évidence; et cette évidence s'appelle la croix. Ce qui différencie le plus un chrétien d'un philosophe de l'Inde ou de la Chine, c'est son attitude devant la douleur. L'idée que chaque homme, à l'exemple du maître, porte une croix; l'hésitation de cet homme, ses tentatives de fuite et finalement sa résignation à venir s'étendre sur l'arbre du supplice et à recevoir les clous avec amour, c'est l'essence même de la vie chrétienne. « Fuir sa douleur, éviter sa croix, ne pas la connaître, voilà toute l'occupation du monde; mais c'est en même temps se fuir soi-même, se perdre. Car c'est notre douleur qui nous donne notre visage particulier; c'est notre croix qui fixe, qui arrête nos contours. » — C'est du Musset chrétien.

Ceux qui sont nés pour la croix ne lui échappent pas. Qu'ils forment une race élue, c'est, je crois, la pensée de M. Mauriac. Il les a dépeints dans une page qui est le centre même de son livre : « On naît prisonnier de sa croix. Rien ne nous arrachera de ce gibet; mais ce qui est particulier aux chrétiens de ma race, c'est de se persuader qu'ils en peuvent descendre; et en effet, ils en descendent; c'est en cela qu'ils demeurent libres : ils peuvent la refuser; ils s'en éloignent... Ils vont, ils vont jusqu'à ce qu'arrêtés par un obstacle, atteints d'une blessure au cœur, ils butent et s'affaissent. Alors... de nouveaux liens les ramènent en arrière avec une force suprenante; et de nouveau les voici miséricordieusement précipités contre le bois. D'instinct, ils étendent les bras, ils offrent leurs pieds et leurs mains déjà percés depuis l'enfance. » — Et Mauriac cite l'exemple de Rimbaud. Après tant de blasphèmes, le poète moribond étonne l'aumônier par la qualité de sa foi.

Il y a des êtres qui sont nés dans le plan chrétien, qui ne sauraient pas plus s'en échapper que nous ne pouvons sortir de l'espace à trois dimensions. Pour lui, céder à la chair ou sacrifier aux idoles, c'est pécher, mais non sortir de la chré-

tienté. « Le pécheur est de chrétienté, a dit Péguy. Le pécheur est au cœur même de la chrétienté... Le pécheur et le saint sont deux pièces intégrantes du mécanisme de chrétienté. » Et Mauriac ajoute qu'une certaine espèce d'hommes, une fois insérés dans ce mécanisme, n'en peuvent plus sortir. Sans doute ils sont libres de passer du péché à la grâce et de la grâce au péché. Mais le péché n'est pas une porte de sortie. Le doute, le reniement même ne peuvent arracher cette tunique collée à leur peau. Je ne garantis pas que cette doctrine soit parfaitement orthodoxe. Ce chrétien malgré lui, qui le reste en reniant sa foi, et qui, quoiqu'il fasse, ne s'évadera point de la religion, existe-t-il? Le tableau qu'on nous a fait de Rimbaud, — et tous les hommes qui se convertissent, à la mort, sont dans le même cas — ne me paraît pas très concluant. A quel moment la brebis égarée cesse-t-elle de faire réellement partie du troupeau? Et s'il existe une telle classe d'hommes, n'est-ce pas une sorte de prédestinés. On voit passer sur la page l'ombre de Port-Royal. Je suggère ces doutes sans plus, n'étant pas assez bon clerc pour juger les autres.

En revanche, la thèse de M. Mauriac, l'idée du chrétien portant la marque indélébile, est évidemment vraie si on la considère sur le plan purement humain. Il y a des esprits qui sont catholiques malgré tout, et qui le restent sans croire ni à Dieu ni à diable. Nous avons tous connu de ces hommes dont Mauriac dit encore : « Nos plus libres écrits porteront toujours une certaine marque, ils auront un accent particulier, un goût de terroir, — de ce terroir où la vigne et le pain contenaient en puissance infiniment plus que le vin et le pain de chaque jour. » Seulement la valeur religieuse de cette marque me paraît bien douteuse.

Admettons cependant, pour les besoins du raisonnement, que cette classe d'esprits existe, et considérons un artiste qui, sans être un saint, et tout pécheur que nous le connaissions, vive et fasse son œuvre à l'intérieur de la religion. Sans doute il y trouve des entraves; mais en revanche, il trouve une échelle fixe de valeurs, ce qui est inappréciable. Il y trouve aussi le sentiment de l'éphémère, qui est une des grandes valeurs poétiques. Sans doute encore doit-il renoncer aux séductions de la morale de domination, de la morale nietzs-

chéenne. Et encore! Force, audace, témérité, goût de la conquête peuvent exister sur le plan chrétien. « Le Christ a besoin pour sa cause de téméraires, de conquérants. Les saints furent des dominateurs... Vivre dangereusement, formule chrétienne, formule qui, sur le plan surnaturel, prend son sens le plus profond. » Seulement il ne faut pas être un chrétien tiède. Il faut sauter par-dessus l'abîme et retomber de l'autre côté en pleine sainteté.

Et ceux qui ne sont pas des saints? Il leur reste à exprimer leur drame particulier. Prisonnier d'une métaphysique avec laquelle sa chair, son esprit même sont en désaccord, un écrivain garde cette chance que son œuvre l'aidera à dévider sa vie. « Ce drame particulier, cette vision qui m'est propre du monde et des êtres, je ne veux pas mourir sans qu'il en demeure après moi l'expression écrite, arrêtée, fixée dans l'esprit de quelques-uns, du plus grand nombre possible. » Tel est le droit de l'œuvre, sa prérogative souveraine, que Mauriac ne songe ni à discuter, ni à fonder en raison. Il l'admet comme une évidence. Mais le droit de l'œuvre est limité par la responsabilité de l'écrivain envers les hommes. Il faut voir les choses comme elles sont. Tout écrivain essaie de faire violence à l'âme du lecteur, et s'il a du talent, il y réussit. C'est assez grave. « Je veux les atteindre, les toucher. On ne touche pas sans blesser. Un livre est un acte violent, une voie de fait, quelquefois un viol. Comme on entre profondément dans certaines âmes! » Si l'on nous demande compte d'elles, prenons garde de ne pas faire la réponse de Caïn, qu'on ne nous les avait pas données à garder. Et nous venons ainsi à étudier la responsabilité de l'écrivain.

Un fait domine toute la question. On n'écrit pas ce qu'on veut. Les romanciers le savent bien : « Ils sentent que toute intervention dans la destinée de leurs personnages, pour prouver, pour démontrer même ce qu'ils croient être vrai, est arbitraire. En toute sincérité, ils répugnent à falsifier la vie. » — Les voilà donc pris dans un dilemme, — ou pécher contre leur art, ce qui est pécher contre Dieu même, — ou risquer l'accusation d'empoisonneurs publics. Que reste-t-il? Se taire? Mais justement c'est impossible. « Un homme qui porte en lui une œuvre, est-il libre de ne pas la mettre

au monde? » Et Mauriac remarque, non sans une secrète ironie, que la conversion d'un homme de lettres se traduit presque toujours par une activité redoublée. « Il tire le plus d'exemplaires qu'il peut de l'exemple qu'il donne au monde. Nous attendons encore ce miracle d'un écrivain que Dieu réduise au silence. »

Pris entre deux feux, selon son expression, M. Mauriac ne peut que constater cette antinomie, et non pas la résoudre. D'une part, il arrive à cette certitude : il n'est pas d'œuvre romanesque qui vaille en dehors de la soumission absolue à son objet qui est le cœur humain. Il faut donc se pencher sur tous les abîmes sans craindre le vertige. Disons plus simplement qu'il faut écrire sans déguiser. Et d'autre part, l'écrivain est poussé à écrire par un instinct dont il n'est pas maître, probablement l'instinct qui nous pousse à ne pas demeurer seuls. « Chacun de nous est un désert : une œuvre est toujours un cri dans le désert. » Un écrivain est un homme qui ne se résigne pas à la solitude. Le roman est donc à la fois nécessaire et déterminé : nécessaire parce que l'auteur n'est pas maître de ne pas le faire; déterminé parce qu'il doit peindre fidèlement le cœur humain, que l'auteur n'est pas maître d'altérer, ce qui est horrible. — Or le roman, écrit dans ces conditions, est malfaisant, au moins pour quelques-uns. Les lettres que l'écrivain reçoit en font foi. Après avoir lu *Genitrix*, un garçon envoya son portrait à Mauriac, avec cette dédicace : « A l'homme qui a failli me faire tuer ma grand-mère. »

Quand la responsabilité s'accroît à ce degré, il n'y a plus à en tenir compte. Elle n'est pas limitée au romancier. Il est évident que toute phrase peut devenir meurtrière. Le tableau d'un historien peut blesser les yeux; la maxime d'un critique est une arme. J'avais un jour protesté contre la traduction inexacte d'un titre d'Ibsen : *Quand nous nous réveillerons d'entre les morts*. La phrase exacte est à peu près : *Si les morts s'éveillent*. Et j'avais fait remarquer qu'un mort réveillé était toujours un mort. J'ai reçu une lettre, sincère ou non, dont l'auteur me disait que cette phrase l'avait frappé quand il se croyait en pleine résurrection. Les ricochets de la pensée la plus banale sont infinis.

A vrai dire, Mauriac donne lui-même la solution. « Que ce drame du romancier catholique est donc compliqué à plaisir pour les gens de mon espèce! Le plus humble prêtre me dira : Soyez pur, et votre œuvre aussi reflétera le ciel. » Il faut, comme il dit, purifier la source. Je n'en doute pas, mais, s'il me le permet, j'oserai suggérer une autre vérité, qui est bien consolante. C'est que le venin des œuvres littéraires est bien plus éphémère qu'elles. C'est un suc qui n'agit que dans sa fraîcheur, et qui s'évanouit aussitôt. Les romans de Mauriac dureront et aucune grand-mère ne leur devra la mort. Quel prêtre si rigoureux condamnerait aujourd'hui Racine. Il y a une immunité pour les chefs-d'œuvre. Les Pères du Concile de Trente, qui n'étaient pas tendres aux écrits dangereux, firent une exception pour les ouvrages des anciens, et les épargnèrent pour leur beauté.

HENRY BIDOU

PARMI LES LIVRES

THE LIFE OF KATHERINE MANSFIELD by R. E. MANTZ ET J. MIDDLETON MURRY (Constable) — KATHERINE MANSFIELD : LA MOUCHE (*Traduction de M. Gueritte et M. Faguer*) (Stock). — Nous avons connu d'abord Katherine Mansfield par ses contes. Quelques-uns d'entre eux, *Prélude* ou *Sur la Baie*[1] nous enchantaient par leur charme poétique. Mais il était aussi difficile d'en parler que d'un chant. « *On ne sait quoi de brillant, de tendre, de vaporeux* »; « *Mystère de ces créations profondes* »; « *Quelque chose de doux comme un oiseau qu'on tient dans la main* » : autant d'expressions où les critiques unissaient leur admiration et leur embarras. Mais comme cette femme savait évoquer le bonheur! L'immense et inexplicable bonheur qui peut s'épanouir en un instant, accord avec la nature, avec soi-même, elle le livrait en quelques mots, en fixant une phrase d'enfant, le regard d'un chien, un coin de plage. Que Katherine Mansfield avait dû être heureuse! Et dans quelle merveilleuse pureté elle semblait baigner!

Puis des communications plus directes sont venues : le *Journal*, des *Lettres*. La joie de vivre s'y manifestait parfois encore, mais par brefs éclairs traversant des jours d'ennui morne. Et Katherine Mansfield se plaignait de nuits de souffrance, faisait d'obscures allusions à d'incompréhensibles tourments. Enfin venaient de longues années douloureuses, la hantise de la mort, la tuberculose, les tristes voyages d'hôtel en hôtel, les sanatoria où, pendant des mois, la malheureuse demeurait clouée sur son lit. Et ses contes les plus lumineux dataient précisément de ces années de maladie... Quelle étrange existence que celle de Katherine Mansfield! La terrible curiosité de la vie privée naissait en nous, passion détestable et bien explicable. L'écrivain nous convie, le plus souvent au spectacle de ses joies, de ses douleurs. Il nous fait partager ses émotions. Mais il laisse subsister dans son récit — cela se conçoit — des « blancs » mystérieux, et, comme l'enfant de *l'Arlésienne*, mais avec moins d'innocence, nous disons : « Et alors? »

Miss Ruth Mantz et J. Middleton Murry viennent de faire paraître

1. Publié dans la *Revue de Paris*, le 1er avril 1929.

une vie de Katherine Mansfield; M. Francis Carco dans les *Annales* a publié sur l'auteur de la *Garden Party* des souvenirs. Les questions que nous nous poserons dorénavant sur Katherine Mansfield seront bien différentes de celles qui se présentaient jusqu'ici à notre esprit. Les confidences d'un mari et d'un ami l'ont éclairée d'un jour tout nouveau.

C'est sur l'enfance de celle qui devait devenir sa femme que, guidé par une discrétion explicable mais à objectifs limités, M. Murry nous donne le plus de détails. Sur les ascendants de Katherine Beauchamp, on ne pourrait même, sans faire preuve de singularité, souhaiter plus amples informations. On s'en tiendra à la mention de Beauchamp joailliers à Londres au XVIIe siècle. Ils eurent l'avantage de compter Samuel Pepys au nombre de leurs clients. Vers 1830 une branche de la famille s'installa en Nouvelle-Zélande. Le grand-père de Katherine fit de la politique, s'occupa de négoce et de mines. Son père fut également un homme d'affaires; Katherine était déjà une jeune fille quand il atteignit l'apogée de sa relative prospérité grâce à quelques succès dans « la viande frigorifiée ». La mère de Katherine, Annie Burnell Dyer, était la fille d'un secrétaire de compagnie d'assurances. La famille était installée, au moment de la naissance de Katherine en 1888, dans une charmante maison de Wellington, Tinakori Road.

Les photographies qui ornent l'ouvrage de M. Murry nous permettent d'apprécier le charme de ces grandes maisons de bois blanches, où s'écoula l'enfance de « Kass ». Elles nous montrent aussi Katherine petite fille, Katherine en voyage, Katherine déguisée, ses parents et sa tante Bell Dyer, dont la beauté était admirée de tous les parents, de tous les amis, ce qui nous surprend un peu. Cette Bell est devenue la Béryl des récits d'enfance, l'écrivain devant dépeindre le plus souvent dans son œuvre les êtres qui l'entouraient. Le conte délicieux qu'est *Prélude* évoque le déménagement des parents Beauchamp de Tinakori Road à Karori, un faubourg de Wellington, si le mot faubourg peut convenir à un groupe de maisons nichées dans la verdure. Au temps de cette grande aventure Katherine avait cinq ans et deux sœurs. La famille devait bientôt s'enrichir d'une autre fille et d'un garçon. Mais, au milieu de ses sœurs, de ses parents, de ses grands parents, la petit Kass éprouvait un vif sentiment de solitude.

On la tenait pour une enfant sauvage, d'un caractère trop sensible, souvent difficile, indifférente à tout ce qui retenait l'attention des siens, « la dernière enfant du monde, — ont confessé depuis lors les siens, — de qui l'on pût penser qu'elle deviendrait écrivain ».

C'était avec le jardinier, Pat, qu'elle passait ses meilleurs instants.

Elle aima toujours les arbres, les fleurs, et lorsque, à neuf ans et demi, ses parents revinrent à Wellington, elle se consola de quitter la campagne, la nouvelle demeure comportant un beau jardin. De l'école primaire de Karori l'enfant avait passé dans le petit collège de Wellington; son originalité d'esprit y fut tout de suite appréciée, mais sa nervosité détourna d'elle bien des sympathies. Une amie occupa toute sa pensée, mais elle fut bientôt détrônée par un jeune musicien merveilleusement doué, Arnold Trowell. Ce virtuose réchauffa la quatorzième année de Kass d'une vive passion, dont les blancs épisodes devaient bientôt prendre place dans une nouvelle : *Juliette*. En 1903 les petites Beauchamp partirent pour l'Angleterre. Une bonne éducation doit être complétée à Londres. Au Queen's College, où le programme des leçons n'était pas trop chargé, Katherine trouva sans peine le temps de sacrifier à son démon secret : elle écrivit — des contes pour lesquels, songeant aux éditeurs futurs, elle se composa une signature nouvelle, « Katherine Mansfield », du nom de sa grand-mère. Ses lectures étaient nombreuses, généralement guidées par un professeur d'allemand, épris d'art moderne et de poètes français. Elle poursuivait aussi, avec ardeur, ses études musicales, pour lesquelles elle témoignait d'étonnantes dispositions. L'amour de la musique se confondait quelque peu en elle, il est vrai, avec le sentiment que lui inspirait Trowell. Le jeune virtuose avait, lui aussi, gagné l'Europe; à dix-sept ans il donnait des concerts à Londres, à Bruxelles. Des paroles décisives furent prononcées entre les jeunes gens, ils se fiancèrent. Ces décisions-là ne comportent pas toujours la suite attendue. Katherine rencontra son fiancé trop souvent : ils perçurent qu'ils étaient « trop semblables l'un à l'autre, qu'ils se comprenaient trop bien ». Sans doute jugeaient-ils, comme un personnage d'une comédie de Tristan Bernard, que l'incompréhension réciproque est une condition du bonheur. Après trois ans d'angoisses, après maintes consultations de l'au-delà — Katherine, médium, entrait parfois en transe — un petit mot envahit tout entier l'esprit de la jeune fille : non.

Ce fut avec un déplaisir extrême qu'elle reçut de son père l'ordre de rentrer en Nouvelle-Zélande. Quand elle se retrouva, en 1907, à Wellington dans la nouvelle maison de ses parents, Fitzherbert Terrace (les Beauchamp déménageaient avec facilité), l'ennui, le dégoût l'envahirent. Il n'y avait pas d'artistes, pas de « milieu intellectuel » en Nouvelle-Zélande. Elle se replia plus que jamais sur elle-même. Ce n'était pas, cependant, une solitude absolue. Katherine eut à l'époque une grande amie, Kathleen Bendall. Il semble qu'il y ait eu souvent place, dans la vie de K. Mansfield, pour des amitiés féminines un peu exaltées. Enfant, elle avait eu une vive

inclination pour une petite métisse, Maata. Au Queen's College, une certaine Ida devint son inséparable et M. Murry donne de curieux détails sur cette amitié dans un chapitre intitulé : « Le Gardénia Blanc », où l'on voit se manifester chez la jeune fille une vive et agissante admiration pour les conceptions morales et esthétiques d'Oscar Wilde.

Lorsque Katherine ne travaillait pas avec son amie, elle allait dans la maison de campagne de ses parents sur la Day's Bay, (un paysage enchanteur s'il faut en croire certaine photographie incluse dans l'ouvrage de M. Murry, cette anse même dont les lecteurs de la *Revue de Paris* ont pu pressentir le charme en lisant *Sur la Baie*), elle faisait de la musique, écrivait. Parfois, timide et rebelle, elle se laissait emmener dans le monde. On trouve les souvenirs de sa première soirée dans la nouvelle : *Son premier bal*, qu'il est curieux de rapprocher de l'*Invitation à la valse* de Rosamond Lehmann. Ses premières *short stories* furent publiées à l'époque par le *Native Companion*, magazine de Melbourne. Reconnaissant quelques visages du pays, la société néo-zélandaise fut choquée. Elle n'avait pas jusque-là sans doute des idées bien exactes sur les sources d'inspiration de la plupart des romanciers.

Un voyage qu'elle accomplit, en compagnie de son père, dans l'île du nord de la Nouvelle-Zélande enchanta Katherine. Semblable à Lawrence, qu'elle connut par la suite (et à qui la lia une amitié sur les nuances de laquelle nous serions bien volontiers éclairés), Katherine aimait les terres sauvages, les hommes demeurés primitifs. Mais, comme beaucoup de plaisirs, celui que lui valut ce voyage se fit durement payer. Revenue à Wellington, Katherine ne pensa plus qu'à rentrer en Angleterre.

Elle y pensa si fortement et sans doute si apparemment que ses parents se décidèrent à la renvoyer à Londres. On devait lui faire une petite pension : cent livres par an. La réalisation de ce projet si ardemment caressé lui donna des déceptions : après quelques mois de séjour dans un hôtel londonien, Katherine était profondément découragée. La vie était difficile. Un jour elle vendit son violoncelle pour deux livres. Elle renonçait à la musique. Elle n'aimait plus Trowell. M. Middleton Murry, à qui l'on ne saurait reprocher, ayant entrepris d'écrire la vie de sa femme — ce qui est toujours un exercice délicat — d'avoir idéalisé exagérément ses traits, ne dissimule pas que Katherine Mansfield songea, en ces circonstances difficiles, à faire un mariage de raison. Pourquoi ne pas placer un homme entre soi et les difficultés de la vie? C'est à une union parfaitement déraisonnable qu'elle se résolut pourtant. Car elle se maria en 1909. Et ce n'est pas encore de M. Murry qu'il s'agit.

Elle épousa un musicien, qui donnait des leçons, avait des élèves et du charme. C'est à lui qu'elle songea, paraît-il, en écrivant *la Journée de M. Peacock*. Ce M. Peacock est un homme qui a trop de succès, un papillon, mais ce n'est pas un homme déplaisant. Katherine se maria donc. « Elle était habillée en blanc, écrit M. Murry, avec Ida Baker (c'est la jeune fille du *Gardénia blanc*) comme seul témoin. Quelques jours plus tard elle avait quitté son mari. *Idealism about women at closed quarters was not at all the refuge she had allowed herself to dream.* » La mère de Katherine affolée vint en Angleterre. Elle demanda à sa fille avec énergie et sévérité de retourner auprès de son mari. Katherine refusa. « Elle avait de bonnes raisons pour refuser, dit M. Murry, elle était enceinte et pas de son mari. » Son attitude n'exprimait d'ailleurs ni remords, ni regret. Elle se révoltait contre la vie.

On l'envoya en Allemagne, dans un couvent, puis dans un petit village, Woerishofen, en Bavière. Elle fut horriblement malade. Elle accoucha d'un enfant mort. Déçue dans son espoir de maternité, elle recueillit pendant quelque temps un enfant pauvre et malingre, Walter. Elle éprouva une vive amitié pour un critique polonais, traduisit avec lui du Wyspiansky; dans le même temps elle composait un livre de contes : *In a german pension*. Elle était à Londres en 1910. Elle eut une pleurésie. Elle s'installa à Genève pendant quelques mois, revint à Londres. Ses nouvelles commençaient de paraître dans des revues. Elles lui valurent de recevoir une lettre de M. Middleton Murry, étudiant à Oxford. M. Murry ne se préoccupait pas de ses examens. Il lisait Platon, sans but intéressé, pour son seul plaisir. Ayant rencontré Katherine, il s'éprit d'elle, quitta Oxford, obtint d'un ami l'accès dans un journal. Dès qu'il connut la bonne nouvelle, il courut chez la jeune femme. Elle avait un petit appartement de trois pièces. Elle le lui fit visiter et ouvrant une fenêtre. « Vous aimez ma vue? », lui demanda-t-elle en montrant les toits des maisons d'en face. — « C'est très beau », répondit-il. Elle le mena dans sa salle de bains, dans sa chambre. « Vous aimez mon appartement? — Beaucoup répondit-il. — On y travaille bien. Et ce n'est pas cher : 55 livres par an... Mieux vaut avoir faim, au reste, que d'être médiocrement installée. » Il approuva. On parla d'autre chose. Bientôt Katherine eut une idée. Pourquoi M. Murry n'habiterait-il pas chez elle? Il y avait une chambre disponible. Ce serait pour tous deux une solution économique. M. Murry accepta avec satisfaction et s'installa. Ils se serraient la main le soir. « Bonsoir, Mansfield. — Bonne nuit, Murry. » Un jour il eut une sorte de vertige métaphysique. C'était un vertige dont il avait souffert antérieurement à plusieurs reprises. Une sensation horrible.

Il la lui décrivit et elle l'écouta avec patience. Pourquoi s'inquiétait-il aujourd'hui? Ses terreurs ne pouvaient plus rien avoir de commun avec ses angoisses d'hier. « Murry, *I love you.* Est-ce que cela ne fait pas une différence? » Pourtant pendant quelques jours, ils se serrèrent encore la main le soir. Mais une nuit, dans un bar, *le Duc d'York*, qu'ils fréquentaient, elle crut distinguer au travers d'un miroir un visage cadavérique. Justement une prostituée qu'on avait coutume de voir dans le bar, et à laquelle on n'adressait pas la parole, par dignité, était mystérieusement absente. Quel message de mort passait dans le miroir? Ils étaient bouleversés, elle de sa vision, lui de la voir émue. « Cette nuit-là, dit-il, pour la première fois ils dormirent dans les bras l'un de l'autre... » Et pour la suite de l'existence de sa femme, M. Murry nous renvoie au *Journal* et aux *Lettres.*

Par malheur ces deux ouvrages comportent des lacunes bien apparentes et, tout exaltés de curiosité biographique, nous connaîtrions, singulièrement en ce qui concerne les années 1911-1915, de douloureuses incertitudes si M. Francis Carco dans de récents numéros des *Annales*, n'avait apporté lui aussi quelques lumières sur l'auteur de *Félicité* et sa vie douloureuse.

Les notes dont M. Murry a enrichi le journal de celle qui fut sa femme nous apprennent qu'il se trouvait avec elle dans un hôtel de la rue de Tournon en février 1914. « *Avant d'habiter rue de Tournon à gauche du restaurant Foyot, c'est dans un petit hôtel de la rue Gay-Lussac que logea d'abord Katherine Mansfield. Elle-même y fait allusion dans cette magique nouvelle* : **Je ne parle pas français** *où je me reconnais avec elle et son futur mari, John Middleton Murry.* » La nouvelle à laquelle M. Carco fait allusion est énigmatique. Un jeune écrivain français y conte un épisode de sa vie. « *Je suis petit, mince, avec une peau olivâtre, des yeux noirs aux longs cils, de petites dents carrées qu'on voit lorsque je souris. Mes mains sont souples et menues.* » C'est bien M. Carco. Il rencontre dans un salon littéraire Dick Harmon, qui est M. Middleton Murry. Ils sympathisent tout de suite. « *Après cela j'emmenais Dick partout avec moi... Tout le temps que nous avons passé ensemble, Dick n'alla jamais avec une femme, si bien que je me suis demandé s'il n'était pas tout à fait innocent.* » Un soir Dick annonça qu'il partait pour l'Angleterre le lendemain. Raoul Duquette (M. Carco) trouva qu'on aurait pu le prévenir plus tôt. Quelques mois plus tard Dick Harmon annonçait son retour. Raoul Duquette alla l'attendre à la gare Saint-Lazare. Dick descendit avec une jeune femme. « *Elle n'est pas madame* » expliqua-t-il. C'était Souris. « *Souris était belle, exquise, mais si fragile et fine que chaque fois que je la regardais, je croyais la*

voir pour la première fois. » C'est Katherine Mansfield. R. Duquette conduisit ses amis dans un hôtel de la rive gauche (sans doute celui de la rue Gay-Lussac). Souris était nerveuse. Elle réclama du thé, dès qu'ils furent installés dans les deux chambres réservées par Duquette. « *C'était le cri d'une Anglaise dans une grande crise.* » Dick sortit pour mettre une lettre à la poste. Il ne devait pas revenir. Un instant plus tard Souris tenait une lettre dans la main « Souris, ma petite Souris... ». Dick, avec des mots émouvants expliquait qu'il devait retourner en Angleterre. Duquette, à cette nouvelle connut « *une merveilleuse sensation de ravissement, d'enivrement. Souris pleurait.* « *Laissez-moi m'occuper de vous* », dit-il. Ingénieux, il réussit « *à la faire sortir de sa coquille* », puis prit congé. Il devait revenir le lendemain. Il ne revint jamais.

Tel est le conte. A quelle réalité correspond-il? La littérature a ses secrets. Faisant allusion à cette première rencontre, M. Carco écrit dans ses souvenirs : « *Nous étions alors tout à fait fous, ou presque, et s'il me fallait définir l'atmosphère de cette époque, c'est à la nouvelle citée plus haut que je demanderais de tout ressusciter. Rien n'y manque.* » Il est certain, en tout cas, que, différent de Raoul Duquette, M. Carco revit Katherine. Ils hantèrent ensemble « *les bals musette de la montagne Sainte-Geneviève ou les petits cafés-concert de la place d'Italie* ». Parfois ils rentraient à l'aube après de longues promenades boulevard de la Chapelle. Et dans les bars M. Carco appelait à leur table des voyous et des filles que Katherine « *écoutait avec une sorte d'enivrement* ». Il la *menait aussi, avec John Middleton Murry dans les bals de la rue de Lappe* (*qui n'étaient point alors bien fréquentés*) et, ajoute-t-il, « *sa présence suffisait à tout rendre plus émouvant, plus pur* ». Refusant de ressembler à Dick le résolu, M. Murry n'était donc pas parti. Il s'était installé avec Katherine rue de Tournon. Mais le *Times*, à qui il envoyait des informations littéraires, menaçant de lui couper ses appointements, il dut rentrer à Londres avec sa compagne. Cette obligation ne paraît pas d'ailleurs lui avoir été très pénible. D'après M. Carco, M. Murry, au moment du départ *débordait d'allégresse*, tandis que Katherine faisait jurer à M. Carco *de s'installer à Londres*. La guerre avait éclaté. M. Carco exerçait les fonctions de caporal-vaguemestre à Gray. Il s'ennuyait un peu. Il écrivit à Katherine pour lui demander de venir le rejoindre. Je ne l'aurais pas fait, dit-il, « *si mes intentions n'avaient été parfaitement correctes et désintéressées* ». Le 19 février 1915, Katherine arriva « *par miracle* » à Gray. Ils éprouvèrent « *jusqu'à l'ivresse l'étrangeté de leur réciproque et fausse situation* ». Sur ce séjour le *Journal* ne donne que peu de détails. M. Carco s'en alarme, et renvoie à la lettre du 20 février écrite de Gray et insérée dans le *Journal*. Elle est adressée à

M. Murry. « *N'est-ce pas suffisant* — dit M. Carco — *pour dissiper tout ce que les oublis, volontaires ou non, dont le Journal de cette période est maladroitement semé, pourraient laisser admettre d'équivoque entre nous?* »... Le *Journal* indique que la lettre ne fut pas expédiée.

« *Trois jours plus tard Katherine Mansfield reprit le chemin de Paris.* » Elle s'installa Quai aux Fleurs dans l'appartement de M. Carco. C'était une vieille maison, d'où l'on découvrait une belle vue sur la Seine, l'île Saint-Louis. La couverture des *Annales* du 27 janvier nous montre M. Carco devant la porte. Il vient glaner des souvenirs. Un doigt sur la sonnette, il lève la tête, comme s'il craignait la chute de quelque objet, tombé d'un étage.

Étage d'une maison où l'on mêla la littérature et les affaires de cœur. Si Katherine Mansfield évoqua M. Francis Carco, lui ne demeura pas en reste. Il l'a dépeinte dans son roman *les Innocents* sous les traits de Winnie. « *C'était une petite femme menue, gracieuse avec froideur et dont les immenses yeux noirs se posaient partout à la fois... Elle n'était pas riche et elle écrivait des articles pour des journaux anglais... Cela lui donnait quelque argent... Sa jeunesse n'était point celle des femmes de son âge, ni de sa condition.* » Elle prononçait des phrases poétiques. Quand passait l'allumeur de réverbères, « *L'homme qui éclaire les lampes est venu avec sa petite étoile au bout d'une grande canne* », disait-elle. D'ailleurs M. Carco nous informe dans ses souvenirs que K. Mansfield n'a posé du personnage que ce qu'il présente *de pur, d'intact.* Ce qu'il y a de pur et d'intact dans le personnage, on ne le trouvera pas très aisément. Milord, le héros de l'aventure est un assez mauvais garçon. Albert, Wilhem, Reggie, « N'a qu'un œil » et « Mes fesses », ses amis ne valent pas mieux que lui. Milord traîne dans Paris, vole de temps en temps. Il rencontre Winnie, cette charmante Anglaise qui écrit des articles. C'est une personne perverse et raffinée, vivant manifestement sous le signe du « Gardénia Blanc ». Elle a une compagne, Béatrice, artiste peintre, qui n'est pas moins compliquée qu'elle. Une amie de Katherine a posé pour cette Béatrice. M. Carco nous en informe dans ses souvenirs. Cette Béatrice resta toujours en relations avec Katherine. On lit en effet dans le journal de celle-ci, à la date du 13 janvier 1922 « *Lettre de B... presque effrayante. Elle a évoqué le passé inexplicable. L'idée aussi m'a traversé l'esprit comme un éclair qu'elle doit garder un grand nombre de mes lettres, auxquelles il vaut mieux ne pas penser. A certains égards j'ai peur d'elle. J'avais peur d'elle rue de Tournon. Dans ses manières, dans le ton de sa voix, il y avait une audace particulière qui me faisait sentir qu'aucune barrière ne l'arrêterait. En même temps, cela va sans dire, elle vous fascine* ». Winnie et Béatrice s'amusent beaucoup de la rude simplicité de Milord. Voleur et souteneur,

c'est un cas intéressant. Winnie, qui prépare un roman, ne voit pas seulement en lui un homme, mais un « personnage » à utiliser. Pour que ce héros soit complet, il lui manque d'avoir commis un bel assassinat. Quel dommage! pensent et disent les jeunes Anglaises. Elles ont lu, évidemment, *De l'assassinat considéré comme un des beaux-arts* de Thomas de Quincey. Mais il est toujours imprudent de louer le meurtre devant un émotif. Se conformant au rythme du *Crime de lord Arthur Savile* (encore Oscar Wilde), Milord finit par tuer une prostituée de ses amies, mademoiselle Savonnette. Mais c'est après que celle-ci ait elle-même étranglé la pauvre Winnie, au cours d'un entretien de l'allure la plus audacieuse, que l'Anglaise s'était voluptueusement ménagée.

La forme terrestre de Katherine n'a pas disparu de cette façon et cette fin de civilisée ne lui a été accordée que dans un décor de roman. Un roman où il y a de toute évidence, beaucoup d'elle : et d'abord ses lettres. M. Carco nous en avertit encore, dans ses souvenirs. « *Oh! il est venu un soir des zeppelins. C'était très curieux. J'ai entendu les pas qui courent vite sur le quai et puis la sonnerie de « garde à vous... ». Un peu de temps ensuite, on entendait les moteurs de zeppelins qui semblent dire do, do, do, do, mille fois comme pour vous rassurer et vous mentir en même temps, etc...* » Tout ce passage des *Innocents* est la copie *textuelle* d'une lettre de Mansfield.

Avant de réaliser glorieusement son personnage par un meurtre, le Milord des *Innocents* a été au front. Blessé, on l'a évacué à Besançon et Winnie est venue le voir. Impossible, ici, de ne pas songer à la visite que K. Mansfield a faite à M. Carco à Gray. Et voici un billet de Winnie à Milord, quelques jours avant qu'elle n'entreprenne cette équipée. « *Darling, je pense dans quelques jours venir vous voir à Besançon et quitter Paris pour vous. Je suis dans le petit café en bas sur le quai. Il fait un temps délicieux et je suis près de toi. Je vous donne un baiser.* » Et encore : « *Je suis venue ici* (dans un café de la place Blanche) *à cause de vous. Je me suis promenée jusqu'à la nuit. Voici les étoiles déjà et le petit vent qui vient toujours avec. Dans la salle prochaine on joue du billard. J'entends le clic! clac!* (évidemment Winnie, comme Katherine, aime les onomatopées) *des balles. La femme qui vend les cigarettes ici porte un chapeau. Pourquoi? Chéri, j'ai commencé à pleurer et pleurer... Dans l'après-midi j'ai trouvé un petit banc dans un jardin et je restais là, disant : Courage! Il ne faut pas. Courage! Mais tout était inutile...* »

Ce qui ne fut pas inutile, c'est le séjour que, revenue de Gray, Katherine Mansfield fit dans l'appartement du quai aux Fleurs. Elle nota de la fenêtre de sa chambre, comme Töpffer, les spectacles de la rue qui s'offraient à sa vue. Ces tableaux ravissants

ont pris place dans ses lettres. Je ne sais quelle atmosphère tendre de roman anglais y enveloppe Notre-Dame. Une grande douceur s'est insinuée dans ce paysage urbain. Mais il y a de l'amertume dans le cœur de Katherine. « *Pourquoi n'ai-je pas un vrai home — une vie réelle — pourquoi n'ai-je pas une nourrice chinoise en pantalon vert et deux bébés qui courent à moi et se pendent à mes genoux?... Tout cet amour et toute cette joie luttent pour s'exprimer, toute cette vie se dessèche comme le lait dans de vieux seins... Oh! je veux vivre! je veux des amis, du monde, une maison! Je veux donner et dépenser!* »

Tout ce qu'elle n'a pas, n'est-ce pas à l'art, à l'illusion créatrice qu'elle allait le demander : des enfants, de beaux jardins, la pureté, le bonheur? Tel était le refuge qui lui était réservé et devait faire sa gloire. Peut-être ne peut-on parler avec une émotion communicative que de ce qu'on n'a pas ou de ce qu'on n'a plus. Comme M. Thibaudet qui indique des sujets de thèse, avec tant de compétence, aux jeunes érudits, nous serions tenté de souffler ce sujet d'étude : « De la littérature considérée comme un cimetière ». Mais peut-être, au contraire, ces rêves de l'écrivain représentent-ils sa vraie vie, ses actes réels n'étant qu'une mauvaise plaisanterie de son moi inférieur. Vivons-nous dans nos gestes ou dans nos désirs? Cette question surgit en écoutant certains cris du journal de Katherine — ce journal qui nous fait songer parfois à Marie Bashkirtseff... M. Henry Bordeaux se propose justement de comparer les deux femmes, dans une conférence des Annales. (Sera-ce pour les rapprocher ou les opposer?)

Ce que furent les dernières années de Katherine Mansfield, tous les lecteurs de son émouvant *Journal* le savent à peu près. Revenue à Londres, Katherine vit arriver son jeune frère, qui venait passer quelques jours auprès d'elle avant de partir pour le front. Il fut tué, peu de temps après. Ce fut un coup terrible pour Katherine. Et soudain elle ne songea plus qu'à évoquer ses années d'enfance, celles que son frère avait partagées. En réalité, ces années avaient été souvent pénibles, mais, comme beaucoup d'êtres elle se fabriquait un faux passé. L'île, son île! devenait une terre de mirages. « *Je veux faire surgir aux yeux du Vieux Monde notre pays inexploré. Il faut qu'il soit mystérieux et comme suspendu sur les eaux. Il faut qu'il vous ôte le souffle. Il faut qu'il soit « une de ces îles »*.

Vers les jardins enchantés de Karori son esprit fut sans cesse dirigé pendant les années qui suivirent. Elle avait mis tout son espoir dans les années mortes. Le présent n'était que souffrance : rhumatisme cardiaque et la tuberculose qui se déclara en 1917. Bandol, Menton, Ospedaletti, Menton, chambres de maisons de santé, sanatoria et le triste Montana avec son belvédère de pâturages suspendu au-dessus de la vallée du Rhône au milieu d'un cercle de glaciers.

La pensée de la mort, la souffrance, l'angoisse envahissent ses lettres, son journal. Et l'autre vie, celle des contes, se fait d'autant plus souriante, plus fraîche, avec un petit souffle de tristesse profonde qui parfois passe au-dessus de ce monde lumineux. Méditant sur sa souffrance, s'efforçant d'épurer chaque jour son âme, Katherine, transformée, semblait tout près du christianisme. Mais son destin était de porter la lumière dans les lieux où l'on n'a pas coutume de la voir. Entraînée par la foi métapsychique, Katherine alla finalement se réfugier au *Prieuré*, la maison de Gourdjeff, à Fontainebleau. Gourdjeff est un mage qui vient de Russie, bien entendu, et a étudié les religions de l'Asie Centrale, bien entendu. Il apparaît volontiers dans les endroits où il n'est pas. Il fait exécuter des travaux de terrassiers à ses disciples et leur promet l'immortalité de l'âme. Bon enfant, il leur distribue parfois un peu d'énergie solaire; c'est une force qu'il capte aisément. Gourdjeff installa Katherine l'élue dans une étable, que M. Denis Saurat[1] vient de visiter. « *Les exhalaisons qui se dégagent des vaches devaient guérir la malade.* » Au-dessus du lit de Katherine un autre Russe avait peint, sur le mur de plâtre, le ciel et les étoiles. Chacun de son mieux, bêtes et gens, travaillait au bonheur de la pauvre Katherine. Mais elle mourut le 9 janvier 1923. Son corps repose dans le cimetière d'Avon[2].

Un regard sur sa vie nous a éloignés de l'idéal visage de keepsake, tendre, charmant et fade que les premiers contes parus en France nous avaient fait imaginer. Et c'est à quoi l'on songera peut-être en lisant dans un nouveau recueil de contes[3] qui vient de paraître, sous le titre *la Mouche*, une nouvelle : *le Poison*. La scène se passe dans le Midi de la France. Une journée radieuse où tout est douceur. Un jeune homme contemple avec amour sa maîtresse... Béatrice. Une charmante jeune femme, qui attend impatiemment le courrier, car d'un instant à l'autre doit venir la lettre de l'étranger avec qui elle compte s'enfuir. Voici le facteur. Mais pas de lettre. Pour se consoler, elle lit le récit d'un empoisonnement dans le journal. Du poison! Elle rêve tout haut sur ce thème. Il n'est guère de couples, d'après elle, où l'on n'y songe. Quant à elle, ses deux maris ont tenté de l'empoisonner. « En tout cas, répond l'homme, ce n'est pas à vous qu'on pourrait prêter de pareils desseins. Vous donnez à tout de la beauté, une vie nouvelle. » Mais lorsque cet « innocent »

1. Voir *Nouvelle Revue Française* du 1er novembre

2. M. Jean-Louis Vaudoyer, qui s'y est rendu récemment, conte son pèlerinage (*Nouvelles littéraires* du 4 novembre) dans un article intitulé *la Tombe d'une fée.*

3. Fort bien traduit par mesdames Guéritte et M. Faguer.

boit le verre que la blanche main de l'amie lui a préparé, lui, il trouve « un goût glacé, amer, *bizarre* ».

Le conte est curieux, peu réussi d'ailleurs et ne serait même pas très clair, si l'on n'en trouvait un commentaire dans une lettre à M. Murry de novembre 1920. « Quant à *Poison*, dit-elle, *je vous en écrirai volontiers des pages*, etc... » Elle se contente de vingt lignes : utiles.

Le même recueil contient *la Femme de la cantine*, paru dans la *Revue de Paris* du 1er janvier 1933. Par un dessin grossier une petite fille révèle que sa mère a tué son père d'un coup de fusil.

Millie, héroïne d'une autre nouvelle, est toute tendresse et douceur. Un soir, demeurée seule, à la maison — une ferme en pleine campagne — elle découvre derrière une pile de bois, dans la cour, un blessé haletant. C'est Harrison qui vient de tuer une voisine et que tous les hommes du pays cherchent, le fusil à la main. Devant ce jeune blessé, Millie sent la pitié envahir son cœur. Ce n'est après tout qu'un « gosse malade ». Elle le nourrit, le réconforte, l'aide à se cacher. Mais quand le malheureux est découvert le soir et que tous les « traqueurs » s'élancent sur sa trace, Millie, soudain transformée, *bondit sur la route, et tout en riant et criant* hurle à son mari qui est en tête des poursuivants : « *Tire-lui dessus! Tire-lui dessus!* »

C'est à la Katherine Mansfield la plus compliquée, la plus tourmentée, mon Dieu, c'est à Winnie que nous attribuerons toutes ces pages.

Mais c'est bien la blanche Katherine de *Prélude*, si éprise des enfants et de sa propre enfance, la pure Katherine réfugiée dans le souvenir de ses toutes premières années de Nouvelle-Zélande qui a écrit *les Robes neuves, le Canari, la Maison de Poupées*. Ce dernier conte, le meilleur, a été inspiré à K. Mansfield par certaine maison de poupées qu'on lui avait donnée dans sa prime jeunesse. Elle l'admirait tant qu'elle « mourait d'envie » de la montrer à tout le monde, ainsi qu'elle le conte elle-même dans le *Journal* (1916). C'est bien le sentiment qu'éprouvent les petites Burnell du conte. Et quand elles ont fait défiler toutes leurs camarades devant ce jouet admirable, il ne leur reste plus qu'à le montrer aux petites Kelvey. Ce sont des réprouvées dont tout le monde se moque à la pension : on a défendu aux enfants Burnell de les recevoir, parce que la mère Kelvey est blanchisseuse. Le sentiment de la hiérarchie est le soutien des sociétés. Pourquoi faut-il que les parents Burnell surgissent au moment même où les Kelvey, qu'on a introduites en cachette, demeurent en extase en face de la maison de poupées? Épouvantées, rudoyées, les pauvres petites Kelvey prennent la fuite. Elles s'arrêtent dans un champ et parce qu'elles n'ont même plus

souci des outrages, les voilà qui rêvent gentiment de la merveille qu'on leur a permis de contempler. C'est charmant, c'est attendrissant. Les mots d'enfants les plus justes. Pas un mot de trop. Et c'est bien heureux, car un mot, une virgule de plus et l'on tombait dans l'apitoiement pleurard, dans le mauvais goût que K. Mansfield bien souvent ne sait pas éviter.

Certes ce nouveau recueil de contes est loin de valoir les précédents, mais à ceux-là même on a fait en France un succès excessif. Il y avait quelques contes exquis, mais beaucoup apparaissaient médiocres, superficiels ou platement plaintifs. Les *Lettres* et le *Journal* qui contiennent de très belles pages sont encombrés de passages absolument insignifiants. Peu d'auteurs connaissent des oscillations aussi amples entre l'excellent et le médiocre. L'enthousiasme de quelques lecteurs français incite à une mise au point. Katherine Mansfield! Katherine Mansfield! On dirait d'une nouvelle étoile de *première grandeur* dans le ciel littéraire. Quelles louanges réservera-t-on alors à notre Colette (justement admirée par Mansfield d'ailleurs), qui compte, elle, à son actif non pas quelques contes réussis, délicieux, mais dix livres admirables?

Loin de nous la pensée de nous laisser influencer une seconde par les impressions que notre pays laisse chez un écrivain étranger. Nous mît-il plus bas que terre, nous reconnaîtrions encore son talent, s'il en a, mais, puisque nous tâchons de préciser ici certains aspects de l'esprit de Katherine Mansfield, il faut bien signaler son opinion sur les Français.

« *Le matin à l'aurore*, écrit-elle dans une lettre du 21 janvier 1918, *un contre-torpilleur et un sous-marin ont essayé de prendre la mer, mais ils ont dû rentrer au port. Je me suis sentie pleine de mépris pour eux et me suis dit que des marins anglais n'auraient pas manqué de s'en rendre maîtres. Car vous savez, en dépit de tout ce que je raconte, je ne croirai jamais les Français capables de conduire un bateau, ni de lancer une balle, ni de faire quoi que ce soit qui vienne à la cheville des Anglais.* »

« *Je lui en veux terriblement ainsi qu'aux Français. La vie dans ce pays* (elle se trouve alors dans le midi de la France) *me semble ignoble. Tout se rapporte à l'argent... Quand je lis Balzac j'éprouve toujours une exaspération particulièrement odieuse parce que d'après lui toute l'existence est basée sur l'argent. Mais il a raison. C'est vrai — pour les Français* » (2 février 1921).

Un autre jour, il est vrai, elle trouve qu'en France l'art est « à sa place » et que les Français savent vivre. C'était évidemment une personne instable. Et en attendant que l'on publie les innombrables passages supprimés dans les *Lettres* et le *Journal*, on s'attarde en

rêvant à ces déclarations à ses amis. « Je vous aime *aujourd'hui* ». « Dieu que je vous aime *cet après-midi* ! » etc... Manifestement elle utilise, parmi cent mouvements de flux et de reflux, une vague de sentiment qui passe, opportune.

Ajoutons qu'elle a traversé toute la guerre sans que — à notre connaissance — cette tragédie lui ait inspiré une pensée profondément humaine ou juste. Elle n'élargissait pas ses préoccupations aux proportions de l'universelle angoisse. Une pareille inadaptation serait bien excusable chez une femme ordinaire. Chez une grande artiste elle est regrettable. N'aurait-elle pas été singulièrement égoïste? Sans méconnaître la valeur de refuge de l'art, cette phrase de M. Murry étonne : « *C'étaient les mois où un lecteur superficiel du Journal pourrait imaginer qu'elle pleurait sur la mort de son frère. En réalité ce furent des mois de joie réelle : tout entiers consacrés à la joie, à la vie et au travail.* » Un conte du dernier recueil est consacré à un souvenir de guerre : *la Mouche :* c'est un bibelot d'étagère.

Ramenons-la à son domaine, où elle sait être exquise. Katherine à sa fenêtre, Katherine « peintre pour peindre » a connu des réussites émouvantes. Elle est prodigieusement inégale, mais c'est une vraie artiste. Elle excelle — n'ayant pas lu Proust en vain — à fixer d'un geste délicat toutes les émotions dont le mélange confus compose un instant. De cette aptitude le dernier recueil de contes traduit nous offre un exemple parfait. Une petite fille en classe presse entre ses doigts un œillet qu'elle respire. Et dans le même temps les murmures des élèves, les bruits lointains de la cour divisent son esprit, son attention, son cœur. On dirait que l'enfant qui écoute se replie sur elle-même et découvre un autre monde — cet autre monde musical et merveilleux dont Katherine se sentait parfois enveloppée et qu'elle tentait sans cesse dans un effort de création douloureux, et parfois récompensé, d'atteindre et d'exprimer.

Enfantine Kezia, petite fille à l'œillet, curieuse et cruelle Winnie que *le Portrait de Dorian Gray* détraqua, ange noir qui traverse un monde ensanglanté en ne songeant qu'à d'étranges « cultures de soi », douloureuse allongée des stations de pulmonaires qui rêve de théosophie, de mages, de Lawrence, tiraillée entre des rêves beaudelairiens et un grand attendrissement pour un enfant, une aubépine, un canari, que de visages troublants évoque déjà pour nous le nom de Katherine Mansfield!

CHANTIERS D'AMÉRIQUE, par André Maurois (Gallimard). ROOSEVELT ET SON AMÉRIQUE par Bernard Faÿ (Plon). — « *Les ruines sont encore partout visibles, et elles sont terrifiantes. Dès le*

port de New-York, l'étranger demeure surpris, choqué par le calme tragique d'un lieu qu'il a connu le plus actif du monde. » C'est ainsi que M. André Maurois commence son enquête sur l'Amérique nouvelle, l'Amérique de la crise. Il établit tout d'abord le bilan de la catastrophe. Le poste le plus impressionnant tient en une ligne : vingt millions de personnes touchées par le chômage. Ajoutez les fermiers succombant sous le poids des dettes, les banques sautant, les usines travaillant à 10 p. 100 de leur rendement ou fermant leurs portes, les docks s'emplissant de blé, de coton invendus[1].

Telle était la situation quand le président Roosevelt fut investi du pouvoir. On sait quelles mesures révolutionnaires prit cet homme audacieux, conseillé par son *Brain's Trust*. Banques fermées pendant quelques jours, dévaluation du dollar, prohibition virtuellement supprimée, codes imposés aux industriels, campagne de l'*Aigle bleu*, réduction des superficies cultivées en blé et en coton, projets de grands travaux, développement de l'assistance aux chômeurs (par la distribution de tickets de consommation et non pas d'espèces) : autant de mesures sur lesquelles MM. Bernard Faÿ et de Roussy de Sales, dans d'excellentes études, ont donné ici même les précisions nécessaires, et que M. Maurois analyse avec pénétration. Elles représentent tout simplement l'instauration d'un nouveau régime économique sur un continent entier. Régime malheureusement riche en hypothèses optimistes, car il faut être de nature optimiste pour croire que les industriels connaîtront la prospérité en diminuant les heures de travail de leurs ouvriers sans abaisser leurs salaires. *Il est permis de trouver le programme de M. Roosevelt irréalisable,* écrit prudemment M. Maurois, *de penser que ces longs jours de combats économiques se termineront par un Waterloo, mais on ne peut juger avec justice ceux qui ont conçu le plan et ceux qui ont tenté de l'appliquer si on ne se souvient du tragique désordre qui leur avait été légué!* »

Passant des actes aux effets, M. Maurois ne peut que noter « la résistance » que leur oppose le « monde réel ». Pourtant le grand plan connut quelques mois de succès. Succès si grand, que sous la pression de l'opinion, M. Roosevelt ne put, à la Conférence de Londres, se prêter à cette stabilisation monétaire qu'il avait d'abord souhaitée. Succès éphémère hélas! A la « lune de miel » du drésident et du

1. Sur les raisons de cette faillite, sur les imprudences des grands capitalistes et financiers et le merveilleux esprit d'invention de quelques-uns d'entre eux (quand il s'agissait d'attirer l'argent du public) on lira utilement *la Crise du capitalisme américain*, par Bertrand de Jouvenel (Gallimard).

monde des affaires devait succéder la « lune de mélasse ». Toutes les courbes économiques se sont repliées aussi impétueusement qu'elles s'étaient élevées quelques semaines plus tôt. Mais le Président n'est pas découragé. Il a de l'énergie, de la confiance en soi. Il se décide, à l'ordinaire, en pleine indépendance de jugement, et vite. Aujourd'hui les banquiers le boudent, les fermiers méditent une insurrection, mais la masse des travailleurs est fidèle. Sur leur psychologie, M. Maurois nous apporte de curieuses précisions : ils restent optimistes, malgré les épreuves, rêvant seulement de trouver de nouveau un emploi et demeurant réfractaires aux sollicitations révolutionnaires. Seuls, les hommes de plus de quarante ans sont déprimés. A cet âge-là, aux U. S., on n'a plus grand espoir de retrouver du travail.

Quels que soient les résultats de la politique de M. Roosevelt (« *elle n'a ni échoué, ni réussi, elle commence* ») il faudra savoir gré au Président, d'après M. Maurois, d'avoir fait *quelque chose* et aussi d'avoir su développer autour de soi assez de confiance pour que tout le monde ou presque acceptât (provisoirement) ce quelque chose.

M. Maurois, comme M. de Roussy de Sales, note encore, chez le Président une parfaite soumission aux leçons de l'expérience. Ce n'est pas un théoricien. Si la voie où il s'est engagé lui paraît fausse, il saura l'abandonner sans hésitation. Quant aux transformations morales du peuple américain, peuple jeune, ayant le « goût de l'aventure », l' « amour du changement », M. Maurois les juge aussi imprévisibles que les résultats du plan. Tout au plus s'aventurera-t-il à penser que l'autorité du pouvoir central sortira renforcée de la crise et le culte de l'individualisme affaibli. L'expérience actuelle est en effet sous le signe étrange et nouveau du *collectivisme libéral*...

Essayiste et romancier, M. Maurois montre, dans ce livre, qu'il est aussi un excellent observateur politique. Son exposé est d'une précision, d'une netteté impeccables. Et l'on retrouve, non sans plaisir, dans certains entretiens avec les membres du Brain's Trust, ou simplement avec des ouvriers rencontrés dans un restaurant de chômeurs, le subtil humour qui s'était glissé dans ses livres de guerre...

Le livre de M. Bernard Faÿ, consacré également à l'Amérique d'aujourd'hui, nous livre une moisson de réflexions et d'observations sur la vie et la psychologie américaines. C'est un ouvrage de belle tenue, rempli de vues originales, mais d'une densité presque excessive. L'auteur, qui a fréquemment et longtemps séjourné aux États-Unis ne semble pas avoir pour son sujet la même sympathie

que M. Maurois : il ne ménage ses traits sarcastiques ni aux hommes, ni parfois au pays.

Ne pouvant donner ici une idée complète de l'ouvrage, nous devrons nous résigner à ne signaler que quelques-unes des idées qui y sont exposées. M. Faÿ voit dans le culte de l'action si longtemps pratiqué en Amérique un héritage de la philosophie européenne du XVIIIe siècle. Celle-ci « prêchait *que l'homme devait se préoccuper moins d'être et davantage de faire* ». L'Europe, ayant ses habitudes, résista. L'Amérique obéit. Mais la crise l'incite aujourd'hui à une revision des valeurs.

Si la civilisation anglo-saxonne s'imposa aux États-Unis, dit encore M. Faÿ, c'est qu'elle était « *rudimentaire et vague* ». Si Washington fut choisi comme chef, c'est qu'on se méfiait de son intelligence. « *Si M. Roosevelt a réussi brillamment en 1932, c'est grâce à cette qualité d'Anglo-saxon né pour être chef, parce qu'il est plus qu'un autre être, rudimentaire, vague et incapable de gêner ses subordonnés.* »

Voilà qui n'est flatteur ni pour les Anglo-Saxons, ni pour leurs chefs. Mais si la phrase choque d'abord, elle peut supporter, d'un certain point de vue, l'épreuve de la réflexion. M. Roosevelt est certainement apparu, au temps de sa candidature, comme un être vague. Il n'avait pas de programme[1]. Il était démocrate sans doute. Mais personne ne savait, en quoi, doctrinalement, on peut distinguer un démocrate d'un républicain. Tout ce qu'on pouvait penser, c'est que M. Roosevelt, démocrate, ferait tout le contraire de ce qu'avait fait M. Hoover, républicain, et comme ce qu'avait fait M. Hoover n'avait pas réussi, on espérait qu'une politique différente connaîtrait meilleur succès. C'est simpliste et classique. La plupart des élections ne se font pas pour quelqu'un, mais contre quelqu'un. Un choix politique est souvent un accès de mauvaise humeur. Une assemblée parlementaire une réunion de pis-aller.

Dans l'attitude de M. Hoover M. Faÿ croit discerner un élément bien curieux. L'Américain est sujet aux crises. Il en a quasiment besoin. Individuellement les Américains s'offrent volontiers des

1. Telle est l'opinion de M. Faÿ et sans doute celle des Américains. C'est que ceux-ci comme tous les électeurs n'accordent aucune attention aux professions de foi des candidats. Pourtant quand on lit, *Regards en avant*, recueil de discours de M. Roosevelt publiés par Denoël et Steele, on voit que, candidat, F. D. Roosevelt se proposait de contrôler la fabrication et la distribution des produits, de protéger la propriété privée contre les entreprises des banquiers en en confiant la garde et la surveillance à l'État, de réduire les heures de travail, d'enlever aux agriculteurs 25 p. 100 des terres cultivées pour les transformer en forêts, etc. Le régime de l'*économie dirigée* était clairement annoncé.

crises nerveuses. collectivement ils ne prennent de grandes décisions qu'en cas de crises (comme presque tous les peuples d'ailleurs). M. Roosevelt le sait. Il n'a donc pas tenté de dissimuler la gravité de la situation, ni de « feutrer la chute ». « *Depuis le début de mars 1933, M. Roosevelt a misé sur la catastrophe... Il s'est efforcé de sortir le pays de sa torpeur, et de gagner sa confiance en réveillant sa vitalité profonde.* »

Sur la vie et la formation de M. Roosevelt, sur ses années à Harvard et à Columbia, sur les divergences politiques des diverses branches de sa famille (M. Théodore Roosevelt, l'ancien président, était républicain) on trouvera dans le livre de M. Faÿ d'excellentes pages. Les portraits des précédents présidents sont brossés avec beaucoup de verve satirique. A signaler un curieux passage sur les divergences psychologiques de l'Est et de l'Ouest des États-Unis — et aussi tout le chapitre consacré à la royauté du dollar dans les années d'après-guerre. C'était le règne des banquiers, soutiens ordinaires du parti républicain. Leur compétence en toutes matières était reconnue. On leur confiait les grands postes, les ambassades. On expédiait MM. Young, Dawes, etc... pour assainir la triste Europe. Quelques-uns comme M. Mitchell, directeur de la *National City Bank*, s'élevaient à de vastes conceptions. Ils voulaient étayer la prospérité du pays sur la spéculation à la Bourse. La crise a d'ailleurs déconsidéré ces rois de Wall-Street. Changeant tout, M. Roosevelt s'est entouré de professeurs. Les intellectuels n'étaient pas habitués jusqu'alors à tant d'égards.

Nous revenons à ce *Trust de l'Intelligence*, dont le nom même fait rougir les gens modestes. Quand M. Faÿ a terminé son livre, les membres de ce petit groupe n'avaient pas encore dévoilé tous leurs projets. Nous avons eu l'occasion, depuis lors, d'apprécier leur étonnante audace, leur parfaite méconnaissance des lois économiques les plus simples — et toute l'incohérence de leur esprit d'invention.

***

DICTIONNAIRE DIPLOMATIQUE. — Ce dictionnaire, composé de deux gros volumes, vient d'être publié par les soins de l'*Académie diplomatique internationale* qui « *a comme but l'étude en commun des problèmes internationaux par d'éminents diplomates et des techniciens de la diplomatie* ». On y trouve d'importants articles sur les actes et les traités diplomatiques, l'historique des principales puissances, les manifestations de leur activité internationale (avec le texte même des accords, pactes et traités d'arbitrage récemment signés) et une ample documentation sur les travaux de la S. D. N. et de l'Aca-

démie internationale elle-même. Les collaborateurs sont de qualité : vingt-sept chefs d'État, quarante-sept ministres des Affaires étrangère, cinq cent douze ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, etc. Citons au hasard : l'article sur le traité de Brest-Litowsk est dû au comte Czernin, sur le Canada à M. Dandurand, sur les conférences de la Haye, à M. Frangulis, sur le corps diplomatique à M. Jules Cambon, sur les Dominions anglais à lord Birkenhead, sur le Fascisme à M. Mussolini, sur la France de 1870 à nos jours à M. André Tardieu, sur la Hongrie au comte Apponyi, sur le Mexique à M. F. de la Barra, ancien président du Mexique, sur les minorités à M. Titulesco, sur la Petite-Entente à MM. Benès et Osusky, sur la Russie à M. Milioukov, sur la Sarre au comte de Fels, sur la S. D. N. à M. Paul Hymans, sur la Tchéco-Slovaquie à M. Benès. Les textes diplomatiques reproduits sont nombreux, la bibliographie abondante. C'est un utile instrument de travail.

MARCEL THIÉBAUT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris* (*VIII*e).

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.